

Abattre l'ennemi

Juan Branco



... des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien...

Emmanuel Macron

Ce que le monde tient pour rien, c'est ce que Dieu a choisi pour confondre les forts.

Dieu a choisi ce qui dans le monde est sans considération et sans puissance, ce qui n'est rien, pour réduire au néant ce qui est grand.

Paul

Si nous vivons, vivons pour abattre les rois
La mort est brave lorsque les Princes choient

Sir Percy, *Henry IV*

COMPRENDRE	18
RACONTER	49
PENSER	84
PREPARER	105
AGIR	120
FRAPPER	136
GOUVERNER	145

Prologue

Pourquoi le pouvoir ? Pourquoi cette aventure étrange, qui arrache au commun et nous dirige vers ces lieux qui font si mal, heurtant qui s'en approcherait ?

Pourquoi le pouvoir, alors que, de tout temps, il nous est paru habité par des êtres qui ne savent qu'être laids ?

Pourquoi le pouvoir, alors que nés, nourris à ses côtés, nous aurions pu simplement le servir, et non le revendiquer ?

Pour faire taire la violence qui, au quotidien, humilie et écrase des Français rendus coupables d'être nés.

Pour à nouveau accroître l'idée d'humanité.

Pour s'offrir enfin la possibilité du lien et de l'aimé.

Hommage à tous ceux qui, dans les tréfonds de notre pays, s'arrachent au quotidien, et des ténèbres s'élèvent pour le préserver.

Vous n'êtes plus seuls.

Il est temps maintenant d'avancer.

*

Peu de peuples se sont vus dotés d'une volonté. Il faut, pour l'acquérir, construire au fil des temps, des murs et des digues, des fondations qui nous aideront à résister à toutes les forces qui cherchent à soumettre et exploiter.

Le peuple de France en a été doté.

Dans les accidents de l'Histoire, par un miracle toujours renouvelé, en une conscience étrange de leur spécificité, nos concitoyens ont su, époque après époque, s'affirmer, crier leur droit à exister, montrer que loin de n'être rien, ils avaient appris à tenir droit, à ne jamais concéder.

Non pas la France, mais les Français. Non l'État et ses représentants, ses fictions, ses légendes et ses mensonges, ses erreurs et ses bienfaits. Mais cette masse grouillante et vivante, toujours capable de s'offrir et de se retrouver, de construire des ensembles, pour, collectivement, avancer en tremblant et en jouant, riant et pleurant, partageant les solitudes, transcendant les souffrances, se reliant enfin en cette langue et ce territoire, à travers les idées qu'une République a consacrées.

Nous sommes le fruit d'un miracle mille fois répété, où n'ont cessé de se lover des « êtres de rien », dès lors que des forces sombres cherchaient à les attaquer. Ce miracle engendre haine, envie, jalousie. Partout se dressent des puissances cherchant à assécher, absorber, dévaster l'âme de notre pays, faire leurs ses trésors, soumettre ceux qui ont osé se lever. Gouverner la France, c'est avant tout résister à l'immonde, aux forces qui ne cherchent qu'à avaler sans ne rien rendre. Gouverner la France, c'est, faisant corps, aider son peuple à s'unifier, lui permettre de se réfugier en des fondements que les siècles ont fécondés.

C'est faire tout ce qui, par nos gouvernants, manque d'être fait, pour donner une chance aux Français, face aux mouvements du monde, de demeurer. C'est, en somme, résister.

*

Il y a peu, un être est venu me voir, pour me prévenir des risques que j'encourais. La presse batifolait, tout à ses amours transis avec un pouvoir avarié, s'intéressant aux élections qui venaient alors même qu'une pandémie nous dévastait. Les morts, sous leurs mots, s'accumulaient.

Le voile n'était pas encore déchiré. Le spectacle, pourtant, donnait ses premiers signes d'épuisement, laissant apparaître la réalité des corps que nos dirigeants avaient tant cherché à masquer. Ambulances et pompes funèbres, débordées, se déployaient. Des années de trahison commençaient à produire leur effet.

Cela a été une période particulière à vivre. Ceux qui, comme moi, habitent des contrées interlopes, ont vu, alors que le monde s'effondrait, leur surveillance renforcée. C'est ainsi, nous vivons en un État policier. La chose peut sembler étrange, absurde, risible, pour qui voit de loin la politique naître et

sombrer.

Ce livre leur est avant tout destiné. Eux qui croient encore au fragile habit qui recouvre nos *démocraties*.

Eux qui s'attachent encore, coûte que coûte, à l'illusion qui leur est présentée. Aux fables qui leur sont contées.

À eux et à vous qui, encore, croyez. Entendez ce récit, et comprenez comment, en France, la politique se fait.

*

Alors que le confinement avançait, les visites amicales se sont succédé. Des *missi dominici* s'enquéraient de mes intentions, un dossier pénal était agité, de petits mots m'étaient adressés, des poursuites suggérées, comme pour m'intimider.

Une femme, au milieu de la nuit, me susurrait : « J'ai été envoyée. »

L'amour devenait l'outil pour me dévaster. Moi qui m'étais toujours offert sans pensée, voyais comment l'on tentait de m'abattre sur ce que, de plus précieux, j'avais toujours su préserver.

Je les regardais s'agiter, et mesurais l'ampleur des mondes qui nous tenaient écartés. Depuis qu'Aurore Bergé, porte-parole du mouvement présidentiel, m'avait signalé au procureur de la République pour avoir « armé les esprits », je savais ce qui viendrait. Et pourtant, je découvrais, surpris, jusqu'où ils étaient prêts à aller.

*

Vous ne me connaissez peut-être pas.

Vous n'avez peut-être pas lu, vu, entendu tout ce que la haine et l'envie, la peur peuvent produire de dégueulis. Tout ce que, avant qu'on me considère comme un dangereux ennemi, l'on avait énoncé à mon sujet, ces nuages d'éloges alors que je semblais, innocent, n'être qu'un de ces petits marquis produits à la chaîne et prêts à se montrer asservis.

Vous m'avez peut-être cependant croisé, au détour d'une manifestation, d'une conférence, par écran interposé.

Vous ne savez en toutes circonstances, et le plus probablement, pas grand-chose ou rien de celui qui aujourd'hui vous écrit, si ce n'est de vagues on-dit.

Loin de moi cependant, vous avez vu notre pays sombrer, notre système de santé s'effondrer, la France se vider de son peuple, après l'avoir écrasé.

Vous avez vu le chef de votre gouvernement, face à des millions de Français, répondre à une femme qui disait son désir d'assister à l'enterrement d'un parent qu'elle n'y serait pas autorisée, avant, la question suivante, de confirmer

à un employé qu'il devrait prendre le lendemain un métro bondé pour aller retravailler.

Vous les avez vus, ce même chef de gouvernement et tous ceux qui l'entouraient, mentir à répétition, jusqu'à plus soif, pour tenter de masquer la honte qui aurait dû les emporter.

Leur incapacité à nous protéger.

Vous les avez vus, les porte-parole, ministres, Premier ministre, secrétaires d'État, députés, journalistes, *scientifiques*, élucubrer, manipuler, dissimuler et travestir alors que la nation se perdait, sans pour autant jamais renoncer aux vaniteux jeux qui les amèneraient, de plateaux de télévision en élections, à accaparer l'attention qui ailleurs les requérait.

Vous avez vu comment, étrangement, alors que le drame nous emportait, personne, parmi ces mille représentants et relais qui saturaient l'espace public, ne fit entendre ce que vous ressentiez. L'inquiétude, l'isolement, la détresse, la peur. La chaleur qui manquait.

Vous ne les avez pas vus, les pleurs, les silences, les dents qui, à force d'être serrées, se brisaient.

Vous n'avez rien vu, sous l'épais vernis et les mille couches qui servent à les éloigner d'un sentiment humain qui d'eux aurait pu vous rapprocher. À peine quelques bosses qui se formaient sur vos écrans, entre les propos que les ondes radiophoniques relayaient.

C'était la vie qui, derrière les masques mortuaires, se revendiquait, et cherchait à percer l'abcès.

Cette bosse, c'était les milliers de cadavres qui enflaient, que personne n'osait montrer, et qui, dans leur putréfaction, essayaient de briser l'écran qui d'eux vous tenait écartés, pour vous signifier qu'ils existaient.

Des dizaines de milliers de morts s'agitant, criant, réclamant qu'on les entende, qu'on les voie, qu'on ne les oublie pas. Qu'on cesse de les recouvrir de ces visages et de ces corps inertes qui, de plateau en plateau, ne cessaient d'annoncer dans l'espoir de les effacer.

Le silence des confinements a étouffé nos cris, nos pleurs. Le bourdonnement de la communication du gouvernement nous a éloignés des êtres aimés. Le malaisant narcissisme de nos dirigeants, nous assommant à force de discours infinis et incessants, nous abrutis tout autant que celui des guignols et bouffons qui, de théorie farfelue en indignation surjouée, prétendaient s'y opposer. On les a vus se regarder, nous regarder, corps satisfaits, tirant de cette crise quelques points de popularité. On y a assisté, en spectateurs condamnés.

Pendant ce temps, les corps grouillants qui nous appelaient et nous prévenaient, nous suppliaient de nous réveiller, se joignant à tous ceux qui, éborgnés, mutilés, immolés, avaient hurlé dans le fatras de ces dernières années, demeu-

raient écartés.

Vous les avez vus et entendus, mais peut-être vous êtes-vous laissé tromper. Peut-être que, bercés par les longues sérénades que l'on vous chantonait, vous vous êtes laissé sombrer en ces étranges rêves où l'inertie nous gagne et la peine devient rentrée.

Peut-être vous êtes-vous faits à la perte de la liberté, de la possibilité de vous exprimer, de délibérer des décisions qui maintenant soudain, du ciel et du monarque, tombaient.

Je ne sais si les réveils qui s'ensuivirent se firent dans l'angoisse, l'hébétéude ou la préoccupation du quotidien. Je ne sais si vous prîtes conscience que vos murmures de protestation, éteints par les balivernes et salmigondis qui partout se déversaient, étaient ceux de millions de Français.

Je ne sais pas si vous réalisâtes que, face à une crise qui des années durerait, vous n'étiez pas condamnés à l'impuissance à laquelle on vous promettait.

*

On imagine mal ce que traverser l'écran peut susciter. Ce que, après des années d'élevage intensif visant à faire de vous un petit marquis ou, ce qui revient au même, un serf de ces êtres avariés, s'émanciper peut susciter. Ce que partir avec les clefs du système qui vous a façonné jusqu'à la moelle peut impliquer. Et ce à quoi les êtres qui jusqu'ici vous couvaient sont prêts pour vous le faire payer.

J'ai, pendant cette période, pour la première fois, pris peur. Non pas des menaces qui, des services de renseignement de la moitié du monde nous avaient déjà, en un long parcours, accompagnés. Non de ce que mes révélations sur le triage et la sélection des patients qui intervint dès le début de la crise, ce que le gouvernement n'admettrait jamais ; les masques gardés par les banques alors que les soignants en manquaient, l'utilisation politique qui était faite des moyens de l'APHP, et bien d'autres faits encore pouvaient enclencher.

Mais de ce que, me plongeant une nouvelle fois dans l'intimité de l'un de ces maîtres du monde, que l'on aime parfois imaginer en *illuminati*, au milieu de complots organisés par d'étranges confréries, je m'apprêtais à révéler.

On imagine mal ce que ces traversées charrient de violences et de mensonges, de trahison et de solitude, et les risques qu'encourent ceux qui, prenant leur courage à deux mains, décident d'exposer la vérité sur des individus et des systèmes qui, dominant les temps, manquent de supporter une seule chose : que l'on dise d'eux ce qu'ils sont, que l'on révèle ce qu'ils mirent des années à cacher.

On n'imagine pas ce que, une fois ce chemin parcouru en apnée, dans le silence des mondes et l'incertitude la plus entière, recommencer à vivre et respirer peut exiger.

Tout enfantement est une violence. Et c'est de cette violence que surgit la

beauté. Genet, le plus grand auteur français que le xx^e siècle a, avec Céline, engendré, rappelait qu'il n'y avait rien de plus *violent* que, rompant le bourgeon, la rose qui naît.

Nous tous lançons un cri lorsque l'air et le ciel, le soleil, la toile et la peau se substituent au liquide amniotique qui, jusqu'alors, nous enveloppait.

Nous tous sommes condamnés à le pousser, ce cri, et peut-être que ceux qui, comme moi, sont nés en dormant, ont pour malédiction de toute leur vie chercher à retrouver cet instant manqué.

*

Nos hésitations nous isolent, nous rendent craintifs de ceux qui, loin de nous, soudain, prétendent porter une parole qui reflète nos pensées. Tels nos ancêtres qui, en Galilée, restèrent cois face à l'énième prophète se prétendant messie, nous demeurons, la plupart du temps, hésitants et troublés, entre l'admiration pour celui qui s'avance et la conviction qu'en l'accompagnant nous risquerons de nous voir une nouvelle fois trahis, trompés, et de perdre ainsi les quelques rares énergies qui nous restaient.

Ce cri, pourtant, nous fûmes des millions à le partager, un jour de novembre 2018 lors duquel, convoqués par quelques heureux apôtres, nous nous rassemblâmes pour réclamer : dignité.

Ce cri, nous le portâmes comme si chacun d'entre nous, ce jour-là, naissait.

Ce cri, ce jour-là, fut porté par moi, un parmi d'autres damnés. Moi à qui le monde avait tout offert, moi que le système avait de bout en bout couvé, je quittai les dorures qui m'avaient jusque-là accompagné.

Je quittai le lieu des morts pour me joindre à un pays qui se révoltait.

Des palais à la terre en jachère, à peine labourée. Ce qui a suivi, vous le savez.

La machine à détruire, à laquelle je croyais m'être préparé, s'enclencha dans la foulée. Contre vous, contre moi. Contre nous. La même, identique, qui sur l'ensemble du mouvement se jetterait, joua sur la crédulité et la naïveté de ceux qui s'en feraient les relais, dans la sincérité et la haine, la détestation, la crainte et l'emballement. Alimentés en de noires nuées, les sentiments commencèrent à se démultiplier, diffractés. Les ennemis, imaginaires et réels, se levèrent pour protéger les intérêts qui les nourrissaient et nous attaquer.

La boue jaillit. Et à chaque pas, cette boue nous rapprocha. Sali, enlaidi comme vous l'étiez par des années et des décennies de mépris, d'humiliations et de dégradations, je me joignais au *peuple sombre* que l'on m'avait appris à craindre et avilir, m'écartant des spectres qui m'avaient jusqu'alors loué et asservi, annonçant leurs menées futures, ces emballements mis en œuvre pour bouleverser les regards innocents, entraîner les êtres les plus arrimés, leur apprendre à détester un mouvement qui les inquiétait.

Ce fut une longue lutte, puérule et orgueilleuse, folle et démesurée, un corps-à-corps avec ce pouvoir que l'on m'avait fait voir naître, dont j'avais perçu et annoncé, dès 2013, les dangers, et que je décidai de mener afin non seulement de protéger ces corps pairs qui s'étaient levés, mais aussi révéler, en les devançant, l'inanité des mécanismes qui se déploieraient afin de les atteindre et les écraser.

Personne ne peut savoir, sans y être passé, ce que cela fait. Que de voir se retourner l'immense machine qui vous a élevé, qui se promettait à vous, pour se donner un but, collectivement assumé, inverse au chemin qu'elle avait fait mine d'emprunter : vous dévaster. Personne ne peut imaginer à quel point l'espace public est avarié, à quel point chaque publication, chaque information est travestie, instrumentalisée, détournée pour servir certains intérêts, avant de le vivre dans sa chair, d'en devenir l'objet.

Personne ne peut le savoir, et pourtant tout le monde le sait. Car ce qui m'arriva ne fut qu'un fragment de ce qui, au quotidien, s'abattit sur des millions de Français, et se démultiplia telle l'averse inattendue alors que le ciel se découvrait, produirait l'une des plus indécentes pluies de chienlit que la terre ait portée.

Personne ne peut le savoir. Voilà ce que je fis mine de penser, instrumentalisant, attisant ces haines afin de faire de mon destin quelque chose qui exemplifiait tous les torts, toutes les hontes qui sur nos ennemis auraient à se projeter. Afin de permettre à tous ceux qui y assisteraient, après avoir entendu mes mots, m'avoir connu et aimé, de se déniaiser, et de comprendre comment, en France, la politique et l'information se fabriquaient.

*

Il est ardu de se débattre dans cette asymétrie et ces failles sans chuter. De tenir le temps suffisant pour *démontrer* à quel point ces laideurs, injustifiées et prévisibles, participent d'un système fabriqué pour détruire et tenir, et dont les instruments – les journalistes et politiciens, commentateurs et phillistins – n'ont souvent guère conscience des rôles qui leur ont été attribués.

Il est ardu de ne pas commettre d'erreur, et ne pas perdre cette candeur, cette beauté qui, un jour, nous fit nous rencontrer, fécondant une petite part de ce monde qu'en un miracle nous avions ensemble arpenté.

Nous nous étions, longtemps, réchauffés, accompagnés, aimés. Nous avions cherché par tous les moyens à maintenir ce lien en lequel tant d'autres avaient tenté de s'entremettre, alors que la flamme vacillait.

Lorsque les catastrophes vinrent, telles qu'elles avaient été annoncées, le mouvement s'essouffla et les pièges se refermèrent. La lutte naïve et candide commença à apparaître comme le fruit d'un égocentrisme, d'un intérêt. L'on tomba progressivement dans le piège où j'avais vu, des années plus tôt, un

célèbre lanceur d'alerte choir. Se battant pour le monde, semblant cependant oubliés des autres et des idées qui nous avaient fait nous rencontrer, nous nous découvrîmes paniqués à l'idée de perdre ce qui nous avait reliés, et prêts à nous entre-dévoiler.

Il est impossible de demeurer soi et de convaincre de sa sincérité en l'espace politique et social tel qu'il est aujourd'hui configuré sans mourir ou s'épuiser. Que l'on me pardonne d'avoir failli. D'avoir erré. De ne pas avoir su me détacher assez de ce qui, au monde d'avant, encore me rattachait. La violence, la brutalité des mots et des postures, l'oubli de ceux qui, dans cette aventure, m'accompagnèrent, ne furent qu'apparence, fruit d'une lutte désespérée et d'avance condamnée pour rendre compatibles des mondes faits pour s'ignorer.

La distance qui, peu à peu, s'est installée avec ceux qui, en un élan d'espoir et d'incrédulité, s'étaient levés, n'est que le résultat d'une intermédiation perverse que des forces périmées mirent en œuvre pour nous séparer. Ces forces sont achetées, financées, alimentées pour rompre et délier des corps et esprits faits pour se retrouver. Pour assurer ainsi le maintien des privilèges et des situations des quelques-uns qui s'en sont saisis. Ces forces ont des sigles et des noms, des incarnations. Il est inutile de les nommer.

Pardonnons-nous d'avoir voulu sauver ce qui restait, alors que la masse se désagrégeait, et de nous être ainsi perdus en autant de chemins séparés. D'avoir cru qu'en tant que corps *indivis*, l'on pourrait encore couvrir, protéger, amplifier les idées que nous avions collectivement portées alors que la masse s'effaçait.

De ne pas avoir assez rappelé que la violence qui, loin de nos petits destins, affectait des millions de Français, était la seule raison qui nous avait fait nous mobiliser.

Nous nous sommes, face à la batterie, jetés poitrine et torse ouverts, alors que personne, personne ne s'était levé pour nous protéger. Dans la plus crue naïveté, sans arme ni volonté de heurter, nous nous sommes exposés à l'une des plus violentes répressions que notre pays ait engendrées. Nous n'avons pas eu peur, nous n'avons pas tremblé, et nous avons continué à avancer sous les tirs et les gaz, les grenades et les matraques, parce que enfin, nous nous sentions parts d'une vague qui nous rendait à l'immensité.

Pas à pas, les marées se sont retirées. Et ceux qui, sur ces flots, restèrent, pensèrent que, quitte à périr, il vaudrait mieux le faire en se jetant sur eux, en leur faisant sentir l'odeur et la chaleur des corps qu'ils s'apprêtaient à triturer, plutôt qu'en se dispersant et disparaissant.

Le 17 novembre 2018, des femmes et des hommes, se voyant mourir, préférèrent le faire aux portes de l'Élysée, aux pieds de ceux qui, par succession d'erreurs et d'intentions, de compromissions et d'absence de sincérité, de mensonges et de corruptions, les avaient, jour après jour,

épuisés. Renonçant à la peur et la domesticité, ils se levèrent pour que leurs maîtres sentissent une fois au moins l'odeur des cadavres qu'ils produisaient.

Ces êtres qui s'élançèrent furent ceux qui, depuis des siècles, silencieux, avaient constitué geste après geste le socle de ce pays et que nos dirigeants tenaient maintenant si loin qu'ils leur avaient semblé ne plus exister.

Ces êtres sont ceux qui, demain, nous sortiront de l'étau dans lequel des marquis poudrés, des incompetents et des inconséquents, des manipulateurs et des méprisants, nous ont plongés.

Ils sont le courage et la beauté. La grâce d'un pays par d'autres trahi se montre à leurs côtés.

À eux qui ont eu le courage de se lever. À tous ceux qui, demain ou les jours prochains, prendront les chemins que nous avons empruntés, et nous libéreront des oppressions contre lesquelles nous nous sommes érigés.

À la femme qui, ces jours-là, m'a accompagné.
Votre lutte est maîtresse de beauté.

*

Notre guerre, à front ouvert, fut menée au nom de l'humanité, pour et par ses principes, estropiés et oubliés.

Notre guerre sera menée à front renversé.

Nous ne nous masquerons jamais. Nous ne prétendrons jamais nous taire, nous ne frapperons jamais pour fuir ou nous écarter.

Nous ne ferons jamais mine de ployer.

Et nous agirons toujours avec la dignité qui leur a manqué.

Nos ennemis sont ceux qui considèrent la société comme un instrument au service de leurs intérêts.

Ceux qui se sont enfuis en leurs palais, et n'ont aucune conscience de ce qu'il en coûte que de fabriquer les sièges dorés sur lesquels ils se sont installés.

Nos ennemis sont ceux qui n'ont aucune idée du pourquoi de leurs fonctions et de leurs grossières rémunérations.

Nos ennemis sont ceux qui nous ont empêchés d'aimer, de vivre et de partager.

Ils sont ceux qui, loin de tout effort, ne conçoivent leur existence que comme une succession d'accumulations et de consommations, loin de tout sentiment, et loin de toute pensée.

Ils sont ceux qui n'ont jamais connu l'humiliation, le néant, la perte et le mépris, la peur et l'oubli.

La crainte d'être de l'autre côté versé.

Eux qui n'ont idée d'où leur confort surgit. Des douleurs que leur absence d'efforts et d'altérité font naître chez les millions d'êtres dont ils ont fait leurs

prisonniers et qui sont là, à quelques pas, loin des fantasmagoriques distances que certains voudraient exister.

Ils sont à portée de main.

Ils doivent être dévastés.

*

Piégés entre divertissements télévisés, réseaux sociaux et papiers glacés, les citoyens n'apparaissent à nos dirigeants que comme des lapins pris dans les phares d'une voiture, incapables de se défaire des sortilèges qu'ils ne cessent de produire afin de les soumettre et inhiber. Ils nous voient emportés en un kaléidoscope virevoltant où la frénésie politico-médiatique suffit à nous étourdir, et dès lors à protéger leurs intérêts. Ils nous voient comme une masse désagrégée qu'il s'agit de maintenir en cet état, gazeux et dissous, ressuscitables seulement lorsqu'il s'agit d'obtenir soutien ou d'être plébicité.

C'est un monde plus sombre encore qu'on ne le croit que celui du pouvoir. Un monde où, en deçà de la visibilité, règnent les violences et manipulations, mensonges, trahisons, chantages, coups, balles perdues les plus difficiles à imaginer ; où les officines et les services, régnant en maîtres, produisent à une vitesse effrénée des récits propagandistes dont le seul intérêt est de nous maintenir anesthésiés. Un monde où la guerre de l'information a succédé à la guerre tout court, avec toujours pour objectif l'accaparement des ressources par d'autres produites, et en eux concentrées. Rien de ce que nous voyons, entendons, lisons, n'est produit innocemment. Rien du spectacle qui nous est infligé n'est délié d'un réseau, d'un pouvoir, d'un intérêt.

Cette machine à produire de l'information et à nous distraire du réel s'attaque à la masse, mais aussi à quiconque menacerait de dire la vérité. Aux assassinats planifiés qui, de Sankara à Moïse Tchombé en passant par Robert Boulin, le Che, Mehdi Ben Barka et tant d'autres, ont plombé l'espoir et la liberté du siècle passé, ont succédé de nouvelles formes visant à assassiner la pensée. De Julian Assange à Rui Pinto en passant par cent noms déjà oubliés, notre contemporain est saturé de victimes héroïques coupables d'avoir dit la vérité que l'on cherche par tous les moyens à effacer. Nous vivons en une société du spectacle où le pouvoir, diffracté, est constitué par un empilement de réseaux et de virtualités dont l'opacité détermine la capacité de nos maîtres à régner. Cela est particulièrement le cas en France, et les Gilets jaunes auront eu le mérite de mettre au jour la façon dont une caste, chargée de la production de ces sortilèges, s'est mise au service d'un pouvoir avarié, tout en prétendant servir des valeurs abstraites, dont on se demande parfois s'ils en comprennent même l'idée. Si en d'autres mondes l'on empoisonne ou emprisonne, ici, nos policiers au visage recouvert, sans RIO, éborgnent en toute impunité ceux qui, les ayant pris par surprise, les défient, véritable chasse à courre

touchant quiconque oserait se réveiller. L'outil répressif, mobilisé différemment selon la classe sociale à laquelle il est confronté, voit ses atrocités recouvertes par une hystérisation médiatique déplaçant systématiquement les enjeux, aveuglant quiconque chercherait à s'y frayer un chemin et comprendre ce qui est en train d'arriver. Asservir, intimider, et sinon, « neutraliser ». Voilà comment fonctionnent ceux à qui nous sommes confrontés.

Le temps est compté, ai-je donc pensé, alors que le cercle du néant se resserrait, et que la question dernière qui se devinait était celle de la nature du projectile qui finalement mettrait fin au chemin emprunté. Mille petits plombs nous avaient criblés, mais je comprenais qu'il s'agissait maintenant de recevoir la balle qui m'achèverait, non pas en tant qu'être, mais en tant qu'idée. J'avais la chance de m'être avancé avec la force de ceux qui n'ont rien, et que l'on assimile à ceux qui ne sont rien. J'avais rompu tous les liens qui jusqu'ici m'avaient rattaché aux appareils de pouvoir existants. Je ne dépendais plus de personne, et il ne me restait plus qu'à écrire un livre qui permettrait enfin de faire un sort aux êtres qui m'avaient parrainé. Cette perte de tout ancrage, et la lourdeur qu'elle suscitait, ferait ma force et ma faiblesse. L'exposition à plusieurs ennemis simultanés a toujours cet avantage pour ces derniers qu'elle facilite la balle perdue, dont le tireur ne sera jamais retrouvé, et l'absence d'une quelconque forme de compromission a toujours cela qu'elle nous laisse corps nu, seul et isolé, menacé cependant d'être abattu par le premier venu, sans que jamais il ne soit possible d'identifier le commanditaire de l'assassinat ciblé, et sans nul espoir qu'un quelconque de nos accompagnants ne vienne réclamer le cadavre sans uniforme gisant à ses côtés.

Le temps était compté donc, parce que ce qui se jouait, c'était tout simplement notre possibilité de survivre en un monde où la singularité était devenue péché. Je savais que cette fois, quelques-uns des oligarques auxquels je m'étais attaqué, ces monstres informes qui par la seule démesure de leur argent dévoient les champs de force censés régler notre polycité, avaient décidé de prendre les choses en main, et que ce n'était plus un risque symbolique, mais bel et bien vital qui en découlerait.

Le temps était compté, et il était bien temps de partager, une fois pour toutes, les dernières munitions qu'il me restait.

Je souhaiterais ici rendre hommage à Ludovic Chaker qui, pensant intimider un jeune homme ayant, à peine la vingtaine élancée, été confronté à la CIA, la DGSI et le FSB sans jamais concéder à son intégrité, vint tout de même me rendre visite et, s'invitant à ma fenêtre, aux premiers jours du printemps naissant, me fit savoir qu'il savait où je demeurais, et qu'il serait bon qu'une « discussion » fût entre nous menée.

À lui qui, comme tant d'autres, crut qu'il pourrait nous faire plier. Qu'ils entendent et ne l'oublient jamais : ils ne sont que des serfs. Nous sommes le peuple français.

*

Synthèse de mois de voyages à travers la France, de rencontres et de conférences, de dits et d'écrits partagés, d'une expérience longtemps mûrie, ce texte est l'enfant le plus abouti que je pouvais offrir à mes camarades, alors que se dessinait la fin d'un chemin partagé.

Vous qui me lisez, entendez : nos ennemis sont la faux qui s'attaque inlassable à l'enfance du monde. Vous ne gagnerez rien à un jour vous en approcher.

Résistez et lutez face à toute tentative d'appropriation qui viendrait vous enserrer.

Préservez votre fierté, et ne cédez jamais à l'idée d'une quelconque gloire ou individualité. L'héroïsation est l'expression d'une dysfonction de la société : embrasser ce statut, c'est accepter qu'un sacrifice viendra, dans la foulée, vous emporter. S'apprêter à la mort ne saurait apparaître comme un désir, mais comme le fruit irrésoluble d'une destinée à laquelle il ne faut pas aspirer. Dans l'arène et en parfaite inégalité de conditions, l'être voué au sacrifice, face au monstre déchaîné, ne sait s'il tremblera. Il est impossible, d'avance, de le deviner, et de rendre *effective* notre chute politique. L'ennemi nous prend par le côté, sur notre point de plus grande vulnérabilité, et nul ne peut prétendre y être préparé. Il nous faut dès lors par tous moyens survivre et résister. Nombre s'ajouteront au cortège des victimes anonymes des pouvoirs atrophiés. Aucun d'entre nous ne doit, d'avance, concéder à cette destinée.

Nous sommes à l'une de ces croisées des chemins qui amèneront certains d'entre nous, ayant jusqu'alors tenu droit face à qui les voulait pliés, à accepter que de victoire, ils ne verront pas. À accepter la brisure dans l'espoir qu'un jour, de ce geste, une fleur se voie fécondée.

À tous ceux qui en ces états se trouvent, et ne savent comment s'en dépêtrer. Ne cédez pas à l'anomie, à la violence gratuite, à la pulsion qui fait, sur une personne, s'abattre ce que la société a produit. Les jeux de quilles ne produisent qu'une réjouissance spectaculaire, au sens littéral, et celui qui détient les clefs de ce spectacle ne sera jamais de notre côté. La consécration et la déchéance individuelles sont *leur zénith* : le nôtre se situe en l'altérité, cette idée qui nous offre, sur eux, une infinie devancée.

Le 17 novembre 2018 fut l'un de ces jours qui composent les peuples et forment leur volonté. Ceux qui alors se levèrent, faisant corps avec des tiers, refusant de plier, avançant pour réclamer liberté, égalité, fraternité, dignité, se sont inscrits en notre Histoire, et l'ont façonnée.

Vous qui fûtes Un, souvenez-vous, et entendez.

Du maintenant est venue l'exigence de l'après.

Vous qui fûtes irréductibles. Vous qui vîtes les yeux et les mains tomber.

Vous sur qui tout un État se déchaîna, et qui ne concédèrent pas à l'ennemi
qui avançait.

Des larmes, des gloires et des pas,

Souvenez-vous.

Soyez pensée.

Avancez maintenant.

Et abattez-les.

I

Comprendre

Comment ? Alors que l'ennemi blêmit, un frémissement étreint nos rangs. Comment ? Serait-ce le moment ?

Une avarie de la tête, se déprenant du corps, laisse pantois ses servants. C'est ce qui précède, on nous l'a dit, leur écroulement. Les traits empesés, lourds, le maquillage épais, le pouvoir se montre empâté alors que ses membres s'agitent, aveugles, assistant impuissants à l'agonie de leur nourricier, frappant et se repliant sans ordre ni cheminement.

Alternant froideur, enthousiasme, fermeté, le souffle court, un être sans tête poursuit son pays.

C'était comme si le buste d'un amant éconduit s'était séparé de sa pensée, et, tremblant, s'agitant, précipitait son avanie.

Comment ?

Assistions-nous à leur fin ? Mais oui ! Des milliers de fourmis, prêtes à mordre, grisées d'avoir enfin accès à cette chair qui de la France s'était trop longtemps délectée, avançaient patiemment. De tout le pays, voilà qu'elles s'approchaient de nos gouvernants.

Les voilà, eux qui détruisaient nos champs, accablaient nos villes, assommaient nos enfants et parquaient nos parents. Les voilà, à portée de main. À ça de leur effondrement.

Comment, était-ce ce moment, qui des maîtres fait pitance ? Nous avions faim et nos dents repoussaient, se délectant déjà de cette proie qui, à chacun de ses mouvements, nous signifiait son effondrement et aiguisait notre appétit à mesure que progressait son agonie. Bientôt il lui faudrait céder, pensions-nous, et dans son exhalation finale, dans sa décomposition entamée, pour nous peut-être, une nouvelle vie.

Comment ? Alors que le président de la République fuyait une préfecture enflammée et craignait non pour son pouvoir, mais pour sa vie, voilà la question qui traversait notre pays. Lancinante, elle nous poursuit depuis. Après des mois de lutte, notre menée collective, digne et entière, se dispersa dans l'honneur et sans renoncer à un quelconque de ses appétits. Nous avons gagné. Clameur d'un peuple relayée par des combattants sans armée, vêtus d'un simple gilet, le rogne emportement aux vogues dorées avait fait refluer l'ennemi, avant de se retirer sans se montrer défait. Suspendant notre lutte carnavalesque, organisée et structurée comme l'avaient été les batailles mé-

diévalas, bien loin de l'anarchie que les médias ont décrite, les riens et les sans-dents, les *Gilets* se rétractaient, après avoir ensemencé une terre qui un jour, une fois la jachère terminée, germerait ses blés. Les ombres qui, samedi après samedi, s'étaient affrontées dans le cadre d'un rituel riche et créatif, observaient fières et rieuses le misérable hallali qui, sur les écrans, leur succédait.

Un virus s'apprêtait, par la mort, à sidérer nos destins. Le pays venait de s'éventrer.

*

Lorsque, quelques mois plus tôt, il nous avait fallu admettre que le pouvoir, las, avait quitté la table et qu'il n'y avait plus d'ennemi à défier, notre retraite fut menée de façon ordonnée. La répétition des scènes d'affrontement avait usé la plèbe des beaux quartiers, acculturée et perdue pour le politique. Spectatrice de son propre effondrement, elle avait fini par requérir trêve et abandon face à ces adversaires dont elle voyait que, malgré l'immense asymétrie des moyens, elle ne sortirait jamais vainqueur. Protestant que son espace vital fût si régulièrement envahi, et que son *camp* fût incapable d'écraser l'ennemi, la grande bourgeoisie, celle de l'hypercentre parisien, des premiers valets de nos Princes et rois, avait convaincu ces derniers de la nécessité de mettre fin à la farce qui mettait en scène leur propre impéritie, et de concéder ce qu'il faudrait. Quelques milliards avaient plu, une convention citoyenne et un « grand débat » avaient été convoqués, une taxe retirée, et voilà que le pouvoir concédant une défaite morale rendait à ses constitués l'usufruit de leurs quartiers, tentant de se rattraper en un vain marathon de rencontres, traversant le pays, soliloque vaniteux où seule la voix d'un être esseulé s'entendrait.

Quant à nous, repliés, échaudés par la violence insigne qui, venant de forces de l'ordre dépassées, n'avait cessé de se déployer, nous ne laissions que quelques arrière-gardes continuer de lutter. Par son retrait et le refus de la réinauguration des confrontations, par la brutalisation de son rapport aux Gilets jaunes, le pouvoir admettait qu'il avait perdu, mais dénués de vis-à-vis, nous n'avions eu d'autre choix que d'à notre tour reculer.

Ce fut une étrange victoire, sise en l'effacement soudain de l'adversaire, au profit d'une avide répression faisant fi de toutes les règles qui, en démocratie libérale, s'imposent en ce genre de confrontation. Il n'y eut nulle célébration, nulle médaille, et d'apparence, nulle évolution. Nous respirions certes, mais l'air encore manquait.

Au loin, nos plus fidèles continuaient face au néant de tenir chaud le fer qui nous reviendrait. Nasses, mutilations, arrestations arbitraires, intimidations sous toute forme se succédaient, tandis que le pouvoir, ne sachant que faire, alternait hardiesses sur les retraites et renoncements aux privatisations.

Violence, sang, gestes maudits. La France, en guerre contre elle-même, ne reconnaissait plus ses pays.

Le peuple français, n'entendant plus rien, lui, se taisait, estomaqué.

Alors qu'une apocalypse se préparait, nous rentrions en nos tanières, conscients de la suspension qui s'imposait. Nous avions été, selon les sondages, jusqu'à 85 % des Français. Restaurateurs, petits entrepreneurs, artisans, chômeurs, allocataires, commerçants, ouvriers, employés, assistants, femmes esseulées. Le petit peuple s'était retrouvé et uni à de plus puissants pour renverser ses dominants. Le temps avait fait son œuvre, nous avait désagrégés, et imposait que nous revînmes à la pensée. Si la révolte avait triomphé, la révolution avait échoué, et, né des profondeurs de la mondialisation dont nous dénoncions les produits, un étrange mal s'approchait. Faute de lits, c'est-à-dire de financements, faute de pensée et de protection, la nature se déchaînerait, nous suivant, abattant les mythes de nos ennemis, les forçant à produire des sommes miraculeuses dont ils avaient toujours nié la possibilité, nous sidérant et nous confinant par incapacité à sauver un système de santé qu'à chacune de leurs décisions, ils avaient fragilisé. Leurs récits, leurs fondements, soudain, tout s'effondrait. Nous avions eu raison, et pourtant, nous serions ceux qui, pour tous les autres, payeraient.

L'impensable devenu réalité, le coronavirus nous laissa paralysés. L'État, transformé entre-temps en adversaire par la grâce d'un préfet qui avait exclu de son « camp » les citoyens français qui manifestaient, cet État auquel nous avions tant sacrifié, que nous admirions et désirions, et que, selon que nous fûmes de gauche ou de droite, nous souhaitions plus ou moins engrossé, se montrait soudain, du fait de la rapacité de nos dirigeants, incapable de nous protéger, au bord de l'apoplexie, nous réclamant littéralement de nous sacrifier, de demeurer cois, pour subsister. Nous qui avions réclamé qu'il fût pourvu aux besoins de notre système de santé, qui avions crié aux côtés des infirmières, médecins, aides-soignants, assistions perplexes à une accélération des temps qui, confirmant nos intuitions, nous dépossédait de toute possibilité d'action. Nous avions annoncé la révélation et celle-ci, intervenant, nous laissait sans capacité d'action. De bout en bout, nous avions eu raison, et pourtant cela semblait voué à nous condamner.

Les forces traditionnelles, parlementaires et syndicales, d'opposition ou de gouvernement, sidérées, extraites du politique par la profonde reconfiguration que nous venions de connaître, se trouvaient définitivement incapables de nous parler et de nous protéger. La période précédente les avait révélées, en leur médiocre impuissance, ontologiquement dépendantes de l'existant, manquant absolument de la souveraineté que nous réclamions. Les Gilets jaunes s'étaient trouvés seuls, nus, abandonnés, et c'était maintenant le peuple entier qui, après avoir été tiré au LBD, se voyait menacé de dissolution. Le petit pays montait au front, sauvait Paris, assurant son approvisionnement malgré les immenses risques pris. Les politiciens alternaient louanges et menaces, imprécations et

suppliques. Ils nous enfermèrent dans l'espoir que cela leur laissât un temps suffisant pour que le réel se réajustât, et que le retour à la normale à nouveau les consacraît. Ils sortirent de l'épreuve fiers et comme vainqueurs. Nous venions de les sauver et ils avaient l'outrance de s'en féliciter.

Les voilà donc, manquant de pensée, qui se montraient en ce qu'ils étaient : piètres bonimenteurs incapables de penser. Les voilà donc, alors que le confinement s'installait, incapables d'investir, reconstruire, recruter, former tous ces personnels qui aux suivants manqueraient pour, cette fois, permettre au système de santé de demeurer préservé, et dès lors, de nous libérer.

Les voilà qui se montrèrent incapables de profiter de l'opportunité que nous leur offrîmes, en notre sacrifice démesuré, pour mener à bien ces transformations radicales que requiert ce pays, ces investissements massifs qui, de l'écologie à l'industrie, seraient réclamés afin que le pays ne sombrât point. Les voilà qui se montraient incapables de faire autrement que de renforcer notre dépendance à ces mondes qui venaient de nous contaminer, distribuant des milliards sans les orienter, faisant confiance à cette aveugle loi du marché, demandant à tous patience, soviétisant l'économie – ironie suprême ! – sans la diriger pour ne pas avoir à endosser la responsabilité des bascules que l'environnement, les populations, tous leur réclamaient.

Nullle opportunité ne fut saisie pour faire de ce temps de paralysie l'œuvre fécondante qui nous ferait demain, changés, ressusciter. Nous les prévenions, il y a là risque, ici, opportunité. Ils se taisaient. Où furent les grands programmes qui permettraient, face aux nouvelles vagues, de ne pas se voir encastrés dans les limites que nos hôpitaux *managérialisés* s'étaient vu imposer ? Où furent les chantiers qui prépareraient la France à un monde entièrement reconfiguré, et lui feraient profiter de l'intuition de ses dirigeants pour, à temps, se relancer sans plus dépendre de ces ennemis qui nous avaient inoculé ce virus avarié ? Où furent les programmes d'appui à une jeunesse soudain mise face à l'abîme ? Où furent les bourses pour artistes confinés qui, immédiatement, se seraient élançés afin de « couvrir » la réalité d'un pays qui s'immobilisait ? Où partirent-ils, enfin, ces milliards, si ce n'est, pour la plus ample majorité, en des marchés déjà saturés de monnaie, alors que pas à pas, des millions de Français voyaient leurs rêves et aspirations, leurs maigres protections, s'effilocher ?

Où disparurent ces énergies qui, se nourrissant de la crise, auraient dû immédiatement être mobilisées, profitant des sommes astronomiques qui étaient débloquées pour engager cette reconstruction du pays que les temps normaux, par confort et inertie, par crainte et impéritie, empêchaient ?

Faisant confiance à l'existant, espérant que, les jours passant, *quelque chose interviendrait*, nos dirigeants demeurèrent installés sur les vagues des temps, se laissant porter, et se félicitant d'emblée de ce que tout cela, au pouvoir, leur permettrait de demeurer.

Conformisme, ineptie, avarie.

Nous les damnés, nous qui nous étions levés, qui l'avions goûtée, cette merveilleuse et atroce souveraineté qui exige et requiert, nous qui savions le courage et l'engagement que les crépuscules engendrent, nous trouvions isolés, enfermés, bâillonnés. Alors qu'ils s'étaient déjà à nos corps, à nos chairs, attaqués, nous nous trouvions comme l'enfant délaissé, orphelins d'un régime dont nous avons été les vertèbres et les os, mais dont le cerveau nous échappait.

Nous avons fondé la République, et la République nous lâchait. Oh certes, les infrastructures que des siècles avaient nourries tenaient et, brinquebalantes, interdiraient l'hécatombe qu'ils avaient annoncée. Mais eux qui ne s'étaient sis là-haut que pour dilapider les maigres ressources que nous produisions, semblaient interdits, incapables de discussion, d'élaboration, d'autre chose que des jeux de dupes auxquels ils nous requéraient d'assister sans participer. Deux ans auparavant, le sang avait giclé dans les rues de Paris, des milliers de citoyens avaient été arbitrairement arrêtés, et la cruelle nature des dominants qui jusque-là était demeurée travestie, parée des atours les plus sidérants, était soudain apparue aux yeux de nombre de citoyens en sa crue nudité. Deux ans plus tard, ce n'était plus l'événement, le spectacle de la violence politique, fruit de l'absence d'interlocution et de considération de gouvernants pour leur population, mais le défilé morbide de la mort systémique auquel nous étions confrontés. Leur lourde suffisance ne suffisait plus à masquer leur impéritie. La succession d'inanités qui s'abattaient sur une population peu à peu accoutumée au docile confort et à la servilité effrayait. La crise n'a d'intérêt politique qu'en ce qu'elle révèle les failles jusqu'alors masquées, ou du moins niées. Ce fut en ces circonstances un festival, pittoresque par sa grossièreté, et par l'entrain avec lequel l'on tenta de nous le faire accepter, multiplication de médiocrités alors que partout des destins s'obscurcissaient.

Je vis des êtres à qui l'on coupait les minima sociaux en plein confinement. Je reçus, de médecins désespérés, les preuves que l'on sélectionnait les patients que l'on soignerait, faute d'avoir les moyens de tous les traiter, alors que partout nos gouvernants et médias promettaient que cela n'arriverait jamais. Je vis l'écart entre le réel et la fiction se gonfler jusqu'à menacer d'exploser. La dette démultipliée, les marchés financiers s'en régalaient, accroissant leur valeur et achetant tous les titres que les États produisaient. Nos peuples s'appauvrirent et pourtant les milliards, en d'autres, fleurissaient. Personne n'y trouvait à redire. Des décennies de discours et d'imprécations, de sanctions et d'humiliations, apparaissaient soudain pour ce qu'elles étaient : purs prétextes, purs outils servant à préserver leurs intérêts.

Je repensais à tous ceux qui, petits marquis ou relais sans pensée, nous avaient traités doctement, nous infligeant des années durant des leçons d'austérité et d'économie qu'en un instant tous reniaient. Je les voyais mainte-

nant déverser d'indécents flots de paroles inversées sans en craindre les effets. Devenues incessantes, nos élites trouvaient prétexte à tout pour se maintenir, et se reconvertissaient au premier discours prémâché qu'on leur servait. Journalistes et politiciens marchaient main dans la main, trop inquiets que la chute de l'un suscite celle du prochain.

Ces êtres sont des marionnettes. Ils sont l'absence de pensée. Leurs mots nous avaient déjà heurtés, ces coups de leurs affidés nous avaient blessés, et voilà qu'on les retrouvait ironisant, arrogants, sans aucune conscience de la détresse que tout cela suscitait, nous disant l'inverse de ce qu'ils avaient toujours énoncé. Personne pour les censurer. Personne pour le leur reprocher. Partout en nos médias, en nos assemblées, une sorte de triste et morne conformisme, fruit d'une bêtise et d'une peur démultipliées. Il y avait eu quelque chose de l'épopée dans le défi lancé à ce gouvernement, ouragan de force pure que nous avions contenu pour ne pas inutilement heurter, élançant nos corps pour imposer nos pensées, défiant des préceptes que nous savions erronés. Il y avait quelque chose de l'absurde entêtement, face à l'impéritie et la médiocrité de ce régime dépérissant, à penser qu'une quelconque phrase, un quelconque énoncé pourrait les affecter, eux qui ne croyaient en rien de ce qu'ils disaient, et que cela aurait donc eu un quelconque sens de s'élancer.

Nous n'avions, la séquence passée, commis la moindre erreur. Nulle violence gratuite, nulle atteinte à un corps qui ne fût protégé. Nous avions respecté mieux encore qu'ils ne le firent les règles qu'ils nous avaient imposées, en ne nous attaquant, en un rituel codifié, qu'aux hommes en armes, groupés, aux façades et institutions du monde que nous défions, sans jamais les saisir ou les occuper, sans jamais chercher à blesser ou remplacer, dans le seul but de les voir trembler, de se faire entendre, de collectivement les faire reculer. Prendre l'Élysée, tel avait été le mot de Drouet, non pour s'en saisir et le voler, mais pour les en dégager.

Nous n'avions depuis jamais dérogé à nos règles, à cette sublime éthique à laquelle ils avaient tant de fois renoncé, et nous ne dérivâmes pas plus alors que le virus s'étendait. Notre embardée n'avait jamais eu qu'un objectif : protéger les plus fragiles et les plus exposés, sans jamais heurter sans nécessité. Ne concédant en rien, nous assistions éberlués à la confirmation de nos raisons, laissant le spectacle se passer, sachant qu'il nous serait parfaitement impossible, à ce stade, d'avancer, puisque cela aurait impliqué de sacrifier ceux pour qui nous nous étions engagés.

Nous étions leurs prisonniers.

Contraints, taiseux, nous participâmes même aux labeurs communs, évitant la polémique pour défendre la société, nous voyant en toutes parts opposer des fins de non-recevoir par une bureaucratie atrophiee et débordée, laissant s'agiter les comédiens de passage qui prétendaient trouver la solution dont nous savions trop bien qu'elle n'était pas à découvrir mais à saisir, puisqu'elle

se trouvait entre les mains de nos gouvernants emprise, et non en un quelconque remède miracle située.

Majoritaires hier, nous restâmes les justes et les sincères qui, le regard sévère, refusèrent les hystérisations dans lesquelles on cherchait à nous enfermer, distillant un poison de la division qui transformerait notre impuissance en erreur, et notre erreur, en disqualification.

Cela ne fut pas aisé. Car nombre d'entre nous voyaient en cette nouvelle plaie l'obstacle surnuméraire pour survivre. Comment accepter qu'il était devenu impossible de lutter sans mettre en danger ceux-là mêmes que nous nous étions promis de protéger, qu'il n'y aurait rien de plus à trouver qu'un illusoire soulagement en participant à ces tristes chicaneries qui se saisissaient du pays ? Comment se rebeller, alors que trop des nôtres menaçaient de crever ? Trahir ce pourquoi nous nous étions levés, une promesse d'humanité, en exposant ceux qui immédiatement auraient, par le contact avec le virus, succombé, en participant à des polémiques phobiques sans fondement, en profitant de cette fragilité pour nous avancer, n'aurait pu être supporté. C'était bien contre la laideur solitaire et intéressée du monde que nous nous étions érigés, cet opportunisme crasse qui s'exposait en toutes les télévisions et radios de nos contrées. En réclamant notre part de reconnaissance altière, de générosité et de beauté, en demeurant cois et en refusant de dévier, nous préservions notre crédibilité, sans rien concéder.

Nous étions la masse, le bélier de la France, et il nous fallait, pour le demeurer, nous retirer. Que ceux qui, pendant cette période, eurent de nous le plus besoin, se désespèrent de ne pas entendre des paroles qui aux temps d'après se voyaient réservées, que ceux qui ne réussirent à tenir nous pardonnent de les avoir abandonnés.

Car si le temps fut à la retenue, et nous permit de fourbir les armes qui demain jailliraient, il eut pour conséquence de, protégeant les plus faibles, sauver l'ennemi qui tremblait. Pris par l'impératif de la survie, certains de nos pairs trouvèrent de ce fait en des mains instrumentales et gougnafières l'appui que nous leur avions retiré.

Nous nous tûmes en croyant que les temps passant nous le rendraient. Ce furent eux, et non nous, qui continuèrent à dévaster les services publics, à prendre des décisions n'ayant pour boussole que leur intérêt, à composer avec leur infinie médiocrité, recherchant des équilibres qui, sur le court terme, les protégeraient sans jamais devancer le monde et nous éclairer. Ce furent eux qui, loin du silence et de la modestie, contre l'humilité et dans l'impéritie, continuèrent à faire la démonstration de ce que nous affirmions, à savoir qu'ils n'étaient que vassalité et indignité.

Alors que le monde tremblait, nos écrans s'emplirent de visages et de corps désincarnés, tentant par tous moyens de nous séduire et de nous dresser, nous « rassurer » et nous manipuler, alors même que rien en les visages de ceux qui nous parlaient révélait un quelconque sentiment. Nos téléviseurs exhalaient

l'odeur de la chair putride, recouverte de leurs parfums avariés. Le Président peinait à masquer son bronzage, ses longs week-ends passés à jouer au tennis alors que le pays vacillait. De nouveaux soldats, aux devenir anticipés, émergeaient pour relayer des paroles épuisées. Face à la masse sombre qui les avait encerclés, ils s'étaient déjà montrés alourdis par l'ennui d'une vie sans exaltation, leur absence de vision. La crise sanitaire ne faisait que renforcer leur incapacité à l'impression. Le sang froid, engourdis par le danger, quêtant après des années d'obsession du soi, les cadavres en lesquels puiser le reste de leur vie, nos ennemis pensaient avant tout au coup d'après, à ce que tout cela leur apporterait, fleurissant sur la décomposition de notre nation.

*

Le mouvement est la chose la plus rude à enfanter en politique. Cet instant où tous les poids de la terre se dissipent et laissent place à une étrange sensation de légèreté, normalement réservée aux astres et aux fées, cet instant où la solitude écartée, le miracle semble enfin à portée de main, ne peut être fabriqué.

Lors du mouvement des Gilets jaunes, nos réclamations précédèrent le langage et préemptèrent le politique. Elles tinrent à la dignité, la survie, la souveraineté, aux questions les plus fondamentales qui touchent à l'organisation de la cité.

Leurs corps, distendus à force de gavage, compromis dans leur affaissement, nous étaient apparus épuisés, rêches, contemplant leur fin. Plus aucun désir n'en émanait, et une fois le vernis craquelé, leurs organes semblaient s'offrir à qui voudrait les dévorer. Avachi et vain, le trône, qui n'attirait plus, depuis des temps lointains, que des êtres quêtant sesterces, s'était trouvé pris de court face à l'émergence de cette population ambitionnant bien plus que ce qui lui était promis. Ils manquaient déjà de vie oui, de cette vie dont nous débordions, affamés survivants prêts à tout pour reprendre pied et avancer. De tout et plus encore de pensée, de structure et de souhaits. Nous nous étions trouvés portés par la légitimité qu'offre tout élan vital face à l'instinct de mort d'un pouvoir défait. Tout nous commandait de les achever.

Il est impossible de faire naître, artificiellement, un tel moment. Les forces telluriques de l'Histoire le produisent, et dans le fatras, l'on ne peut qu'embrasser l'enfant naissant, ou tenter de l'avorter, par crainte de se voir soi-même momifié. C'est peut-être le plus beau des miracles, ce sentiment qui vous fait l'enfant des temps, et vous joint à son éternité.

Nous nous trouvions donc là, à leurs pieds. Armés d'un gilet. Divinités sombres et affamées. Particules qui réverbéraient l'époque, lui donnaient son reflet. Partout autour, les commentaires des journalistes, intellectuels, penseurs avariés, politiciens paniqués, fusaient, hystériques, incapables de rattraper le

réel et *a fortiori* de le conformer. Nous étions là, et les corps chargés de nous réprimer reculaient, nous laissant seuls, non face à leur devenir, mais face à notre destinée. Nous la sentions d'ici, l'odeur nauséabonde du mourant exhalant. Quelque part dans les combles, un freluquet paniqué émettait ces fumets morbides que les huissiers ne savaient plus comment masquer.

Nous fûmes le 17 novembre 2018, le 24, le 1^{er} et le 8 décembre. Les parfums du seizième arrondissement cédaient face aux profondeurs de la vie. Nous avançons. Que se serait-il passé, deux ans plus tard, si ces jours-là nous avions quelques pas de plus effectué, si nous n'avions manqué de ce projet, de cette idée qui nous aurait donné la force de les achever ?

Personne n'envisageait à cet instant que les croque-morts qui nous faisaient face pussent l'emporter. Chaque semaine, ils croyaient, de nous, s'être débarrassés.

Chaque semaine, nous revenions, enhardis. Le flambeau funéraire d'un pouvoir esseulé surplombait l'Élysée. Vils et repus, suffisants et sans arguments, mais encore là, présents, nos adversaires exhalaient.

La France, qui, l'espace de quelques jours, était redevenue un territoire grouillant d'idées et de forces, de vitalité, partait à l'assaut d'un monde qui à force de la piller et la mépriser, avait oublié qui la nourrissait. Partout le corps social bouillait. Les lycées s'apprétaient à se lever, nous retrouver, et, définitivement les déborder.

Les forces politiques et syndicales, les journalistes, observaient, ahuris, leur défonction. Rien, non, rien ne semblait pouvoir nous affecter.

Deux ans plus tard, assis sur leur tas de morgue, contemplant un empire auquel ils étaient certains de devoir renoncer, nos petits Princes et marquis ont recommencé à nous toiser, avec cette candeur naïve de qui croit avoir triomphé, ravis d'avoir su survivre à la plus grave crise qui de notre pays s'était saisie. Revenus à leurs jet-skis et leurs comédies humaines, leurs hôtels particuliers, ils feignent avoir oublié les tremblements qui hier les avaient encerclés. Que s'est-il passé ? Qu'est-ce qui, en cette sublime avancée, nous a fait échouer ?

Mantes-la-Jolie. Les Champs-Élysées. Les baraques des ronds-points, sur toute la France, littéralement défoncées par des engins de chantier. Les matraques, gaz, grenades LBD, coups, geôles, condamnations, humiliations, mensonges, menaces. Les mains, les yeux, les âmes brisées.

Le sang versé.

Les sombres puissances enfin, qui, paniquées, prirent le relais d'un pouvoir évidé, le transformant en une marionnette aussi provocatrice qu'infatuée. Leurs valets, intellectuels et journalistes, syndicaux et partisans, si importants pour s'assurer que le peuple, à défaut de croire, soit écrasé. Eux qui partout, installés, acceptèrent de perdre toute forme de dignité pour sauver leurs maîtres, brûlant leurs vaisseaux conscients que leurs destins étaient au pouvoir relié. Cette lourde masse sociale qui, privilégiée et engrossée par le capital, se

mobilisa afin de préserver ce qui existait. Forcés de choisir entre la panse et la pensée, les serfs du petit Paris prirent le maquis, se saisissant du drapeau qui les gavait, faisant le pari que la digestion ensuite les sauverait.

Tout cela joua, et puis l'argent, la fatigue, la dissension, le retrait des ennemis inquiets, qui sonneraient la fin de cette étrange mêlée où, aux masses joyeuses et conscientes de leur histoire, s'étaient trouvées opposées des forces de l'ordre qui, prises dans leur individualité, provenaient du même milieu, partageaient les mêmes idées, mais par la corruption se laisseraient emporter.

Ce qui définitivement nous perdrait deux ans plus tard s'enfanta ces jours-là, en ce drame sublime et aberrant qui scinda le pays en des parts pourtant faites pour s'aimer, bataclan orgiaque où face au déferlement de pulsions qui soudain ensauvagea nos dominants, des gens, toujours supérieurs en leur retenue, dénués de titres et d'ambition, acceptèrent de renoncer à la chute de la force brute qu'ils avaient défiée.

*

La période qui aura suivi, précédant l'effondrement de notre pays, l'a recouvert d'un relent de foutre et de concupiscence aux ampleurs abyssales qu'il nous faut interroger.

En une orgie de violence et de satisfaction de soi, nos dirigeants n'ont fait, entre les Gilets jaunes et le coronavirus, que confirmer que nous avions eu raison, qu'il nous aurait fallu les dévaster, et qu'en cette opportunité historique girait un échec qui en des milliers de cadavres fut par l'histoire traduit.

Enragés, nos maîtres, ayant vu étonnés leurs ennemis s'écarter, semblèrent manquer d'idées sur le pourquoi de leur survie, et décidèrent de s'emporter en la bacchanale de leurs envies. Ayant préservé leur position, ils décidèrent de jouir et se soulager dans les restes de pouvoir qui leur avaient été laissés, éprouvant les limites de la décence qu'ils avaient pourtant déjà salement repoussées. Voilà à quoi peuvent être résumés les deux ans qui ont séparé Gilets jaunes et pandémie

Fats et satisfaits, ils se répartirent les morceaux que la France leur laissait et, morfales, accélérèrent l'oeuvre de dévastation qui nous perdrait. La France, qui avait les moyens de montrer au monde sa grandeur et ses capacités, se révéla, par leur impéritie, atrophiée par un virus qu'ils avaient eux-mêmes importé, reléguée aux plus médiocres des pays. Qui se souvient qu'alors que nous venions par tous nos pores de réclamer un changement et que le virus déjà, silencieux, circulait, M. Macron se rendit en Chine pour renforcer encore le pillage de notre pays, obtenant en échange de nouvelles concessions sanitaires que quelques milliers de porcs congelés leurs fussent vendus, au mépris de tout sens et de toute écologie ? À peine sortis d'une crise de régime majeure où le mensonge avait été érigé en critère de gouvernement et où la violence la plus sauvage avait pris pied, faute de leur part d'une quelconque capacité à nous

considérer ; à peine sortis d'une secousse violente où pas moins de dix mille citoyens avaient été enfermés, cinq mille blessés et trente éborgnés ou mutilés, voilà que nos gouvernants nous rendaient sujets du plus déliquescant des spectacles que le politique puisse produire : celui de la paralysie combinée à l'hystérie.

Enfantée par le système-monde auquel ils nous avaient de force fait adhérer, la mort se saisisait de notre pays, et c'était comme si, des mensonges d'Agnès Buzyn aux pitièreries de Sibeth Ndiaye, l'écho de leurs mots nous condamnait. Il faut tout de même entendre ce qui relie tout cela : l'obsession de la facilité, du court terme et du profit les avait amenés à nous délester de toutes les barrières et armes qu'on détenait. Nous étions si nus qu'un rien suffirait à nous faire sombrer.

Depuis quelque temps, déjà, un tremblement s'était saisi du pays. C'était comme si notre pureté avait engendré un déchaînement de perversion sous forme de réaction. Le petit Paris, orgie à ciel ouvert où les cadavres batifolaient en état de décomposition avancée, où nulle part talent ou pensée ne semblaient plus depuis des décennies émerger, renforçait la consécration des malfaisants qui s'y distinguaient en s'alliant aux dominants, se vautrant dans la protection des pires corruptions et trahisons.

Dès le premier confinement, la ville-capitale vit ses populations fuir l'infection qui se généralisait, emportant dans leur mouvement des dégénérescences qui bientôt s'étendraient au pays. Enfermé, privé de cette chair à laquelle il vouait sa démesure, de ce carburant qui l'animait, le pouvoir se trouva à Paris le souffle coupé. Il faut imaginer ce que cela produit. Les corps subalternes, ministres et conseillers, avaient depuis longtemps compris que les carrières se formaient entre secrets d'alcôve, partages d'intimité et relations douteuses avec hommes d'affaires, proxénètes et trafiquants en herbe, fournissant chair et esprit à ceux qui ne cessent d'en manquer. Ces mêmes êtres se trouvaient soudain privés de contact, enfermés en leurs tours d'argent, privés du trafic qui jusqu'ici les avait nourris, craignant de perdre leur emprise sur un monde dont le consentement n'était plus assuré.

L'épidémie croissant, l'on vit les dégâts que leur concupiscence produisait. L'on vit ce que des milliers d'heures et de textes de propagande avaient masqué. Les mêmes qui avaient dévasté l'hôpital se voyaient, toute honte bue, promus aux plus hautes responsabilités, redoublant d'inventivité pour accroître le mal qui nous entourait, multipliant les mensonges et intoxiquant la société, enfantant les maux que le lendemain ils déploreraient et promettaient de soigner. Masques, respirateurs, personnels, idées : tout manquait. À commencer par la vérité. Et c'était à les voir comme si, en ce manque, résidaient les clefs de leur succès.

Nous avons décrit comment ces êtres étaient nés. Comment les Attal, Gri-veaux, Salomon, Véran avaient tous participé aux camarilla que Marisol

Touraine, elle-même exemplaire parfait de ce que nous dénoncions, avait constituées au ministère de la Santé, sous le traître mandat précédent ; comment, sabordant les EPRUS, détruisant les masques, supprimant les lits et méprisant les soignants, ils avaient en parallèle aidé M. Macron à contourner tous les contrepouvoirs afin de se voir consacrés, pillant les ressources d'État, appauvrissant hôpitaux et soignants pour tracer leur chemin et satisfaire leurs envies.

Ils avaient en retour bénéficié de promotions et protections, alors même que, sans compétence ni savoir, ils avaient saboté l'outil le plus précieux de notre souveraineté, celui qui aurait dû, dès les premiers jours de l'épidémie, nous en protéger : notre système de santé.

Tous ces êtres qui sans raison, si ce n'est celle de la corruption, avaient tiré ressources et privilèges d'un ministère aux moyens année après année amenés par leur incapacité à diriger, se retrouvèrent non seulement encore présents le jour où leurs méfaits verraient leurs conséquences révélées à l'ensemble de la population, mais par tout cela, renforcés et dotés d'une infamante impunité. Le conseiller devenait député, le député ministre, le technocrate obscur dirigeait et sanctionnait celui-là même qui de ses dérives s'était détaché.

À leurs côtés, l'incompétence la plus crasse se déploya, participant de l'aggravation de l'une des plus lourdes crises sanitaires que le monde ait connues, sabotant des siècles de sacrifices qui auraient dû à cet instant-là nous protéger. L'affaire fut si grave que l'on crut un instant que la propagande déchaînée sur les radios et télévisions ne suffirait à la masquer. Certains en étaient convaincus, les affaires d'État apparaîtraient aux citoyens dans leur réalité la plus crue. Nul écran ne pourrait plus suffire à masquer le réel et leur rendre un quelconque attrait. La catastrophe à portée de fenêtre permettrait aux Français de comprendre la gravité de ce qui se jouait. Le peuple se rebellerait.

La déversée d'incompétence, l'incestuelle concupiscence de nos dirigeants et ses dramatiques conséquences ne suffirent cependant pas, et l'on comprit que le monopole de nos dirigeants sur la fabrique à récits et fictions suffirait encore une fois à préserver leur impunité. Très vite, il fut acquis qu'il fallait nous abrutir, nous infliger sans filtre et au quotidien un spectacle audiovisuel qui avait pour seul objectif de masquer la production industrielle de cadavres que leur incompetence et médiocrité alimentaient. Le pouvoir, jusqu'alors capable d'enfouir ses morts, redoublait d'efforts pour dissimuler ceux qui à la surface maintenant affleuraient. Les radios et télévisions pourvoyèrent à cette triste mascarade. Les ministres acquinés avec la pègre, promus pendant la période précédente, mis en examen pour corruption, leurs conseillers échangeant subventions contre recrutement de conjoints, leurs camarades proposant faveurs contre prostitution, acquittements contre valises de billets et réseaux, tous ces êtres incapables de proposer la moindre solution, suggérant d'aller au théâtre puis de voter avant de

brutalement confiner, mentant sur les masques avant d'amender quiconque en manquerait, tous ces individus, qui auraient dû se trouver balayés, intéressés par leurs seuls désirs, par les seuls corps auxquels ils avaient accès, furent épargnés. Si dehors le réel nous rappelait que la mort était de leur fait, jamais autant d'efforts ne furent produits pour nous subjuguier, et ainsi tenter de purger angoisses et peurs, colères et frustrations qui de partout nous assaillaient.

Il n'y avait plus de mensonge, plus de mascarade possible : le monde cru resurgissait, et pourtant, c'était à un carnaval tel auquel l'on assistait que nul n'eut l'idée de le faire cesser et les déposer.

*

La France, lors du premier confinement, se tut. Faut-il s'étonner que ce peuple qui s'était pris de défoncer portes de ministères et d'exposer des intimités dévoyées de ses dirigeants, assistât à sa catastrophe stupéfait, et se laissât en un premier temps sidérer par l'excès d'impudence de ceux qui les gouvernaient ? C'était comme si, pris de court, inquiets, nous nous étions offerts, laissant libre cours à ce contre quoi nous nous étions levés, acceptant de sombrer avec nos dirigeants. Parce qu'ils menaçaient de mort ceux-là mêmes pour qui ils s'étaient tant de fois levés, nous acceptâmes certes le silence et l'immobilité. Nous manquions en fait de relais. De personnes en qui déposer notre confiance pour les renverser.

*

Nous savons la nature du pouvoir, et c'est une règle toujours vérifiée. Le souverain n'est que le « reste » de la société, celui sur lequel se déchargent l'ensemble de ses constituants afin de lui faire faire ce que l'on se refuse en propre à supporter. Qu'il soit roi, président ou chancelier, voilà pourquoi il se trouve toujours honoré, et pourquoi tout est fait pour le confondre, lui donner l'impression d'une estime là où ne gît, de la part de ses constitués, que le soulagement de s'être défaits de la part de noirceur qui en chacun d'entre nous demeurait.

Or, lorsque les ressources alimentant cette illusion viennent à manquer, l'accaparement devient la règle, l'avidité s'installe et se projette sur les corps, les asséchant à mesure que la chair commence à manquer. En ces circonstances, le souverain ne peut supporter son office. Lorsqu'il n'a plus droit aux rétributions auxquelles la société l'a habitué, très vite apparaissent en lui l'angoisse et la peur, le sentiment moral et l'impression de saleté qui avaient jusqu'alors été masqués par l'adrénaline, les éloges et les chairs à consommer que des millions de personnes lui avaient confiées en sacrifice afin qu'il assumât sa charge et nous défit de ce qui nous empesait. Les êtres de pouvoir qui se trouvent dans cette situation

de manque deviennent chasseurs, et périssent rapidement dans la médiocrité de leur asservissement, suscitant un ensauvagement généralisé. En une sorte de dynamique anthropophage que connaissent toutes les civilisations qui perdent leur carburant, les dominants subsistent alors encore un temps en s'attaquant à leurs propres enfants, dévorant les citoyens mêmes qui les ont consacrés, puis chutent et laissent place à l'hallali. Lorsque meurt le désir s'annonce la fin d'une *époque*, sans qu'il n'y ait à s'en réjouir. Survient alors en effet le plus dur pour la société : la prise de conscience qu'il faudra, une nouvelle fois, assumer cette part maudite dont elle pensait s'être débarrassée, et supporter en propre la sauvagerie qu'elle avait déléguée, le temps de retrouver un nouveau corps souverain à consacrer.

Le rapport instrumental à la sexualité devient, en ces périodes très spécifiques qui recouvrent largement celle qui précéda la crise du coronavirus, symptôme qui doit être exploré. Soudain, par une inversion paradoxale, les bas-fonds, qui toujours ensemencent le politique sans jamais y figurer, se trouvent projetés en pleine lumière et se saisissent de cette opportunité pour tenter de régner, là où leur nature leur commande de demeurer cois.

L'ombre de la nuit brune s'étend. Les spectres sont alors requis de produire rapidement corps et ressources, carburants pour des gouvernants forcés de dilapider le capital qui leur a été octroyé à un rythme supérieur à celui que requiert sa régénération – régénération qu'ils ont eux-mêmes, en un mouvement réticulaire, faute d'investissement par surcroît de consommation, empêchée.

La succession de putréfactions à laquelle nous avons assisté alors que le coronavirus s'approchait – incarnée en la multiplication délirante d'affaires de mœurs et de corruption touchant nos gouvernants – ne doit pas être traitée avec légèreté. Elle est, en tout temps, le signe soit d'un accaparement excessif de nos élites qui épuise nos sociétés – et qui appelle à une révolution littéraire, amenant au remplacement de nos dirigeants –, soit de l'épuisement naturel de ladite société, situation parfaitement compatible avec la première, mais par ailleurs autrement plus problématique et difficile à traiter, en ce qu'elle requiert une transformation radicale des structures de gouvernement mais aussi de production.

Certes, les racines de l'avarie qui s'est déployée en les actuels gouvernements sont profondes, et la victoire impunie des consommations les plus laides qui ressurgissent en livres, émissions, articles de presse depuis quelque temps tient à d'autres raisons que nous exposerons plus en aval. Que la pédophilie, par exemple, se soit ancrée avec une telle facilité au cœur du pouvoir n'est pas anodin, mais bien probablement le symptôme le plus visible de cette voracité délirante qui saisit cette part infime de la société qu'est le Petit Paris, au moment même où les premiers signes de sa décadence commençaient à émerger. Que les héritiers de l'homme le plus orgiaque et concupiscent de la classe

politique française, Dominique Strauss-Kahn, aient été promus jusqu'à occuper aujourd'hui les premières places de la République ne peut être considéré comme affaire de hasard ou même d'événementialité. Qu'Olivier Duhamel et ses comparses se soient trouvés, comme cela avait été révélé avec inquiétude dans *Crépuscule*, au cœur de la propulsion de l'actuel président ne doit être considéré comme une question circonstancielle. Que l'on n'ait, par pur sexisme inversé, fait aucun sort au rapport qui à la tête de l'État relie deux êtres s'étant trouvés, au moment de leur rencontre, en une asymétrie d'âge promettant dévastation, et que cela ait été exposé comme affaire à valoriser et louer sans qu'aucune discussion ne pût à aucun moment à ce sujet émerger, est à inscrire dans la même perspective. La propulsion de pilleurs de cadavres en les plus belles scènes de l'État, avocats ayant fait leur sel de la lie de la société, hypothéquant maisons de pauvres hères pris au moment le plus difficile de leur vie pour s'offrir bijoux et montres d'apparat, devenus ministre de la Justice après avoir toute leur vie épuisé les ressources d'êtres manipulés ; de jeunes opportunistes devenus ministre de l'Intérieur après avoir monnayé corps contre promesses de logements ; de porte-paroles et autres êtres mauvais plus discrets aux raisons que l'on sait ; les mille histoires similaires qui plus bas et autour d'eux ensèrent ces hommes et femmes et les rendent à des sordides démultipliés ; cette népotisation systématique du rapport au monde et l'avarie corruptrice qui s'y est logée ne doivent être traitées comme fruit d'un mouvement libidinal *naturel* dont la critique serait réservée aux moralistes d'un quelconque bord.

Par leur sordide jaillissement, leur effet cumulé en un moment où un pays tout entier menaçait de se diffracter, ces consécérations, décidées par un pouvoir décadent, ne doivent pas être jugées comme des déviances individuelles – cela, au néant, nous condamnerait – mais comme autant de symptômes d'un phénomène bien plus inquiétant, une sourde éviction de ce que le monde a de plus précieux, le rapport à l'altérité qui, rendue visible au sein de l'élite, doit nous préoccuper en ce qu'elle dit, plus largement, de l'état de notre société.

Il nous faut nous expliquer sur ce point cardinal. Ces affaires créent en effet un écran dangereux, leur potentiel voyeuriste nous détournant des effets de structure qui président à leur émergence, nous transformant en chiens affamés prêts à tout pour dévorer celui qui s'en fait l'incarnation passagère, sans jamais y trouver les moyens d'une affirmation véritable, et non épisodique et instrumentale, de notre souveraineté.

*

La politique est sauvage par nature, Hobbes et Machiavel l'établirent respectivement en ses dimensions structurelles et dynamiques alors que se voyait

consacré le règne du séculier, et il ne s'agit pas ici, en vierges effarouchées, de prétendre s'indigner des laideurs qui l'habitent génériquement. Nous l'avons dit, le politique est le déversoir de nos sociétés, un espace sacré et maudit où nous projetons tout ce qui au plus profond de nos âmes nous apparaît comme devant être purgé.

L'intérêt *intuitif* que les populations portent aux espaces que les classes dominantes ont tenté, grâce aux paravents de la « vie privée », de sacraliser, devrait cependant nous mettre la puce à l'oreille quant à l'importance qui doit être attribuée aux comportements personnels, et nous exige de refuser de traiter avec un quelconque dédain ce que de politique peut en être tiré.

Ce que l'accumulation de laideurs d'apparence individuelles, révélées au sein des plus hautes sphères de nos sociétés, dit, c'est qu'à force de détruire ce qui permettait de se lier et d'aimer au sein de la société, nos dirigeants se sont eux-mêmes transformés en consommateurs frénétiques, faisant de leurs corps et esprit des outils au service de pulsions mal réfrénées, accueillant toutes les laideurs et se démenant afin qu'elles puissent à travers eux se voir consacrées.

Pourquoi cela doit-il nous inquiéter ? Non du fait de leur voracité. Mais bien parce que ces êtres sont censés être ceux qui ont le plus grand accès à ce qui rend supportable l'humanité, le rapport à l'être aimé et désiré, et que si ces ressources sont venues à leur manquer, comme tout l'indique, cela augure de graves devenir pour le reste de la société.

Leur comportement nous lie, nous emporte en leur saleté, non du fait d'une quelconque exemplarité qui leur serait requise et produirait par ruissellement des effets, mais en ce qu'il annonce de paupérisation et d'assèchement généralisé de notre capacité, justement, à se lier. S'il faut non seulement en parler, mais considérer le phénomène politiquement, c'est bien parce que la forme graveleuse et punitive, individualisante et par un paradoxe inestimable désirable, avec laquelle ces scandales sont traités ne fait que nous aveugler sur ce qu'ils pourraient effectivement révéler. Les dérives qui dans l'intime saisissent ces êtres voués à l'impunité n'ont d'intérêt public qu'en ce que leur agglomération signe l'accès du pouvoir à une décadence que la précarité seule devrait théoriquement susciter ; décadence qui doit amener le système politique auquel ces êtres appartiennent à se voir *entièrement* condamné, et non pas décortiqué en autant de parties qui permettraient d'en préserver une illusoire part, tout en excluant ceux qui y auraient *dérivé*.

Car ce que cette accumulation nous dit, c'est que, de la même façon que les violences policières ne sont que la dérivée des violences politiques qui furent, elles, de façon systématique, ordonnées depuis le 17 novembre 2018, les affaires de mœurs dont nous sommes régulièrement convoqués à admirer le dévoilement ne sont que la face émergée d'un décaissement structurel de nos sociétés.

En prenant un peu de recul, et en agglomérant l'ensemble des scandales qui

depuis quelques années nous ont été offerts en spectacle, non pas en ce qui concerne la corruption directe mais en ce qu'ils touchent à l'intimité, une explication, au-delà des transformations de l'intime que suscite l'émergence des nouvelles technologies, surgit. Le politique, devenu le producteur de sa propre misère, annonce par sa chute celle de nos ressources, dont il dépend pour se maintenir. Ayant, depuis sa libéralisation outrancière, généralisé le pillage des ressources communes que nous nous efforçons année après année de produire et de rassembler, il se voit impuissant à maintenir son niveau de consommation sans faire un usage direct de la contrainte et de la violence afin d'accroître ses prédateurs. C'est ce qui a fait se rejoindre des Français de tous les « camps » dans les Gilets jaunes, lassés de devoir payer par le truchement de taxes et d'impôts exorbitants les coûts de ce pillage généralisé. C'est ce qui amène ministres et conseillers, valets et chambellans à toujours plus faire usage de viol et de raptos tarifés afin de satisfaire leurs désirs épuisés.

Ces mêmes élites qui ont si longtemps vécu repues sur les restes de leurs pillages se montrent, ensauvagées par cette limite à laquelle elles sont toujours plus brusquement confrontées, et qui est liée notamment au phénomène de délestage que produisent excités nos petits marquis dans les années 1980 et 1990, vidant la République et l'État de leur substance économique pour mieux s'en rassasier, aujourd'hui incapables de produire la moindre chaleur et le moindre attrait, parce que justement se trouvent asséchées les ressources qu'ils n'avaient jusqu'alors cessé de piller, et que cet assèchement, en une circularité évidente, les incite toujours plus à l'usage de la violence et la contrainte, ce qui à son tour réduit d'autant plus leur attrait. Détenues en leur mouvement, par les Gilets jaunes et les différentes crises qui se sont à elles imposées, nos sphères dirigeantes ont été prises d'une insatiable nécessité de consommer leurs entourages pour continuer à subsister, se comportant avec une sauvagerie accrue et s'attaquant aux plus fragiles de la société afin d'alimenter des comportements d'accaparement qui jusqu'ici pouvaient être menés de façon civilisée, du fait de l'abondance des ressources que produisait la société et auxquelles ils avaient un accès privilégié. Obligées par conséquence de leur inanité à une forme de compulsive consommation, elles nous entraînent en une fuite en avant les amenant toujours plus à l'obsessionnelle quête d'accaparement, rendant visibles leurs méfaits et leurs agissements, entraînant la multiplication de scandales qui à leur tour réduisent leur capacité de mouvement. Le politique perd, par la précipitation accrue de ses comportements et son ensauvagement, par la réticularité démocratisante que les nouvelles technologies ont enfantée, progressivement sa capacité à lier par le désir – alors que c'est là *in fine* sa plus importante fonction – et, ayant été paradoxalement engraisé jusqu'à ne plus pouvoir se mouvoir, se montre incapable de se dépêtrer de cette aporie dans laquelle il s'est lui-même plongé. Dévorant tout ce qui faisait son attrait, mangeant le miel qui jusqu'alors servait d'appât aux citoyens par

son mouvement attirés, il nous plonge dans le monde de Salò, si bien décrit par Pasolini, où la jouissance elle-même se trouve décontenancée par son incapacité à manger autre chose que son propre corps décomposé. C'est le monde de Gomorrhe qui, dans la suite immédiate, menace de tout emporter. C'est le monde du fascisme, en somme, qui nous pend au nez.

Au moraliste qui s'indignerait de ce que tel ministre fréquente régulièrement des prostituées, que tel homme d'État soit accusé d'échanger son sexe contre des logements, que tel conseiller de l'ombre soit accusé de viol ou d'inceste, il faut dès lors répondre avec la même véhémence qu'au libertaire qui ne verrait en notre prise en compte de ces faits que l'expression d'une moraline conservatrice. À tous deux il faut indiquer que c'est bien en tant que révélateurs d'une dysfonction politique que ces gestes sont signifiants, et que si la population se montre historiquement si sensible à ces mouvements, c'est bien parce qu'elle sait en quoi ils sont des signaux d'alarme d'un dépérissement non pas de leurs dirigeants mais du système de production et de décision auquel ils se sont soumis, qui appelle, *a minima*, indignation et amputation, et en cas de généralisation et d'incapacité à arrêter l'infection, renversement et révolution.

*

C'est un petit monde que celui du pouvoir français, et cela explique aussi que la concupiscence s'y soit à ce point déployée. Il semble difficile de concevoir qu'il ait pu s'empiffrer, et réclamer l'engloutissement de tant de ressources, au point de mettre des millions de personnes en danger, mises en difficulté par leur incapacité à fournir à leurs dominants toute la sève qu'ils réclameraient les forçant à s'attaquer à ceux-là mêmes qui le nourrissaient. Et pourtant, les chiffres, ces abstraites coryphées qu'ils adorent aduler, jouent chaque année contre ceux qui ont décidé de les consacrer, confirmant l'intuition à peine énoncée.

Mesurez donc le drame. Eux qui dégustent le fruit de nos efforts, de nos sangs et sueurs accumulés, produits pour être répartis par un mécanisme redistributif qui s'appelle l'État, ne trouvant plus même de proies, acceptent de voir la chair de ces dernières transformée en valeur abstraite, pour ainsi, en dernier recours, les consommer. Xavier Niel, l'homme qui fit notre président, conte à qui veut l'entendre les « tournées des grands ducs » qu'il prépare pour Elon Musk lorsque ce dernier, venant à Paris, cherche à décharger les humeurs que Twitter ne suffit à satisfaire. Mille autres occurrences de cette impossibilité de l'accès à l'amour et à la chaleur, aux corps et aux désirs, amenant nos plus puissants à consommer des corps tarifés, et dès lors violés, y compris lorsqu'ils trônent au cœur du capitalisme mondialisé, entourent ces êtres censés par leur parcours, ressources et positions, pouvoir s'en passer. Pénible embarras pour

ceux qui, à force de festolements factices, d'autant plus saturés d'argent qu'ils ne savaient plus produire de désir organiquement, nous menacent maintenant d'effondrement, alors qu'en parallèle les corps dominés se rebellent, et réclament à leur tour accès au désir, et dès lors à la souveraineté.

Pénible oui, pénible spectacle que celui de cette déperdition qui prend la forme de l'atrocité à mesure que l'on s'en approche et qu'on en mesure les conséquences sur l'intimité et qui amène les plus secondaires des membres de cette *élite*, faute même de capacité à se payer ces corps, à consommer leurs propres enfants. Je prenais tous les jours le bus 83 avec l'enfant chilien que M. Duhamel avait illégalement « adopté ». Il me semble que de lui, personne ne se soit préoccupé. Il semble que bien de pareils enfants aient ainsi été abandonnés.

Perdre sa capacité à attirer, c'est, pour un pouvoir, deviner sa fin, et si l'on sait qu'une grande part de la responsabilité de cet état est liée à la généralisation d'une corruption qui aura épuisé des capitaux que des siècles nous avaient légués, une part autre est quant à elle relative à un phénomène que nous décrirons plus en avant et qui, bien que profondément lié au premier, le domine en termes d'effets : celui de l'effondrement de l'écosystème où nous sommes nés.

Je le sais pour l'avoir éprouvé, ce caractère systémique de la dérive à laquelle nous sommes voués et c'est pour cela que j'ai tant de préventions à l'idée d'en faire une arme à l'encontre d'un quelconque dirigeant – délicieux paradoxe que l'on m'ait attribué une affaire Griveaux dans laquelle, justement, je ne voyais que banalité. Mêlé à ce monde de malheur, intronisé pour m'y trouver consacré, j'ai connu la froideur de ces ères où tout n'est plus que dépendance et je l'ai vue m'approcher. J'ai compris, après l'avoir éprouvé, ce que ces êtres, leur serve et frêle portance, peuvent charrier, et à quel point leurs comportements sont par des effets de structure déterminés. Les errances nocturnes, les visages marqués qui jonchent les artères des grandes cités, jusque-là tenus à distance et simplement méprisés, me sont progressivement devenus familiers, après avoir connu les abondances réservées aux élites chéries d'une gauche qui ignorait tout de ce que la perte signifiait. Elles me sont apparues comme la conséquence d'une lutte existentielle pour tenir dans un néant croissant où le pouvoir s'est défait de ses objets. Apprenant à déchiffrer les cernes, les traits tirés, les tremblements et raideurs qui parsèment leurs corps, j'ai découvert l'incapacité au don et à l'aimé. Nulle recherche d'une altérité, nulle quête d'une intériorité n'aura jamais été trouvée en ces lieux que, solitaire, je me suis vu obligé de traverser alors que l'amour venait pour la première fois, du fait de jeux de pouvoir que j'apprendrais à détester, à me manquer. Partout la sèche transaction, dénuée d'érotisme et désincarnée, m'est apparue présidant en ces espaces que la terre entière fantasme, succession de jeux de domination ouvrant porte au dégoût. Des plus grandes fêtes aux événements par mille paparazzis immortalisés n'apparaissait qu'une évidence : ce monde sombrait, et la charogne au souffle court dégénérait. La

nausée propre à qui s'est un jour retrouvé face au regard torve et écreusé de l'être en lui venu se vider devenait familiarité.

C'est une affaire réglée. Lorsque la quête effrénée de la jouissance, pendant négatif de l'amour, se trouve consacrée, et qu'elle se saisit ainsi que je l'ai vu des lieux les plus privilégiés de la société, il faut comprendre que le règne de la mort s'apprête à l'emporter. Cette violence, qui est celle des êtres qui n'ont jamais été aimés, est l'expression d'une chute qui touche toute la société. Elle ne peut être individualisée.

Ce qui m'a sauvé, c'est d'avoir connu le sentiment avant de me trouver confronté à cette sécheresse qui à chaque pas m'éreintait, et dans laquelle tant d'autres sont nés. C'est d'avoir chu en la chaleur que des années avaient générée, et non en l'avidité qui guettait. J'ai eu la chance de pouvoir observer ce purgatoire en étranger, être de passage ayant connu l'amour et le partage, l'altérité, recherchant simplement un regard qui, me recueillant et s'ouvrant, nous emporterait. La mort collective de la passion, qui conduit à la tentation et empêche toute tentative d'élaboration, m'a à ce point imprégné qu'elle m'a ouvert les portes de la rébellion, et peut-être demain de la révolution, me délestant de la dernière fascination par laquelle ces lieux tiennent : celle de l'apparence de l'érotisme et du désir, de la fausse capacité à engendrer. Les Gilets jaunes à nouveau pourvoiraient à ce qui nulle part à Paris ne semblait plus exister : la possibilité de féconder et non plus de se consommer.

*

En les circonstances où le pouvoir s'assèche et où la société perd sa labilité, tout rapport devient viol et s'empourpre des rugissements du harcèlement. La politicité reprend alors sa tutelle sur toute forme d'intimité, cette dernière devenant critère de jugement du premier et voyant ses prescrits interdits d'énoncé. Il faut chercher à comprendre la multiplication des *affaires de mœurs* qui touchent notre société comme la résultante naturelle d'un assèchement généralisé, cette disparition de la chaleur qui accroît les frictions et blesse les corps appelés à se lier. Qui ne voit, par voie de suite, dans les paroles de puissants parlant de *ceux qui ne sont rien*, le mot qui précède la consommation et l'exploitation les plus abjectes, synonymes et précurseurs parfaits des violences sexuelles dont on ne cesse, depuis des temps similaires, de parler, sans jamais les y associer, ne comprend rien à ce qui vient d'être énoncé. Qui ne voit en ces mots et les politiques qui sont par cette parole engendrées ou justifiées, la même violente réification du tiers, nié dans son altérité, que celle que produisent le regard et le geste qui, précédant le viol, l'engendrent ou le justifieront ne peut prétendre contre l'un et l'autre lutter. Comment s'étonner que l'une et l'autre violence, que l'on présente dans l'espace public comme découplées, aient surgi parallèles, avec la même véhémence, alors même qu'elles sont

identité ?

Réduisant les possibilités de mouvement, et ainsi les interactions, au sein de la société, et de façon naturellement plus visible au sein des *élites*, la raréfaction des ressources accroît les enjeux à chacun de nos croisements, engendrant l'inquiétude, la tension, l'avidité et, potentiellement, la violence et l'écrasement.

Qui ne voit pas, dans le sordide récit d'un épisode de chantage sexuel, tel que décrit par M. Darmanin, devenu ministre de l'Intérieur, présenté comme un anodin moment de *vie de garçon*, quelque chose qui exige non point un jugement moral, mais un renversement politique, en ce qu'il dit quelque chose du rapport qu'entretienement de façon structurelle nos dominants aux composantes les plus fragiles de la société, de l'impunité avec laquelle ils peuvent l'affirmer, et dès lors, d'un problème qui ne saurait, par la démission de ce dernier, être réglé, ne recherche en la politique qu'un exutoire, et non une *praxis* fondée sur la pensée.

Qui ne voit enfin que cette avidité citadine, toujours plus difficile à satisfaire, est celle qui produit la souffrance des populations par ces dernières asservies, nourrissant ce sentiment de peur et de détestation, qui rompt le lien avant même qu'il ait pu germer, par peur qu'il vienne nous blesser, ne pouvait les Gilets jaunes penser.

Les femmes qui le 17 novembre 2018 décidèrent massivement de battre le pavé trouvent part de leur malheur dans les brisures que le vice des élites accaparantes produit. Les combats que leurs sœurs, au sein de la bourgeoisie, mènent contre les plus visibles incarnations de leurs exploitations et contre les comportements systémiques d'exploitation que mettent en œuvre ces dites *élites* ne forment que l'écho bourgeois de ces élans. Avant d'être féministes ou antipatriarcales, ces luttes sont l'expression d'une recherche plus profonde d'émancipation face à un asservissement galopant qui consacrant la consommation accroît les blessures et les brisures, la froideur et la carbonisation que suscitent les modes de production et d'échange de nos ressources, leur raréfaction et les comportements qui en découlent, démultipliant les défiances et horizontalisant les rapports de violence. La société est en crise, bien plus encore que les structures de domination que la postmodernité pense avoir identifiées. Des êtres errent, se brisant sur les brisures qui les avaient mis en quête, contaminant par ricochet qui ils espéraient sauver en se sauvant, et peu cherchent à penser ce qui véritablement, structurellement, suscite la généralisation de cet effondrement.

Partant de nos blessures, les aggravant et les ensanglantant, nous voyons sans cesse les béances se multiplier, en une brutalité qui écarte récursivement les possibilités d'embranchement et de conjonction, n'offrant pour seul horizon d'émancipation qu'un devenir eunuque ou victimaire, vindicatif ou violentant.

Que l'on ne s'étonne pas qu'anomie et transgression s'étendent, indiffé-

rentes au monde, et se substituent à la norme et l'altérité, lorsque partout s'effondre ce qui permettait jusqu'alors, par ricochets successifs, de se relier.

Que l'on ne s'étonne pas de notre impuissance face à des phénomènes toujours moins régulés, lorsque nul ne semble percevoir la profonde dimension politique des gestes mentionnés de cette crise de l'amour que tous font mine d'ignorer.

S'il y a dépravation en notre République, viol de sa nature, ce n'est non pas tant, donc, en son lien avec des bas-fonds qui semblent jouir de se voir par elle partiellement consacrés, après avoir été si longtemps stigmatisés, que dans son incapacité à engendrer la moindre labilité et, dès lors, humanité, phénomène qui l'amène à ainsi se prostituer, et à recourir à ces pis-aller qui auraient dû demeurer en leurs obscurités. Il faut l'entendre : sous l'emprise de puissances déliées de toute idée et tout rapport de désir et d'amitié, emportée par le simple souci de l'intérêt, cette société colonisée, n'ayant plus de moteur en propre, néantisée par son asservissement à un ordre aux ressources décroissantes dans lequel elle ne fait plus que reproduire et consommer, pourrit par la tête, et nous amène tous à accroître les brisures que nous cherchions, en allant vers l'autre, à réparer.

*

Revendiquer le règne de l'eunuque face à cette concupiscence généralisée serait errer dans la réponse qu'il nous est requis d'apporter, et faire le choix de la stérilité là où tout doit nous diriger vers la fécondité. S'ériger pour rompre ce monde où se consomment au quotidien des corps errants ayant vocation à piller relève au contraire de la nécessité vitale de la préservation de la société. Il faut renverser le rapport à l'indécence.

S'éloigner du discours vain singeant l'exemplarité est ainsi un devoir paradoxal, qui nous écartera de la pulsion naturelle du lynchage et de l'écrasement. Refuser d'individualiser ce qui est devenu système, et recommencer à penser : voilà les chemins à emprunter. Le problème ne réside pas dans les individus dont on parle, mais dans notre capacité à nous lier, c'est-à-dire dans le fonctionnement même de notre société.

L'enjeu n'est pas de les remplacer ou de les faire tomber, corps après corps, mais bien de les comprendre pour ensuite les exposer dans leur laideur collective et ainsi enfin les renverser, reconstituant un monde où la pruderie n'ayant plus place, il n'y aurait plus de nécessité à ces accroches délétères et nulle possibilité de les consacrer. Revendiquer l'amour et le désir, la force primesautière du corps marchant, et refuser de se voir un jour de plus gouvernés par de telles larves atrophiées, gluantes et incapables d'atteindre par le geste ce qui en leurs mots fut porté, doit devenir ambition collective et se substituer aux jouissances individuelles amenant à la chute de l'un ou l'autre, masquant les

forêts.

La politique comme affaire d'adultes, qui ne s'embarrasse donc plus des fausses pudeurs qui intoxiquent notre espace public, et qui s'attaque à l'adversaire en tant qu'adversaire et non en tant que déviant d'une règle qui avec lui se trouverait partagée : voilà ce que nous devons exiger. Cela nous permettra d'interdire qu'on nous relie à eux d'une quelconque façon, à un ordre commun que nécessairement ils accapareront. Notre but ne doit pas être de les rendre vertueux, mais de nous en détacher et seuls, nous reconstituer.

Des moyens que nous mettrons en œuvre afin de les écarter dépendra la forme que prendra notre nouvelle cité. Lorsque l'on voit les rivières de ressources que produit notre pays s'épuiser entre des mains nécrosées, et lorsque l'on perçoit les conséquences que leur déviation exerce sur les corps de millions d'individus exploités, rendus à des vies sans saveur ni désir, alourdis et réduits à des consommations émaciées, condamnés à vivre en des lieux sans beauté, dépendant de matières fossiles que l'on ne cesse de rationner pour ne leur autoriser qu'un accès à un plaisir amoindri, l'on comprend l'importance de cet énoncé.

La République s'est prostituée oui, et la puissance publique, abaissée, nous arrache les restes de vie qu'elle nous promettait de féconder.

Il faudra que cependant ce constat nous exige, et nous amène à nous interroger : qu'est-ce qui, déterminant les personnes, rend structurelle cette situation ?

*

La teinte d'or qui à nouveau fit rayonner notre pays me mena sur le premier champ de bataille de cette guerre d'attrition que nous avons décidé de lancer. Propulsé par un geste furieux, et radical, prêt à tout, j'y trouvais des camarades hésitant sur le chemin à suivre, demandant à l'enfant politique que j'étais quelle route ils devaient emprunter.

Il m'a fallu du temps pour absorber ce tremblement qui me fit sentir ce qu'était le peuple français, et la puissance qui l'animait, flamme toujours vivante et résistant à l'asservissement auquel ses élites semblent toujours si aisément prêtes à se donner. Il me fallut du temps pour en tirer des conclusions, comprendre ce que mon appartenance à d'autres mondes avait jusqu'alors suscité, prenant ainsi conscience de ce que les discours ratiocinants qui s'étaient logés en moi avaient fait naître de faux-semblants. Il me fallut du temps, enfin, pour en tirer une pensée.

La première chose qui fut sensible pour quiconque se rendait en les lieux que la citoyenneté occupait, c'est bien qu'alors que partout se multipliaient les commentaires évoquant une plèbe possédée par l'impulsion, incapable de penser ou de s'organiser, était mis fin, dans la suture du rond-point, à l'absurde

encerclément des possibilités du monde. En ces lieux devenus incarnation du pillage systématique de nos ressources, mené par les élites locales avec l'assentiment de pouvoirs nationaux aux abois, mais aussi de la vacuité extrême dans laquelle plongeaient nos existences, naquirent des structures qui permettraient à chacun de s'élancer. Les défilés du samedi ajoutèrent poésie à la phénoménologie, et en ce pas de deux, enfantèrent des pensées. Si les ronds-points furent nos camps de base et nos agoras, ils nous permirent de viser, à partir de cette marge, les pouvoirs agonisants, et de trouver, en des lieux où nous nous replions, matière à élaborer. Nos excursions en les cœurs fantômes de nos ennemis, centres-villes épuisés par l'exclusion d'une grande partie de la population, nous emplirent d'une force carnavalesque et lumineuse, tandis que les cabanes des ronds-points nous offrirent d'heureux points de repli.

Revêtir le gilet jaune, en ces lieux-là, pendant cette période-là, fut une façon de signifier notre appartenance au monde à la fois que d'envoyer un avertissement à l'ensemble de la société : cet objet disait notre dépendance à une matière, le pétrole, venue des bas-fonds géologiques de notre planète et incarnation de la putréfaction, et, dans le même temps, servait à réclamer considération à ceux qui, la-haut, par cette matière et en cette matière, nous dominaient. Je tarderais longtemps à le porter, ce gilet, considérant qu'il aurait été souillé s'il s'était vu, à contretemps et par un être qui par d'autres considérations y était arrivé, précipitamment approprié. Je le garderais cependant toujours à mes côtés, de manifestation en manifestation, et de rencontre en rencontre, lors de ces longues années, jusqu'à ce discours de Polytechnique où je le brandirais.

Paris et ses délégations, les préfetures, furent certes au cœur de nos préoccupations et polarisèrent la plupart des grandes luttes qui pendant cette période se menèrent. Rappelons cependant ce qui entourât ces *événements* : pétitions, assemblées et assemblées des assemblées, happenings, *lives*, libérations de péages, cahiers de doléances, pamphlets, tracts, jonctions groupusculaires et disjonctions électorales, blocages d'autoroutes, livres, films, *posts*, repas, chansons, emblèmes, débats, tableaux, maisons du peuple, conférences, discours, programmes politiques, flashmobs, colloques... Autant de gestes et de cadres qui soudain agitèrent la société française et lui rappelèrent la vitalité d'un monde qu'elle avait oublié.

C'était l'immense intelligence d'un *peuple sombre* qui soudain jaillissait et faisait trembler les *élites éclairées*. Bientôt, les théorisations affleurèrent, complétant les revendications pratiques et la pose de diagnostics sur l'événement. Bientôt l'océan de contraintes qui tient le monde fut intégré au sein des utopies qui avaient jailli des bouches des manifestants. Bientôt le mouvement mûrit et dans l'ombre du pouvoir, il affina sa pensée, se montrant, sans ne rien compromettre, en capacité de porter une parole qui concurrencerait celles qui hier

l'écrasait. La nécessité de rompre avec un monde qui esseulait, isolait, stigmatisait, dévorait, pillait, ouvrit la porte à une saisine du politique par sa population rarement connue à l'échelle d'une nation. Les Gilets jaunes regroupaient tant les plus précaires que les classes moyennes, les artisans et commerçants, entrepreneurs épuisés par la bureaucratie, les taxes, la lourdeur de notre temps. Femmes et hommes, surtout, s'assemblaient pour tenter de dessiner un nouvel horizon. La reconstruction d'un lien qui permit à tant de s'arracher au néant de vies asservies et de retrouver une raison d'exister leur donna l'opportunité d'apprendre à s'exprimer, politiquement, à égalité avec leurs dominants, là où tout jusqu'alors les avait portés à la marginalité et la servilité. Ces êtres n'avaient plus de complexes. Ces êtres, maintenant, s'affirmaient.

Cette reconstruction d'une *fierté* fut un miracle. Puisse-t-elle nous accompagner à chaque étape du monde d'après.

*

À mesure que notre nombre faiblissait, que la lutte se radicalisait, que peu à peu se recomposaient les moyens de l'État pour faire taire, avec brutalité, les révoltés, devint apparent ce qui distingue une révolte d'une révolution, une mobilisation réussie et sa transformation en puissance politique. L'histoire de France est emplie de ces *moments inachevés*. Comment, s'interrogeaient en un murmure grandissant des groupes qui, étourdis par le succès de leur geste, dotés soudain d'un capital politique jusque-là réservé aux plus puissants, à ces maîtres des horloges qui les trafiquaient pour systématiquement les devancer, comment, oui, *matérialiser* cet élan pour le transformer en souveraineté ? Comment l'utiliser, cet or jaune, pour abattre le sombre obstacle qui peu à peu reprenait pied ?

Comprendre ce qui en amont a failli est essentiel pour préparer les batailles qui bientôt se mèneront. L'absence de coagulation des avant-gardes a lourdement handicapé les Gilets jaunes, et les a rendus dépendants d'entités extérieures venant s'y greffer, groupes autonomes, blocs et cortèges de tête avec qui une relation ambivalente s'est établie. L'absence d'embranchement idéologique et existentiel entre ces deux espaces a produit d'étranges accouplements qui, sans nous mener quelque part, ont offert une brève respiration, un horizon d'illusion alors nécessaire et bienvenu aux citoyens qui continuaient de battre le pavé.

Les principales figures du mouvement des Gilets jaunes s'étant refusées à assumer des tâches d'organisation et ayant préféré relayer les initiatives des forces naissantes plutôt que de s'en saisir et de les diriger, seuls quelques groupuscules opérationnels sont nés du mouvement : dès lors tout reste à construire. Les *opérations spéciales* et d'autres forces moins structurées ont bien tenté, en

s'inscrivant autour de figures locales, des médias expérimentaux comme *Vécu* et quelques autres, et de modes d'action très spécifiques, de pallier l'absence d'expérience et de cadre de ce qui n'était pas même encore un mouvement. Combinant dispositifs recherchant la visibilité et actions souterraines, ces forces ont fui le *mainstream* sans renoncer au spectacle, liant actions et émotions, se saisissant parfois de lieux importants, d'autres fois, comme à Montpellier, arrachant presque le pouvoir à son territoire en encerclant des préfectures, parfois même en les enflammant. Ces regroupements, à l'avenir, compteront.

Mais la force a manqué à tous ceux qui se démarquaient, et la crainte de l'anomie s'est rapidement installée en une masse qui a vu une violence inouïe s'abattre sur elle. La joie et la revendication du soi, deux puissances vitales, n'ont trouvé nulle réciprocité en nos ennemis, réduits à défendre des idées abstraites qu'ils savaient pourtant instrumentalisées par leurs dirigeants. Sur les ronds-points, dans les maisons du peuple, les liens nouveaux qui se sont établis et la reconnaissance par une grande majorité de la population de la justesse de nos combats ont paradoxalement suffi à apaiser certaines des vellétés politiques les plus puissantes, de celles qui, entre mille autres initiatives, projetèrent longtemps des masses de Français sur les Champs-Élysées dans l'espoir qu'une révolution en ces lieux-là interviendrait. Bientôt arrestations préventives, fermetures administratives de centres-villes entiers, mesures d'intimidation mises en œuvre grâce à une surveillance de masse déployée en des excès délirants viendraient abattre les derniers des enragés qui agissaient en avant-gardes de toutes celles et ceux qui, dans les profondeurs du pays, élaboraient silencieusement de nouvelles Constitutions et pensées.

La destruction des cabanes des ronds-points fut une sauvagerie absolue que nul acte des Gilets jaunes ne justifia jamais et qui, par la gratuité du geste, infligea un coup d'arrêt brutal à des constellations naissantes, signant l'impossibilité définitive de tout dialogue avec le pouvoir, mais attendant aussi durement à une territorialisation parfaitement novatrice et miraculeuse du politique, perdu en nos ères entre virtualités et assemblées déconnectées. Ce geste fut à l'origine de l'accroissement des « violences » urbaines – oh combien limitées, aucun civil, aucun policier n'ayant à subir un geste comparable aux « bavures » qui samedi après samedi s'abattaient sur les manifestants, violences que nos ennemis auraient par la suite beau jeu de dénoncer. Puisque toute possibilité de discours et d'échange était saccagée, au profit d'un « grand débat » qui ne fut qu'une opération électorale financée par l'État et complaisamment relayée par ceux qui voulaient se défaire au plus vite d'un mouvement qui les menaçait, émergea naturelle l'expression la plus brute de corps engagés.

Pourtant, et si la réaction commençait à nous étouffer, nous voyions notre chemin se dessiner. Personne parmi nous ne s'était projeté *en leurs lieux*, ceux de nos ennemis, et ce refus suscitait, partout ailleurs au sein de la population, une

forme d'admiration. Face à l'aporie galopante, les corps peu à peu se dispersaient, mais quelque chose se coagulait. La multiplicité des idées et des initiatives que la période avait engendrées donnait naissance à des discours toujours plus cohérents, où la sincérité affleurait, et la pensée croissait. L'on nous demandait : projetez-vous en eux. Et nous répondions : mais nous ne voulons pas être eux.

Et voilà comment, d'une révolte fiscale, nous devînmes politiques, et pourquoi nous nous fîmes une joie de le rester sans jamais, à une quelconque élection ou pour saisir un quelconque pouvoir, nous présenter. Voilà pourquoi aussi nous oubliâmes cet Élysée qui nous apparaissait, à ce stade, à la fois trop immérité et insignifiant pour être attaqué. Voilà pourquoi il nous apparut enfin nécessaire de rompre le fétiche qui s'était jusqu'alors imposé au peuple français, celui de la représentation politique, en montrant qu'il était possible de s'engager sans rechercher de récompense ou de mandat, en construisant des mécanismes d'accès direct à la politique qui ne feraient pas de nos héros des personnes consacrées. Voilà comment, à travers ce geste, ou plutôt cette absence de geste, en la démonstration qu'il était possible de s'engager autrement, nous attaquâmes durablement la croyance en ceux qui nous gouvernaient, et qui continuaient à nous adresser des discours visant à nous faire croire à leur sincérité.

Les critiques contre la corruption, l'autoritarisme jacobin, les prétentions oligarchiques, la hausse des taxes et la cherté de la vie, l'absence de sens liée à l'accroissement du chômage et la déperdition de ressources, la dévastation de la cité, le sentiment de honte qu'on ne cessait de nous infliger, présentaient tous un élément en commun : à savoir le coût excessif que représentait désormais l'entretien de cette immense machine que l'on appelle politique, qui est censée régenter notre société et qui pourtant semblait s'être retournée contre ceux-là mêmes qui l'ont créée.

Les citoyens n'en peuvent plus de cette lourdeur qui à toutes les étapes de leur existence transforme la magie de la vie en un appareillage techno-bureaucratique inhibant leurs volontés. Plutôt que de prendre le pouvoir ou de nous imposer, il s'agissait donc avant tout de les pendre symboliquement, ces empoisonneurs du quotidien qui tant nous coûtaient, créant un espace des possibles que quiconque serait ensuite en mesure d'occuper, ouvrant ainsi la voie à des tiers sur nos corps sacrifiés, comme le firent tous ceux qui, renonçant à l'apparat, s'ouvrirent au béat.

Il nous fallait vivre et faire vivre. C'était aussi simple que cela. Nous étions les autorisants, ceux qui, au Fenwick s'il le fallait, libéreraient la voie. Ce n'était pas tant notre affaire que d'occuper leurs palais, et nous ne fûmes jamais des putschistes rêvant de grand soir *ou* de pouvoir. Il y eut un jour qui incarna parfaitement ce que nous aspirâmes à être, ce samedi 5 janvier 2018 où, dès 10 heures du matin, gazés et nassés, nous nous vîmes expulsés des lieux de

manifestation légalement déclarés, ce qui nous amena à prendre quelques minutes plus tard le siège du porte-parolat du gouvernement, pour le quitter aussitôt, après avoir satisfait à notre mission : sortir les arrogants des lieux que nos ancêtres avaient construits pour renverser la violence symbolique qu'ils ne cessaient de nous infliger. À quelques pas de là, un Gitan prénommé Christophe et nommé Dettinger boxait, dans le respect le plus absolu des règles d'engagement, un gendarme pourtant armé qui sur une ancienne était tombé, renversant symboliquement cette assignation à une forme de barbarie impuisante à laquelle ils nous avaient voulu réduits.

Le reste, notamment les préparatifs qui agitèrent les lieux les plus sombres du pouvoir, craignant que leur incarnation, Emmanuel Macron, se trouve empêchée, ne nous concerna pas. Nous ne nous préparions à rien, car nous ne souhaitions rien. Nous dispersant avec joie dans les artères de la ville, poursuivis par de pesantes forces de l'ordre, nous zigzaguions entre les voitures, jouant avec ces frères qui, lestés de leurs armures, peinaient à nous rattraper, heureux simplement d'avoir pu rétablir notre dignité, d'avoir exercé nos droits, d'avoir, enfin, simplement pu goûter à notre souveraineté.

Certains l'auraient voulue littérale, cette nécessité que nous clamions alors de les faire tomber, pour s'alléger d'une forme devenue trop gloutonne et qui, dans sa monstruosité, menaçait de nous dévorer. Que leurs entrailles s'évident, et que de leurs visères jaillissent de nouvelles cités, abondantes et nourries des fèces qui les auraient fertilisées, voilà ce à quoi certains nous enjoignaient. Mais nous avions besoin, avant toute chose, de goûter à cette souveraine liberté, à ce sentiment d'égalité, avec la certitude que nos sourires glorieux produiraient de plus heureux effets que le fait de se précipiter sur des lieux qui depuis des siècles nous empoisonnaient. C'était ce qui était insupportable. C'était ce qui les faisait nous détester.

Singer les jeux de pouvoir, participer au spectacle pour prendre notre place à table et tirer quelques dividendes d'un système que nous dénoncions aurait équivalu, à ce stade, à prendre la place du pendu. Faire tomber une tête pour en présenter une nouvelle n'avait de sens qu'en l'esprit de nos ennemis qui, tétanisés, nous regardaient ahuris dans l'attente de trouver un nouveau corps devant lequel s'agenouiller, et nous suppliaient presque qu'on le leur fournit. Ils étaient soumis et, dans leur réclamation d'ordre se cachait simplement la crainte du bourgeois effrayé à l'idée de perdre pied en goûtant à une liberté non contrôlée. Nous, guillerets, nous contentions de nous saisir de quiconque nous empêchait de nous relever, sans nulle intention de nous soumettre à nouveau au fouet, avant de nous échapper dans la foulée, heureux de la leçon ainsi administrée.

C'est pourquoi nous apparûmes si dangereux aux yeux de qui nous regardait, et c'est pourquoi nous sûmes dans la joie et la simplicité agréger, des royalistes aux anarchistes, en passant par les Jacobins les plus féroces et les Girondins les plus inespérés, autant de courants de pensée qui se retrouvaient

sur une exigence de changement de structure politique, plutôt qu'en des discours idéologiques qui auraient eu vocation à se voir consacrés. Nul ne se voyait imposer un quelconque choix aux Français, et tous acceptaient de partager des chemins pourtant d'apparence opposés.

C'est pourquoi enfin *ils* eurent si peur. Les prendre et les pendre, les tuer ou les blesser : voilà ce que l'on pouvait. Cela, ils le savaient, et le savaient trop bien, eux dont les yeux reflétaient leurs âmes avariées, et qui se crurent jusqu'au dernier moment en danger.

En un pays où 15 millions d'armes à feu sont à disposition de la nation, il n'y aurait eu nulle difficulté si cela avait été notre souhait. Mais les êtres qui se mouvaient, ceux qui samedi après samedi défiaient le pouvoir, savaient trop bien ce qu'il en coûte que de mobiliser la violence. Ils savaient bien les sacrifices qu'on n'hésiterait pas à leur imposer, et portaient encore sur eux les stigmates du passé.

Nous ne voulions, pour nous ou pour qui viendrait, prendre le risque d'un incendie que les plus fragiles payeraient.

C'est pourquoi nous fûmes aimés de tous, et pourquoi nos dirigeants se montrèrent si enragés, eux qui se surent épargnés et non vainqueurs, enragés que nous ayons réussi là où ils avaient échoué à être aimés.

Si nous n'adoptâmes de méthode qui nous aurait permis de prendre le pouvoir, c'est aussi que nous ne voulions pas imposer au peuple un après, mais la fête d'un présent qui enfin le soulagerait, et administrerait à nos gouvernants la leçon qu'ils méritaient. Les milliards distribués par Emmanuel Macron et le visage contraint qu'il nous présenta, à peine trois samedis de mobilisation passés, suffiraient à répondre à la principale demande de rétribution symbolique qui lui avait été faite. Nous savions que ce n'était rien, rien de ce à quoi le peuple de France aspirait. Mais cela nous permettait de poser les fondements d'un bouleversement sociétal et politique : en refusant de participer à un quelconque des mécanismes que nous dénoncions, en exigeant des réformes institutionnelles changeant du tout au tout la façon d'organiser la cité et les conditions de subsistance des Français, en lui arrachant enfin cette première rétribution, sans à aucun moment n'avoir accepté une quelconque des règles que l'on cherchait à nous imposer, nous nous placions en position d'incarner demain la société dans son entier.

Nous qui voulions rendre la parole aux Français, nous refusions d'occuper une place dans cet espace social afin de les *représenter*. Si nos dirigeants voulaient résister, c'était à leurs risques et périls, et en sachant parfaitement que le temps leur imposerait de tomber. En nous retenant, nous devenions géants et transformions en nains nos anciens Léviathans. Par cette modestie, par ce refus d'un engagement inconsidéré – que certains portèrent, sans jamais être suivis – nous nous mîmes en position de faire tomber le monarque lorsque cela nous le serait demandé. Lorsque nous serions prêts.

Nous étions devenus ce qu'un président de la République sous la V^e aurait toujours dû rester, le corps capable d'absorber les énergies contraires d'un pays pour les restituer unifiées. Morts de notre pureté, nous perdîmes en chemin yeux, mains, articulations, liberté, mais rendant en exhalant à un peuple sa dignité, nous créâmes les possibilités d'un après.

Ce gilet, devenu à la fois ligne de démarcation et de ralliement servit à rappeler à quiconque menaçait de perdre son humilité que nous savions ce que cela signifiait d'être condamné à l'inexistence, en quoi consistait le privilège de parler et d'être écouté, et que jamais nous ne nous comporterions comme ceux qui se l'étaient accaparé.

Ce gilet devint, non le vecteur de notre future souveraineté, mais celui du pays tout entier. Une conviction naissait.

Nous prendrions la France. L'Histoire à laquelle tant d'autres aspirent nous regardait et nous attendait. Après l'émancipation des serfs vis-à-vis des seigneurs, puis des sujets face à leur aristocratie – lors d'une Révolution qui fit entrer les intérêts de la masse au sein de la classe bourgeoise, par le truchement du suffrage et de la représentation –, nous avons enclenché une troisième révolution émancipatrice, qui consistait à réclamer pour le peuple directement droit à la parole et à la décision, sans aucune intermédiation.

Les temps avaient amené, par nécessité transitoire, technologique à la fois qu'idéologique, à la constitution d'une caste représentative, accaparant les privilèges et attirant à elle les délégations de parole, de pensée, au nom de sa *capacité à gouverner*. L'affaire, sur plusieurs siècles, eut ses variations, mais permit aux classes dirigeantes de produire de grands effets. Par les avancées successives que nos régimes ont mises en œuvre et qui nous ont menés vers un suffrage universel, à partir d'un système censitaire progressivement universalisé, l'accoutumance des masses à ce qu'une certaine classe « représente » l'ensemble de la société inhiba progressivement cette dernière, désactivant et éloignant une grande partie des citoyens du politique, se laissant dompter par une habitude non à dire et penser, mais à opiner et déléguer. Cette avancée permit aux dominants de cantonner la démocratie à un système où la concurrence pour le pouvoir n'était ouverte qu'aux détenteurs d'une forme quelconque de capital, concurrence dont se vit exclue la plus grande majorité.

Il était temps de rompre avec cet état de fait, et de rendre souverains l'ensemble des citoyens.

Oubliant que le pouvoir qui leur était nouvellement octroyé n'avait pour but que de permettre au peuple d'être *représenté dans ses intérêts*, les nouveaux bourgeois que cette transition historique a substitués à l'aristocratie se sont en effet appropriés les leviers d'action publique auxquels les masses leur ont donné accès, et ils l'ont pas à pas fait dans le seul but de favoriser leurs propres intérêts. Ainsi s'est construit, sous la République, un système de reproduction sociale dont l'un des nombreux avatars est la *meritocratie républicaine*, système qui

trouverait avec la taxe carbone et le mépris structurel dont fit preuve la macronie ses conséquences et définitifs excès. Nous qui, lors de notre mise en branle de novembre, avons réclamé délégation et souverainisation, nous vîmes répondre plébiscite et représentation, nouant par là même le drame qui s'ensuivrait, comme à chaque fois que deux langues auparavant aimées ne trouvent plus la façon de se lier. La confiance rompue, les palais de la République devinrent les symboles d'un système visant à exploiter, et non plus représenter. Érigés ou rachetés dans la suite de la Révolution pour impressionner nos ennemis, sur le sang et les os de nos aînés, les lieux de pouvoir que nous avons cru il y a trois siècles conquis redevinrent des places fortes à reprendre et renverser.

Il aura fallu deux siècles et bien des bouleversements pour qu'un mouvement émerge en France réclamant cette troisième phase de démocratisation d'un pays qui pourrait aujourd'hui par la compromission, l'accaparement de pouvoirs et la segmentation en différentes classes suscitant soumission, impuissance, désespoirs et accablement.

À ceux qui manqueraient à entendre le pourquoi de ce qui est dit, et en quoi l'effondrement de cette classe représentative et la putréfaction que nous avons décrite se relie à une crise civilisationnelle qui dépasse de loin la responsabilité de nos gouvernants ;

À ceux qui manqueraient encore de comprendre pourquoi et comment la taxe carbone et le régime représentatif qui la fit adopter, ces mêmes facteurs qui rendirent légitimes l'immense et durable marée qui s'ensuivit, furent bien plus qu'un simple phénomène qui à l'anecdote appartiendrait ;

Il nous faut partager quelques éléments qui, dépassant l'instant, montrent que les noms propres que nous avons cités ne sont que d'éphémères et insignifiants enfants de mouvements telluriques qui déterminent nos avancées. Que le lecteur frustré par les développements qui suivent se rende immédiatement aux propositions que plus en avant nous énoncerons, et qui lui permettront de comprendre *comment* nous réparerons la nation que nous aimons.

II

Raconter

Nos ennemis sont identifiés, et il n'y a nul besoin de les nommer. Ils contrôlent l'espace du visible. Ils font et défont les réputations, traitent et hiérarchisent les informations, non de façon objective, mais selon leurs intérêts ou leurs sympathies, elles-mêmes déterminées par toute une série de facteurs qu'ils peinent parfois eux-mêmes à conscientiser.

Ils arrachent des mains, éborgnent des citoyens, enferment ceux qui chercheraient à s'y opposer.

Nos ennemis contrôlent l'espace du visible, en un empilement de moyens qui rend leur influence transparente et intangible, y compris parfois pour les serfs qui leur servent de relais. Ils manipulent le langage et, sans le maîtriser, font et défont les mots. En leurs gosiers, les morts deviennent vivants, les impératifs d'hier, les interdits de demain, les autres une simple matière à piller, et les énoncés perdent tout intérêt.

Leur chair est morte, et ne nous apparaît que comme le fruit d'un simulacre, sur des écrans où, sans cesse, ils ne cessent de s'agiter.

Ils *traitent*, ou plutôt, font traiter par des individus qu'ils recrutent, confortent, promeuvent et placardisent, les ennemis qu'ils veulent effacer, les alliés qu'ils veulent consacrer, et agitent, en un spectacle bien programmé, une apparence de démocratie dont ils tiennent, *in fine*, chacune des marionnettes entre leurs mains. Selon leur utilité ou leur naïveté, parfois même suivant leur apparence sincérité, des milliers de journalistes et de politiciens achetés, convaincus de leur liberté, font le travail de leurs maîtres aux côtés de promoteurs, communicants, conseillers, avocats et intellectuels servant un même système qui leur garantit rémunération, protection, valorisation et consommations. Personne ne le raconte, puisque ceux qui ont fonction de raconter, ceux qui font mine de nous informer, ne sont en fait payés que pour taire, minorer, obfusquer, distraire, bref : manipuler au service des intérêts par lesquels ils sont financés.

Cela a été établi, et des dizaines d'ouvrages ont montré comment un con-

trôle fin peu à peu se saisissait de l'espace du visible, faisant s'échouer tout être humain qui, au sein de ce système, chercherait à s'émanciper. Par ce contrôle, nos ennemis détiennent l'ensemble des pouvoirs de notre société, mais plus encore : ils atteignent à notre souveraineté, à notre intégrité, à notre bien-être, en créant un monde parallèle où tout ce qui heurte leurs intérêts se voit invisibilisé.

À peine les regardons-nous, les écoutons-nous, que nous voilà manquant de souffle, tentant de comprendre et d'exercer les puissances qu'en tant que citoyens l'on nous a théoriquement accordés, de naviguer aveugles entre des murs d'eau patiemment construits pour nous désorienter sans comprendre l'origine de ces atroces sentiments qui cherchent à nous envelopper et empêchent notre souveraineté.

Ce sont des vagues invisibles, et il m'aura fallu de nombreuses années pour me défaire des illusions que ce système produisait, cette croyance en ce qui m'avait été, de Sciences Po à Normale en passant par Yale et le Quai d'Orsay, raconté, inculqué, subtilement enseigné. Ces mythes auxquels, en tant que spectateur puis acteur, on m'avait fait croire, non seulement au sujet du monde en lequel on vivait, mais plus grave encore, à mon propre sujet.

Cela est moins aisé que l'on ne pourrait le penser. Loin de vous enseigner la pensée critique, ces établissements vous apprennent à vous extraire du réel, à peu à peu le nier. Et ils le font en utilisant des outils bien connus, propres à la fabrique du consentement, qui s'ajoutent à la valorisation artificielle de votre personnalité. Il m'a fallu beaucoup de tremblements, de violence, de doutes et d'incertitudes, d'enquêtes et d'humilité pour comprendre que ce qu'ils me disaient être talent n'était que capacité d'adhésion à un monde qui cherchait, en me flattant, à me corrompre et m'absorber pour faire de moi un outil au service de l'écrasement de ceux-là qui, pourtant, loin de nous, nous permettaient de régner.

Il m'a fallu beaucoup de temps pour comprendre que toutes les richesses dans lesquelles nous étions nés n'étaient que le fruit d'un événement de la nation qu'il fallait faire cesser, et non le produit d'un quelconque génie face auquel il faudrait s'agenouiller.

Il m'a fallu beaucoup de temps pour comprendre que bien des camarades en ces sphères-là resteraient embrigadés en ces croyances leur assurant le confort de la vanité, et je n'ai toujours pas trouvé la force de leur pardonner de ne pas avoir à leur tour décidé de s'émanciper.

Conquérir son autonomie et se défaire d'emprises fort bien installées, cimentées par les temps passants, est une voie difficile à emprunter. Il faut, à l'égard de nos ennemis, et des serfs qui s'y sont liés, avoir la patience et la tolérance qu'eurent ceux face à qui, l'invectivant, riaient de ce *roi des juifs* qui promettait des mondes qu'ils ne pouvaient imaginer.

Il faut pardonner à ceux qui, croyant encore à leur chance ou génie, leur talent ou leur allant, à la justesse des mondes où ils sont nés, demeurent dans

la chaleur des forces sombres et puissantes qui les ont accueillis.

Il faut leur pardonner oui, eux qui, pour se rassurer, font accroire à la folie de ceux qui, révoltés, ne supportent que la vérité se soit à ce point dissipée, et acceptent, en employés de proxénètes ou d'escrocs patentés, devenus oligarques avariés, de servir sans jamais le dire des intérêts avariés.

Il m'aura fallu de nombreuses années, parcourant les salles de rédaction, les ministères, les grandes institutions, rencontrant chefs d'État, directeurs de rédaction, hauts fonctionnaires et petits chefaillons, couchant en les lits de ceux qu'il nous faudrait par la suite défier, pour commencer à comprendre ce qui se jouait. Il m'aura fallu fréquenter les hôtels particuliers des oligarques, embrasser leurs enfants et jouer avec leurs servants, pour percer ce qui, à la plupart de mes camarades, échappait. Il m'aura fallu me soumettre à toutes leurs exigences, à ce système éducatif borné, visant à écraser et non à stimuler et protéger, acquérir tous les titres qu'ils réclamaient, démontrer qu'il ne s'agirait, en ce qui me concernait, nullement d'une question de capacité – mais le fruit de ma pure volonté – pour enfin, m'assurant qu'il n'y avait nulle magie noire, nulle supériorité en ces lieux-là, nul talent caché, m'émanciper de systèmes dont je voyais qu'ils n'avaient plus nulle raison d'exister.

Il m'aura fallu pour cela rencontrer Julian Assange, devenir son protégé, le voir renverser ces mondes, puis, de cet envers, entrer en ce grand bain de la politique mondialisée, me confronter aux services de renseignement, comprendre ce à quoi, *dans la vie vraie*, ressemblaient CIA, FSB, DGSI, pour fourbir les armes qui me serviraient pour rompre et me protéger, après des années passées entre les terres les mieux pourvues et les moins exploitées.

Il m'aura fallu les observer, m'y installer, respirer leur air et les embrasser, ces espaces auxquels, du bureau du procureur de la Cour pénale internationale aux villages yéménites, ituriens, centrafricains, des mines abandonnées de Bakouma aux sièges sociaux de Levallois, l'on se trouve d'habitude seulement approchés par médias interposés. Il m'aura fallu les voir, ces êtres lubriques violer leurs enfants, consommer des chairs avariées, trembler lorsqu'ils se trouvaient sans raison exposés en leur plus simple humanité, pour compléter le puzzle, confrontant les regards qui des capitales se portaient sur les périphéries, des périphéries sur les capitales. Il m'a fallu aller les voir et les rechercher ceux qu'on nommait « lie de l'humanité » pour saisir ce qui, au niveau de la poussière, se jouait, dépassant ce que les télégrammes diplomatiques, les journaux et télévisions, les pigistes de l'AFP envoyés à 25 ans au bout du monde disaient, pour commencer à deviner où se situaient nos propres aveuglements.

Mais il m'aura surtout fallu connaître l'amour et le désamour, la violence des âmes et de la rumeur, de l'infamie et de la jalousie, dans les espaces publics et privés, l'impossibilité de se joindre, ce que des regards, dans la forme-amande des corps, dans leur immaculée jeunesse, dans leur décadente vieillesse, charrient de savoirs et de traumas, pour accepter que tout cela, que

tous ces pouvoirs ne sont que les façades de ressentis masqués dont dépendent des millions d'autres sujets.

Je les ai écoutés, mes camarades des grandes écoles, convaincus de leur talent, se croire, infatués, supérieurs du fait des titres qu'on leur avait octroyés. Mes employeurs, du directeur de Sciences Po, Richard Descoings, qui, me recrutant à 18 ans, exigeait qu'à tout jamais je renonce à une quelconque croyance dans le concours que je venais de passer, aux députés et futurs ministres enivrés par le pouvoir qui les aveuglait, tous composant avec les règles afin de me montrer, dès mon plus jeune âge, que celles-ci n'avaient pour fonction que d'être contournées. Les courtisanes de la République qui, telles Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, m'expliqueraient que leur rôle n'était « pas de penser » (sic) pour comprendre la façon dont on nous aveuglait. Les directrices de rédaction, comme Natalie Nougayrède, tentant de renverser ces féodalités, traumatisée par les guerres que, en Tchétchénie et ailleurs, elle avait traversées, avant de brusquement se faire démettre pour avoir, justement, trop pensé.

Il m'en a fallu rencontrer, des êtres, pour me sentir en mesure d'à mon tour parler. De l'enfant violée, Claudia Tavares, qui me racontait comment un certain Xavier Niel, alors âgé de 27 ans, l'avait exploitée et consommée sans la voir, alors même qu'il l'employait, en mangeant ses croûtes de nez, à Bernard Arnault, à la table du Ritz, aux côtés de la directrice de Lagardère Médias, Constance Benqué, me séduisant avec délicatesse, n'ayant pour fonction que d'obéir pour servir d'autres intérêts, tentant de préserver, dans ce maelström prostituant, son humanité. De Pamela Anderson, cherchant par tous moyens à sauver un être, Julian Assange, qu'elle prétendrait de longues années aimer pour attirer l'attention des médias qui autrement refusaient d'en parler, naviguant entre les chambres du Costes qu'alors elle habitait, à Sarah Harrison, héroïne inconnue des temps modernes qui sauva Edward Snowden et nous permit à tous de comprendre à quel point nous étions, par la NSA et la CIA, surveillés. Des enfants de Bozoum, massacrés parce que l'armée française avait décidé de les utiliser dans le cadre d'une opération de communication qui échouerait, au cheik de Dubaï, Al Maktoum, dans le cadre de l'une de ces fêtes somptueuses organisées sur les dunes de son émirat, séducteur invétéré cherchant le contact des cavaliers d'une discipline, l'endurance, qui le maintenait dans l'illusion d'un lien avec son passé. Des riches héritières du sixième arrondissement, enfin, incapables d'aimer malgré des corps qui criaient le besoin d'une chaleur et d'exutoires que nulle part elles ne trouvaient en leurs immenses appartements désincarnés, aux gloires aimantes qui, de Montfermeil à Clichy-Sous-Bois, sous les décombres des Misérables et de Zyed et Bouna, survivaient autarciques, ouvrant leurs portes chaleureusement aux étrangers qui, de passage, cherchaient hospitalité.

Il a fallu cela, est bien plus encore, des tournages hollywoodiens jusqu'aux

maisons du peuple de Saint-Nazaire et de Commercy, de la révolution tunisienne aux rites initiatiques des Ivy Leagues, des discussions avec Jean-Luc Mélenchon dans le bar qu'il réserve aux initiés aux tête-à-tête avec François Hollande, lors d'une campagne qui pas à pas me dégouterait, des déjeuners à Matignon aux nuits du Beverly Hills Hotel, des camps de Naplouse aux montagnes de Florac, des négociations avec la Maison-Blanche aux rendez-vous secrets avec des représentants du gouvernement grec dans des bars du Quartier latin, puis dans des chambres d'hôtel athéniennes « sécurisées » par des agents secrets déguisés en touristes américains, des nuits passées aux côtés d'amours passagères aux plus prestigieux lieux de danse de Paris traversés aux côtés de sombres et intouchables divinités. Un long et intense cheminement pour comprendre comment ce monde tournait, quelles forces le mouvaient, comment se construisaient et préservaient les héritages et privilèges, ressources et privations qui consacraient quelques êtres et en asservissaient la quasi-totalité.

Il m'a fallu voir, oui, avant que les Gilets jaunes m'offrent l'opportunité de creuser la terre qui m'avait adopté, la France, et d'enfin trouver les êtres avec qui je voulais marcher.

Il est difficile de se raconter dans l'infinité de paradoxes que suscitent ces impossibles contrastes, la tentative de maintenir, en leurs écarts, une forme d'intégrité, de ne pas exposer ses proches aux violences qu'inévitables, ces récits et traversées ne peuvent qu'impliquer. Il est difficile de répondre à ces *restes* qui, enragés, tenteront de faire croire à l'envie, la haine, la folie, la laideur qu'à tout moment j'ai cherché à éviter, pour dénaturer le chemin emprunté.

J'ai trop eu, pour, par de tels sentiments, me laisser guider, ne cherchant qu'à maintenir en vie l'énergie, la chance que mes parents, la France, ce monde avaient produit. J'ai trop eu pour me montrer sensible à leurs lâchetés.

J'ai tout fait pour mériter, me montrer à la hauteur, non des titres et des maîtres qui les octroyaient, mais des peuples qui les enfantaient. J'ai tout fait pour les retrouver, refusant les trahisons qui se succédaient, appelant, dès le 16 novembre 2018, à un débordement qui permettrait de rompre l'étouffoir dans lequel la société française s'éteignait. Un an plus tôt, j'annonçais la catastrophe qui venait. En 2013 déjà, découvrant qui était M. Macron, et alors que cela m'était proposé, je refusais tout contact avec ce monde qui m'appelait, et prévenant des graves dangers que son arrivée au pouvoir impliquerait, m'y préparais.

De cela, il ne restera rien que ce que la mémoire d'un homme peut porter et les pensées que, méthodique, j'ai tenté d'en tirer.

Avoir la chance terrible et sublime, rare, de connaître les sphères du grand monde permet de comprendre ce qui efface un être la veille adulé, ce qui fait que les destins glorieux se trouvent soudain suspendus, ce qui projette d'illustres inconnus dans les gloires des temps, et cela, cela est peut-être, pour

les grands de ce monde, ce qui peut le plus inquiéter : qu'éventant leurs secrets, on leur fasse perdre les magies noires par lesquelles ils nous tiennent dominés.

Cela sert d'entendre l'un des acteurs les plus reconnus du monde, Robert Patinson, vous confier ce qui fit qu'à 16 ans il devint ce qu'il était, loin des récits officiels, tandis que d'autres êtres, comme Deneuve ou Modiano, vous ouvrent les portes de leurs secrets. Pour quiconque a été élevé dans l'exigence de la pensée, ces rencontres, dans la plus stricte intimité, toujours dans le sens d'un enfantement, créent un sens de la mesure, mais aussi du requis, qui manque tant chez les arrivistes qui prétendent nous diriger et qui n'ont pour vocation que de s'installer et consommer. Comprendre, de façon plus modeste, pourquoi, et dans quelles conditions, les médias vous tresseront des louanges qui vous sembleront de ce fait naturelles, et vous propulseront aux plus hautes fonctions – ce qui caractérisa ma vie, grosso modo, jusqu'à l'âge de 27 ans, me permettant, de façon parfaitement contrôlée et conscientisée, de l'ONU à la CPI en passant par les institutions précitées, de me faire adopter en enfant naturel partout où j'allais – est un miracle, lorsque ce savoir est déposé en une personne qui aura la force d'y résister et, un jour, de débusquer ceux qui auront tenté de l'embrigader.

Comprendre le rôle que ces louanges jouent afin de vous conformer, de vous faire suivre un certain chemin, de vous enserrer en une série de liens de fidélité qui empêcheront à jamais votre liberté, et parcourir ces lieux sans jamais rien concéder, tel a été mon privilège. Connaître ce qui, au contraire, arrive, lorsque vous rompez, telle aura été ma damnation, celle qu'inévitablement ces parcours suscitent lorsque l'on refuse le rôle qui nous a été attribué. J'ai eu la chance, avec Julian Assange, de vivre en témoin et conseiller, un premier temps, la façon dont on faisait payer le fait de dire la vérité, et cela m'a donné une force, une expérience suffisantes pour résister aux premières traces de harcèlement, les premiers pièges qui se déploieraient.

Il n'y a pas de démiurge cependant, et aucun être seul ne peut résister aux forces qui se lèvent, lorsque vous décidez de les défier. L'intégrité a un lourd prix, et finit par atteindre à cet espace intime qui servait jusque-là de socle pour résister. Alors, plus rien ne peut être dit de ce qui suivra. De votre capacité ou non à tenir les tempêtes qui, seul cette fois, et non en enfant gâté, vous prendront.

Car nos ennemis savent être sauvages, surtout lorsque vous avez été l'un de leurs enfants les plus chéris, multipliant parrains et appuis. Ils savent identifier ceux qui s'apprennent à rompre pour chercher honneur et intégrité en des masses qu'ils avaient voulues exploitées, et trouvent toujours moyen de les accabler.

Il est une chose d'avoir été l'enfant chéri de ces mondes et de les raconter. Il en est une autre d'acquérir l'épaisseur et le courage qui vous font plonger en ces autres mondes, que vous auriez dû en toutes circonstances, dans le meilleur des cas, ignorer. Elle est peut-être là, la suprême beauté : en ces sentiments

partagés qui, manifestation après manifestation, nous lièrent, nous embranchant, nous faisant nous découvrir par-delà les déterminismes qui jusque-là nous avaient écartés.

Les quelques centaines de milliers de personnes qui me virent, alors que je n'avais pas 26 ans, consacré par l'émission « Le Supplément » d'Ali Baddou, celle-là même qui venait d'introduire, la semaine précédente, un encore méconnu Emmanuel Macron, découvrirent celui qui n'était encore que l'un de ces enfants privilégiés qui tentaient, tant bien que mal, de dessiner d'autres mondes et d'en accroître la beauté, sans s'isoler. J'étais alors sévère, ne concédant rien aux louanges qui m'étaient faites par des journalistes qui m'inquiétaient. Je les craignais, ces êtres dont le pouvoir et le vide me semblaient égaux en leur intensité. Mais je me tenais là. Encore à leurs côtés.

Je n'avais encore guère idée qu'un jour je les défierais, mais je me tenais sur mes gardes, ne concédant rien, pas un sourire, une quelconque apparence de satisfaction face à l'indécent spectacle qui de ma personne était fait. Ceux-là mêmes qui me découvraient bien plus tard, en un espace médiatique soudain incapable de me trouver la moindre qualité, harcelé et détruit, pourront revisiter ces archives, la bienveillance avec laquelle était alors présenté ce « parcours d'exception » qu'ensuite ils chercheraient, par tous moyens, à dévaster. Placé en studio aux côtés de Jean-Luc Mélenchon après un reportage hagiographique de quinze minutes, propulsé par une éditrice ambitieuse qui voyait en moi une valeur à faire fructifier, j'apparaissais encore comme l'un de ces Princes que la République adore consacrer.

Ceux qui aiment à fouiller découvriront qu'alors, dans des portraits faits de moi, quelques mots, tenant contre les hagiographies qui leur feraient titrer « À 26 ans, Juan Branco conseille les plus grands », déjà quelque chose annonçait. Ces mots disaient, au détour d'une pensée autrement formulée : « il n'y a rien, en ces sphères, à admirer ».

La vérité est que j'avais peur et me sentais fragilisé par ce que je voyais se déployer. Je savais que la rupture était proche, que tout ce que j'avais jusqu'ici vécu me rendrait irrémédiablement incompatible avec le monde auquel ils m'associaient.

Je n'avais pas 30 ans lorsque je vis se déchaîner ces mêmes appareils de propagande, avec la même spontanéité, ces mêmes appareils de pouvoir, ces mêmes individus qui m'avaient tant « admiré », dans le seul but de dévaster une figure devenue dangereuse pour leurs intérêts. J'avais eu le tort d'avoir trop pensé, et de m'être refusé à plier. J'avais eu tort, après un temps, de les avoir défiés.

Voilà à quoi servent les petits soldats de la République, ces valets et leurs relais à qui l'on apprend seulement à formaliser, et dont on ne cherche jamais à déployer l'intériorité, le sens de l'altérité, le rapport à l'autre et à l'élaboré : agir pulsionnels en relais, chargés d'abattre ou de sacrer. Obéir et suivre,

aveugles et guidés, les directions que bien d'autres sont chargés de fixer.

Rien en moi n'avait changé. J'avais gardé la même crainte et sincérité. La même humanité. Je m'étais seulement, encore d'un pas, reculé, approfondissant ma pensée sur ce qui, des algorithmes aux puissances capitalistiques en passant par les affects et les déterminismes sociologiques, affectait leur *liberté*. J'avais fait de même pour des mondes politiques que l'on avait toujours, en mes familles, appris à mépriser. J'avais tout condensé et, en un ouvrage, *Crépuscule*, raconté. J'avais enfin accepté de me « déprogrammer ».

Et cela, cela ne pouvait être toléré. Les rapports de force politiques rendirent nécessaire d'abattre sans discussion un de ces Princes que la République avait commencé à consacrer, et qui menaçait maintenant de la renverser. En quelques semaines, et après près d'un an de silence que j'avais en partie imposé, se multiplièrent les portraits à charge dans ce qu'il faut appeler la presse bourgeoise, décrivant « l'ange noir de Saint-Germain-des-Prés » qui, sans que cela ne fût compréhensible, avait décidé non plus seulement de les abandonner, mais de les attaquer et de les menacer. Bientôt, bien des Français encore peu décillés, ne m'ayant jusqu'ici nullement rencontré, relayeraient cette violente propagande, se faisant les instruments aveugles d'un pouvoir auquel, sans s'en rendre compte, ils s'asservissaient, bouchant les avenir auxquels ils auraient pu aspirer, dévastant à travers moi un mouvement de fond qui venait de s'enclencher.

*

S'il m'est permis de prolonger quelques peu cette généalogie, afin de permettre à chacun de comprendre comment l'on peut, en quelques années, sans pourtant n'avoir d'une façon ou d'une autre changé, passer du tout au rien, il me faut revenir sur ce premier épisode fondateur qui, me sortant des limbes, me fit connaître largement, aux côtés d'un certain Julian Assange, fondateur de Wikileaks, dont je fus, en mon pays, chargé de porter la parole face aux Français. Je crois profondément à l'utilité de ce récit, qui permettra à chacun, qu'il se sente spectateur ou s'espère acteur, de comprendre quelles forces telluriques, en sous-main, déterminent les destins d'un pays que je crois encore largement capable de recouvrer sa souveraineté.

Nous étions en 2015, et venions de révéler au monde que les communications du président de la République et de son entourage, mais aussi des principales entreprises du CAC 40, étaient systématiquement captées par une agence de renseignement états-unienne, la NSA. À quelques mètres de l'Élysée, une station d'écoute avait été installée sous des faux toits de l'ambassade de notre « meilleur allié », et captait l'ensemble des communications sensibles de nos dirigeants. Chacune de nos entreprises qui participait à un appel d'offres supérieur à 250 millions d'euros faisait l'objet d'un pillage systématique de ses données afin qu'un concurrent états-unien obtînt le contrat auquel elles aspi-

raient. L'ensemble des conseillers et hommes de pouvoir d'une République qui se rêvait indépendante voyaient par ailleurs leurs communications collectées au quotidien, leurs moindres faits et gestes épiés et transmis aux autres agences de renseignement états-uniennes et à leurs autorités politiques. On ne comptait pas le nombre de catastrophes industrielles, d'échecs diplomatiques, d'effondrements politiques que cette mise sous tutelle systématique avaient provoqués.

Ce que nous révélions, c'était que la France était une puissance asservie, qui acceptait, en se faisant transparente à l'égard de ses tiers, de ne pas exister. Or nous n'étions rien. Rien que quelques individus, qui, par goût de la vérité, avaient sans même y penser défié l'une des plus importantes puissances de l'histoire de la planète. Deux ans après les révélations de Snowden, quelques geeks et leur conseiller juridique, si jeune que l'on avait craint qu'il desservît la cause, venaient d'offrir à la France l'un des plus précieux cadeaux qui, théoriquement, pouvaient lui être faits, humiliant sans le vouloir ses services secrets, la DGSE et la DGSII, dont nous révélions en creux qu'ils avaient été incapables, ou n'avaient pas cherché à protéger notre souveraineté nationale, et les intérêts des Français.

Nous n'étions alors rien, et ne nous rendions pas compte que, loin de s'intéresser à leurs peuples, ces institutions et leurs dirigeants, ces « êtres », tout accrochés à leur pouvoir, ne nous le pardonneraient jamais. À 25 ans, je croyais encore naïvement qu'au contraire, cela nous donnerait un avantage décisif pour sauver Julian Assange des griffes états-uniennes qui, depuis des années, le persécutaient.

J'avais eu la chance de parcourir jusqu'alors la souveraineté par ses abords les plus visibles, au cœur des appareils politiques et institutionnels, sans deviner que les médiocrités et compromissions auxquelles j'avais été confronté trouvaient partiellement source en des structures auxquelles, en deça, les appareils technocratiques eux-mêmes se soumettaient.

Nous n'attendions rien de notre action. Ni honneurs ni récompense mais simplement la reconnaissance d'un geste qui avait impliqué, pour ceux qui l'avaient commis, de mettre en danger leur vie et liberté. Julian Assange et quelques proches venaient, en un instant et en un geste d'un courage inouï, difficile à mesurer, de désactiver l'un des principaux instruments qu'utilisait une puissance étrangère pour inhiber, censurer, manipuler les dirigeants de notre République. Ils venaient d'offrir une arme à nos entreprises les plus importantes afin qu'elles recouvrent leur autonomie stratégique, protégeant ainsi des milliers d'emplois et rouvrant la possibilité d'obtenir d'immenses marchés, d'assainir une concurrence que l'action de nos « alliés » rendait impossible à mettre en oeuvre. Tout au long du pays, des chaînes de fournisseurs et de sous-traitants, d'industriels et d'ouvriers, de cadres et d'employés, recevaient un rayon d'espoir, celui d'à nouveau pouvoir faire briller leurs

talents et leurs sacrifices, démontrer leur capacité.

Nous venions, en somme, d'améliorer la position de tout un pays, au sens le plus large et plein du possible, de populations entières, vis-à-vis d'un concurrent qui, depuis des années, en toute impunité, s'attaquait à nos intérêts ; de permettre à nos dirigeants d'enfin retrouver un peu de calme, de capacité à défendre leurs sujets en toute intimité ; et *a fortiori* de permettre à tous les Français d'en savoir plus sur le véritable fonctionnement du monde et de nos institutions. Sans nuire à qui que ce soit, nous participions à rendre ce monde quelque peu, à la toute marge, plus juste, à réduire les souffrances qu'il produisait, à protéger quelques êtres qui le méritaient. Simplement, en révélant la vérité.

Julian et ses proches avaient fait tout le travail. J'étais chargé de porter la nouvelle, et après des mois de clandestinité, de devenir l'apôtre de la nouvelle, me voyant offrir ce rôle alors que je voyais s'enfuir la promesse que je lui avais faite, six mois auparavant, d'obtenir sa libération en des délais qui s'achevaient.

Je fus projeté dans la machine à fabriquer l'information, pour la première fois comme porte-parole et objet. Relayant les mots de celui qui n'était ni encore tout à fait un ami, ni un client, je confrontais Bourdin, négociant avec TF1 un 20 heures qui permettrait à Julian d'être vu par plus de cinq millions de Français, obtenais une pleine page appelant à son asile dans le principal quotidien du pays, *Le Monde*, qui me proposait immédiatement un portrait que je refusais. Dans un environnement profondément hostile, ces révélations permettaient de négocier des fenêtres de visibilité qui, un instant, brisaient la violente indifférence, mâtinée de mépris, qui s'abattait habituelle sur l'action de Wikileaks, ouvrant à la possibilité que l'oracle de notre contemporain fut sorti de l'enfermement auquel il était réduit, depuis cinq ans alors, dans les vingt mètres carrés qui lui avaient été attribués par l'Équateur en son ambassade de Londres.

L'expérience fut brusque, violente. Moi qui, depuis des mois, avais dû disparaître, me terrer, rompre les ponts, chiffrer l'ensemble des mes communications, m'habituer à une vie d'exil, découvrais soudain à quel point nos médias « libres » et indépendants se soumettaient en fait absolument à leurs puissants. Ce qui aurait dû être reçu comme une offrande était en fait vécu comme une humiliation par les traîtres et les couards qui circulent dans les couloirs de nos institutions. Alors que Christiane Taubira m'avait reçu place Vendôme et proposé d'intégrer son cabinet au ministère de la Justice quelques semaines plus tôt, et que le président de la République m'écrivait des textos de la ligne même dont on venait de révéler qu'elle était espionnée, prétendant envisager d'accueillir Julian Assange en France, un appel du président des États-Unis, Barack Obama, suffit non seulement à mettre fin à tout espoir, mais aussi et peut-être surtout à laisser libre cours à une machine à détruire, silencieuse et

opiniâtre, qui, alimentée par les services de renseignement, encerclerait à tout jamais ceux qui, en France, apparaîtraient à partir de cet instant aux yeux de nos surveillants comme les responsables d'une trahison qu'il faudrait par tout moyen venger.

De héros d'un jour, nous devînmes les parias irrécupérables et invisibilisés d'un monde qui s'était trouvé par ricochet exposé dans son inanité.

Il y a, à Paris, cent cinquante agents de la CIA, dont cinquante sans couverture, postés au 14 boulevard Haussmann, au quatrième niveau d'un immeuble en tous ses autres étages occupé par la rédaction du *Figaro*. De là, ils opèrent, intimident, informent, corrompent et exécutent les ordres qui, de milliers de kilomètres de là, leur parviennent. Quatre, je dis bien quatre, agents de la DGSI, au sein de la section K ont pour fonction de les contrôler, inhiber, surveiller. Cela doit être su par les Français.

Il y eut, parmi ces cent cinquante agents, un nombre indéterminé qui se chargea, à partir de cet instant-là, et avec l'aide de leurs correspondants français, d'abattre ceux qui venaient de les exposer. Il n'y eut aucun Français pour nous protéger.

Deux ans plus tôt, j'avais accepté d'aider Julian Assange à coordonner son équipe juridique, suite à une proposition de Jérémie Zimmermann, rencontré alors que nous avions mené ensemble une drôle et belle aventure pour abattre une loi, la Hadopi, qui promettait de couper les connexions internet de millions de Français, coupables d'avoir partagé des œuvres culturelles par ailleurs impossibles à trouver sans de folles sommes dépenser. Petit Prince de la République, on venait de m'envoyer dans le saint des saints de l'élite états-unienne, l'université de Yale, où j'enseignais au département de français tout en préparant ma thèse comme chercheur invité au sein de sa prestigieuse école de droit, afin de, par rétroalimentations successives, faire croître le prestige de mon école et celui qui demain, m'accompagnant, servirait les institutions auxquelles j'adhérerais. Les fenêtres de ma salle de cours donnaient sur le bâtiment de la société secrète *Skull and Bones* qui avait, avec l'aide discrète du lobby pétrolier et de l'agence de renseignement précitée, propulsé les Bush père et fils à la tête de l'empire qui m'accueillait, et l'on m'avait bien signifié, lors de la visite guidée que l'école de droit offre à chacune de ses promotions, que je mènerais mes recherches assis sur les sièges où Bill et Hillary Clinton s'étaient rencontrés, au sein d'une bibliothèque vertigineuse au style néo-gothique, par des centaines de millions de dollars abondée, où trônaient les portraits rockwelliens des plus prestigieux anciens élèves de l'une des plus discrètes et puissantes institutions que la planète ait portées. Nous étions peu, à peine une demi-douzaine de chercheurs invités, cinq cents en tout cette année, et faisions l'objet de toutes les attentions. Après un passage au Quai d'Orsay, au sein de l'hôtel du ministre, d'où l'on m'avait laissé, à 22 ans, assister plus d'un an durant à la fabrication de la politique étrangère de la France, mon école m'avait envoyé

outré-Atlantique pour renforcer ma légitimité, et à son tour, se l'accaparer. Le procureur de la Cour pénale internationale, qui m'avait fait à l'âge de 20 ans, suite à un stage et le subséquent recrutement, rencontrer chefs d'État, criminels et hommes de l'ombre, m'y croiserait lors d'un passage en tant que conférencier invité, amusé de l'endogamie à laquelle, décidément, nous semblions tous condamnés.

J'avais tout ce qu'il fallait pour me permettre sans difficultés un certain nombre de *pas de côté*. La bande de génies, fonctionnant en vase clos, que j'avais rencontrée au moment des luttes contre Hadopi, m'avait ouvert une voie parallèle à celles des dorures et des titres. Loin du cynisme des appareils de pouvoir constitués, ces êtres se battaient, le plus souvent seuls et précaires, appuyés par une invisible communauté, pour des idées. En janvier 2014, Julian Assange, qui voulait me voir alors qu'il constituait l'équipe juridique d'Edward Snowden, m'offrait, alors que je me désespérais du néant dans lequel j'étais plongé, l'opportunité de prendre la tangente et de montrer au monde la façon dont les puissants le dirigeaient. Âgé de 23 ans, je profitais du statut de *Visiting Faculty* qui m'avait été octroyé par l'université de Yale et des moyens qui en découlaient pour mettre en place un premier groupe de travail au sein de celle-ci. À l'aide de dispositifs sécurisés que nous avions installés sur les ordinateurs de l'un des principaux foyers de recrutement de la CIA, minant une petite monnaie qu'alors personne ne connaissait – le bitcoin, qui ne valait que quelques menus dollars – nous mettions en place une *task force* silencieuse chargée de le libérer. En parallèle aux cours que je donnais aux héritiers de la première puissance mondiale, je m'embarquais en une aventure qui me ferait parcourir le monde et voir se déliter tout ce qui m'avait patiemment alimenté.

Pendant la pause hivernale que l'on appelle aux États-Unis *winter break*, j'étais parti couvrir la guerre civile centrafricaine. C'était un séjour réfléchi, précipité par la guerre civile qui s'y déployait, dans le cadre de mes recherches universitaires. C'était surtout une façon de fuir la morbidité de ces mondes qui m'étouffaient.

Atterrissant au milieu de cent mille réfugiés, m'interrogeant pour la première fois sur l'absurdité de ce qui collectivement nous arrivait, je m'y étais fait harponner par une conseillère du chef de l'État centrafricain, qui se dirait envoyée en mission par la DGSE, et qui rendait alors fous les journalistes déployés dans la capitale, Bangui. *Noy Chan*, dite *Denard*, telle qu'elle s'était présentée, chargée de me « tamponner », m'offrait, à peine arrivé, la primeur de scoops qui paraîtraient systématiquement quelques jours plus tard dans nos médias d'État – de RFI à France 24 – sans que je n'en comprisse le pourquoi. La France avait envoyé ses soldats en ce pays pour des raisons que le public n'avait pas à connaître, pour reprendre la fameuse expression, et tout était bon pour faire croire à d'illusoires et fantasmagiques « risques génocidaires » auxquels personne sur le terrain ne pouvait décemment croire. La jeune femme,

d'une beauté sidérante, m'offrait un premier *déni* sur l'information en temps de guerre, alternant tentatives de manipulation et protection, tentant par tous les moyens de me manipuler, alors que les tirs de mortiers et de kalachnikov nous entouraient. Ma première immersion pour *Le Monde Diplomatique* au Nord-Kivu, un an plus tôt, auprès de la guérilla du M23, m'avait donné un aperçu du « sérieux » avec lequel les médias institutionnels traitaient ces zones-là, et de leur porosité aux intérêts des puissances qui y étaient impliquées. Je découvrais cependant pour la première fois, en plein cœur d'un conflit amplement médiatisé, ce à quoi ressemblait la fabrication de la propagande en temps de guerre, expérience que mon parcours auprès d'Assange ensuite décuplerait.

La guerre est un révélateur des défaillances qui traversent notre espace informationnel en période de paix. Esquivant les pièges disposés par ma charmante conseillère, je m'échinai, depuis mon hôtel miteux que seul un pigiste allemand partageait avec moi, à prendre des risques qu'aucun autre reporter n'envisageait, découvrant des terrains qu'ils laissaient, de leurs somptueux hôtels, ignorés, poursuivant un réel qui de partout semblait vouloir fuir, révélant à la veille de Noël comment une opération de communication de l'armée française avait, dans le village de Bozoum, amené au massacre de dizaines de villageois. Nous mettions en jeu nos vies, refusant un hélicoptère suspect alors qu'autour de nous les *barrières* se multipliaient, abandonnés par une armée française peu intéressée à l'idée de sauver l'un des siens, pour les raisons que l'on sait. Roméo Langlois, prix Albert Londres et travaillant alors pour France 24, convaincu que j'avais couché avec mon agent double, riait de ces péripéties partagées avec ce photographe freelance qui, en sa différence de statut, les désintéressait. Un soir, me laissant l'une des nombreuses suites qu'elle louait, « Madame Noy » m'offrirait refuge entre ses quinze paires de chaussures à talons alors que l'hôtel où je l'interviewais avait été encerclé par les forces gouvernementales, faisant courir la rumeur d'une liaison en une communauté d'expatriés dont je me tenais à distance, et dont j'étrillerais la couverture médiatique d'une guerre de pur intérêt. L'heure, paradoxalement, entre scènes de lynchage, *derniers appels* et balles perdues que la chance détournait, demeurait encore à une forme de légèreté.

Il faudrait peu de temps, et moins de choses encore, pour que les choses basculent et me fassent découvrir la férocité de ces pouvoirs, lorsqu'ils se sentent menacés. Lorsque la même *Noy Denard* me convoquerait, huit mois plus tard, dans l'arrière-salle d'un café du Montparnasse, le Select, afin de me faire voir son visage tuméfié, m'indiquant qu'elle avait été mon « agent traitant » (sic) avouant, entre plusieurs confidences relatives à ses rapports avec la CIA, la situation de Joseph Kony et la soudaine disparition de son compagnon CRS, dont je retrouverais plus tard la trace, avoir été passée à tabac par ses propres collègues, dans sa planque parisienne, parce qu'on la soupçonnait *d'avoir parlé*,

je comprendrais que plus jamais les choses ne seraient comme avant. L'heure n'était plus aux jeux inconscients de dominos avec rebelles endormis, trafiquants d'armes fantasques et populations civiles traumatisées entre deux cours en de prestigieuses universités. Vingt-quatre heures auparavant, j'avais reçu un e-mail de l'un des principaux collaborateurs de Wikileaks, me faisant part de la volonté de Julian de me recruter à temps plein au sein de son équipe juridique. La coïncidence n'en était pas une, et mon interlocutrice, en service commandé, m'envoyait un signal paradoxal qui, sans encore m'inquiéter, me signifiait le passage *de l'autre côté*. Devinant l'obscurité de ces mondes que des millions de Français ont appris, de séries télévisées en révélations contrôlées, à fantasmer et admirer, je contournais l'obstacle comme je le pouvais.

Il se peut que ma survie ait été due à mon refus, deux ans plus tôt, d'avoir accès aux communications secret et très secret défense du Quai d'Orsay que m'avait proposé Maxime Lefebvre, alors patron de la direction de la prospective en charge de ma couverture, alors que je venais d'être recruté par le conseiller spécial du ministre des Affaires étrangères, Alexis Dalem. Mes reportages sur la corruption d'AREVA, les défaillances de la Cour pénale internationale ou encore sur les échecs de la force Sangaris avaient déplu, mais sans apparaître suffisamment menaçants pour enclencher de quelconques représailles. Ce que j'avais appris du Quai d'Orsay appartenait à un monde sans traces ni écrits dont je n'avais cherché à garder nul reste, et cela, ils le savaient. Je cantonnais mes travaux et enquêtes à un cadre établi qui respectait les frontières virtuelles que ces mondes requéraient, et cela, jusqu'alors, avait suffi. J'avais certes décalé une enquête au Centrafrique, sur Areva, de plus d'un an, par peur des *accidents* qui en ces terres touchent aux êtres trop attachés à la vérité, mais justement, tout semblait suffisamment bordé pour que, d'un côté et de l'autre, nulle inquiétude n'ait à émerger. Avec Wikileaks, tout basculait.

Il n'y a rien de plus violent que de ressentir l'incertitude de la surveillance en ces mondes et ces sphères, et de ne pas savoir quel degré d'inquiétude vous suscitez. C'est pourtant l'expérience à laquelle Wikileaks me confronterait. Instrument de jeux de pouvoir qui me dépassaient, il me fallu apprendre à vivre seul avec l'accumulation des signes préoccupants, le violent secret qui m'était opposé, de part et d'autre, l'impossibilité, enfin, de connaître cette vérité pour laquelle, pourtant, je m'étais engagé.

D'étranges phénomènes s'accumuleraient, notamment lorsque, cherchant à comprendre comment se déployaient les forces économiques, j'échangeais quelques années plus tard, une fois l'aventure avec Julian arrivée à un terme que je pensais alors acceptable, avec les dirigeants d'un certain nombre d'entreprises du CAC 40 qui m'avaient approché sur recommandation de Jean-Louis Boffa, rencontré en ses bureaux de la banque Lazard, à laquelle je m'étais alors refusé. Alors que je m'interrogeais, mi-sérieux, mi-espion, mi-

curieux et amusé, sur l'opportunité d'une expérience dans l'industrie lourde, cherchant encore à découvrir des mondes qui m'avaient jusqu'alors échappé, je découvrais que mon engagement rendait soudain inaccessibles les passerelles qui m'avaient été jusqu'alors tendues. Reçu au Bristol ou au sein de leurs sièges sociaux de la Défense et ses alentours, l'accueil qui m'était fait demeurerait merveilleux, égal à celui qui s'offre aux plus brillants surgeons de cette élite aristocratique que Paris sait si bien gâter et propulser. Comme attendu, l'on me faisait miroiter de douces aventures, de la supervision de la construction d'un tunnel au Royaume-Uni *via* Vinci à la direction d'une petite cellule dans le solaire au Chili chez Engie en passant par les affaires juridiques de Total et quelques autres pistes dont l'absurdité n'apparaîtra qu'à ceux qui n'ont encore intégré comment, en ce petit Paris, les possibilités semblent aussi infinies qu'elles apparaissent inhibées au reste des Français. D'Huillard à Pouyanné en passant par Kocher, Stubler et Bellettini, les grands noms de ce que le capitalisme français encore produisait prenaient le temps de déléguer leurs adjoints ou de me recevoir directement, échangeant avec l'enfant terrible qui se présentait à eux, afin d'évaluer ce qu'il pourrait leur apporter, négociant avec lui les termes d'une future collaboration censée le mener, à terme, à leurs côtés. De l'avenue Montaigne au restaurant Yen, du siège de Saint Laurent au Plaza Athénée, j'avais droit à une visite guidée de chacun de ces lieux réservés dans lesquels se font et se défont, jour après jour, les intérêts de millions de Français. Certains me faisaient savoir que les voies proposées, fonctionnant en circuit court, n'auraient d'intérêt pour moi que si j'acceptais d'envisager les sacrifices requis pour espérer un jour leur succéder. D'autres s'interrogeaient sur la nature d'une démarche qui me faisait, à peine tardivement, chercher à les retrouver. Tous se faisaient précis sur les postes proposés. La soudaine rupture des communications qui s'ensuivait n'en était que plus étrange, comme si un message leur avait été d'un jour à l'autre adressé.

Il m'était impossible de savoir encore *ce qui se jouait*, et si quelque chose se jouait, même s'il était facile de le deviner. La préservation de sa propre santé mentale requiert de ne fantasmer nul facteur dont on n'aurait de preuve déterminée, qui pourrait expliquer ce qui, soudain, vous esseule sans que cela ne puisse être expliqué. Brièvement arrêté au départ de Saint-Pancras, en décembre 2017, je comprenais cependant, grâce à la maladresse peut-être surjouée d'un agent de la police aux frontières, que j'étais inscrit sur le fichier des personnes recherchées. Philippe Vasset, responsable de la lettre d'informations *Intelligence Online*, très proche des services français, m'indiquait peu après que la DGSE était intervenue, furieuse, auprès du *Monde*, suite à la publication de la lettre que j'avais rédigée au nom de Julian Assange, pour s'assurer que je ne retrouve nulle place en ces lieux où j'avais jusqu'alors été accueilli sans difficultés. Cette démarche avait été à l'origine de la censure de l'enquête que j'avais menée sur la mine fantôme de Bakouma, au péril de ma

vie, maquettée après avoir été acceptée par Serge Michel, alors directeur du *Monde Afrique*, et Luc Bronner, directeur de la rédaction, dans le quotidien préféré des Français. L'affaire, qui touchait à la disparition de près de 4 milliards d'euros d'argent public, avait été effacée au prétexte que j'aurais été la tête de pont d'une entreprise de déstabilisation étrangère, russe on l'imaginait, dont on se demandait quels intérêts ils auraient eu au sujet d'une mine dont je prouvais justement qu'elle était dénuée de minerai.

Prisonnier de luttes d'influence entre grandes puissances, j'étais, trop jeune probablement, *blacklisté* du fait de l'orgueil mal placé des agences de renseignement de mon pays que j'avais contribué, involontairement, à humilier. N'ayant pas été élevé en des milieux où la porosité avec les services vous habitue très vite à profiter de ce que l'illégalité peut vous apporter, je mesurais mal leur force, leur importance, et surtout leur niveau d'autonomie vis-à-vis du politique. N'étant pas de nature paranoïaque, je peinais à accepter ce qui se jouait. Pourtant, les épisodes se succédaient. À l'anodin succédait parfois ce qu'en leur langage l'on dénomme entrave, et qui consiste à vous empêcher, parfois au sein même de votre vie personnelle, de déployer vos puissances, par le truchement d'intromissions diverses qu'il serait peu opportun ici de détailler. C'était pourtant une affaire à laquelle Julian m'avait préparé. Celui-ci me l'avait dit : « dès l'instant où ton engagement deviendra public, les événements, comme en cascade, te tomberont dessus, écrasant les fragiles gestes que tu feras », sans que je puisse à quiconque attribuer la provenance de ce qui interviendrait. Il faut imaginer ce que cela produit, à peine la vingtaine engagée, et alors que, rigoureusement sans compromission, vous tentez de tout mettre en œuvre pour construire votre destinée, que de se trouver encastré au milieu de ces immenses forces sur lesquelles vous avez, finalement, peu de possibilités de peser.

J'entretenais naturellement un tel niveau de proximité avec les pouvoirs en place, et j'étais si parfaitement – d'apparence du moins – intégré à ses sphères dominantes, qu'il ne semblait par ailleurs pas envisageable, au niveau politique, que l'on pût sérieusement me soupçonner, croyant naïvement que la France resterait la terre protectrice que j'avais toujours espérée. Les ennemis, certes, ne manquaient pas, et Wikileaks, déjà l'une des organisations les plus surveillées de la planète, venait d'être comparée à Al Qaeda par le patron de la CIA et secrétaire d'État états-unien Mike Pompeo, qui en avait fait un « objectif prioritaire ». Cela cependant me renforçait d'autant dans la conviction que mon pays trouverait intérêt à s'interposer.

La guerre opaque qui se menait aux alentours de notre action m'échappait du fait de la multiplicité des fronts auxquels nous étions confrontés, et de l'étrangeté contradictoire et croissante qui se saisissait de nos vies. Je ressentais avec une certaine peine plusieurs événements qui dévasteraient un espace intime jusqu'alors préservé. L'accumulation de pressions commençait aussi à atteindre ma vie professionnelle. Après mon premier reportage au Centra-

frique, et alors que j'étais entre-temps devenu avocat, l'ONU me recrutait afin de conseiller le procureur spécial chargé d'enquêter sur les crimes contre l'humanité commis sur le territoire centrafricain. Il ne faudrait pas quarante-huit heures pour que la même organisation me place sur un « vol bleu » en avril 2018, et m'expulse du pays, sans qu'aucune explication ne soit donnée. L'ambassadeur de France et son premier conseiller, saisis par Jean-Luc Mélenchon qui m'avait entre-temps demandé de devenir son conseil et qui s'était indigné de cette expulsion, auraient beau m'assurer qu'ils n'y étaient pour rien, me montrant sur un plan du pays les bases que les renseignements états-uniens avait disposées sur le nord du territoire et l'utilisation qu'ils faisaient des réseaux de gardes-forestiers pour s'y infiltrer, m'assurant que « je serais en ces lieux toujours chez moi », la chose apparaissait toujours plus chiquée. L'ambivalence et l'ambiguïté, constantes, recouvertes systématiquement d'une couche de mensonge impossible à percer, et qui déteignaient croissant sur l'espace public, me faisaient plus toujours honnir ces mondes où le mensonge, généralisé, ne semblait tolérer qu'on ne lui opposât que de nouvelles manipulations, en un rapport de force où nulle part la vérité et le rapport à l'altérité ne semblaient pouvoir subsister. Partout où je me rendais, les mêmes épisodes se reproduisaient. L'ambassadeur du Yémen-Sud à Djibouti m'indiquerait, un an plus tard, avoir reçu instruction de son alter ego français de bloquer toute demande de visa me concernant, après avoir longtemps prétendu que ce n'était qu'une question de délais, alors que *Le Monde Diplomatique* m'avait envoyé enquêter à Hodeïda. La chose serait dite sous la forme de confidences, après une lourde altercation avec les employés de l'ambassade, permettrait de rendre visibles les véritables raisons de ce qui autrement serait apparu comme un pur obstacle administratif. L'interception « inopinée » de mon boutre en une mer Rouge passablement agitée, et l'arrivée d'un petit contingent de l'armée française à mon retour à Obock afin de me « raccompagner » suite à vingt-quatre heures de détention en une geôle locale habitée par une sympathique colonie de puces et des chèvres ennuyées, alors que je venais de passer quarante-huit heures en clandestin à Dhoubab et que, de l'île des Sept Frères, je m'étais embarqué avec des pêcheurs qui trafiquaient des barquettes de lait, viendraient confirmer les propos du diplomate cité.

Le choc de l'arbitraire qui s'abat sur la personne ainsi empêchée peut être plus traumatique qu'on ne le croit. Les épisodes se succédaient, en France et à l'étranger, sans que je n'acceptasse de les attribuer définitivement. L'incertitude a vocation à vous plonger dans des affaires dont on ne revient jamais. Aux doutes que je nourrissais naturellement s'ajoutaient ceux que les tiers, rarement courageux et prestes à se saisir de ces événements pour vous soupçonner, distillaient. Des corps étranges m'approchaient, et la question, omniprésente, qui se posait, devenait : comment se défaire de cette gangue qui partout semblait poursuivre un être n'ayant d'autre possible que le

mouvement pour exister ?

*

Car si tout cela pourrait sembler anodin, histoires secondaires concernant un individu privilégié, il faut savoir qu'en parallèle se décomposait tout ce qui m'avait donné l'assise et la facilité qui s'offrent aux gens bien nés et que dès lors, une conscience de la vulnérabilité survenait. Il n'est pas nécessaire de s'attarder, *a fortiori* de s'apitoyer, sur ce qui intervint parallèlement en ces lieux-là. Il suffit d'indiquer que les choix que je fis me firent toucher à de sombres obscurités, me faisant découvrir ce que de précarités et laideurs notre société porte, découvrant les violences qui s'appliquent au plus bas de la société, sans jamais m'en faire porteur ou relais.

L'enfant gâté, sans pour autant se détacher des mondes brillants auxquels il appartenait, découvrait les noirceurs de sa société. Alors que l'on tentait de m'embrigader dans les jeux de quilles qui se pratiquent habituellement dans les salons de nos dirigeants, me proposant dès 2013 de me présenter à un certain Emmanuel Macron, quelque chose se dérégla. La même semaine de ma rencontre avec Julian Assange, j'avais déjeuné avec Xavier Niel, multimilliardaire propriétaire de tout ce que la presse française fabriquait de plus prestigieux et gendre de la première fortune mondiale, été reçu par le secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, et, dans la même journée, convoqué dans son bureau par Natalie Nougayrède, alors directrice du *Monde*, qui m'avait raconté ses déboires avec ses actionnaires et fait miroiter la possibilité de commencer à collaborer avec la maison, ce que j'avais alors refusé de considérer, pensant que je ne pourrais me prétendre journaliste tout en préparant ce qui demain me rendrait à la politique. Mon appartenance à ce monde, aussi naturelle que mon exigence à leur égard, n'avait pas cessé. Sans jamais m'en détacher, je mesurais cependant croissante notre étrangeté, observant avec une distance grandissante leurs compromissions, tentant de prévenir sans jamais m'imposer, m'écartant à mesure que les possibilités se réduisaient. J'avais la chance de voir en trois dimensions ce qu'eux voyaient parcellairement. Et ce que j'en tirais m'effrayait.

Ces différentes interactions m'avaient beaucoup appris sur eux et sur la façon dont se façonnait notre « réel ». Invité dans les chambres de nos oligarques, puis au sein des rédactions qu'ils considéraient comme leurs maisons alors que certains de leurs employés ignoraient même le rôle qu'ils y jouaient, je découvrais que les effets de censure, de manipulation de la vérité étaient le plus souvent ignorés de ceux qui s'en faisaient les relais, ces journalistes auxquels nous vouons à raison la plus grande part de notre mépris, incapables de se rendre compte du manège auquel ils participent, du rôle dévastateur qui leur échoit. Niel jouait la partition parfaite avec moi, alors que dès notre premier

rendez-vous, je le prévenais des dangers qu'il y avait à ce qu'il se saisisse de la presse, pour lui et pour le pays. Son discours, qui convenait à la plupart, consistait à prétendre qu'il lui suffirait de ne jamais intervenir directement pour n'avoir rien à se reprocher. Je lui pointais ce qu'il savait : que celui qui intervenait dans le contenu de ses médias avait échoué à se les approprier tout à fait. Il était bien plus efficace de contrôler le recrutement et les nominations à travers des hommes de main et de subtiles interventions en leur hiérarchie, ce qu'il ferait d'ailleurs peu de temps après en sortant Natalie Nougayrède de la direction à laquelle la rédaction l'avait portée, fomentant un coup interne dont peu de journalistes du *Monde* saisiraient les véritables ressorts.

Lui dont la fortune s'était faite grâce à ses liens avec les services de renseignement devenait le chaînon manquant qui me permettrait de comprendre ce qui, en ce pays, se jouait, alors que j'assistais, impuissant, *de l'autre côté*, à l'ascension d'un vorace et dévastateur ambitieux, sans âme ni pensée. Comme d'autres, Niel ne m'avait offert que des façades prétendument impénétrables. Elles suffisaient cependant, par leurs contradictions et leurs fragilités, à m'ouvrir la porte qui me permettrait de comprendre comment le politique en France se faisait. Alors que la veuve de Richard Descoings faisait des pieds et des mains pour m'intégrer à la macronie naissante, me louant ses talents et tentant de m'introduire auprès d'Olivier Duhamel, de Laurent Bigorgne, David Azema et bien des noms qui tarderaient encore des années à faire l'objet de publicité, Niel me racontait comment Macron préparait son ascension et Nougayrède comment ses actionnaires l'empêchaient de mener à bien les transformations que *Le Monde* requérait pour retrouver l'indépendance qu'une intervention des oligarques proches de Sarkozy, en sabotant son imprimerie, lui avaient quelques années plus tôt retirée. Dominique de Villepin, croisé là où Arnault aujourd'hui gît, rue Barbet-de-Jouy, m'avait auparavant, par le hasard de ces palais, offert assez de retours sur son expérience au sein de ces lieux-là, sur la façon dont ces politiques se formaient, et surtout sur la façon dont la Sarkozie s'organiserait pour faire tomber Fillon et offrir à Macron le siège que les primaires avaient retiré à l'ancien président, me permettant de recouper les pièces d'un immense Cluedo qui offrirait aux Français, via *Crépuscule*, la réponse à cette immense énigme qui en 2017 leur avait été présentée.

Mais alors que j'arpentais ces mondes, enquêteur toujours plus qu'acteur et tentant de m'émanciper de l'obsession de l'individualité, un brouillard troublant commença à s'abattre sur moi et les miens, révélant le niveau de violence dont sont capables des institutions que *Le Bureau des légendes* n'avait pas encore recouvertes d'une aura prestigieuse, artificielle et peu méritée. Julian Assange, s'étonnant que nulle tentative de contact provenant de la part des autorités françaises n'intervînt, s'inquiétait de ce qui se jouait. Une fuite dans le *New Yorker* relative au chat que je lui avais offert, d'apparence anodine, troublait nos

communications. Nous faisons face à un front particulièrement féroce, offensive délirante qui, provenant des États-Unis, diabolisait avec une violence redoublée depuis l'élection de Trump celui qui, présenté comme arrogant, égocentrique et manipulateur, m'était apparu timide, précautionneux, sensible et curieux. N'ayant plus prise sur rien, j'avais dû le défendre devant des centaines de dirigeants de la Silicon Valley, dans le cadre prestigieux du Web Summit, le lendemain de l'élection du président états-unien, enchaînant les entretiens sur CNN & Cie pour tenter de protéger celui que maintenant tous voulaient effondré, sans avoir tout à fait prise sur ce qui derrière les scènes se tramait. D'importantes puissances rêvaient de nous instrumentaliser et, partant, de nous transformer en leurs jouets. Nos rêves de souveraineté s'effondraient.

L'isolement croissait, collectivement et individuellement. La France se laissait emporter en une illusion, une farce collective, à laquelle on tentait encore, chaque fois brusquement, de me faire adhérer. Il m'était difficile de ne pas devenir paranoïaque, et notre position, celle d'un petit voilier perdu au sein d'un océan de tankers représentant autant d'États malfaisants et d'intérêts privés, nous rendait littéralement incapables de comprendre d'où venaient les coups qui nous étaient portés. Wikileaks était au centre d'un panoptique planétaire où toutes les manipulations étaient possibles. Je commençais à comprendre trop limpide comment la politique en notre pays se faisait, et chaque pas se faisait plus difficile à assumer. Je croyais encore en la vérité. Les êtres auxquels nous faisons face, capables d'un cynisme et d'une violence absolus, nous pensaient, eux, à leur image, et nous soupçonnaient de comportements qui n'appartenaient qu'à eux seuls. Peu à peu, les attaques réputationnelles, un temps contrées, prenaient le pas sur nos efforts, nous amenant, insensiblement, à sembler plus préoccupés par notre sort que par celui de ceux auprès desquels nous nous étions engagés.

Cette tension fit naître un certain nombre d'épisodes dont le baroque dit beaucoup de l'état de nos espaces politiques. Ayant obtenu de rencontrer le conseiller spécial du président de la République, Ismaël Emelien, en décembre 2017, alors que je venais de rendre public un violent pamphlet, *Contre Macron*, que je ne jouais plus un rôle de premier plan dans la défense de Julian Assange, mais que des éléments de dernière minute rendaient plausible l'obtention de l'asile politique en France pour ce dernier, j'étais contacté par l'Élysée afin de décaler de dix minutes l'heure de notre entretien. La chose, en un contexte déjà pour le moins particulier, m'apparaissait incongrue, voire insultante et suspecte. Dans un environnement où tous savent les contraintes qui s'appliquent au pouvoir, il apparaissait aberrant de penser qu'il fût nécessaire de me prévenir d'une telle variation horaire, et je n'arrivais pas à interpréter le signe que ce pouvoir tentait de m'adresser. Attendant devant l'Élysée comme convenu, tandis qu'une policière en tenue de gala m'interdisait tout mouve-

ment avant que l'heure exacte n'intervînt, je comprendrais seulement en voyant la lourde limousine blindée de Rex Tillerson, alors secrétaire d'État des États-Unis, sortir du palais, que la précaution avait été prise pour éviter qu'il fût possible d'affirmer que l'un des avocats de Wikileaks s'était invité au sein du palais présidentiel au moment même où un membre de l'administration Trump s'y trouvait. Je riais de la paranoïa et, quelque part, de la lâcheté de nos dirigeants, et de ce qui, dans le rendez-vous de plus d'une heure qui suivrait, me serait dit, confirmant le faible niveau de nos dominants et les dangers que leur médiocrité infligeait à notre pays.

Entre hyper-proximité avec le pouvoir et impossibilité de mettre en œuvre un quelconque rapport avec celui-ci, tout flottait me laissant pour seul appui l'intégrité de ce refus de toute compromission, que ce fût avec une puissance étrangère ou nationale qui tenterait de me faire confondre mon intérêt personnel et celui de la collectivité. Il faut imaginer ce que ces traversées peuvent provoquer chez un individu qui, pris trop jeune et sans protection entre l'évidente accumulation d'indices lui signalant l'existence d'interférences en son existence provenant des forces qui lui demeurent invisibles, doit, comme toute personne saine mentalement, analyser chacun des faits le concernant à partir de la présomption que *tout n'est le fruit que du hasard*, que tout est la résultante normale d'événements qui toucheraient à tout un chacun. La *plausible deniability*, soit la possibilité de renvoyer à tout moment la cible d'un dispositif de surveillance ou d'entrave à ses fantasmes, son ego ou sa folie, joue en ces sphères avec une efficacité infinie. Le vrai et le faux ne cessaient de se mêler, et je découvrais l'espace informationnel pour ce qu'il était : une immense farce où chacun, poussant son intérêt, déformait le réel afin de se l'approprier.

Faute d'une structure d'appui suffisamment solide, laissé flottant ou à la dérive, et refusant toute compromission qui aurait pu alléger la situation aux dépens de mes idées, je découvrais aussi la violence que l'intégrité pouvait engendrer. Il me faudrait quelques années encore pour comprendre ce qui s'était joué, sans détails, découvrant coup sur coup, à quelques mois d'intervalle, les preuves de mon fichage et de la surveillance active que la DGSI m'avait imposée, à travers ceux que l'on surnommait les *K* – chargés du contre-espionnage – et les preuves matérielles de la surveillance que la CIA avait mise en œuvre contre nous, obtenues par le truchement d'un lanceur d'alerte qui dévoilerait les vidéos que l'agence avait captées en mon intimité, m'amenant à devoir raconter devant un tribunal espagnol les réactions que j'avais eues lorsque je m'étais découvert filmé.

J'aurais pu dire ce que l'incertitude avait fait entre-temps naître. Sur ce que le fait d'enfin *savoir* changeait, petit miracle qui permettait de ne plus douter de soi, de comprendre enfin ce qui toutes ces années s'était joué. Jusqu'alors, le choix était simple : se rendre ou résister. La réponse, claire, avait engagé ma vie en des chemins impossibles à tenir. La médiocrité de nos adversaires, mêlée

à leur corruption, m'avait rendu insensible à leurs tentatives visant à m'attirer dans leurs filets. J'avais pourtant tenté, de mille façons, négociant longuement avec tel ou tel les conditions d'une collaboration, sans jamais trouver un terrain qui ne permît d'être autre chose que le serf qu'ils espéraient. Ces interactions accroissaient la rumeur, et rendaient la rupture d'autant plus inéluctable. La mécanique propre aux inversions accusatoires qui bientôt se mettrait en place me ferait déshonorer sur les points les plus sensibles, ceux auxquels j'étais le plus attaché et qui m'avaient amené à ne pas devenir eux. Les accusations insensées se multipliaient, déplaçant le combat sur ma réputation, me forçant à parler plus encore de ma personne que de mes idées. Démontrer qu'ils mentaient, qu'ils manipulaient, deviendrait une obsession, fruit d'une blessure profonde aux ressorts parfaitement orchestrés. Dépassant la phase d'isolement, je trouverais seulement chez les Gilets jaunes la rupture du fétiche, la possibilité de m'émanciper. Une masse vivante et chaleureuse prête à en découdre pour défendre les idées mêmes qui avaient failli me tuer surgissait. Alors que mon sort enfin se liait à celui d'individus que je n'aurais jamais dû rencontrer, je vis mes adversaires d'hier prendre peur et se mobiliser. Ce fut le moment qu'ils trouvèrent pour recycler tout ce qui avait pu être, ces années précédentes, collecté, pour tenter de détruire la figure qui commençait, malgré tous leurs efforts, à émerger, et ainsi, espéraient-ils, diviser ceux qui à ses côtés avaient commencé à marcher.

Ces années d'errance apparente, passées à parfaire mes connaissances et mon expérience du réel, alternant expéditions internationales, affaires plus ou moins complexes en tant qu'avocat, enquêtes au bout du monde et rencontres au plus profond du pays, alternant discrets – et ô combien importants – enseignements au sein de lycées de banlieue en tant que professeur remplaçant, gestion d'affaires médiatiques, lectures et enfin écritures préparaient les combats qui viendraient, me donnant une force que je m'apprêtais à recycler et à utiliser comme une bombe à fragmentation pour les dévaster. Au miracle de *Crépuscule*, fruit de la longue maturation mise en œuvre tout au long de ces années, s'ensuivrait l'attendue avalanche de médisances visant à me faire passer pour tout ce dont j'avais vu mes maîtres, à commencer par Julian lui-même, être traités : affabulateur, manipulateur, fou, hypocrite, traître et incohérent apparurent comme autant de qualificatifs énoncés avec une violence d'autant plus tragique et déchaînée qu'elle signalait l'impuissance de nos adversaires à se défendre sur les faits que je dénonçais. L'affaire, attendue, n'était cependant pas à sous-estimer : si j'avais enfin les yeux ouverts, et que j'aidais des milliers d'autres regards à se déciller dans la foulée, des millions, encore ensorcelés, nous ignoraient, et prenaient au sérieux les mots d'ordre que nos dirigeants faisaient circuler. Les offensives qui, discrètes, avaient été déjouées, reprenaient avec une force supplémentaire et autogénératrice dans la presse institutionnelle, réussissant à mobiliser contre moi, indécence ultime,

jusqu'aux directeurs de mon collège et de l'ENS Ulm, cités par des journalistes afin de m'humilier – signe, puisque nos ennemis et leurs alliés inconscients étaient cette fois prêts à mobiliser de tels capitaux, et ce faisant à prendre le risque de se décrédibiliser, que quelque chose les inquiétait.

Cela commença dans *L'Express*, quelques semaines avant la parution institutionnelle de *Crépuscule* – d'où une taupe me prévint, par écrit et en amont, de la publication d'un article « nourri aux mamelles de la DGSJ », ce que je m'empressais de révéler, preuves et captures d'écran des échanges à l'appui –, avant de se déployer, avec les tonalités apocalyptiques et obsessionnelles habituelles, de *L'Obs* au *Figaro* en passant par *Le Point*, BFM, *Paris Match*, alors qu'un an plus tard, l'affaire Griveaux me faisait sortir du cercle d'initiés du politique, et paraître comme un définitif danger. Lointains étaient les éloges que *Le Monde* s'était proposé de me tresser. Lointaines, également, les tentatives de récupération qui les avaient tous amenés, jusqu'à Jacques Attali ! à tenter de me promouvoir et me propulser. Plus un éloge ne me serait adressé.

La guerre était déclarée, et puisqu'elle était menée à front ouvert, il était acquis que je le payerais. L'affaire Pavlenski, qui m'avait amené à prendre la défense d'un artiste russe ayant osé mettre à nu, littéralement, le pouvoir, en révélant les messages pornographiques que le porte-parole du gouvernement avait échangés avec une jeune étudiante alors qu'il ne cessait de mettre en scène son attachement aux valeurs familiales traditionnelles pour séduire des électeurs grossièrement manipulés, venait de faire tomber un enfant chéri de l'oligarchie. Mon engagement n'était plus considéré comme une galéjade, un danger maîtrisé et laissé en sous-traitance aux plus aigris des services de notre pays, mais comme une affaire dangereuse à, sans plus attendre, achever.

Alors que l'offensive médiatique, grossière, unilatérale, incessante, battait son plein, Ludovic Chaker, conseiller à l'état-major de l'Élysée, ancien agent de la DGSE ayant, avec son comparse Chokri Wakrim qui lui aussi apparaissait, fait disparaître le coffre de Benalla, mais surtout ancien conseiller de feu Richard Descoings, apparaissait à ma fenêtre afin de tenter une dernière fois de me récupérer. La pandémie était déjà là, et pourtant l'on envoyait la ministre de la Santé se sacrifier pour sauver les intérêts d'un parti politique qui menaçait de sombrer et l'un des principaux conseillers de l'Élysée tenter de déstabiliser un jeune avocat qui rien ne leur demandait. Nos ennemis faisaient feu de tout bois, et, mettant en scène au quotidien de nouvelles révélations qui ne révélaient rien, recyclaient toutes les munitions qui pouvaient être mobilisées. Bouygues, qui avait quelques mois plus tôt tenté de me faire radier du barreau pour avoir révélé que la construction du nouveau palais de justice était le fruit d'un pacte de corruption entre leur propriétaire et un ancien président, réapparaissait à point nommé pour demander ma mise en examen, tandis que l'ordre des avocats obéissait aux ordres du parquet pour tenter de me retirer le titre d'avocat qui m'appartenait. Des tags menaçants maculaient

le hall de mon domicile familial, des lettres anonymes annonçant ma mort s'ajoutaient à des tentatives de pression d'anciens camarades de promotion, les roues de mes véhicules étaient crevées, l'on tentait de me faire passer sur les réseaux sociaux pour un consommateur de stupéfiants en diffusant des montages grossiers, mon entourage était sollicité afin de donner crédit aux rumeurs les plus absurdes, les rédactions, excitées par des sources anonymes, passaient au tamis mon CV pour le déformer, traquant la moindre fragilité, m'interrogeant sur de potentielles dérives psychiatriques, inventant au quotidien de nouvelles informations, me réveillant aux aurores alors que des « paparazzi » guettaient sous le regard de policiers « en sous-marin », sans jamais s'interroger sur les intérêts que, ce faisant, elles servaient. La France assistait à un grand festival dont elle interrogeait le sens et l'intérêt, voyant se rejoindre les médias *mainstream* et les réseaux conspirationnistes dans un même combat, révélant ces derniers pour ce qu'ils étaient, idiots utiles du pouvoir capables de distiller les plus grossières rumeurs contre ses opposants pour peu que l'on acceptât en retour de les protéger et les alimenter. *Le Figaro* publierait jusqu'à quatre articles à mon sujet sur injonction de son directeur adjoint alors que sept jours n'étaient pas passés depuis le premier.

Des vidéos insinuant que j'appartenais à des mondes occultes, satanistes et pédophiles, atteignaient des centaines de milliers de vues sur YouTube, mes emails tombaient quasi instantanément entre les mains d'un journaliste du *Point* avarié qui m'interrogeait dans la foulée afin d'obtenir confirmation sur la véracité des pièces que les services lui avaient transmises, avant de les publier, et l'offensive sur les réseaux sociaux, les encyclopédies collaboratives se démultipliaient. Les vols d'ordinateur et de téléphone, que la phase précédente avait banalisés, s'accumulaient cette fois sans qu'il n'y eût de doute à avoir sur qui en était l'auteur, tandis que les photojournalistes, encerclant mon domicile, qu'étaient des traces inexistantes d'un complot dont on se demandait qui aurait bien pu le fomenter, et que l'on tentait même, faute de munitions, par le truchement de l'hebdomadaire d'extrême droite acheté par un milliardaire libanais *Valeurs actuelles*, de faire de moi un ennemi à éliminer. Si l'on tenta également, par le truchement de la future directrice du *Monde* Caroline Monnot et d'Ariane Chemin, de me faire le traditionnel procès en antisémitisme, celui-ci fit long feu : comme en ce qui concernait Daesh auquel on avait piteusement tenté (!) de me raccrocher, ces questions avaient été au cœur de ma thèse et de trois ouvrages que j'avais publiés, et je m'étais préparé à l'instrumentalisation que les élites adorent produire à ces sujets.

Cela faisait quelques années qu'avec Wikileaks nous avions été confrontés à des méthodes similaires qui, de cambriolages en déstabilisations publiques ou privées, avaient touché à intensité variable ceux qui avaient osé s'en approcher et qui, vous mettant à nu, vous traitaient avec une violence inversement proportionnelle à celle que les pouvoirs connaissaient. J'avais vu des gens en

mourir, désespérés de ne pas trouver la raison profonde des manipulations et pièges dans lesquels ils tombaient. Dans l'ombre, nous avons vu se déployer cette machine propagandiste qui se montrait si efficace qu'elle finissait par provoquer la suspicion jusque dans notre entourage, convainquant nos proches de notre illusoire culpabilité, les laissant incapables de soutenir l'écart qui grandissait entre la perception publique qui se projetait sur nous et le réel qu'ils observaient, nous isolant progressivement dans nos intimités, méprisés par ceux qui nous avaient aimés. Des articles à charge venant du néant aux visites domiciliaires imprévisibles en passant par les intimidations, tentatives de corruption, infiltrations, relations piégées, cette période avait ainsi servi d'avant-goût et d'entraînement aux luttes que *Crépuscule* et les Gilets jaunes viendraient traduire et intensifier sur le territoire national. Le cruel apprentissage que ces années nous avaient infligé avait été crucial pour autoriser mon engagement immédiat et désinhibé aux côtés de ceux qui apparaîtraient rapidement aux yeux de ma classe sociale – se croyant intelligente, et pourtant parfaitement manipulée – comme l'Antéchrist incarné, ces Gilets jaunes qui feraient, avec la même constance et violence, l'objet de similaires opérations de destruction, et dont j'avais quant à moi trop senti l'honnêteté et la puissante intégrité pour ne pas immédiatement comprendre ce qui se jouait et, partant, me jeter à leurs côtés.

L'air de déjà-vu me renforçait dans ma conviction qu'une rupture radicale devait être mise en œuvre, et qu'il me fallait défendre et protéger ces *innocents* qui portaient en eux la force de ce qui pouvait à tout moment devenir révolution. Anticipant leur mobilisation en un premier entretien peu vu à « ThinkerView », j'avais appelé la veille de leur premier acte, face aux journalistes hallucinés d'Arte, dans l'émission « 28 minutes » du 16 novembre 2018, à déborder les puissants et s'y mêler. Cela faisait quelques mois que j'annonçais une catastrophe venante, publiant, dès juillet 2017, un texte théorique et ardu, « Contre Macron », qui prévenait de l'inévitable violence structurelle que son « élection » nourrirait, ainsi que de la nécessité de se lever au plus vite pour l'empêcher. La prise de conscience de la soumission absolue de notre État vis-à-vis de « l'oncle américain » s'était combinée à mon déniement quant à la médiocrité de nos élites, sa satisfaction et ses infinies compromissions, ainsi que par la construction d'une intimité avec ses processus de fabrication.

J'avais vécu dans ma chair les raisons de ce que les Gilets jaunes, à l'autre bout du spectre, subissaient. La souveraineté n'était, ni pour eux ni pour moi, le concept creux, à vocation instrumentale et excluante, que des politiciens en mal de suffrages mentionnaient. Elle nous apparaissait, à moi comme à eux pour ce qu'elle était, le socle de toute vie, un impératif préalable à tout mouvement, garantissant à tout citoyen la possibilité de se voir, sur sa terre, protégé, et dès lors, de pouvoir exercer sa liberté.

L'ultime épisode de mon dégoût intervint quelques semaines avant

l'explosion du mouvement, lorsque invité à l'inauguration de la boutique Louis Vuitton place Vendôme par une grande dame qui craignait la solitude que ces endroits charriaient, je me retrouvai entouré de journalistes achetés et de clients étrangers au cœur de ce qui avait un jour fait rayonner notre pays. Mal à l'aise face à cette démonstration de pouvoir de Bernard Arnault et de son gendre, incapable d'accepter que ma place fût en ces lieux-là, me voyant servir en livrée d'aberrants mets, refusant d'admettre qu'il fût normal que ceux qui demain nous conteraient le monde, les directeurs de rédaction qui à ma table siégeaient, prétendant ailleurs à leur indépendance, ici dégustant en valet leurs plats, se laissassent ainsi asservir par ceux qu'ils étaient censés contrôler, je m'exfiltrai alors que Will Smith, invité à donner un concert privé pour l'occasion, faisait trembler de sa voix désajustée les corps d'invités morbides et aseptisés.

Je ne comprenais pas ce qui rendait tolérable à cette élite l'absence de désir et de vie qui habitait ces lieux. Tout y était vide et froid, dénué d'âme et de beauté. C'était un ressenti charnel, de dégoût absolu, qui m'avait amené, par événements succédants, dans les mois qui précédaient, à accepter un progressif détachement, refusant d'être payé pour mon office d'avocat, squattant de chics canapés de lieux où je me sentais toujours plus désaffilié, cherchant à rendre ces intenable privilèges dont j'avais bénéficié en investissant auprès des plus fragiles de la société. Incapable de trouver intérêt à suivre mes camarades qui voyaient leur compte en banque croître par milliers et m'incitaient à les accompagner, je les regardais en étranger. J'avais accepté de représenter Jean-Luc Mélenchon sans en tirer un sou, craignant, comme lorsque Natalie Nougayrède m'avait invité à la rejoindre, de perdre une indépendance rudement acquise. C'était pour moi le dernier lien avec ce système prostitué. Il incarnait alors encore, pour le pays plutôt que pour moi, un dernier espoir en ce qu'il respectait la langue française, adorait l'histoire d'un pays et s'émerveillait des beautés que notre territoire charriait. Né à quelques kilomètres de mon village natal, de l'autre côté de la Méditerranée, il ressentait cette passion brûlante que seule la distance avec l'objet aimé peut enfanter. Comme tous, pourtant, il sombrerait.

D'autres facteurs, plus intimes et impossibles à exposer ici, jouèrent dans le déracinement qui me fit me sentir incapable de tenir cette impossible entre-deux que je ne saurais raconter. La découverte de la France, ce pays qui m'avait adopté mais que je n'avais fréquenté jusqu'alors qu'en invité, était encore à venir, et je manquais de ce rapport charnel qui bientôt s'installerait. Dans le déracinement et l'inquiétude d'un monde qui ne faisait plus que stagner, j'avais cependant eu l'intuition d'une explosion, m'amenant à demander, trois semaines avant que les Gilets jaunes n'émergassent, à l'un des plus chers êtres que la vie m'ait permis de fréquenter, un couturier ayant régné sur Paris, né en une famille de tailleurs immigrés italiens ayant fui le fascisme,

me respectant et me considérant en ce qu'admirant la France comme je le faisais, il savait que je demeurerais toujours, comme lui, « étranger » en ces mondanités qui nous entouraient, de dessiner les « costumes de la révolution qui venait ». Drôle d'intuition, précieusement gardée en une lettre qui leur fut adressée, qui aurait pu lui donner l'impression de border la folie, et qui me permettrait cependant, après avoir participé à l'occupation de l'École normale supérieure, le 2 mai 2018, découvrant de l'intérieur les mouvements anarchistes qui bientôt feraient trembler le *mainstream* de par leur constitution de black blocs insaisissables, organisant un certain nombre d'actions visant à accompagner les étudiants en lutte contre la dévastation méthodique que le gouvernement menait au sein de nos universités, de me sentir frère des Gilets jaunes lorsque ceux-ci émergeraient, embrassant le mouvement en sa totalité, y compris ses franges les plus radicales, tentant de les protéger alors que les foudres du pouvoir s'abattaient sur eux, rompant définitivement avec le milieu qui m'avait élevé, prenant tous les risques pour demeurer à leurs côtés. Moi qui avais jusqu'alors préservé mon accès aux lieux les plus enchantés, sans plus vraiment les fréquenter, décidais d'enfin, ouvertement, rompre et définitivement les dévaster.

Chaque pas auprès de cette partie du peuple qui, levé, s'était découvert fier, différent de ce que nos *élites* ne cessaient sur eux de raconter, me ferait plus encore mépriser les affidés d'un pouvoir qui, par veulerie et soumission, avait failli me tuer, découvrant un monde qui jusqu'alors m'était resté éloigné. Moi qui m'y étais toujours refusé, rompais brusquement en offrant tout ce qui jusqu'alors avait manqué pour comprendre comment le pouvoir se faisait, recevant en retour la chaleur qui m'avait tant fait défaut, et renouant avec ces mondes qui étaient ceux de mes familles, inscrites en des villages ibères éloignés de toute fatuité.

C'est une chose étrange que de le dire, mais les années qui avaient précédé m'avaient appris, à moi qui n'avais encore été que fier en mon rapport à ce pays idéalisé, à le découvrir, l'enlacer, et enfin, le comprendre et l'aimer. Sentir son absence, en embrasser les limites, en découvrir les tréfonds, ressentir la violence que pouvait susciter le fait de se retrouver sans assise en sa propre terre, explorer sa langue, rechercher en tous ses coins ce qui en faisait l'unité, m'avait conduit à repenser mon rapport au politique, à peu à peu me trouver en capacité de m'y plonger. Moi qui avais souffert violemment de l'indifférence qui, au sein du petit Paris, existait à l'encontre de cette magnifique idée, trouvais pas à pas en ces êtres le socle qui m'avait manqué. Ma façon de mettre à nu ceux qui n'étaient ennemis qu'en ce qu'ils nous empêchaient de protéger le pays, cette façon rageuse de vouloir remettre à plat ce *statu quo* si convenable et auquel on m'incitait à me conformer, en naîtraient.

Bientôt, aux côtés des Gilets, je compterais les morts, le nombre de personnes qui chaque année disparaissaient du fait du chômage, de l'indifférence

et de l'insignifiance de dirigeants qui se montraient incapables de protéger ceux qui, au sommet du monde, les avaient amenés. Se voir toiser par des petits chefs en charge de décider de votre droit ou non à avoir allocations ou RSA, est une expérience que nul de nos dirigeants n'éprouvera jamais. Je le découvrais, dans ma chair, me refusant à tout passe-droit, voulant aller jusqu'au bout d'une démarche dont il était impossible de savoir où elle mènerait. Les saltimbanques de haut vol qui m'avaient offert l'accès à tout ce que ce monde de plus beau théoriquement proposait, ces parents venus des fins fonds de dictatures ibères et devenus d'importants personnages de la capitale, observaient inquiets ce silencieux détachement. Ils ne voyaient pas ces milliers de frères, surgis des quatre coins du pays, qui criaient côte à côte leur recherche d'un pays, d'une patrie, d'une terre qu'on leur retirait. Ils ne voyaient pas le monde qui naissait. Le bien-être que la République leur avait promis coulait sous les compromissions successives auxquelles j'avais assisté, faisant peser sur la masse le coût des extravagances de quelques-uns, rendant littéralement la vie impossible à des millions. J'avais révélé, à travers les MacronLeaks, que la taxe carbone à laquelle les Gilets jaunes s'opposaient était née non pas d'une quelconque volonté écologique, comme cela avait été affirmé, mais de la nécessité de combler le trou creusé dans les finances publiques par le CICE. Je donnais ainsi raison à ces millions de Français qui, intuitivement, s'étaient levés pour faire face à la spoliation à laquelle ils étaient confrontés. Nécessitant l'interlocution, mais parfaitement conscients d'avoir raison, ces êtres s'étaient vus des mois durant opposer un silence insupportable, la morgue et l'arrogance des dominants que je connaissais trop intimement.

Je m'organisais pour les protéger, et je me préparais à abattre d'un trait ceux qui, trahissant leur serment, les avaient abandonnés. La découverte en propre de la misère, affective et sociale, me permettait de *boucler la boucle* et de m'offrir un socle suffisant pour entrer en empathie immédiate avec ces êtres qui se levaient, et je me liais à eux comme aux frères absents que j'avais jusqu'alors avidement recherchés, espérant leur offrir les clefs qui leurs permettraient de renverser ceux qui les exploitaient et trouver alors en retour le compagnonnage qui m'avait tant manqué. La solitude des villes et des cimes, notamment aux côtés de Maxime, se dissipait.

La France, la vraie, ayant émergé, un petit être s'y mêlait, ravi enfin d'avoir trouvé cette compagne qui l'avait toujours fasciné, mais qui, jusqu'alors, l'avait esquivée.

Ce fut le début d'une longue odyssee, et d'une traversée de la France qui durerait près de deux ans, au rythme de plusieurs déplacements par semaine afin de rencontrer, appuyer, renforcer ces individus qui s'étaient levés, odyssee qui me révélerait l'immensité de ce territoire, sa diversité, et la grandeur de ceux qui l'habitaient, me permettant, de l'école Polytechnique à Jupilles, de m'embrancher enfin à un pays qui m'avait accueilli.

Cette friction avec le plus grand empire que la terre ait connu, tout ce qui avait précédé le permettait, la découverte du creux qui pouvait exister pour quiconque se trouve éloigné des dispositifs de protection qu'offrent normalement à tout citoyen les États souverains, la connaissance intime des mécanismes qui tiennent nos gouvernants, tout m'avait, sans que j'aie pu le deviner, préparé aux déferlantes qui interviendraient lorsque, prenant de court nos chers oligarques, politiciens et asservis, j'en exposerai les travers pour montrer comment ils avaient infiltré notre système démocratique jusqu'à le rendre, non pas convalescent, mais parfaitement agonisant, montrant comment toute une clique pourtant censée servir les Français avait fini par se contenter de se soumettre aux intérêts de quelques-uns en échange de confortables positions et douces rémunérations et m'embrancherait ainsi au plus beau mouvement que notre époque ait enfanté. Un journaliste de France Télévisions me demanderait bien plus tard comment cela s'était joué, me narrant la façon dont, de tentatives de corruption en intimidations relatives à son intimité en passant par de fausses dénonciations aux autorités, montages photographiques et opérations d'espionnage menées avec l'aide de barbouzes, il avait été sur le point d'être détruit alors qu'il s'apprêtait à révéler un scandale mineur relatif à une seule des personnalités que j'avais ciblées. Nous partageons nos expériences, découvrons l'ampleur des moyens qu'ils mobilisaient. Ma proximité avec ces espaces-là les avait quelque part tétanisés, les rendant incapables de réagir à ce qui leur apparaissait comme une étrange nouveauté. La cible mouvante les avait enserrés de telle façon qu'il leur était malaisé de déterminer ce qu'elle avait véritablement engrangé, et *a fortiori* de s'y attaquer. Comment savais-je que Bernard Arnault craignait l'eau et ne réservait des chambres d'hôtel qu'en les bords éloignés des rivages ? Cela, ils le savaient.

L'on aurait pu gloser en prétendant que tout était question de temps, de rythme, et de chance. Mais c'était bien la France, en ce qu'elle s'était levée, qui nous avait sauvés, rendant impossible de nous abattre, au moment où tout s'achevait. De sombres jours se devinaient. Je n'avais rien fait, contrairement à ce qu'ils avaient espéré, de répréhensible dans le cadre de l'affaire qui avait fait chuter la main droite du président de la République, porte-parole insignifiant et candidat à la Mairie de Paris que j'avais, en un texte préalable, étrillé, et que l'on avait cru pour cela que je tenais en une quelconque animosité personnelle. Je n'avais rien fait, et ce n'était pas faute d'avoir été sollicité, poussé à la faute, pour la simple raison que je ne croyais pas qu'à travers ces atteintes, qu'à travers la chute d'hommes aussi insignifiants, l'on pût quoi que ce soit. Je connaissais trop bien ces mécaniques, je m'étais protégé et avais protégé mon combat, du moins je le croyais – ceux auprès de qui je m'étais engagé. Mais je

n'en voyais pas moins le monde sur moi s'effondrer, en une sorte de vomissure continue où tous, à commencer par mon bâtonnier, me trahiraient pour tenter de me faire tomber. Je savais aussi ce que d'instrumental tout cela recouvrait, et ce que cela, surtout, pour la suite, signifierait : ceux qui avaient été, jusque-là, à mes côtés, s'écarteraient, craintifs, de ce qu'ils voyaient potentiellement en moi un traître ou un danger, et l'on préparait déjà ce qui demain, définitivement, me ferait tomber.

C'était là le seul intérêt à ces affaires : quand bien même tous savaient qu'ils mentaient, pilonner jusqu'au point où tous ceux qui s'étaient engagés craignent qu'en demeurant aux côtés de la cible visée, ils se vissent eux aussi contaminés, coulés par la machine de guerre qui contre lui mobilisait. Et une fois isolé, enfin abattre, ou à bas prix racheter. Pour attendre qu'elle eût été, cette dernière période avait été particulièrement douloureuse, en ce qu'elle avait défait l'un des liens intimes les plus précieux auxquels encore je tenais. Le confinement avait figé les débats en une position dévastatrice, suspendant tout rapport à la politique. Et voilà qu'en ces chemins, fier de ne jamais avoir trahi mon client, combattant qui, quelles que fussent ses véritables raisons, avait mené à son terme un chemin dont bien d'autres avaient rêvé, préservant coûte que coûte, comme de nombreux Gilets jaunes, sa liberté, de nouvelles rumeurs émergeaient, cherchant à signifier que tout n'était pas achevé, et qu'au moindre mouvement supplémentaire, la violence se décuplerait. Ce fut dans les prolégomènes de ce moment-là qu'un bien intentionné, nourri au plus proche du pouvoir, me transmit son amicale recommandation visant à me faire m'écarter, quelque part aux alentours du mois d'octobre 2020. Je venais de gagner un procès contre le couple présidentiel, intenté contre un SDF et poète, Stéphane Espic, accusé d'avoir barboté devant le fort de Brégançon, vauté sur un homard gonflable en prononçant de grivoises paroles qui avaient déplu à nos gouvernants. *Brigitte* et *Emmanuel* avaient demandé la prison, j'avais obtenu l'annulation des procédures et le renvoi de nos dirigeants à leurs fantasmes d'écrasement, tandis que des femmes violentées assistaient médusées au report de leur affaire un an plus tard, pour complaire au plus vite aux caprices du Président.

Ce n'était pas tout. Le barreau s'appêtait à déclencher, sept mois après l'affaire Griveaux, des poursuites à mon encontre, dans le seul but d'éviter l'annulation de la garde à vue de Piotr Pavlenski, dont l'action l'avait laissé soixante heures sans assistance d'avocat pour complaire au gouvernement. Loin de lui, je défendais une icône d'un inframonde, celui du sport en salle, Marvel Fitness qui contre la bourgeoisie la plus pestilentielle avait menacé de se dresser, se retrouvant pour cela au côté de terroristes du 13 novembre emprisonné. Des citoyens français coupables de s'être levés face à un gouvernement qui faisait s'abattre sur eux, en des « affaires signalées », tout l'appareil judiciaire français, de façon aussi dérisoire que terrifiante, me trouvaient à

leurs côtés. Sibeth Ndiaye, indignée qu'on ait pu lui reprocher d'avoir mis en danger des millions de Français alors qu'une crise majeure approchait, attaquait en justice un producteur de musique français qui l'avait, disait-elle, insultée, et une peine de prison était requise du fait d'un appel qu'il lui avait passé. Marlène Schiappa utilisait les services du plus prestigieux cabinet d'avocats parisien pour tenter d'écraser un usager de Twitter qui avait révélé qu'elle utilisait son compte Instagram officiel à des fins de placement de produits de lissage brésilien. Didier Lallement, dans une procédure où il s'était constitué partie civile, avait fait se mobiliser tous les moyens de l'État afin de faire condamner à de la prison un individu qui avait osé, dans un email déclarant une manifestation à la préfecture de police, écrire qu'il agissait en « fasciste allemand ». Des Gilets jaunes de tous horizons, dont Christophe Dettinger, Régis Portalez – contre lequel son école, Polytechnique, avait eu l'indécence de porter plainte après qu'il eut osé manifester en l'habit que la République lui avait octroyé –, étaient harcelés et me rejoignaient, aux côtés d'opposants de tous les camps et de bien d'autres Français qui, des quatre coins du pays, se voyaient menacés du fait de leurs idées par les services de police. Les moyens d'enquête délirants déployés afin de faire taire tout dissident expliquaient pourquoi la délinquance avait, en 2018 et 2019, explosé, dans le silence le plus absolu de nos médias et politiciens. Partout en France, des personnes souffraient de l'instrumentalisation politique des moyens de l'État, et je ne comptais plus les audiences où se voyaient renvoyées des mois plus tard des affaires de violence, d'abus sur mineur, d'escroquerie, pour complaire au petit marquis de passage qui avait réclamé la tête d'un citoyen ayant osé s'y opposer.

Nous préparions le lancement d'une plateforme de lanceurs d'alerte qui relayerait les nombreuses révélations que nous recueillions, à commencer par la liste de donateurs d'En marche qui recelait mille secrets. En pleine crise du coronavirus, nous avions montré comment le Crédit Lyonnais avait retenu près de deux millions de masques alors que les médecins et infirmiers du pays mouraient de ne pas être protégés – ce qui l'avait forcé à immédiatement les libérer – mais aussi comment l'APHP avait, dès la deuxième semaine du confinement, commencé à « sélectionner » les patients faute de moyens pour les accueillir, abandonnant à la mort des dizaines d'individus « en surplus », tandis que le Premier ministre claironnait au même moment que tout le monde était soigné. Nous nous battions et nous exposions jusqu'au moindre pore pour faire céder un pouvoir qui, par son inanité, chaque jour menaçait un peu plus d'éventrer les Français et qui les utilisait pour se préserver.

Tout cela se passait en dehors des regards de ce grand monde qui feignait de nous ignorer, dans la discrétion des communautés qui dans la suite de *Crépuscule* et des Gilets s'étaient formées. À mesure que l'étau se resserrait, nous nous étions doucement préparés au monde d'après. L'ennemi était devenu

paranoïaque au point de ne pas tolérer que nous pûmes seulement nous en approcher. Des oligarques se manifestaient, à travers des *likes* dérobés et autres signaux discrets qui disaient autant de leur piètre inquiétude que des mécanismes qu'ils utilisaient habituellement pour intimider, après que j'ai accompagné le travail de celle qui fut l'une de leurs esclaves sexuelles, des années durant, révélant les dessous sordides de la constitution de leurs fortunes et rappelant à tous ce qu'ils avaient, par rachat de médias compulsif, fini par réussir à effacer. Alors que le pouvoir s'effondrait sous le poids de son incompétence, c'était comme si les dernières batailles, de part et d'autre, se préparaient. Acceptant une dynamique sacrificielle, sachant le gouvernement poussé dans ses retranchements, une partie de la France ne craignait plus de s'affirmer. L'on sentait bien que là-haut, quelque chose tremblait, les faisant accentuer leur violence à mesure que la réalité de leur impéritie les encerclait. Les quelques semaines de répit qu'ils s'étaient offert grâce au premier confinement n'avaient servi qu'à créer une illusion de contrôle qui partout ailleurs s'effondrait. Les rumeurs de vidéos supplémentaires concernant le pouvoir avaient certes été étouffées, et avec elles les craintes les plus féroces chez ceux qui avaient de quoi se reprocher. Le plus grave de l'affaire qui concernait leur ancien porte-parole avait été masqué, et cela leur donnait l'impression d'avoir gagné. Mais alors que l'épidémie revenait sans que nulle leçon n'ait été tirée de la première crise, et que les êtres que *Crépuscule* avait étrillés, tous issus du pouvoir qui avait effondré notre système de santé, péroraient, arrogants, obtenant des promotions du fait même de l'incompétence qui avait placé le pays au bord de l'abîme, s'apprêtait en silence ce qui avait manqué à la réussite des Gilets jaunes – un pouvoir alternatif pensé, réfléchi, prêt à s'élancer.

Je repensais à toutes les figures du mouvement des Gilets jaunes qui avaient, les deux années précédentes, vu leurs vies détruites par le rouleau compresseur d'un appareil politico-médiatique s'étant défait de ses propres règles, n'ayant plus d'autre objectif que d'écraser, littéralement, quiconque oserait contre l'existant se lever. Je repensais à Julian, accusé d'une agression sexuelle qui n'avait jamais existé, objet de toutes les rumeurs des années durant jusqu'à ce que, quand il eut été détenu en une prison de haute sécurité, l'on décidât que l'entreprise de destruction réputationnelle pouvait cesser. Je pensais à mes *clients* qui goûtaient la prison sur le fondement de soupçons que rien, si ce n'est leurs idées, ne venait étayer.

Je pensais à ce qui m'arriverait à mon tour, et à ce que l'on m'annonçait, si je continuais.

C'était bien leur vision du monde, que de tuer l'idée en abattant le corps, pensais-je, lorsque leur dernier émissaire vint me trouver. Le mouvement est toujours le même : isoler, décrédibiliser, puis, s'il le faut, salir le corps en le rendant coupable d'on ne sait quelle transgression, pour enfin, dans un lâche soulagement, l'entraver, afin d'étrangler l'idée naissante qui menaçait de s'y

incarner, faisant vriller l'homme qui, porteur d'une vérité, devait être étouffé.

Je les avais vus faire, encore et encore, avec toujours la même impunité, et des complicités renouvelées, naïvetés journalistiques et politiques qui n'avaient pas même la modeste conscience de se savoir manipulées, dont l'arrogance et la confiance en soi étaient les meilleurs outils pour se laisser instrumentaliser, et qui jamais ne montraient de décence lorsque la vérité, enfin, celle qu'ils avaient piétinée, jaillissait, ne s'excusant à aucun moment pour le mal qu'ils avaient causé. Surveiller, espionner, entraver, repérer le point sensible, instrumentaliser un être fragile, lui faire miroiter un statut qui, certes victimaire, lui apporterait quelque répit, l'envoyer tel un bétail. Produire une rumeur, l'accroître, la légitimer. Enfin, achever.

Il y a urgence, ai-je donc pensé. Il y a urgence, car nous ne sommes plus assez. Le temps de survie dans l'espace politique est très faible quand vous refusez toute compromission. La chance et deux sources de visibilité : WikiLeaks – un puissant vecteur d'attraction médiatique, alors même que l'organisation paraissait trop éloignée des intérêts des puissances françaises pour qu'un quelconque effet de censure, en un premier temps, n'intervînt –, puis mon rôle d'avocat du chef d'une opposition officielle – privilège qui m'offrait une sorte de totem d'immunité, les chaînes d'information en continu m'invitant afin de respecter les quotas que le CSA leur imposait –, m'avaient offert, sans que je ne sois redevable politiquement à qui que ce soit, une parfaite liberté de parole que j'utilisais pour défendre furieusement des Gilets que partout ailleurs on démolissait, me permettant d'accéder à ce petit miracle qui, dans le système parfaitement contrôlé de l'information française, avait fait jaillir une voix que personne ne contrôlait. Les réseaux complotistes se déchaînaient à raison, n'envisageant pas que la chance et l'habileté m'eussent permis de court-circuiter un système qui les avait eux-mêmes blacklistés, pensant encore, par ignorance mais avec une intuition ne devant être sous-estimée, que j'étais l'outil d'on ne sait quel réseau, sataniste ou franc-maçon, chargé de propulser une « opposition contrôlée ».

Ces êtres, parfois sincères, parfois craignant de perdre leur clientèle, parfois prostituant, cherchaient en des explications systémiques la raison de cette anomalie, comme si elle était vouée à perdurer, sans détenir les clefs qui permettaient de l'expliquer, et me voyant, paradoxalement soulagés, choir dans les ténèbres lorsque le système, toujours un peu en retard sur le réel, finirait par comprendre le piège dans lequel je l'avais fait tomber.

Ma date de péremption étant proche, je prévenais tous ceux qui avaient vu en moi un espoir : bientôt, l'incertitude puis le dégoût les saisiraient à mon sujet, nourris par un flot de faussetés que nos ennemis orchestreraient. Et alors, tout ce que nous avions construit, tout ce capital symbolique patiemment accumulé, année après année, en ces hautes sphères, dans le seul but de les renverser, finirait de s'épuiser. Dans les pénombres du réel se dessinait le

nombre d'idées mortes d'être trop longtemps restées accrochées à un corps que l'on criblait, et je sentais que, puisque le mien bientôt se cadavériserait, il fallait passer le relais.

Il y a urgence, pensai-je une dernière fois, car il nous restait cette courte avance qui nous permettrait peut-être, cette fois, de les dépasser, c'est-à-dire de les renverser en offrant tous les savoirs qui avaient jusqu'ici été accumulés.

La meute, d'autant plus violente qu'elle s'était retenue, silencieuse et affamée, près d'un an, s'était certes élancée. Mais le dispositif censé m'envoyer en prison, deviné dès les premiers instants de mon engagement, semblait s'enrayer et peinait à dépasser cet obstacle, aussi simple qu'évident : les gestes qu'ils voulaient m'attribuer n'avaient jamais été effectués.

Il restait donc un petit espace, celui qu'un mouvement jaune doré, ce mouvement qui fit refléter une aube sur un pays endormi, avait créé. Mon raisonnement était le suivant : si l'on ne survit pas à un pouvoir que l'on a humilié, il faut, avant de succomber, offrir les outils pour le renverser.

*

Ce n'est pas l'atteinte au corps qui éteint le politique en France et tient écrasés ses élites et ses gouvernants. C'est la crainte de la mort sociale, cette cadavérisation qui vous transforme en spectre, tuant tout désir et tout attrait, menace agitée afin de vous faire taire, et d'asservir quiconque oserait se lever.

Voilà ce qui fait jouir nos ennemis et transforme en carpettes ceux qui se disent, en ces lieux-là, nos alliés : la crainte de se voir administrer l'agonie. Toute dépendance au système de reconnaissance et de distinction qui fait le petit Paris vous rend vulnérable et susceptible de disparaître d'un claquement de doigts, par une attaque réputationnelle qui vous tuera socialement, sans ne jamais tout à fait vous achever.

Voilà comment l'on tient nos dirigeants et nos opposants en ce pays. Tous ont, quelque part, cette faille qui, de l'intime à l'argent, les expose à ces manipulations et à la perte de ces réputations et distinctions qui leur garantissaient chairs et rémunération. Voilà pourquoi l'on s'évertue à si bien traiter ceux qui, faisant œuvre de contradiction, n'en demeurent pas moins part d'un système qui leur assure protection.

Voilà pourquoi vous assistez régulièrement à ces jeux de quilles qui vous font haïr tel ou tel, soudain rendu responsable d'avoir commis tel méfait, exposé de façon spectaculaire par des journalistes voraces dont la seule gloire est de révéler à petites doses des traces de vérité qui, faute d'agglomération, dessinent une fiction qui vous empêche d'avoir accès à la réalité. Assistant à la partie visible d'un iceberg dont les guerres se jouent dans la partie immergée, vous ne voyez que les résultats, les fruits de batailles qui auront amené tel clan à trahir ou renverser tel autre puissant, avec la complicité de médias plus ou

moins amis. Vous n'assisterez jamais à la guerre dans son intégralité, car même défaits, la plupart préféreront se taire plutôt que de révéler les véritables raisons de leur effondrement. Parler à ce stade menacerait d'encore plus les exposer, d'encore plus les isoler, et n'aurait finalement plus un quelconque intérêt. Quelle est, après tout, la valeur de la parole d'un être défait ?

Voilà pourquoi une telle inanité s'est emparée de nos dominants. Par ces jeux de dévastation qui, à tout instant contrôlés par des personnes qui savent s'en préserver, tiennent en des sommets leurs marionnettes, ou amènent à l'effondrement. En cela, nos adversaires sont peut-être plus archaïques et animaux encore que les dirigeants qui, en des contrées lointaines, s'amuse à distiller poisons et balles perdues à qui oserait contre eux se lever. Voilà aussi pourquoi notre parole fut si précieuse, devant d'un instant notre achèvement.

Abatte le désir, l'énergie politique, par la capacité à susciter l'attrait du corps qui à son tour incarnerait l'idée, pour ne laisser qu'un vaste terrain vague jonché non de cadavres, mais de morts vivants, politiciens zombifiés qui tous se savent tenus par des forces supérieures tendant vers eux le pistolet de la réputation, obligés de composer avec des êtres que le grand public ne voit jamais, et dont ils intériorisent l'existence sans jamais chercher à les confronter. Voilà ce que *Crépuscule* révélait. Voilà ce qui aujourd'hui tue la France et explique la médiocrité dans laquelle elle est plongée. Entre rumeurs sur l'homosexualité du président et trafiquants d'informations qui, telle Mimi Marchand, sont nés entre les corruptions policières et les affaires de stupéfiants avant de trouver plus rentable reconversion en l'achat et la vente d'images et de secrets touchant à nos puissants, voilà les royaumes qui furent exposés afin de montrer ce à quoi ressemblait ce monde intérieur auquel si peu de personnes ont accès, et qui pourtant mobilise autant de courtisans convaincus de leur puissance et leur supériorité.

Voilà ce qui fait que jamais personne n'arrive à régénérer un pays asservi, étouffé. Voilà ce à quoi il nous faudra, pour commencer, nous dévouer, sans jamais nous prêter aux jeux auxquels ils ne cessent de contribuer, et en nous tenant à ce serment : toujours à visage découvert, dire la vérité.

III

Penser

Entre le mois de mai 2017 et le 17 novembre 2018, et avec une puissance démultipliée dans les jours qui suivirent, des millions de personnes sentirent que les êtres censés les représenter les trahissaient. Le phénomène, prenant bientôt les atours d'une lutte de classes, irait en fait bien au-delà. Toute une partie de ce que l'on appellerait le petit Paris, à qui avait été déléguée la gestion de la plus grande part des affaires de la cité, s'était montrée acquiesçante, avec une insupportable pleurerie, à la mise en place d'un pouvoir pourtant par le reste de la France rapidement honni. Cette adhésion, de pur intérêt, que nos ennemis tentaient de légitimer en affirmant que les règles de notre système politique avaient amené M. Macron à être consacré formellement, et que ses décisions devaient dès lors être acceptées, écrasait toute forme d'expression dissonante au sein de la société et aggravait un sentiment d'étouffement en une grande partie de la population. Détestables en leurs comportements, les médias institutionnalisés marquaient avec la naissance de l'enfant Macron, dont ils avaient été les parents porteurs, leur rupture définitive avec une grande part des Français. Là où les journalistes avaient toujours joué un rôle, bien que relatif et contenu, d'interlocution entre le pouvoir et son peuple, voilà que ceux-ci apparaissaient pour la première fois comme de purs relais n'ayant pour objectif que de tenir la citadelle, en amplifiant les répliques que le pouvoir produisait.

Cette trahison atteignit un inacceptable tournant lorsque la taxe carburant, qui prévoyait de spolier une grande majorité de la population au nom d'une idée, l'écologie, qui revêtait alors une grande popularité, fut proposée. L'affaire, rondement menée, avait pour objectif d'inhiber la transformation des structures sociales que requiert toute rupture majeure dans le système de production, et la naturelle défonction des anciennes élites qui tout aussi naturellement se serait ensuivie.

Expliquons-nous sur ce point majeur, qui permet de comprendre, au-delà de ses inestimables insuffisances et ses insupportables engeances, pourquoi ce pouvoir a été et restera à ce point haï, et pourquoi les Gilets jaunes furent bien plus qu'il ne fut dit.

La rupture anthropologique à laquelle nous sommes confrontés, et que nos dominants tentent de nous faire payer, n'est autre que la transition économique, sociale et environnementale imposée par ce qu'il a été décidé de nommer « changement climatique », et qui recouvre en vérité des enjeux de puissance énergétique.

Le coût qu'implique la bascule entre les combustibles fossiles et ce que l'on nomme les « énergies renouvelables » est tel qu'il ne saurait être envisagé de le financer en préservant les intérêts de tous ceux qui, dans la période précédente, auront bénéficié des ressources que les hydrocarbures produisaient.

Il ne saurait dès lors être rationnellement envisagé que l'ensemble des structures sociales que l'ère du charbon et du pétrole avaient permis de mettre en place, et que tous ceux qui furent de ce fait propulsés aux commandes de nos sociétés, voient leurs intérêts préservés. Or l'issue conservatrice, consistant à préserver les intérêts des castes qui se sont formées au cours des derniers siècles, tout en engageant une transition majeure dont les coûts de financement seront inédits, est celle qui a été adoptée, du fait de l'incapacité de nos dirigeants à penser et se défaire des jeux de cooptation et de corruption qui les tiennent entre les mains d'autres intérêts. Dès lors ne demeure qu'une solution : faire payer à la majorité le coût de cette transition. Cette formule a fait naître les Gilets jaunes, révoltés après que fut décidée, sans leur consentement, la captation par l'État de ressources produites par la nation, via une taxe, afin d'en rediriger le produit vers le financement – disaient-ils alors – de la transition écologique, sans que la contribution des classes dominantes à ladite transition ne soit accrue. En d'autres termes : il s'agissait de faire payer à l'ensemble de la société les conséquences de décennies d'orientations erronées mises en œuvre par nos dominants, et d'assurer au surcroît le maintien des privilèges de ces derniers.

L'opération était vouée à l'échec. D'une part, parce qu'elle était fondée sur un mensonge – la taxe n'aurait en rien abondé le budget du ministère de l'Écologie, contrairement à ce qui fut affirmé – et d'autre part car les coûts d'une telle transition seraient de toutes façons si importants qu'ils suffiraient à rendre impossible la vie d'une partie de la société si jamais l'on se décidait à ce qu'elle intervînt sans changement structurel dans la répartition des richesses. La simple mise en œuvre de ce qui n'était, rappelons-le, qu'une des mesures prévues afin de faire face à cette transition d'ordre civilisationnel, suscita l'un des plus importants mouvements populaires auxquels le pays ait été confronté.

Censée financer les exemptions de cotisations offertes aux grandes multinationales par Emmanuel Macron, via le CICE tout en modifiant les comportements de la population, – par augmentation du coût de leurs dépenses énergétiques, et ce afin de réorienter très partiellement leur consommation d'hydrocarbures – la taxe carburant menaçait la capacité de subsistance de cette majorité longtemps considérée comme une vache à lait immobile, et

mettait en danger le fin système de spoliation mis en œuvre lors des décennies précédentes à leur détriment.

On imagine qu'il aurait immédiatement dû apparaître à nos dirigeants qu'il serait impossible de mener la transition écologique à bien sans une transformation radicale de nos modes de vie et structures sociales, et qu'il était vain de poursuivre en cette voie. Ce ne fut évidemment pas le cas, et ils persistèrent, croyant qu'il suffirait d'accroître le poids des taxes et de l'imposition sur l'ensemble de la société, sous d'autres motifs, pour préserver leur confort et leurs intérêts.

Cette bavure politique eut pour intérêt de rendre visible l'injustice flagrante du système dans son ensemble, le désintérêt marqué de nos dirigeants quant au devenir réel de nos populations, et la nécessité de mettre en œuvre des transformations radicales de nos institutions afin de les soustraire à l'appropriation, en même temps qu'une transformation de notre modèle économique dans son intégralité que d'évidence nul d'entre eux ne proposait – M. Macron n'ayant eu comme *brillante* idée alternative à la taxe carburant que de favoriser l'accroissement de la production afin de générer des ressources supplémentaires pour l'État, sans s'interroger sur ce que cela, en termes de *changement climatique*, entraînerait.

La lutte contre la taxe carburant avait mobilisé à son encontre la quasi-totalité de la population, y compris des classes sociales jusque-là opposées en leurs intérêts, et cela aurait dû alerter. Un énième transfert de ressources d'apparence anodin, si simple à concevoir, comme nous le révélâmes à travers les *MacronLeaks*, visant à la fois à faire porter la charge de la transition énergétique sur la vaste majorité de la population et à réinjecter les bénéfices de cette politique au sein d'une minorité favorisée afin de lui permettre de se maintenir au sommet de la hiérarchie sociale malgré son inutilité croissante, força le régime et ses plus fidèles appuis, son socle le plus inerte et dépolitisé, cette vaste masse d'exploités, à se lever et se rebeller. Des référendums d'initiative citoyenne aux mandats impératifs et révocatoires, émergeaient immédiatement, comme une réponse naturelle, des réclamations visant à ne plus jamais avoir à se soumettre à des décisions arbitraires similaires, sans pouvoir, autrement que par des lourdes mobilisations, s'y opposer. Alors que *Le Monde* se demandait benoîtement s'il fallait abolir la démocratie pour permettre l'écologie (sic), les Français montraient que, bien mieux que leurs élites, ils avaient compris où la faille se trouvait. Remettre sous tutelle ceux qui les dominaient et, prétendant les représenter, les spoliaient, devint pour beaucoup la première des priorités.

La rapide intelligence de la situation fit des Gilets jaunes le premier mouvement offrant à la *crise écologique* une réaction politique permettant de résoudre l'apparente aporie entre démocraties contemporaines et changement climatique. Cette articulation nouvelle ne fut pas valorisée, bien au contraire,

par ceux dont elle menaçait les intérêts, soit à peu près toute la caste représentative et intermédiaire – journalistes, élus, intellectuels et autres « décideurs » et « commentateurs » – qui étouffe notre démocratie et ne conçoit pas que cette dernière puisse exister sans eux. Puisque le peuple semblait trouver les réponses par son propre fait, médias, politiciens et courtisans dépendant de leur proximité avec les appareils de pouvoir pour assurer leur subsistance se rendirent compte que la conséquence naturelle qu'engendrerait le fait de louer cette mobilisation serait, pour cette même plèbe, de conclure à leur inutilité, et que dès lors leur devenir se trouvait par cette crise menacé. La révolte, qui en un premier temps attira leur curiosité, devint rapidement quelque chose à accabler. En forçant cette classe intermédiaire – qui va du journaliste précaire au patron d'un grand groupe détenu par un oligarque en passant par le chroniqueur mondain et le directeur de rédaction – à se positionner contre leurs maîtres – ce qu'ils ne *pouvaient* faire, faute, pensaient-ils, d'y trouver un quelconque intérêt –, les Gilets jaunes formèrent un mouvement autotélique, démontrant à chacune de leurs avancées la validité non seulement de leur révolte, mais des demandes qu'ils portaient.

Voilà en effet qu'une grande part de la bourgeoisie de la capitale, incapable de tenir son rôle de médiatrice duquel elle avait tiré ressources, honneurs et privilèges, apparaissait à tous en son imposture, en ce qu'elle avait toujours prétendu ne pas être : une caste n'existant que grâce à la ponction des ressources produites par la masse et régulièrement drainées vers la capitale par l'appareil d'État et ses satellites régionaux, via un complexe système mêlant seigneuries, prébendes et notabilités, enchevêtrées dans le seul but de maintenir leur niveau de vie. La spoliation du peuple qu'ils menaient à bien depuis des siècles au nom de l'intérêt commun, par le truchement des taxes et impositions que chaque année leurs fonctionnaires ponctionnaient, apparaissait soudain à nu. Acceptée universellement ou presque en son principe, légitimée, selon que l'on fût de droite ou de gauche, en prétendant alternativement à son efficacité économique ou à sa nécessité redistributive, utile en un premier temps à une grande part de la société, on découvrirait ce mécanisme détourné au profit d'une seule minorité, habituée par l'impunité à utiliser l'outil impositif afin de capter une partie importante des flux ainsi mis en mouvement pour se servir et s'autoreproduire, faisant mine d'oublier qu'il y avait derrière chaque euro ponctionné des êtres qui en souffraient.

La survaleur que produisent les exploités, devenue pour ces castes naturellement leur, personne en ces sphères n'imaginait plus que l'on pût contester leur droit à la ponctionner. Déshistoricisées, créées de toutes pièces pour servir la société, devenues serviles et bouffonnes, nos dominants ne surent plus comment le justifier, alors que les ruptures technologiques et énergétiques remettaient en question leurs capacités. Le confort matériel de ces serfs embourgeoisés, malgré l'angoisse et le néant qui les enserrant de partout, et le

« capital symbolique » dont ils se croient encore détenteurs – qui leur permet de peser sur le spectacle dont le reste des Français est affligé – leur apparaissant en toutes circonstances encore chose trop importante pour rompre, leur obsession de la distinction leur offrant une distraction suffisante pour ne pas se rebeller, ils devinrent nos ennemis faute d’avoir le courage de s’émanciper. Ne récupérant plus, faute d’une quelconque réalité à l’illusion méritocratique, qu’à la marge des individus extraits des autres couches de la société, les classes moyennes et supérieures dont nous parlons avaient fini par se croire détentrices d’un droit sacré à diriger, et rejetteraient toute sève qui leur rappellerait leurs origines ou même le rôle initial qu’elles étaient censées jouer, à savoir intermédiaire entre le peuple et ses dirigeants et s’assurer que les intérêts du premier fussent toujours pris en compte par les seconds. Fuyant, y compris pendant les confinements, les contraintes qui s’appliquent au reste de la société, devenues serves, elles perdirent par là même tout rapport à la vérité là où pourtant celui-ci était clef pour les légitimer.

Les Gilets jaunes, trahis par ceux-là mêmes qui avaient promis, en une salle du Jeu de paume, deux cents ans plus tôt, de les protéger, et qu’ils avaient porté au pinacle de la société, répliquèrent sans pitié, face à ce qui leur apparaissait désormais comme une prolifération parasitaire qui, loin de tenir ses engagements, se montrait affamée du corps hôte qu’était devenu la nation. L’interlocution discursive, cette méthode qui avait été érigée en modèle de gouvernement, par laquelle des intermédiaires se voient directement ou indirectement payés pour parler, penser, décider au nom du reste des Français, leur apparut pour ce qu’elle était, prétexte à deux siècles de domination bourgeoise, prostitution du réel par laquelle ceux à qui ils avaient confié leur langue et leur image, leur pensée et leur pouvoir, avaient fini par l’accaparer, et justifiaient leur comportement en renvoyant une image détestable de ceux qu’ils étaient censés protéger. L’histoire politique moderne de notre pays apparaissait ainsi comme pouvant se résumer à un jeu de spoliation qu’une majorité de la population subissait au profit de naissantes classes consacrées par la Révolution, les premières s’observant en des miroirs déformants contrôlés par les secondes, qui, de la presse à la télévision en passant par les instances « représentatives », leur tendaient une fable toujours plus dégradante visant à légitimer leur soumission et accroître leur consentement, les envoyant au massacre lorsque les plèbes se montraient trop réticentes à courber une échine déjà durement accablée.

Longtemps délaissées au profit des classes censées les représenter, la parole et la pensée de la vaste majorité des Français furent certes, pendant la crise des Gilets jaunes, ressaisies par les principaux intéressés afin de les retourner contre l’ennemi, mais ce fut surtout grâce à un engagement des corps qu’ils purent, dans l’honneur et le sacrifice, montrer leur incrédulité nouvelle et leur refus d’acquiescer aux discours qu’on leur contera.

Au milieu de ce désert, ce que ce rejet unilatéral disait, y compris des faux prophètes qui tentaient de s'y agglomérer, c'était bien que plus personne n'était en capacité de représenter le peuple français, de parler en son nom, et de produire ce croire qui, des siècles durant, avait façonné notre politique, nous engonçant progressivement en une farce avariée.

Au milieu de ce désert crût progressivement cette évidence à laquelle plus personne ne pouvait échapper : de ceux qui en nos noms s'exprimaient, il fallait se débarrasser.

Abattre l'ennemi. Voilà le seul mot d'ordre qui, recouvert de cette pudeur que des siècles d'exploitation ont rendue naturelle, traversa les esprits, indicible conviction qui chaque jour s'étendit au sein du pays.

Abattre l'ennemi. Non pour régner et se consacrer, mais simplement pour survivre et ne pas sombrer.

*

L'Histoire se souviendra des Gilets jaunes comme de ceux qui se levèrent à temps face à une civilisation qui, sombrant, s'accrochait aux corps agonisants de ses damnés, les déchiétant et les dévorant, s'attaquant à chacun de leurs liens, chacun des soubassements qui leur permettaient de surnager, morigénant chienne contre chaque reste qui aurait pu entraver l'avidité de ses dominants, accablant tout poème qui enflammant la vie aurait permis de s'associer et d'avancer. L'Histoire se souviendra des Gilets jaunes comme de ceux qui refusèrent que l'on fit de leurs enfants des animaux dépourvus de sens et de direction, errant sans fin en un chemin clôturé.

L'Histoire reconnaîtra en nous ces êtres de rien qui se levèrent et plièrent le monde dont ils dépendaient. L'Histoire fera de nous ceux qui, en une aube resplendissante, turent les pillards, débusquèrent les couards et dévoilèrent les soleils jusqu'alors masqués.

L'Histoire retiendra qu'entre les cadavres produits par cette atroce société, des mains courageuses et esseulées, aveugles et tâtonnantes, surent s'élever, se retrouver et, jointes, travailler la glaise de leurs ancêtres jusqu'à faire naître l'aurore d'un monde doré, rompant pas à pas le gel qui les figeait.

Ils se souviendront de nous, eux qui auront vu nos corps fatigués s'ériger, et face à la morgue et la fatuité, se refuser à les écraser.

Ils se souviendront de nous, eux qui crurent voir en nos pupilles leur fin se refléter.

Tout édifice politique s'élève sur un sacrifice originel qui est appelé à se répéter. C'est ce qui explique qu'il soit tant attendu de ceux qui sont amenés à diriger : le réalisent-ils, ces notables devenus gouvernants par arrêt de l'Histoire, satisfaits de cueillir les fruits par d'autres agglomérés ? Pas même, et leur cynisme, celui de l'ignorant qui se croit adoubé non par la grâce de Dieu

mais des idoles qui l'ont remplacé – le mérite et la croyance en l'individualité – nous les fait encore plus mépriser, alors que la masse, face à eux, croît en leur veulerie et se fera bientôt capable de les dévorer.

Cela nous requiert cependant, car ce mouvement qui alors émergea ne fut que le premier pas d'une construction qu'il nous faut renforcer. Là où le petit marquis, affaissé et engoncé dans son confort et sa fatuité, s'éloigne toujours plus du réel, nous en sommes le suc et nous nous y devons comme l'enfant à ses parents. Épuisés mais déterminés, nous nous sommes extraits de nos vies pour venir mettre fin aux rêves qu'ils nourrissaient. Corps toujours appelés à recommencer leur labeur, portant sur eux les stigmates que tout pouvoir inscrit sur les chairs de ses sujets, bardés de marques et de cicatrices, ouvriers, bourgeois, soldats indistincts d'une cause que l'Histoire enfante, nous avons été requis d'y retourner et de pourvoir à l'énergie de ce pays.

Nous sommes ceux qui le remettront demain en branle, le sauvant de la dévastation que la mondialisation et nos dirigeants lui ont infligée, le relançant en un fatras de chair humaine qui le rendra à son destin. La peau durcie, les os brisés, nous sortirons ce pays de l'inertie, et les nôtres de l'incurie.

Cela requerra une capacité d'entente qui ne nous a jamais manqué, mais qu'il faudra cette fois organiser. Aux gueules cassées qui se trouvèrent sur les Champs-Élysées les mois de novembre et de décembre 2018 se lièrent les mains blanches de divers courants qui cherchaient à refonder notre politique. Personne ne s'étonna de voir des royalistes s'immiscer dans cet espace de luttes ouvert par des prolétaires. N'étaient-ils pas, après tout, aussi honnis par nos ennemis que ces derniers ? En cette rencontre apparaissait comme un retour du refoulé où, c'est le cas en tout moment historique, l'hésitation pointait, et où toute éventualité redevenait entendable. Sacrer Louis XX ? Tous savaient que là ne résidait pas l'orientation naturelle des Gilets jaunes, qui pourtant autoriseraient que l'on portât cette expression politique à leurs côtés, l'acceptant pour peu qu'elle acceptât de les accompagner.

Cette collusion qui fit se rencontrer mille mouvements et autant de pensées ne fut pas le fruit du hasard. Face à l'échec d'un modèle politique, il y avait sens pour certains à tenter de revendiquer la valeur du modèle qui s'y opposait – qu'il fût fasciste, autonome ou royaliste – pour peu qu'ils se montrât en capacité de rassembler des parts d'une nation éclatée. Ne l'oublions pas : les anarchistes et théoriciens du comité invisible, les divers groupes *antifa* qui animent Paris et sa petite couronne et les groupes qui en banlieue luttent au nom de qui à l'exploitation des corps voient s'ajouter le mépris pour la couleur de leur chair, marchèrent aux côtés de leurs anciens et futurs ennemis, luttant parfois ensemble, parfois au contraire se défiant, acceptant en toutes circonstances que le destin les avait, un instant, conduits à se retrouver, considérant que ce ne serait *qu'ensuite* que le peuple aurait à se décider.

C'est ce qui fit trembler la classe dominante, qui vit soudain ressurgir le

spectre de pensées politiques qu'elle avait cru vaincues, qui lui revenaient, conjointes et renforcées, reliées en des collectifs dont elle n'avait jamais envisagé qu'ils pussent se former.

Dans ce marais se purgeaient les options vouées à l'échec, se combinaient les forces et les sincérités et, comme en tout champ de bataille, se mesuraient courage et intérêts. Là, en ce maelstrom, se préparait la politicit  qui demain ensemencait le pays, effrayante et excitante, sans qu'aucun des cadres qui jusqu'ici s'appliquaient ne put alors les empêcher.

*

La politique est art du compromis et, dans sa version la plus archaïque, choix du corps en qui incarner l'équilibre ainsi acquis.

En toute *arch *, la pulsion se condense au sein d'un corps devenu tributaire des forces qui s'y trouvent agrégées.

Si nos ennemis se surprirent de trouver menaçantes à leurs pieds les éternelles Marches qu'ils avaient jusqu'alors domestiqu es, de sentir cette odeur de cendre et de terre brûlée d'où remontent des millénaires de sueurs et de sang, de matières organiques produites par une terre  ventr e, ils craignirent surtout que ces Marches se regroupassent derrière un être qui vint les défier.

Nous avons évité cet écueil. Alors qu'ils croyaient rompre notre politicit  en évacuant les ronds-points et en décimant tout individu qui, surgissant de la masse, transcenderait et agglom rerait notre diversité, nous pollinisions nos environs, et, bientôt enfant s, devenions autant de fleurs disséminées, insaisissables car démultipliées.

La confrontation à des idéologies archaïques dont notre environnement, notre histoire familiale, nos socialisations successives nous avaient toujours préservés, fut une richesse. On n'imagine pas à quel point cela renforce la pensée, et permet d'accroître notre avance face à quiconque tenterait de nous écraser.

Puisque tout ceci avait été histoire de pétrole, fruit de la rupture civilisationnelle qu'induit la fin de celui-ci, puisque la taxe carburant n'avait pas été seulement importante en soi, mais en ce qu'elle révélait des déséquilibres croissants de notre société, il nous fallut admettre que tout ce qui s'y lierait aurait l'odeur et le sens de la matière putréfiée.

Il ne s'agit pas que d'une image, et il nous faut déployer notre pensée face à cet enjeu qui tient entre ses mains le destin de l'humanité. Nos ennemis venaient de priver leurs esclaves du carburant qui fondaient leur exploitation, et pensaient que cela suffirait à nous soumettre. Extraites des limbes depuis deux siècles, promesse d'émancipation, les *matières fossiles* n'avaient fait qu'accroître les mécanismes de domination, de concentration du pouvoir et d'exploitation des masses, jusqu'à se révéler anthropophages par ontologie.   chaque progrès

qu'elles autorisaient, une nouvelle contrainte naissait, repoussant toujours plus les frontières du « progrès ». Les fleurs éteintes, leur pestilentielle source, cet amoncellement de pourriture qui, agrégé et macéré, fait le pétrole, était devenu le carburant d'une formidable accélération de la consommation de la planète par elle-même, engageant l'humanité en une lutte contre son soi. Deux siècles plus tard, nous étions arrivés au point où les effets qu'entraînait une telle consommation de ressources sur notre biotope menaçaient de chute les systèmes économiques et politiques nés de son exploitation.

L'ordonnement d'une civilisation se trouvait donc, lorsque nous nous levâmes, sur le point de s'effondrer. Cela, nos ennemis eux-mêmes le dirent, prétendant parler d'écologie là où ils parlaient d'intérêt.

Partout le cataclysme s'annonçait, hécatombe apocalyptique qui ne nous laisserait que quelques décennies de survie. La planète était en jeu, notre espèce son croupier vérolé. C'est du moins ce que l'on nous racontait. Cette préoccupation qui soudain saisit nos dominants, après qu'ils eurent pillé la planète, ses humains, ses animaux et ses végétaux avec une violence inédite, était cependant évidemment intéressée. Ce n'est pas tant notre subsistance que celle de leur système, de leur possibilité de nous dominer, qui était en jeu. Ce n'était pas tant notre subsistance que celle des outils nous asservissant, dont ils craignaient qu'ils se trouvent sans carburant, qui se vit mise en jeu.

Pour que nos dominants subsistent, il ne leur faut pas seulement avoir la capacité de nourrir les industries mortifères qui fondent leur richesse. Ils *doivent* se montrer en mesure d'enfanter autant de remplaçants aux pertes qu'ils suscitent quotidiennement. Les guerres passées avaient toujours permis de résoudre cette difficulté via la construction d'une distinction conceptuelle entre les peuples qui, amenant au jugement moral, justifiait le sacrifice des masses, et le renouvellement de leurs générations. Le xx^e siècle a poussé cette logique à son paroxysme, provoquant la disparition de tant de dizaines de millions de personnes, entre tranchées et guerres d'attrition, que, le filon s'épuisant, plus personne n'a remobilisé les paradigmes d'antan. L'appropriation massive et l'exploitation de la nature prirent le relais, livrant d'innocentes matières aux voraces mâchoires de nos dominants carburés, dévorant d'invisibles esclaves auxquels personne ne semblait s'intéresser.

Voilà cependant que la mécanique fut enrayée par l'atrophie énergétique, et nos dominants à nouveau sommés pour se préserver de se reconverter ou périr : une mondialisation généralisant l'exploitation et faisant de la mise en concurrence absolue l'horizon sans fin des êtres humains.

C'est là où la fenêtre qui nous a été offerte apparaît historique. Incapables de proposer un nouvel édifice politique et sociétal qui encadrerait tous les êtres jusque-là tenus en des structures qu'ils ont, dans leur hubris, progressivement décimées – ces *traditions* auxquelles la postmodernité s'est attaquée, en ce qu'elles empêchaient la pleine jouissance à laquelle nos dominants aspiraient –,

voilà que ceux qui font notre monde se montrent débordés. Ayant pour seul moteur ces matières fossiles qui jusqu'alors subvenaient par leur abondance à leur crasse incompétence, les voyant se tarir – ou plutôt, voyant les coûts induits devenir impossibles à sustenter –, ils se sont interrogés : comment penser un nouveau monde qui subsisterait à la disparition de la matière première qui a fondé leur système de domination, alors qu'eux-mêmes ne sont plus que les enfants dégénérés, fruits de générations et générations de dépravations incestuelles qui, en les enfermant en la facilité, les ont peu à peu privés de la possibilité de penser, aimer et engendrer ?

Notre société décimée, nos destins, devenus anomiques, ne trouvent plus d'allant qu'en la consommation immédiate du soi, s'ancrant en une fable dystopique qui nous a amenés collectivement à nous accrocher, par millions, aux quelques corps et idées fantasmés que nos réseaux sociaux, dans la suite abâtardie du cinéma et des écrits, scénifient, mobilisant des mécanismes projectifs toujours moins élaborants, nous rendant spectateurs de notre effondrement, créant d'artificielles et toujours moins élaborantes hiérarchies. L'illusion nous maintient en vie. Tels des parieurs hallucinés par la possibilité marginale d'un gain, nous laissons engoutir nos dernières ressources en un gigantesque casino où s'agglutinent nos pulsions. Accrochés aux écrans d'un monde où le virtuel et la consommation se substituent à l'interaction, nous nous soumettons aux récits de nos dominants, tandis qu'*Homo oeconomicus* et autres foutaises gavent d'abstractions instrumentales et de pensées artificielles nos futurs maîtres, introduisant une apparence de rationalité en leurs énoncés pour justifier moralement l'exploitation dont ils seront demain chargés, et qui, pour sa plus large majorité, sera menée au détriment de ceux qu'ils enfantent.

Nos hautes sphères se trouvent confrontées au défi du renouvellement du réel et ne savent comment s'en dépêtrer. Cela, nous le sentons, et c'est pour cela que nous avançons. Sachant parfaitement que les façades construites en urgence pour masquer leur impéritie ne tiendront qu'un temps, fabriquant un monde d'angoisse et de manque, de vulnérabilité extrême qui finira par se retourner contre elles, ces classes n'ont pas même la possibilité de croire à ces illusions pour s'accrocher à l'existant. Déjà les outils construits pour nous fasciner et nous aveugler commencent-ils à renverser leurs effets, et se voient saisis par des masses en des usages qui toujours plus échappent à nos maîtres et visent à les renverser. Ainsi les Gilets jaunes, lancés à partir des plateformes qui, telle Facebook, sont censées nous tenir enserrés. Mais plus encore : voilà que les sortilèges produits pour nous asservir ensorcellent ceux qui les ont commandés. Nous leur avons laissé tout le temps de reconstruire un réel qui rendrait palpable l'illusion qu'ils nous vendaient. Il faut voir pourtant dans quel embarras ils se trouvent, eux qui sont nés et ont vécu dans un paradigme qui exige toujours plus de matière première pour asseoir leur pouvoir, alors que les contraintes énergétiques exigent de réduire leur rapport à la production et la

consommation, c'est-à-dire de renoncer aux mécanismes qui ont fondé leur domination pour rendre réelles ces illusions, – et comment ils se trouvent toujours plus réduits à consommer les fables qui nous sont destinées. Impuisants, les voilà qui s'effondrent en leurs propres fantaisies, préférant brûler jusqu'à la dernière sève leurs hydrocarbures, et ainsi, collectivement, nous couler, plutôt que de s'engager dans la fabrication de nouvelles constellations qui leur permettraient de ne pas céder, comme nous, à la progressive soumission à la pure pulsion qu'induit, inévitable, tout rapport au monde déterminé par le manque et la virtualité, et d'ainsi, renouvelant leur propre domination, nous redonner l'allant pour accepter nos destinées et cette mise en concurrence effrénée qu'ils ont failli naturaliser, mais qui deviendra demain une puissante arme pour les faire tomber.

*

Il faudra l'avoir connue, notre époque et son triste spectacle, démultiplié par les confinements, pour comprendre comment toute une génération se sera effondrée sans possibilité de rémission. Il faudra l'avoir connue, cette époque, pour comprendre ce que l'atrophie de la ressource et la réduction progressive de nos mouvements auront suscité en nos psychés. Nos dominants et leurs valets s'étaient contentés, décennie après décennie, d'accroître les déséquilibres, cédant à la facilité de la finance puis de la mondialisation dérégulée, transformant l'État en une pure machine à capter, absorber les énergies pour les redistribuer à la criée, au plus hargneux, ambitieux, névrosé, qui se montrerait capable d'assurer le sale labeur qui en découlait, accroissant à chaque étape la part qu'ils prélevaient et réduisant la possibilité de régénérer les ressources qu'ils captaient, s'inventant des fonctions toutes plus grossières les unes que les autres afin d'infatuer leurs héritiers, engrossant une classe moyenne dont une grande part n'a jamais eu de fonction réelle ou d'utilité, engendrant en somme une société de rentiers fascinée par son propre reflet, productrice de rien, spectatrice de sa propre geste, se contentant de voir ce que, de guerres en crises politiques et économiques, son incompetence infligeait à ses *inférieurs*, sans jamais se montrer concernée ou craintive d'être un jour elle-même emportée.

Voilà contre quoi nous nous sommes levés, en nous attaquant à la source de ce mal qui s'étendait. Fluant sur le vague confort qu'offrait cet accès apparemment illimité à une nouvelle source d'énergie, ceux qui régnaient sans mérite, les rois de l'artifice, s'étaient déjà condamnés à tomber sans pensée. Les guerres d'antan, fabricantes de hiérarchie, avaient amené au tombeau des dizaines de millions de personnes. Après des explorations ordurières, qui leur avaient fait exterminer ou asservir des populations entières et assécher tout ce qui se trouvait aux sources de notre espèce, nos gouvernants s'étaient trouvés

réduits à consumer les corps sur lesquels ils régnèrent.

Le changement climatique, qui n'est que la conséquence de cette exploitation systémique, ne menace pas, comme ils le prétendent, l'espèce, mais les milliards d'êtres qui vivent sous le joug des classes les plus aisées, et qui n'ont aucun moyen sérieux de faire entendre leur voix politiquement. C'est pourquoi, lorsque l'on apprend que la raréfaction du pétrole s'apprêtait à être utilisée comme argument pour renforcer la tenaille qui nous enserrait, plutôt que pour corriger les *errements* du passé et réorganiser la société, il y eut la rupture que l'on sait.

Qu'est-ce qui transforme une révolte en révolution ? La flamme qui fait se rejoindre acte et pensée. La vitesse à laquelle il est possible de transformer l'élan vital en parole, le geste en mots : voilà les déterminants du *succès*. L'accouplement entre l'expérience et le discours qui engendre une pensée.

L'événement produit par une telle rencontre est aussi rare que la germination d'un blé en des terres mourantes que la fusion soudaine de deux minéraux viendrait fertiliser. Il suscite aussitôt un bouleversement des éléments qui suscite lui-même mille transformations et accélérations. Les vecteurs télévisuels et radiophoniques sur lesquels s'étaient appuyés les Gilets – et qui avaient servi de relais à leur constitution initiale en des espaces algorithmiques prompts à favoriser l'indignation, mais aussi à inhiber l'élaboration (les réseaux sociaux) – se retournèrent immédiatement contre eux lorsque la créature montra qu'elle commençait à s'émanciper. Le monde d'avant, celui qui avait précédé la consécration de la silice, entra en résistance, afin de préserver l'ordre qui l'avait consacré de la révolution qui le menaçait.

Et ce fut là le plus évident des signes qu'une époque s'achevait, qu'il était trop tard pour ces êtres-là de se protéger de la rose qui naissait.

*

Il est temps maintenant d'achever cette description de la situation générale dans laquelle nous nous sommes trouvés, en montrant comment ces éléments déterminent jusqu'à la façon dont nos institutions politiques se sont organisées.

Nous sortons de l'ère de l'accélération, où l'accumulation a présidé sur toute autre considération. L'espèce humaine s'est vue transformée par son exploitation des matières fossiles – ce que l'on nomme les hydrocarbures – qui jusqu'alors dormaient dans les soubassements de la planète, elles-mêmes devenues exploitables du fait de l'accumulation de richesses et de la vectorisation de l'information qu'autorisa une invention *mécanique* (l'imprimerie) prenant appui en la matière première à l'origine du charbon (le bois, à l'origine du livre et du papier) – inventions qui, par la facilitation de la circulation et de l'accumulation de l'information, et donc de la connaissance, furent elles-mêmes à l'origine des ruptures majeures qui donneraient naissance à la

machine à vapeur, elle-même enfin vecteur d'intensification et d'accélération de l'exploitation qui bientôt emporterait le monde en une nouvelle période anthropogéologique.

Cela ne fait pas dix générations que les résidus de charbon – matière déjà considérée comme archaïque ! –, de pétrole et de gaz embaument notre air et nos environnements, enfantant une intensification fulgurante de notre rapport au monde, un bouleversement de son biotope et un effondrement des structures qui, traditionnellement, donnaient assise à nos pensées, l'intime et la cité. Grâce à ces combustibles, le temps s'est raccourci, puis précisé, les terres se sont éclairées à mesure que les ciels perdaient de leur noirceur, la vie organique a vu son *rendement* démultiplié et la force humaine, se défaisant de sa dépendance à une périodicité imposée par la nature, a vu ses possibles décuplés, laissant la pulsion se déployer à mesure que les corps, assurés de leur subsistance, voyaient leur rapport à leur environnement et leurs proches assuré. Par le truchement de ces matières fossiles, l'électricité, les réseaux de communication, mille matériaux, du béton au plastique en passant par l'acier, ont été inventés, transformant notre rapport à des espaces naturels et des territoires qui semblaient jusqu'alors vierges, infinis, atemporels et insaisissablement menaçants, nous faisant les détenteurs d'un feu sacré lui-même vecteur d'une puissance, d'une intelligence et d'un sentiment d'absolu, dont l'on peine depuis à se défaire, et qui auront durablement marqué la façon par laquelle l'on se projetait symboliquement politiquement, érotiquement.

Ils ne sont pas si distants qu'on voudrait le croire, ces êtres qui, en France même, dépendaient pour survivre, encore tremblants, de ce que la nature capricieuse leur octroierait, année après année. Faute d'engrais azotés et de flammes durables, ils vivaient et mouraient, se reproduisaient au rythme de puissances supérieures, que l'on disait alternativement divines ou naturelles. L'Homme ainsi s'organisait autour d'édifices symboliques qui se référaient et se soumettaient à ces puissances : les religions, hiérarchisant sa société sur le fondement de principes que les modernes se seront trop simplement contentés de combattre et d'oublier, sans comprendre ce qui à notre passé, quelle que fût notre volonté, nous liait et ce qu'il nous était requis de connaître et de transmettre pour avancer sans sombrer, quel que fût notre attachement ou notre rejet des appareils de pouvoir qui jusqu'alors nous avaient dominés. L'impératif de la survie de l'espèce, qui contrairement aux discours eschatologiques prégnants n'est plus d'actualité, domina *factuellement* tout mouvement sociétal jusqu'à la période la plus récente, inhibant ainsi toute possibilité de récit alternatif qui nous permettrait d'aspirer à une quelconque forme d'émancipation. Elle resurgit aujourd'hui artificiellement, arbitrairement, horizon condamnant visant à renforcer notre consentement aux sacrifices que l'on cherche à nous imposer.

Nulle surprise à ce que nos aînés aient adhéré avec une telle force à

l'addiction et au vertige que leur offraient ces nouvelles matières fossiles soudain placées entre leurs mains, les consacrant comme cœur battant d'un univers à leurs pieds, alors qu'hier encore ils se trouvaient en permanence soumis à des commandements qui les dépassaient. Nulle surprise à ce qu'ils y aient vu les vecteurs d'une émancipation qui ne serait pas seulement matérielle, mais aussi spirituelle et existentielle.

Nulle surprise à ce qu'il se soient dès lors prêtés à tous les excès, ces aînés, et qu'ils soient soudain devenus les croyants fervents de cette *démocratie* bourgeoise et représentative, de cette *modernité* et de ce modèle économique qui singeaient paraboliques les espoirs que suscitait ce soudain accès de souveraineté, se laissant fasciner par des promesses d'égalité qui n'avaient nulle vocation à se concrétiser.

Nulle surprise à ce que les plus fragiles de toutes les époques se soient élan-cés, éperdus, entre les promesses de ce nouveau monde, mangeant la liberté et la beauté que leurs enfants perdus pleureraient.

Nulle surprise enfin, et nul mépris à porter envers ceux qui, en un dernier élan, réclament encore ce que la terre entière leur avait promis, et dont ils devront se passer.

La violence par laquelle nous fûmes arrachés aux millénaires qui nous ont précédés est rarement réfléchié par les nouvelles générations avec la justesse et l'humilité qu'elle requiert. Les secousses qui ont traversé ces deux derniers siècles en particulier, et qui ont amené à ce que d'aucuns décrivent comme l'ère de l'anthropocène, ont été de tous ordres, et peu ont été encore digérées. Nous peinons à rendre visibles et en conscientiser certaines. Parmi les plus importantes, au-delà des inventions qui, du nucléaire civil aux antibiotiques, ont été autorisées par le déploiement de ces carburants auxquels nous nous asservissions, se trouvent bien entendu celles qui touchent aux aubes et aux crépuscules vitaux.

La vie et la mort, l'eros et le thanatos se sont en effet trouvés bouleversés en tant que concepts et tangibilités. Si le bouleversement du rapport à la mort a avant tout affecté les mondes des xix^e et xx^e siècles, achevant une étatisation des sociétés et une westphalisation de la souveraineté intervenues aux dépens des masses exploitées, généralisant leur sacrifice avant de réindividualiser par ricochet un rapport à la mort que nous gouvernants avions par excès collectivisé, après nous avoir habitués à des massacres de masse enfin détestés, les instruments touchant à la vie et sa fécondation commencent seulement à rendre visibles leurs effets. Le découplement entre l'âme et sa pulsion, le désir et l'enfantement, et les bouleversements démographiques, sociaux, économiques, intimes et politiques qu'enclenchèrent l'invention des contraceptifs, la médicalisation de l'avortement, les transformations plus générales relatives à la conception, les formes d'hébergement mais aussi, et au-delà de la seule espèce humaine, les différentes révolutions vertes et l'industrialisation de

l'agroalimentaire qui se sont ensuivies, tout cela est tellement récent qu'il n'aura pas permis à nos sociétés d'adapter leurs structures afin de s'accoupler à ses effets. Ne nous séparent que trois générations de celles ayant été confrontées à la naissance de la plus ancienne de ces transformations, c'est-à-dire à peine le temps de commencer à réfléchir le phénomène, et moins encore de le penser. Le bouleversement des socles familiaux, les détresses extrêmes qu'ils ont suscitées, les contrecoups des ivres aspirations à la liberté et à l'abondance, l'individualisation radicale que l'on pensait gratuite et sans conséquence, ont fait naître par ricochet, et sans que le lien ne soit souvent fait, certains mouvements sociaux extrêmement puissants et durables, réfractaires à toute récupération par le monde actuel, et dès lors considérés à tort comme apolitiques. Féminismes, environnementalisme, animalisme, et en leur envers résurgences traditionalistes, conservatrices et réactionnaires proviennent tous de la même souche : la transformation barbare et précipitée de notre rapport au vivant que les énergies fossiles, matières mortes et décomposées, ont imposée.

Nous avons vu en quelques décennies se décupler hommes, terres et bêtes exploités, en des ampleurs inimaginables. Pensons à nos anciens compagnons et concurrents, ces animaux devenus purs instruments, eux qui jusqu'alors régnaient en leur terrifiante sauvagerie ou paisibles à nos immédiats côtés ; aujourd'hui exotifiés, zooeffiés, annihilés, ils ont disparu de notre scène et n'apparaissent à nos enfants qu'en tant que fantasmes éloignés. Pensons à ce que cela produit, comme trouble, que ce qui jusqu'alors était considéré comme notre plus grand et respectable ennemi, nourrissant nos rêves et angoissant nos nuits, se soit à ce point distancé en quelques décennies. Cette transformation du monde et du vivant a été menée grâce à la même énergie qui hier domptait la nature et aujourd'hui abat notre imaginaire, achevant les mystères et encadrant nos pulsions. Les appareils et dispositifs, logiciels fondés successivement sur le cuivre, la silice et les ondes finalement, sont les successeurs naturels de l'ère du charbon, du pétrole qu'ils engendrent : ils en sont nés, et symétrisent, dans la *communication*, l'accélération des mouvements que ces derniers ont, dans le réel, autorisés. Ayant généralisé la capacité à l'échange et au déplacement par l'instrumentation technique, médiatisant le virtuel, permettant une mise en « lien » toujours plus accélérée et intensifiée, ces nouvelles techniques ont unifié notre espèce en la plongeant dans le virtuel après que les hydrocarbures l'eurent initialement mise en mouvement et déstructurée en tant que physicalité, achevant de décentrer nos corps, les transformant en supports là où ils demeuraient le cœur de nos sociétés.

Les aveuglements que produisent les phases de transition, qui emprisonnent citoyens et décideurs en des déterminismes et des hystéries dont ils n'identifient pas les sources, sont à l'origine de brusques surgissements de violences dans l'espace public, et peuvent expliquer l'excitation récente des clivages artificiels qui séparent « progressistes » et « conservateurs », les uns comme les autres revendi-

quant des morales incompatibles et se montrant incapables de comprendre les déterminants structurels qui s'imposent à leurs pensées, se raccrochant dans leurs échecs aux illusoire branches de certitudes schématisées. L'aspect parfaitement récent et contemporain des ruptures anthropologiques que nous venons de décrire, et l'incapacité des classes susmentionnées à les rendre intelligibles, démultiplient les points de tension au sein de la société, en ce que cette échelle de pensée n'est que rarement, sinon jamais, intégrée. Alors que s'opère, par l'invention de nouveaux médias et de nouvelles façons de les réguler, une restructuration du débat public, avec un changement de dimension et de qualité, au sens neutre, de la masse des personnes autorisées à y participer ; alors que l'asymétrie de l'expression, en un premier temps lourdement réduite par la réduction de ses barrières d'entrée, voit ses déterminants changer, entraînant nécessairement de brutales reconfigurations des échelles politiques ; gouvernants et militants, intellectuels et *engagés*, investis d'une cause qu'ils relient rarement à de plus amples totalités, semblent dépassés, réduits à trouver dans les questions des mœurs, en ce qu'elles apparaissent comme ayant le plus immédiatement trait à la vie, leurs terrains de lutte les plus irrésolubles et passionnés, les stérilisant par des confusions d'échelle successives, s'embourbant en des débats ne produisant rien, accroissant la division et accélérant notre effondrement.

Au-delà de la question technique, qui a trop souvent accaparé notre capacité de jugement, c'est ainsi bien le rapport de l'être humain à son tiers et à son environnement qui se trouve bouleversé par la découverte et l'exploitation des matières fossiles, et les transformations radicales de l'espace public qu'elles ont suscitées ne semblent encore en mesure d'accroître l'appréhension de ces données, réduisant l'expression publique à une série d'imprécations, teintées d'une morale qui ne devrait pourtant demeurer que la simple science applicative de la pensée.

La vitesse devenue principe a engendré cet impératif qui nous requiert de non seulement agir de concert avec le fait, mais aussi d'y accoupler notre réflexion, nous débarrassant de tous les carcans qui jusque-là certes ralentissaient la prise de décision, mais la structuraient et l'appuyaient, et exigeaient de chacun une capacité au jugement. L'irruption de la technologie comme fait dominant de nos sociétés n'est à ce titre pas seulement à analyser dans le champ technologique lui-même ; elle a imposé une forme transformative permanente à l'ensemble de nos domaines d'action et de pensée, qui comporte la conséquence suivante : là où l'on voyait l'assise apparaît l'inhibe. Société et cerveau, l'un étant le fruit de l'autre, étant « trop lents » pour intégrer les conséquences d'une rupture dont on n'analyse jamais les termes, on se contente d'accompagner le mouvement que la technique a engendré. L'enlèvement de la technique et du discours, de la *technè* et du *logos*, tous nourris au même combustible, impose une sidération que seules les dernières inventions technologiques, et l'horizontalisation toujours croissante et toujours

à renforcer du rapport au savoir, permettront peut-être de compenser par la collectivisation de la réflexion et la renonciation aux trop fortes individualisations des prises de décision, au prix cependant de lourds sacrifices à anticiper, et au risque de toutes les manipulations.

*

De cette immense révolution fossile qui absorba toutes les autres et nous relia aux déjections organiques de notre planète Terre, l'Histoire retiendra qu'elle se fit non pas au nom d'une idée ou au service d'une collectivité, mais au profit d'intérêts qui ne furent jamais communalisés, si ce n'est sous les formes bâtardes de l'idéologie, des États-nations et des coagulations sous-jacentes qu'ils engendraient et qui visaient à les légitimer. Addiction au plaisir, à la consommation de soi et du tiers, concentration des pouvoirs et dilution de ses effets primèrent sur toutes les abstractions dont on tenta d'habiller *post factum* nos mouvements, ou qui tentèrent de réfréner une marche du monde que dans l'erreur certains qualifièrent de *capitaliste*. Capitaliste, en cela seulement que la découverte du charbon et du pétrole permirent une intensification et une concentration de la détention de ressources inédites dans l'histoire humaine, mais aussi de leur circulation et de leur *dérivation*, accroissant d'autant la puissance de leurs détenteurs, bousculant des équilibres séculaires, supplantant notamment en bien des terres les régimes esclavagistes qui avaient précédé ce que deviendraient les *démocraties* carbonées. Capitaliste donc, mais seulement en ce que cette évolution rend plus apparent le fonctionnement éternel de sociétés humaines, les déséquilibrant à l'extrême et mondialisant leur fonctionnement. Le *-isme* ne substantialise en rien le régime dans lequel nous avons été amenés à vivre, et ne permet pas d'en saisir la nature anthropologique, notamment en ce qui a trait à la pulsion de vie – qu'elle se trouve catégorisée sous forme de *conatus* spinozien ou de pléonectique belhaj-kacémien – déterminant ses phases d'expansion, et nous plaçant face à l'aporie existentielle que certains voudraient biologique, vulgarisée sous la forme que l'on dit *changement climatique*.

Devenu évident, pour une double raison, que cette phase d'expansion a atteint non pas tant ses limites que des extrêmes qui menacent de transformer l'essence du monde dans lequel nous nous insérons, et non plus seulement la façon dont nous entrons en relation avec ce monde en question, il s'agit de coupler cette problématique à celle de notre ordonnancement politique. Le *changement climatique* et la transformation du biotope, transformation qui est celle qui nous intéresse en priorité, en ce qu'elle appauvrit le monde et ses possibilités, s'accompagnent de l'épuisement relatif des ressources qui en sustentent les dérivées, et dont on aurait espéré qu'il intervienne *naturellement* avant que nous ayons à prendre les décisions existen-

tielles qui nous pendent au nez. Ces deux phénomènes se trouvant déliés, le *pic pétrolier* ayant été découplé des projections temporelles relatives aux ruptures que cette matière a suscitées en notre environnement, nous voilà tenus à un choix rationnel, quelque part éthique, fondé sur de pures considérations de force, considérations qui n'ont rien à voir avec les affres de l'inéluctable et du tragique dont on ne cesse de nous parler. Entre course à l'abîme, coopération ou atomisation de nos sphères d'engagement, il nous faudra trancher.

Contrairement aux postulats cosmopolites auxquels sont trop naturellement associées les pensées écologistes, il reviendra de faire ces choix à des communautés humaines organisées politiquement et se déterminant selon un intérêt partagé sur des territoires donnés, qu'il s'agisse de communes, d'empires ou de nations, dans le cadre de négociations ou confrontations à d'autres structures politiques symétriquement articulées où chacun cherchera à faire prévaloir le fruit de sa délibération.

Comme en chaque similaire étape, il faudra avoir conscience que la guerre, et par là la mort rôdera. Le sentiment d'appartenance à une même espèce ne saurait en effet se substituer à temps – et à souhait – aux différentes organisations que les siècles précédents ont engendrées. Du moins, à la vitesse à laquelle ces changements nous seront requis : il nous faudra dès lors trancher et accepter ces imperfections qui en exaspèrent tant. Il est *a fortiori* inenvisageable que les nouvelles pulsions qui naîtront du sentiment d'identification à une seule et même espèce, faisant naître un système de pensée où nul extérieur ne permettrait d'asseoir le sentiment d'intimité, soient en mesure d'enfanter à temps une quelconque forme d'organisation efficace et chargée de concrétiser ces passions.

La nation donc et ses extensions impériales, contre les cités qui resurgiront, prédomineront un temps dans le futur, malgré leurs évidentes limites, et cela quel que soit le sentiment de chacun sur ce qui le lie ou non à son tiers, ou, dans une mesure plus prosaïque, à ces institutions néo-westphaliennes dont l'Union européenne est la plus déficiente des incarnations, et contre laquelle tout esprit informé de son fonctionnement véritable devrait se lever, quelles que soient ses croyances et idéologies.

Contrairement à ce que certains ressentent peut-être intuitivement, la forme politique à laquelle nous sommes actuellement soumis, l'État sous sa forme nationale, présente un rapport d'efficacité au politique optimal, autorisant une rapidité d'exécution et de mobilisation de capital bien plus attrayantes qu'une quelconque des formes politiques qui ont depuis été inventées pour faire face à ces naissantes difficultés. L'escroquerie que les milieux financiers nous auront imposée ces quarante dernières années, et dont l'hypothèque a été définitivement levée par la crise du coronavirus, relative à la soi-disant incapacité financière de l'État, il est temps de revendiquer la force de cet organe politique.

Puisque sa dépendance aux marchés n'était qu'artifice, cette forme, qui a trouvé en France l'un de ses meilleurs achèvements, et qui gagnera simplement à reconfigurer ses environs, s'impose sans nulle comparaison possible face à des dispositifs qui, tels les marchés, les bureaucraties européennes ou *a fortiori* les collectivités territoriales, se révèlent d'une pesanteur incomparable et d'une incapacité absolue à porter un discours substitutif à ceux qui affluent en nos institutions.

La nécessité d'abattre l'option bureaucratique européenne est d'autant plus importante que la coexistence entre la forme nationale, la République française, et l'Union européenne crée un découplage des temporalités politiques, l'élection nationale n'étant plus en mesure de produire immédiatement ses effets, engluant nos dirigeants dans le magma décalé et autrement plus lent qui préside à Bruxelles, donnant aux populations une impression de dessaisissement impossible à résorber. C'est donc à l'échelle stricte de l'État-nation, y compris sous sa forme impérialisante, que se combineront la résurgence des cités à laquelle nous aspirons. La commune et ses espaces périphériques viendront servir de contrepoint et source de création. Là où l'État, en tant que premier échelon, sera celui de la concentration, la ville autorisera la dispersion. Toute interaction avec l'extérieur se fondera sur de nouvelles formes de coopération qui tiendront éloignés les empilements bureaucratiques qui président aujourd'hui à nos destinées. La commune concentrera nos ambitions de long terme, *anarchisantes* au sens le plus littéral et organisationnel du terme.

Le cadre établi, encore faut-il que l'on comprenne ce à quoi il faudra renoncer, et *a fortiori* qui. Car il est évident que l'intensification du principe de plaisir octroyé par les hydrocarbures, si il a permis une certaine transformation des mécanismes d'assujettissement au sein de la cité et un relâchement de la contrainte qui touchait une partie de la société, n'a pas été donné à tous, et a favorisé des phénomènes de concentration mal compensés du rapport à la denrée.

Beaucoup ont vu de ce fait, au cours des deux derniers siècles, leur environnement se dégrader, et au surplus choir les traditions qui leur permettaient d'organiser, selon une vie réglée, un rapport au monde où le sentiment de stabilité et de protection, l'amour de soi et du tiers prenaient suffisamment pied pour compenser les avanies que leurs dirigeants et l'appartenance à des ensembles politiques prédateurs leur infligeaient. Grand part des populations ont traversé les ruptures de l'époque moderne sans guère en tirer en retour de bénéfice, si ce n'est un allègement tout relatif du niveau d'exploitation qui s'imposait à eux. Pour la part la plus silencieuse de l'humanité, cette période de deux siècles et ses immenses bouleversements auront avant tout originé une succession de massacres – boucheries et épidémies silencieuses aux conséquences infinies – mais aussi des micro-ruptures qui, aux échelles les plus réduites, auront partout emporté leur lot de victimes anonymes, oubliées de tous, invisibilisées en des glissements de terrain sociétaux par d'autres glorifiés ;

tandis que des drames et souffrances à l'apparence individuels, mais aux raisons proprement sociétales et structurelles, se voyaient légitimés, et dès lors rendus d'autant plus écrasants, du fait du « progrès » derrière lequel tous étaient priés de se ranger. L'appauvrissement de notre rapport au monde suscité par les mille phénomènes nés de l'artificialisation de nos terres et de nos existences a touché au premier chef nos classes les plus précaires, accroissant d'un degré la violence que tout cela suscita.

L'échelle à nouveau apparaît ici essentielle pour ne pas se laisser aveugler par les illusions que l'époque sait produire en nous vendant ses progrès. Prenons un peu de distance et voyons comment notre capacité au ressentir s'en est trouvé affectée, pour comprendre ce qui nous a été retiré.

*

L'amour n'est en notre regard que le fait du pouvoir rendu à l'ataraxie, c'est-à-dire à la mise en cohérence des puissances respectives, aussi précaire que peut l'être tout équilibre recherché en une société. La passion est en cela le sentiment du siècle charbonneux, déglingué en ses limites par une matière qui bientôt donnerait naissance aux viscosités de la putréfaction, ce pétrole déjà décrit, lui-même producteur de mort, accumulé suite aux défonctions organiques produites des millénaires durant, macérant sous nos terres et soudain jaillissant comme la vie du cadavre déterré, éviscéré, autorisant par son surgissement toutes les pénétrations du vivant, explosion organique présentant, à l'échelle d'une planète, d'étonnantes similitudes avec une gigantesque décomposition. Accélération et désajustement du sentiment, la passion est l'expression épitomique, le symptôme absoluisant d'une époque qui trouva dans le romantisme sa meilleure expression. Que l'on ait considéré, peut-être rétrospectivement, et avant même d'interroger ce que le silicium lui ferait succéder, l'âge précédent – le *classique* – comme celui qui permit d'atteindre la forme la plus achevée de la civilisation ne fait que renforcer cette conviction.

La défaillance du politique entraîne immédiatement, quoi que de façon peu visible, celle de l'intime. Et elle l'entraîne de façon peu visible précisément car nous avons codifié l'espace intime de façon à donner l'impression qu'il s'agirait d'un monde « autre », extérieur à la société, sans jamais rendre compte de ce qu'il agit comme traducteur des troubles communs, et doit donc être considéré politiquement. Les expressions artistiques et autres tentatives de sublimation qui en découlent ne sont que des projections et purgations, extériorisations de défaillances civilisationnelles, de ce poids que la société fait soudain peser sur l'individu effrayé par les brèches qui entre ses pas s'ouvrent, et menacent de le faire sombrer.

La question centrale que posèrent les Gilets jaunes fut celle de la fonction, de la place qui, au sein de la société, ouvre et autorise à l'amour et l'amitié. C'est aussi la question de notre époque, à un moment où le carburant qui a fluidifié l'ensemble de nos rapports vient à manquer. Aimer et se lier exige d'avoir accès à un rôle qui, au sein de la scène où nous nous produisons, donnera l'assise suffisante pour attirer l'autre et pas à pas s'emmêler, par frictions successives, faire naître un désir qui permettra de se maintenir, en propre ou par enfantement, au sein du monde où nous sommes nés. Cela requiert un équilibre entre les parties, qu'à chaque rôle secondaire en réponde un autre, qu'à chaque asymétrie réponde un phénomène de rareté contrôlée, afin que chacun trouve l'ajustement nécessaire pour s'ouvrir et se donner. C'est seulement ainsi qu'est garantie la survie de l'espèce, par l'accès à la *fonction fondamentale*, et non transitionnelle, de tout être vivant et l'équilibre global qui est trouvé pour que chacun y ait accès. Pour autoriser, au sens le plus plein : la reproduction.

Or si l'accès à l'amour, par l'accès au rôle, à la fonction, au sein de la scène ou de la société, fut le sujet des Gilets jaunes, leur objet fut le carbone, garant pendant des décennies de la possibilité d'agir au sein de nos sociétés, et de façon d'autant plus exigeante pour tous ceux qui vivaient éloignés des concentrations de ressources que les villes produisaient. Il le fut à double titre : de par cette taxe contre laquelle nous luttâmes, taxe spoliante visant à assurer le financement de la transition d'un monde à l'autre sur le dos de la majorité, c'est-à-dire au profit d'une minorité – aggravant ainsi les déséquilibres déjà existants et menaçant d'autant plus notre capacité à *fonctionner* ; et de par ledit gilet, déposé en toute voiture qui lui-même détermine, en les espaces « périphériques » et non naturellement intensifiés de l'État français, notre possibilité d'agir et de nous insérer au sein de la société.

Le définissant de notre modernité est bien cette matière fossile qui, loin d'émanciper et faute d'avoir été qualifiée de bien commun, est devenue un instrument d'exploitation démultipliant les structures de domination, intensifiant le contrôle que les appareils de pouvoir exercent sur leurs populations, accroissant historiquement l'asymétrie médiane tout en émancipant les quelques-uns qui, jusque-là, tout en bas de l'échelle, avaient vu non seulement leurs vies mais aussi leurs libertés formelles contraintes pour favoriser les intérêts de certains, accroissant de ce fait la fonction fantasmagorique et dès lors l'accroche désespérée au système même qui produisait la souffrance dont on cherchait à s'émanciper, trouvant enfin en les réseaux nourris par les modes et la silice les supports d'une purgation que le théâtre puis le cinéma avaient inaugurée. Là où le bourgeois avait fini par croire, à force de se mêler à ces dispositifs de spectacularisation dont il avait la charge, et ce faisant, s'aveuglant, que le carburant du monde est la distinction, et qu'il en était, de ce monde, dès lors, le naturel souverain, le prolétaire lui rappela par ce mouvement de révolte

que c'était bien de par cette matière noire et les corps chargés de l'exploiter que les sublimes que son dominant tenait comme finalités étaient autorisées en tant que moyens : qu'en somme, rien ne saurait exister sans la matière première dont les exploités avaient la charge, et à laquelle ils demeuraient liés, et que la concentration excessive des ressources qui en naissaient ne ferait que gripper la machine et accroître la viscosité des milieux les plus aisés. Cela aura des conséquences sur ce que nous serons, et non plus seulement sur ce que nous fûmes et avons été. Nous sommes un pays sans ressources carbonées, et notre rapport à la fée Électricité se trouve avarié par les stratégies adoptées à la va-vite au lendemain du premier choc pétrolier. Plutôt que d'envahir les Émirats du Golfe ou de communaliser leurs ressources, nous décidâmes, suite au choc pétrolier, de nous insérer en un système-monde qui assurerait notre approvisionnement, mais aussi notre asservissement.

Voyant une part de la plus-value croissante partir entre les mains de quelques cheikhs que j'ai bien connus – invité par la grâce équestre à des fêtes dionysiaques emplies de homards qu'en bout de course, les paysans et ouvriers français payeraient –, nous avons accepté cette aberration profonde qui nous ferait concentrer d'immenses ressources entre quelques mains que nous rendîmes souveraines de territoires qu'elles n'avaient jamais maîtrisés, et ce faisant actions notre progressif effacement du monde ainsi déstabilisé, où de nouvelles forces ennemies cherchant l'émancipation naîtraient. Sauvante en 1979 le régime déperissant des Saoud alors que des factieux s'apprêtaient à se saisir de La Mecque, nous devîmes les garants partiels d'un régime qui, revenant très vite entre les mains états-uniennes, s'enferma en une dérive salafiste qui contaminerait le monde de sa violence. Dirigés par des êtres sans pensée, sauvant à peine ici et là, du Liban à l'Irak, des restes de politique en propre que nos derniers dirigeants ont depuis liquidés, n'interrogeant jamais ce que serait un modèle émancipé de ces liens à des terres qui nous tenaient, nous nous laissons couler dans l'indulgence d'abord, puis l'indigence, espérant que nos populations n'en souffriraient excessivement, reportant toujours les décisions drastiques que tout cela produirait. Cela amena à la révolte que l'on sait, et pose donc les questions de la reprise de notre souveraineté.

IV

Se préparer

Puisque nos *élites* se sont d'elles-mêmes éliminées, il nous revient

d'interroger la façon par laquelle nous aurons à nous saisir du pouvoir. D'un point de vue politique, la France périclète d'un double paradoxe : l'efficacité de son État, qui interdit tout mouvement de déprise face au système politique existant qui ne prenne en compte cet acteur majeur de notre organisation sociale ; et la nature révolutionnaire de la fonction présidentielle, qui elle-même offre un accès quasi illimité aux ressources de la collectivité, et dès lors juggle les vannes fantasmagoriques de quiconque chercherait à transformer le pays, l'incitant à s'inscrire au sein du système qui pourtant s'apprête à l'avaloir. La névrose présidentielle, qui amène quiconque se voit pris du désir de politique en ce pays à ne l'envisager qu'en rapport avec la magistrature suprême, suscite des effets délétères bien connus. Elle amène nos « représentants » à se croire porteurs des qualités suffisantes pour subvertir les insuffisances structurelles du système et, par leur seul génie, le dompter. La radicalité de l'élection éponyme réside non seulement en la fantasmagorique puissance qu'elle octroie à son vainqueur, mais aussi en l'adhésion naturelle qu'elle produit non pas tant au sein des populations que des institutions qu'il reviendra dès le lendemain de son élection au nouveau *père de la nation* de transformer ou de dominer. Comment ne pas considérer cette voie comme la plus naturellement empruntable pour quiconque aspirerait à servir la grandeur du pays qui l'a élevé, et rompre avec les carcans qui ne cessent de l'épuiser ?

C'est ainsi que les âmes les plus nobles se laissent régulièrement emporter en ce narcissisme de la capacité qui, individualisant le politique, les détache progressivement de la masse et en fait les jouets d'un système qui aura tout loisir de les manipuler et pas à pas les conformer. C'est de cette façon que le sortilège produit son effet : la toute-puissance apparente qu'octroie l'élection se trouve réduite à sa portion la plus congrue par le truchement d'une série de rituels initiatiques conformant progressivement le candidat avant que le pouvoir lui soit octroyé, faisant en quelques mois de l'âme la plus innocente et engagée un parfait instrument. Infini paradoxe qui invite par la suite, une fois l'élection acquise, au despotisme celui qui se promettait à la masse, tirant de quiconque s'y soumet le plus vil – l'instinct de domination, l'égotisme et la recherche de l'accaparement – et le plus élaborant – la pensée holistique, la recherche méliorative et le sentiment de responsabilité. Étonnant dispositif que celui de l'élection présidentielle donc, qui se marie parfaitement avec celui du sortilège de l'État, la toute-puissance de ce dernier et sa relative efficacité constituant les principaux arguments pour accepter, malgré les mille injustices qu'il charrie, de s'y accoupler et d'en faire une voie de transformation de la société, renvoyant dans le même temps par sa verticalité tout rapport entre l'élu et le citoyen à un assujettissement de ce dernier. Redoutable accouplement que celui que produit cette élection, donc, qui, en confondant les foules subjuguées par la possibilité, en échange de leur soumission, de voir leur destin du tout au tout modifié,

transforme le politique en France en un éternel mirage et un pur mécanisme de prédation, les tromperies permanentes couronnant ceux qui, loin de l'intégrité, se seront montrés au contraire les plus capables de dissimuler, et produisant des effets de cour qui ne favorisent *in fine* que très rarement le reste de la cité.

L'élection présidentielle, par l'individualisation de la lutte, dissout au demeurant cette émotion collective qui nous fit souhaiter pénétrer collectivement ces lieux de pouvoir jusqu'ici réservés à l'Un. Elle exige de jouer selon des règles qui ont été imposées afin de préserver l'existant, et de traverser un immense chamboule-tout qui rend tributaires nos idées des dérives des corps chargés de l'incarner, jugés dans leur plus basse mondanité. Il faut le comprendre : ces élections sont les plus juteuses opérations qui soient pour les opérateurs du marché de l'information parisien, qui tirent revenu de leur capacité à abattre quiconque commencerait à percer, en particulier s'il menace les intérêts les plus protégés.

Si, en une compétition égale, une élection pourrait ainsi avoir son intérêt, jouant une fonction de rite initiatique permettant de s'assurer de la solidité du candidat aux fonctions qui demain seront censées, face à des *barbares* d'autant plus déchainés, protéger la cité, elle devient une comédie en un système où les dés sont, d'avance et par les conditions que l'on sait et que *Crépuscule* a exposés, pipés.

C'est pour cela que, malgré son potentiel révolutionnaire, cette élection n'a jusqu'ici consacré que des notables désincarnés, toujours moins capables de créer, pervertissant un instrument inventé par un général pour, sous la forme d'un plébiscite, se voir consacré. Quiconque s'y soumet aujourd'hui sait non seulement à quoi il devra sacrifier, mais le peu qu'il aura à gagner à tenter d'exister en propre en ces jeux-là, pris en tenaille entre la nécessité de se soumettre à de puissantes forces pour espérer survivre et préserver son intégrité, qui seule lui permettrait de rendre au peuple ce que ce dernier a en lui déposé. Seules des circonstances exceptionnelles permettraient de subvertir les limites de l'exercice, circonstances que nos dirigeants ont trop naturellement tendance à considérer comme acquises, du simple fait de leur extraordinaire personnalité.

Entre révolution et élection ne subsistent guère de voies intermédiaires en une société friande de l'assujettissement, dès lors que le régime médiatique qui autorise notre politicit  se trouve vérolé par les jeux oligarchiques que l'on sait. N'aspirant *in fine* qu'à une rupture radicale *par tous les moyens*, comme Jaurès le clamait, nous n'avons guère d'intérêt à exclure une quelconque forme, ou à l'inverse prêter un quelconque crédit à ceux qui, par ce truchement ou un autre, se croiraient sanctifiés. Les Gilets jaunes, de par leur extranéité à tout processus politique, ont fourni le socle à la naissance d'une pensée et d'un mouvement qui, non soumis aux jeux électoraux, portent une puissance déliée

de toutes les vicissitudes passées. Ayant saisi partiellement la nouvelle médiatisation du politique par des plateformes internationalisées, appartenant à un capitalisme mondialisé n'ayant que faire de la nature politique des régimes où il exerce – Facebook et Twitter principalement –, les Gilets ont ouvert une fenêtre marginale qui laisse sans objet une partie des objections mentionnées, mais dont les limites, notamment en ce qui concerne la capacité à élaborer, risquent d'être rapidement éprouvées.

C'est là une autre raison qui explique pourquoi la voie révolutionnaire apparaît encore comme naturelle, les réseaux sociaux permettant pour des temps toujours plus réduits de court-circuiter partiellement le mur du silence construit par les médias oligarchisés. C'est pourquoi, fidèles à cette voie et suivant un pragmatisme absolu – dénué d'un quelconque romantisme –, nous nous devons à cette idée, et à la nécessité de l'éclorre sous toute forme qui soit à notre portée. Pris de court par notre propre succès, nous n'arrivâmes certes en tant que mouvement point prêts à cet instant de l'Histoire où le pouvoir éventré nous aurait invités à le manger. Il reste que cette éventualité peut encore être envisagée et c'est pourquoi il apparaît particulièrement urgent de réfléchir aux quelques conditions de notre potentiel succès, quelle que soit le chemin emprunté.

*

La première est d'acter la mort du pouvoir qui nous fait face ainsi que celle de ses alliés. Nous, qui fûmes la vie, devons refuser toute parole provenant de leurs espaces avariés, et nous préparer à ce qu'au moindre geste nous soyons couverts de boue et criblés par des êtres devenus de pure inimitié. Cela consiste à dire que nous engageons à ne jamais nous laisser toucher par leur parole, mais au surplus à ne considérer à tout instant leurs mots que comme des armes produites afin de blesser, sans rapport à la vérité.

La deuxième consiste à admettre que le monde existe, et qu'il nous faudra jouer avec ses coordonnées. Il n'est ainsi nulle possibilité d'envisager de *prendre l'État* et de gouverner avec ses outils tout en prétendant, d'un jour l'autre, mettre fin à l'ensemble des dispositifs d'oppression qui lui permettent de tenir, notamment économiquement. Il nous faudra apprendre à parler leur langage, nous inscrire en leurs dispositifs de pouvoir, et à partir de cette connaissance, nous montrer capables de les renverser.

La troisième consiste à préparer la transition, en s'armant, tant intellectuellement que socialement, afin de tenir effectivement ce pouvoir. Il n'y a nulle aspiration spontanéiste en mes propos, et la rudesse même de mon langage apparaît comme un avertissement : rien ne sera facile, rien ne nous sera donné, et il nous faudra construire nos propres forces afin de façonner ce monde auquel nous aspirons.

Nous l'avons dit. Il y a quinze millions d'armes en circulation au sein de la société, et l'État et ses gouvernants se sont trouvés bien heureux que nous ayons eu la décence qui leur manqua, en nous refusant de mobiliser cet arsenal qui par et pour le peuple aurait pu s'éveiller.

Il nous faudra nous en tenir à cette éthique, ne jamais renoncer à cette évidence tant que nous ne serons par les mêmes outils provoqués : leur sang ne mérite pas d'être versé, et nous devons préserver cet impératif éthique qui fait de chaque homme nous devançant un être à protéger.

Nous ne sommes pas eux. Là où la saleté et la mort se répandent en leur monde à gorge déployée lorsque cela leur sied et se voient masquées par mille dispositifs lorsque cela est dans leur intérêt, nous n'avons pour nous, à ce stade, que la sanction non violente, mais collective et toujours plus avivée. Qu'ils ne croient pas que leurs stigmates visant à faire de trois poubelles et deux portes défoncées le symptôme d'une violence atroce aient fonctionné : nous savons, nous, combien d'yeux et de mains nous avons perdus, et quels corps mutilés et estropiés devront demain être sanctifiés.

Ne leur laissons pas la possibilité de faire appel à cette morale qu'ils ont tant dévoyée. Comprendons les jeux de reflet qu'ils utilisent pour nous couler et intégrons que les apparences seront clefs. Ne sombrons pas en cette erreur qui, habitant les années passées, fit perdre entre terrorismes et luttes anomiques des êtres qui auraient pu autrement devenir socles à penser.

Ayons à l'esprit que la seule masse et la seule volonté de servir le peuple français, dans le respect des tiers mais dans l'exigence de l'altérité, nous permettront de nous imposer.

Et montrons-leur qu'un monde délié de leurs saletés peut exister.

*

Le point de départ du raisonnement politique qui nous amènera, à court terme, à prendre le pouvoir, réside en l'interrogation sur le rôle que, idéalement et individuellement, chacun d'entre nous souhaiterait jouer demain en notre société. Qui aurait espéré devenir médecin ou permettre à son enfant de se faire musicien et ne le put pour des raisons sociologiques, psychiques ou politiques devra, à partir de ce désir initial, réfléchir à la réforme qu'il faudrait mener afin de demain effectivement *autoriser* cette possibilité pour ses tiers ou lui-même. Qui se rêverait en peintre ou procureur, ministre ou mécanicien, devra, à partir d'une réflexion prenant en compte son appartenance sociale, son parcours de vie, ses capacités, ce qu'il sait des obstacles qu'il a rencontrés au cours de sa vie et des contraintes qu'imposent toute organisation sociale, le fonctionnement actuel des institutions et du système économique auquel il appartient, enfin, réfléchir à ce qui *aurait dû exister autrement* afin d'autoriser cette ambition frustrée.

Nous fonderons une politique du désir, où, à partir des aspirations individuelles, nous reformerons un édifice idéal permettant de mettre fin aux fossés que cette société a partout créés. Nous mettrons fin à ce fonctionnement qui, craignant l'étrangéité, abat quiconque ne se conformerait pas. À cette société où le tiers se voit ignoré du simple fait que nous n'avons *nulle obligation* de nous y lier.

Rappelons l'exercice : à chacun de réfléchir à ce que serait sa fonction idéale au sein de la cité, et à partir de cette réflexion, aux mesures qui devraient être adoptées pour permettre, à lui ainsi qu'à tous ceux qui nourrissent des aspirations similaires, d'effectivement y accéder. Il faudra pour cela à chacun s'interroger sur l'énergie requise et par la société, et par l'individu, afin d'atteindre ce souhait. De cette réflexion, et de sa répercussion au sein de la société, naîtra un programme de transformation de l'ensemble des plateformes d'initiation, de formation et de transition qui permettent aujourd'hui aux citoyens de produire du mouvement au sein de la société.

Les Gilets jaunes sont appelés à former, en tout le pays, des groupements fédératifs où chacun, à partir de cette réflexion, s'interrogeant sur ce qu'il pourrait mettre au service de la collectivité, préparera plus spécifiquement à l'échelle tactique cette transformation. Ces groupements n'auront pas à leur seule fonction, et doivent s'organiser patiemment afin de servir de toiles solidaires, reliant les êtres et protégeant quiconque s'engagerait. Ils devront être composés, comme le Mouvement des sans-terre au Brésil, de toutes les strates de la société, et intégrer les bourgeoisies encore utiles en la société existante, des avocats aux médecins en passant par les professeurs et ouvriers qui auraient l'ambition d'accompagner leurs prochains et de produire de plus grandes beautés. Des écoles, structures d'appui qui préfigureront la société de demain, devront pas à pas être créées au sein des territoires afin de former nos concitoyens à la société qui viendra. Il faudra ensuite former les bataillons qui préserveront notre révolution.

Toute révolution requiert des cadres. Voilà la deuxième réponse, évidente, qui s'impose à qui chercherait à se saisir d'un pouvoir pour transformer sa société. Que cela ne fasse craindre nul élitisme, car c'est justement dans les forces vives de son mouvement que toute insurrection doit puiser ceux qui demain l'emporteront, recyclant à partir des capacités de chacun de ceux qui l'encadreront sans jamais les laisser s'installer, avec la certitude que, pour sortir d'un régime de l'opinion, la discursivité ne saurait suffire, et que la sortie du sentiment d'impuissance ne peut passer que par un engagement sacrificiel qui, temporairement ou de façon permanente, exfiltrera quiconque souhaiterait se saisir du monde en ses individualisantes velléités.

Il nous faudra pour cela, chacun, un temps, nous donner aux groupements que nous aurons formés, et tant que cela ne sera pas fait, alors il n'y aura nul espoir de nouvelles civilisations fonder.

Il nous faudra enfin des êtres et des corps, des charpentes individuelles capables d'enfermer l'hydre, de la dompter. Des mains et des pieds, des muscles et des os, capables de soutenir le choc qui viendra s'abattre sur nous, comme une vague à laquelle il semblerait impossible de résister. Il faudra les considérer comme des futures sources de pensée, des garants qui nous assureront qu'une fois le pied mis là où l'on tentait de nous tenir écartés, viendront à leurs côtés s'agréger avec une vitesse suffisante autant de qualités humaines qu'il nous faudra réclamer.

C'est ainsi que pour tout être cherchant à saisir le pouvoir, il faudra non seulement savoir comment subvertir et contenir les *forces* chargées d'en protéger les détenteurs actuels, mais aussi se montrer en mesure de construire rapidement et parallèlement des lignes hiérarchiques nouvelles vidant de leur substance celles qui se montreront encore soumises aux intérêts institués. Prenons l'exemple des instruments de répression. En un pays où la police nationale a fait montre de sa compromission coupable et d'un grand manque de talent, nous aurons à empêcher que les relais de la nuit brune s'y installent et freinent notre avancée.

Il ne s'agit guère d'annoncer des purges. Celles-ci, requises seulement pour les plus médiocres, produisent en effet des désordres monstres, et par l'insécurité qui s'ensuit, retournent les instruments du peuple contre ses propres intérêts, ouvrant la voie à ses ennemis. Quelle que soit la voie d'accès au politique, que ce soit par l'élection, la sécession ou la révolution, il sera cependant essentiel de construire des relais en créant des structures parallèles qui s'accoupleront aux lignes hiérarchiques héritées. Alors que les institutions régaliennes, à commencer par la gendarmerie nationale, gagneront à être respectées et renforcées, celles qui se sont asservies se verront ainsi quant à elles soumises par la création de ces structures de commandement, afin de prévenir toute subversion du pouvoir naissant.

L'affaire qui consiste à mettre fin à tous les circuits de corruption qui gangrènent notre pays, interdisant toute adhésion à des sociétés secrètes qui chercheraient à s'y affirmer, touchera à tous les domaines, et doit avoir valeur d'avertissement, à la fois pour ceux qui, par naïveté, croient qu'une simple *prise* suffirait, et pour ceux qui nous pensent incapables d'élaborer, et de mettre en actes, ce genre de pensée.

Que l'on ne s'y trompe pas : il ne s'agira pas de reconstruire *des* élites, mais les instruments de notre souveraineté, composés de toutes les couches de la société afin d'ouvrir la voie à la nation en son entièreté. Ceux qui au pouvoir arriveront ne seront pas ceux qui y demeurent, et devront tous se montrer capables d'emporter par leur expérience d'immenses appareils déjà installés. Dotés d'une exigence infinie, ils auront à imposer la volonté de la société à des tiers habitués à la féodalité, sans jamais se laisser impressionner. Avec le prestige dû à leur enfantement – celui du mouvement qui les aura propulsés – et la

force qu'ils en tireront, cela exigera d'eux non seulement une irréprochabilité, mais une capacité à se substituer à l'ennemi en les places mêmes où il aura été débusqué. Nous les mépriserons, ces petits marquis qui, rapportés au pouvoir depuis leur naissance, ne conçoivent pas d'en être écartés. Mais nous le tromperons, l'adversaire, nous en approchant, l'enserrant comme si l'on s'apprêtait à l'embrasser, avant de l'abattre, d'un trait, sans lui laisser la moindre possibilité de s'échapper. Ce faisant, nous produirons de nouvelles gloires qu'il ne saurait mimer, et échapperons à son jugement et à sa pensée.

Nos ennemis découvriront alors la force vitale d'un pouvoir né du désir et du partage, du service et de l'idée, fait non pas pour accaparer mais pour distribuer, et son infinie supériorité sur l'envie et l'intérêt qui les auront toute leur vie accompagnés.

*

Ne le sous-estimons pas, cet ennemi protéiforme et si bien installé : c'est sur notre grandeur qu'il s'est construit. Sur le sang et la sueur de dizaines de générations qui se sont sacrifiées au service d'un instrument devenu État, dénaturé par les viols successifs des intentions du peuple qui l'a fondé. Une montagne de cadavres gît sous l'ennemi. Ceux de nos ancêtres qui ont fondé notre société, et qu'il s'agira, en saisissant ces lieux à l'ennemi, de rendre à leur dignité.

N'oublions jamais, oui, qu'il provient de nous, cet État qui aujourd'hui s'érige pour nous piller et nous abattre, que sa chair est la nôtre – rèche et putréfiée par l'usure produite de qui s'en est servi à notre détriment – et qu'il devra nous revenir entier.

Qu'il y a en lui, sous son appareil décomposé, affaibli par des décennies de corruption et d'absence de pensée, le substrat de notre essence, et qu'il nous faudra dès lors, sans y atteindre, le leur arracher.

Trouver le moyen de le saisir, à défaut de pouvoir le défaire sans nous trouver immédiatement vulnérables et sous le joug de puissances qui en profiteraient, doit devenir notre obsession. Comprendre ses habitus, apprendre à les maîtriser, apparaît comme une clef majeure pour quiconque ambitionne de transformer notre cité. Il faudra s'y insérer, le fréquenter et, sans le séduire, le dominer en maniant ses propres termes, singeant ses propres comportements. Dans cette perspective, se présenter à une élection revient à jouer le jeu le plus logique – puisque la question de la légitimité de notre « prise » serait *de facto* réglée – mais aussi le plus détestable, nous soumettant à une chicanerie masochiste qui, dans le pire des cas, nous délégitimerait, et dans le meilleur, n'autoriserait que contre de trop lourdes concessions à accéder à une structure de décision soigneusement évidée. Accepter une contrainte revient à se voir requérir d'en accepter la deuxième, et par effet de succession, ne jamais re-

couvrir la liberté que l'on défendait. Devenir eux ou, par eux, être humiliés. Voilà ce à quoi ils nous condamneraient.

Les arguments ne manquent pas pour nous pousser à leur table et espérer que leur fragilité devienne telle qu'ils ne se contentent que de s'effondrer, en nous rendant ce qui nous fut confisqué. Il est aisé d'arguer qu'une révolution ne devient possible que lorsqu'à la mobilisation populaire s'accouple la défonction d'un pouvoir, et que les préparatifs auxquels nous nous vouons pourrions ne jamais trouver l'opportunité historique espérée. Contentons-nous à ce stade de favoriser la naissance d'avant-gardes maîtrisant suffisamment le fonctionnement des institutions, de préparer les personnes qui se chargèrent de cette transition, pour n'avoir à subir aucun contrecoup en termes de capacité à partager le pouvoir, contrecoup qui lui-même nourrirait les procès en absence de légitimité, imposant l'usage de la force à toutes les factions ainsi divisées, et ce quelle que soit la voie adoptée.

Il ne s'agit pas de prétendre que les arguments que l'on nous oppose nous sont étrangers. Le politique, c'est une évidence, n'est pas affaire d'ontologie, et les régimes les plus autoritaires ne nous inspirent dégoût et nausée qu'en ce qu'ils sont symptômes d'une défaillance vitale qui consiste à sidérer plutôt que de produire du mouvement. Que le politique soit l'espace où les différentes temporalités se rejoignent, exigeant une énergie brute pour le poétiser – c'est-à-dire, au sens le plus étymologique, le rendre créateur –, est une évidence à nos yeux en ce que nous cherchons à travers lui à produire de la beauté. Mais comprenons que ce mépris n'est que fruit d'une transiivité, et qu'il s'accroît le plus souvent d'une phobie instrumentale que les classes dominantes ont vis-à-vis de tout ce qui pourrait contraindre leur liberté, phobie qu'ils ont souvent tendance à rendre entendable en prétendant que les menaces qui les concernent auraient un impact sur l'ensemble de la société.

Gardons-nous dès lors de toute erreur dans notre appréciation de ce qu'est le pouvoir, ainsi que d'une quelconque prévention quant aux voies à adopter afin de le prendre et de l'exercer, préventions qui viendraient inhiber notre rapport au monde, et notre pays. Nous ne serons pas les phares évanescents d'un monde voué à demeurer dans les ténèbres, et nous ne craignons nulle verticale rigidifiante s'il s'agit de permettre à la grande part de la société de goûter à une plus grande liberté. Nous n'aurons, en somme, aucun scrupule, ni à l'heure de le prendre, ni à celle de l'exercer.

*

L'avant-garde que nous aspirons à constituer a cruellement manqué lorsque les Gilets jaunes se sont levés. Trop occupés à jouer à la révolution, protéger leur statut ou jouir du plaisir que le mépris de tout et de tous leur procurait, les classes qui auraient pu se saisir de ce rôle, à cheval entre des mondes égale-

ment maîtrisés, ont manqué de sens historique, et ont révélé leur état de compromission avec le système existant.

Cette avant-garde, si nous la faisons naître demain, devra juguler toute tentative d'appropriation par ces êtres qui seront restés écartés des luttes que nous aurons menées. C'est bien dans l'accouplement du corps et de l'esprit que s'engendrent les grands équilibres du politique. Nous ne souhaitons nous appuyer sur des êtres sans vécu ou exaltés qui, croyant à la révolution comme à un fétiche, seraient payés pour la penser, et ne jamais la voir advenir ou s'y engager ou, pire encore, auraient configuré leur vie pour seulement en bénéficier.

Nous ne souhaitons répéter l'expérience prolétaire de la Révolution, lorsque l'exaltation populaire fut reprise et embrasée, prolongée puis captée et retournée contre ceux-là mêmes qui l'avaient enfantée par des individus issus des classes les plus favorisées. Nous ne souhaitons pas vivre dans l'ambivalence de ces êtres, jamais détachés des lieux de pouvoir qu'ils ont toujours regardés avec avidité, qui ne cessent de clamer leur amour pour une abstraction qu'ils fuient au moindre danger, et qui n'auront pas prouvé leur trahison de classe en s'exposant à mille dangers.

Non. Les Gilets jaunes l'ont montré. La lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ce que d'aucuns nommèrent lutte des classes, est une affaire de faits et non de discours, et peut surgir sans que des hommes de paroles cherchent à l'accompagner. Marx ne fut nullement nécessaire à l'éclosion de cet esprit de classe qui alimenta mille révoltes, dont celles des Gilets. Ses mots furent les simples contenants de ce que des millions de vies éprouvaient. Les idées qui infusent à partir d'une pensée déconnectée du réel et de ses luttes ne produisent de bénéfique que tant qu'elles n'aspirent qu'au statut de moyen, et non de fin. La pensée apparaît en effet essentielle pour éviter au mouvement de sombrer en un désordre qui serait sans fruits et le condamner à la velléité. Mais elle doit toujours naître dans les frictions que le réel produit.

Traduire oui, toujours traduire l'énergie des corps. Transpercer ceux-ci par le mot afin qu'ils puissent se relier, s'embrancher à leurs pairs, sortir l'homme du statut d'homme-masse pour lui permettre de retrouver la possibilité d'aimer, diffracter l'appareil souverain sans jamais le concéder à des tiers, en faire le porteur d'une idée qui sera ensuite partagée. Voilà le seul but, voilà la seule fonction de l'intellectuel, qui par la suite devra se taire et à aucun moment prétendre se mêler d'une praxis politique ou révolutionnaire qu'il ferait nécessairement dériver, confondant ses aspirations et le réel, introduisant luttes et angoisses qui se détacheraient pas à pas de la condition matérielle de ses acteurs et le détourneraient vers des idéautés préfabriquées. Qu'ils s'en souviennent, les gringalets fétichistes, grégaires freluquets et cadres *hors sol* stipendiés par un système ayant perdu lui-même tout rapport au politique : ils ne

sont rien sans les actes et systèmes qui les ont engendrés. Le souverain décide, que ce souverain soit masse ou incarné, et cette décision tient alors lieu de seule pensée.

Mais que l'on s'en souvienne aussi, nous qui chercherions à imposer la force du corps, qu'il soit social ou individuel : sans idée, nous redevenons pulsion et intérêt. Ne l'oublions pas : il nous faudra à tout instant garder ces frères parfois trop penchés à nos côtés, pour y puiser encore et encore, sans jamais les laisser abuser de la place qui leur aura été impartie. Il ne s'agira ni de les perdre ni, *a fortiori*, de les éradiquer, mais de préserver la distance nécessaire afin de ne pas les voir, à notre tour, nous piller. Exploitions-les puis rejetons-les en les tréfonds de quêtes qui épouseront nos gestes, expulsions-les dès lors qu'ils nous auront offert la sève que nous recherchions, trouvons-leur les espaces dans lesquels ils pourront se déployer, et retrouvons-les dès que nous nous verrons à nouveau en manquer. À ceux dont l'ambition dépassera l'énonciation, nous n'aurons qu'un mot : redevenez corps, plongez-vous dans la lutte, reliez votre pensée à l'expérience immédiate du monde qu'elle est censée articuler, et seulement ensuite, prétendez à une quelconque majesté.

Portés par nos coryphées, prophètes donnant la voix que les membres de nos corps traduiront en pensée, nous ne nous laisserons pas plus emprisonner par ceux qui, prétendant à la pureté par leur seul engagement, auront à cœur de gagner les avant-postes, et d'avoir à décider sans avoir auparavant raisonné. Nous les tiendrons en un égal scepticisme, car lorsque le mouvement tient lieu de seule pensée, il n'est le plus souvent lié qu'aux décompensations d'une psyché qui doit, à égale distance de qui nie les corps, se tenir écartée des mouvements auxquels elle pense adhérer.

Lier expérience et pensée. Voilà le défi auquel nous serons, de façon continue, confrontés, une fois le pouvoir saisi, cherchant tels les stoïques cet équilibre qui garantit l'ataraxie politique, pour nous et la société. La prétention à l'intellectualité redeviendra chose commune, et nos cadres, extraits de toutes les couches de la société, alterneront terrain et formation. Ayant, grâce au mouvement des Gilets jaunes, cartographié l'ensemble du territoire, nous sommes en mesure de recréer des institutions qui nous permettront, demain, d'à nouveau relier ces deux points, et par l'embranchement de l'éros et de l'abstraction, de dominer ceux qui nous auront précédés.

C'est pourquoi aux élans révolutionnaires devront succéder des processus de formation extrêmement exigeants, visant à donner à tout un chacun, sur le seul fondement de sa volonté, les outils de l'administration du politique, c'est-à-dire les moyens qui leur permettront de traduire au mieux les aspirations et désirs de ceux qui auront cherché à reconstruire notre cité.

Nous n'aurons pas, comme nos dirigeants actuels, pour volonté d'occuper notre temps libre ou notre esprit à faire étalage de nos capacités d'abstraction – jeu préféré des classes dominantes et intellectuelles, y compris

les plus paupérisées, qui se vautrent dans un jeu de distinction improductif et délétère, car autocentré.

Nous aurons pour désir de nous offrir au monde pour y voir éclore des effets politiques immédiats, qui permettront à chacun de voir ses conditions d'existence améliorées, y compris par la fin des rentes qui, au plus haut de la pyramide économique, pourrissent notre société et une grande part de ceux qui croient en bénéficiaire.

Reconstruire, au sens le plus souverain, une hiérarchie dans ce pays, avant de lui rendre sa place au sein des nations, rendant gloire à ceux qui la font et non qui en profitent, replacer au cœur de nos préoccupations symboliques ceux qui permettent aux sentiments de se déployer, et le faire avec la vigueur et la rigueur d'une force froide et sans merci, doivent devenir les objectifs de cette dite avant-garde qui, loin de se constituer en élite, partira du peuple pour le servir, se sacrifiera à ceux auxquels elle aura rendu allégeance, et recherchera toujours l'unité. La force, ainsi, ira toujours contre le fort, et le faible sera toujours requis afin de contribuer à la puissance de l'ensemble auquel il se sera voué.

Entendez bien. Cela ne ressemblera en rien aux formations qui aujourd'hui sanctionnent les plus tristes ambitions. Nos Princes seront à la fois distinguables *et* contrôlés, enserrés en un réseau de maisons du peuple qui formeront des corps législatifs locaux, capables à tout moment de les convoquer pour demander explication, encadrés eux-mêmes par des commissaires de la République qui se substitueront aux préfets, élus localement et révocables nationalement.

Nous les formerons à la poésie au sens le plus large, c'est-à-dire à la capacité à fabriquer de l'altérité. Donner la possibilité d'aimer, en offrant à chacun la possibilité d'agir, requiert, nous l'avons dit, pour être rapidement efficace, le dédoublement hiérarchique de toute fonction, afin de plier un État qui autrement nous embarrassera, mais aussi de produire un embrasement des âmes chez ceux qui demain auront pour tâche d'assurer que la volonté du peuple sera respectée.

L'impasse existentielle dans laquelle se trouvent bien trop de nos concitoyens, du fait notamment des défaillances organisationnelles de notre pays, sera l'ennemi contre lequel nous nous lèverons, ce qui requerra de combiner la règle et l'intention. L'économie redeviendra l'outil, et non la fin de l'organisation de la cité, et l'argent un moyen de fluidifier les rapports, non une abstraction vouée à l'accumulation. La jurisprudence, entendue au sens le plus large du terme, se verra elle aussi reléguée à un rôle fonctionnalisant et non formalisant. Les distinctions, fondées sur la seule utilité sociale, feront à nouveau naître des écarts symboliques qui ne susciteront nulle fierté, mais une exigence permanente pour qui se les verra octroyées. L'indignité côtoiera l'honneur dans le régime de récompenses organisé par notre République. Il

n'y aura de droit que celui d'avoir des devoirs, pour quiconque souhaitera servir. Et c'est seulement à cette aune que seront attribuées de temporaires responsabilités.

Comment concevoir qu'une telle ambition, et tout ce qu'elle entraîne, n'exige en amont une préparation, et une épreuve exigeante, terrifiante, pour quiconque souhaiterait y participer ? Comment penser pouvoir inscrire en notre France un regain de vigueur qui viendra secouer tous ceux qui, laissés à l'abandon, se verront à nouveau considérés et projetés en une dimension collective, si nous n'arrivons pas les idées tout autant que le sabre, clairs, préparés, préservant notre rapport à la marge pour nourrir notre sensibilité, tout en ne renonçant à aucun moment à devenir les axes centraux de notre cité ?

Et comment penser qu'une fois que cette préparation sera intervenue, la question du comment se maintiendra, et ne sera pas au contraire résolue par la propre génération de notre avènement ?

*

Dès le 17 novembre 2018, tous comprirent que le politique fuyait ses institutions. Du simple fait de la levée d'un peuple qui, sans armes, avait rencontré l'assentiment de la majorité. Manqua à ce jour, pour devenir Histoire, cet embranchement, cette capacité à soumettre l'appareil d'État, et absorber la source du pouvoir qui réclamait abandon. Faisant face à un pouvoir titubant, comme absent, mais s'appuyant encore sur des forces organisées, nous ne sûmes trouver en nous-mêmes cette impulsion vitale qui, venant de la conviction de *savoir où l'on va*, permet de rompre les carcans et défaire toute opposition.

Depuis, le pays a été dévasté par ceux-là mêmes dont nous dénoncions l'inconséquence et la corruption, alors effrayés des conséquences que leur arrivisme et leur indifférence au monde pourraient produire s'ils venaient à être confrontés à une crise majeure qui, inéluctable, est arrivée.

Nous ne pardonnerons jamais à ceux qui se sont faits les alliés objectifs de la médiocrité et qui par leur silence, leur dérision, leur absence de considération de ce que toutes ces petites et grandes compromissions avaient de grave, auront amené une société toute entière à succomber, et des milliers d'entre nous à se voir enfermés.

Ce que nous avons énoncé ne permet que partiellement de déterminer comment il nous faudra mettre fin à l'accaparement de l'État par l'ennemi. Issue de notre chair, cette instance, et toutes les institutions qui en découlent, nous toise et nous tutoie, nous dominant plutôt que nous servant. Martelons-le : la mater, telle sera la clef.

C'est cette hydre qu'il faudra donc apprivoiser. Cette hydre et ses armées de Princes qui, confortablement installés en leurs offices, ont donné ordres et

contre-ordres aux forces de police chargées de nous réprimer tout au long de ces dernières années, sans jamais se voir sérieusement contrées. C'est le renversement de cette tête, pliée jusqu'à la rupture, jusqu'à ce que ses os soient brisés, qu'il faudra penser, pour pouvoir un jour espérer à nouveau, librement, respirer. Et ce sera seulement ensuite, une fois empalée, qu'il faudra enfourcher cette bête dont M. Macron crut bon de revendiquer la fidélité, et ainsi la remettre au service de la société. La fin des pesanteurs que ce système inflige au monde vivant s'ensuivra naturelle, naissant en l'allègement des charges qui pèsent sur tout un chacun, et se prolongeant jusqu'à la fin de l'exploitation humaine et des massacres industriels qui tiennent notre nature prise entre nos rets.

L'émancipation de nos étreintes suivra naturelle leur accouplement comme le fleuve engorgé quittant le lit qui l'enfermait.

Rappelons-le. L'être humain a sublimé son instinct reproducteur en inventant la permanence du lien psychique que l'on dit amoureux. Celui-ci, qui se trouve au fondement de toutes nos impulsions, fait l'objet d'une inégale distribution, fruit des déséquilibres dans l'allocation des ressources que l'État et le marché distribuent au sein de nos sociétés ainsi que des lourdeurs que ces intermédiations et leurs canaux suscitent. Cet instinct est, dans le même temps, la raison d'être de l'organisation en sociétés humaines, permettant, une fois les besoins primaires assouvis, de déployer pensée et désirs, mouvements, à la recherche des affects essentiels à notre survie. Un temps, l'on a pensé que le socialisme pourvoierait aux insuffisances dans lesquelles nos régimes politiques libéraux nous plongeaient. L'épaississement et l'alourdissement du rapport au monde que ce modèle a produits, après une première vague d'assainissement, nous rappellent que l'abstraction présente un danger important, et que l'avarie côtoie les meilleurs sentiments.

Abattre l'ennemi accaparant consistera non pas à rechercher la collectivisation du vivant, mais à autoriser la fluidification d'un sentiment qu'aujourd'hui, que ce soit par excès ou insuffisance, l'on nous empêche de déployer. Cela requerra un allègement et non un accroissement du poids que le politique inflige à chacun.

Le lien entre hommes ne peut en effet dépendre d'instances bureaucratiques et autoritaires, dont la seule charge sera de tenir dominé quiconque chercherait à accaparer et le seul objet d'assurer la fluidité des rapports humains et leur équité. C'est pourquoi nous serons durs avec les puissants, avec quiconque chercherait, à une quelconque échelle, à vivre en une démesure qui le tiers menacerait et les extirperons des dispositifs de protection à la masse voués. C'est pourquoi nous protégerons tous ceux qui au contraire se trouveraient manquant des ressources permettant à chacun de goûter à la liberté.

La République ne fut, un temps, que la promesse pour des masses asservies de trouver enfin la possibilité d'exister sans maître cherchant à les humilier, et de pouvoir, en leur rapport à l'autre, déployer l'infini des possibles que tout

lien est en mesure d'enfanter. Délivrées des asymétries formelles qui jusqu'alors les soumettaient, via le manque, à plus puissant que soi, ces masses encore aujourd'hui asservies auraient dû de ce fait pouvoir s'émanciper du règne de la vacuité, fille de la cupidité, du lucre et de l'avidité, qui aujourd'hui s'impose en nos sociétés. Pourtant, la forme et l'idée ne sont qu'abstraction, et leurs effets dépendent des collectives volontés.

Admettre la centralité de cette ambition en notre pays, c'est nous offrir la possibilité de repenser notre rapport au monde sous toutes ses formes, de l'apprêt à la nourriture en passant par l'espace et le mouvement. L'économie, en ce qu'elle facilite l'échange et la satisfaction des besoins matériels, jouera un rôle clef. La maîtrise des circuits d'approvisionnement en matières premières qui, en amont de toute production, déterminent la *possibilité d'abondance* de notre société, sera à ce titre particulièrement recherchée.

C'est pourquoi nous nous mouvons guidés par un seul souhait : celui d'enfanter un monde sans le prédéterminer.

Il nous reste à démontrer que de notre pensée et des transformations que nous annonçons se déduisent des propositions tangibles qui se montreront suffisamment cohérentes non seulement pour rassurer qui nous craindrait et convaincre qui nous désirerait, mais aussi pour dessiner un horizon qui assurera à notre pays l'assise requise pour retrouver ses libertés et paix.

V

Agir

Le pouvoir saisi, un référendum sur les institutions sera tenu. Dans la perspective d'une scission des fonctions exécutives en autant de pôles de décision, mettant ainsi fin à la fonction d'incarnation totale et archaïque tenue par le chef de l'État, nous proposerons une modification temporaire de la durée du mandat présidentiel, une fusion des chambres, la suppression du Conseil économique, social et écologique, et la transformation du Sénat en une chambre du peuple chargée de valider les impulsions défendues par l'Assemblée des communes. L'abeille, jaune et noire, intégrera l'emblème national, suite à une refonte totale du système de décorations et d'honneurs, entraînant une révision des attributions passées, une stricte limitation aux individus les plus méritants, et proposant un renouvellement symbolique majeur des dispositifs d'incarnation et de représentation de l'État. Cette réforme s'accompagnera de la création de commissaires de la République élus qui prendront la place des préfets, l'imposition de mandats impératifs et révocatoires, la possibilité permanente de référendums d'initiative citoyenne à choix multiples, convocables selon quatre modalités différentes et sanctionnables exclusivement par un veto présidentiel engageant immédiatement son mandat, ainsi que l'institution d'un Tribunal révolutionnaire et d'un Comité de clémence visant à purger la République des affreux qui l'auront jadis pillée, ainsi que des responsables des violences les plus infâmes qui auront atteint à la population par le passé.

Un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne sera proposé, après que des mesures conservatoires auront été prises afin de préparer l'hypothèse d'une transition vers une monnaie souveraine et qu'un temps de débat apartisan, dans lequel les représentants en fonction n'adopteront aucune position, ait été imposé. Sera en parallèle adoptée, par référendum séparé, une loi créant des établissements bancaires publics, spécialisés dans l'investissement productif, par secteurs, sous la tutelle du gouvernement, ainsi que la possibilité d'un contrôle des changes et des capitaux afin de préserver notre souveraineté dans le cadre de la transformation écologique qui s'ensuivra. Les objectifs d'inflation, revus à la hausse, permettront un rééquilibrage progressif de la structure inégalitaire de la société française et un avortement des bulles spéculatives, notamment dans l'immobilier, rendant à la cité, et plus que tout à Paris – qui fera l'objet d'une large restructuration urbanistique pilotée par l'exécutif, doté des pleins pouvoirs en la matière – sa capacité à engendrer. Ces

instruments seront privilégiés à la mobilisation de l'outil impositif, qui sera immédiatement rééquilibré de façon à réduire sa charge sur la majorité de la population, et accroître ainsi la fluidité des rapports sociaux. Le gouvernorat de la Banque de France fera l'objet d'une élection, et l'institution retrouvera des droits de tirage directs. Les hauts fonctionnaires se verront interdire toute transition vers l'espace politique, et restreindre lourdement toute interaction avec l'appareil de production privé.

Ces initiatives seront immédiatement précédées d'un référendum portant sur l'indépendance et le financement de la presse et des médias, provoquant la déliaison tant espérée des puissances de l'argent et de la communication, et permettant une multiplication des dispositifs citoyens et autogérés de transmission de l'information. Des règles strictes de contention de l'emprise oligarchique sur l'espace médiatique seront édictées, et une large base de financement alternative, appuyée sur une taxe affectée prélevée sur les fournisseurs d'accès à Internet, sera immédiatement créée, permettant à de nouvelles initiatives, non contrôlées par l'État, d'émerger.

Cette rupture avec l'oligarchisation rampante de la société se fera dans tous les domaines, de façon à dépolluer notre espace démocratique de toute emprise capitaliste. Martin Bouygues et ses semblables auront à gagner leurs contrats d'État comme n'importe quelle autre société, et se verront proposer une nationalisation de l'ensemble de leurs entreprises liées à la commande publique. Bouygues comme Arnaud Lagardère, Patrick Drahi, Vincent Bolloré, Bernard Arnault et Xavier Niel devront rétrocéder leurs participations médiatiques aux citoyens par le truchement de fondations d'adhésion libre et autogérées. N'ayant ainsi plus prise sur la pensée de leurs concitoyens et sur les politiciens qui en dépendent pour se faire connaître et apprécier, l'ensemble des avantages qu'ils auront tirés de l'influence que ces médias leur auront octroyée dans la période précédente seront révisés par une commission spéciale chargée de démanteler les empires qui auront ainsi été constitués. Par le truchement de nouvelles règles antitrust et de procédures accélérées, déliées des contraintes européennes, une décomposition systématique des oligopoles et monopoles issus de l'État interviendra, des pans entiers de l'économie française se trouvant ainsi à nouveau confrontés à une concurrence saine, jusqu'ici esquivée grâce aux liens incestueux ayant mis sous tutelle l'espace public. Cette recomposition vaudra pour toute émanation de l'espace dit privé dépendant directement ou indirectement de la commande et de la régulation d'État, et sera facilitée par la mobilisation de l'ensemble des outils répressifs nécessaires à l'assainissement de l'espace économique français.

La remise à plat des oligopoles régulés par ou issus de la puissance d'État interviendra au premier chef en ce qui concerne les réseaux de télécommunication. Un seul réseau centralisé, national et imperméable à toute influence extérieure, qui préservera les Français de toute surveillance de masse et des

interventions permanentes des puissances de l'étranger, sera à concevoir dans une grande loi de programmation industrielle qui remettra en question les concessions et l'ouverture à la concurrence sur l'ensemble des biens communs, dès l'année qui suivra. Les fréquences télévisées, revues et réattribuées après avoir été réduites en nombre, s'appuieront sur un cahier des charges conséquent et d'application immédiate, remplaçant le bien commun, la pensée et la création au centre de la société.

Seront évacués les outils d'influence étrangers qui affaiblissent notre souveraineté nationale, à commencer par les antennes des services de renseignement étrangers, dont notamment celle de la CIA, ainsi que des dispositifs d'espionnage disposés au-dessus de l'ambassade états-unienne à Paris. Ces mesures symboliques montreront notre détermination à refuser toute ingérence, qu'elle prenne la forme des bases arrière d'assassinats ciblés mises en place sur notre territoire par la Russie, ou des nominations de diplomates qui, tel le dernier ambassadeur chinois, s'autorisent des jugements sur notre fonctionnement politique. Cette autonomisation stricte et immédiate passera notamment par un renforcement de nos moyens de production de l'information, le recentrement de nos objectifs diplomatiques et militaires et le renforcement de nos moyens de contre-espionnage.

La remise en question de l'appartenance à l'Union européenne et à l'euro, dont le référendum annoncé interviendra, de façon séparée, dans les vingt-quatre mois, nous imposera de reconfigurer nos alliances et de repenser notre rapport au continent. Nous déliions dans l'entre-temps notre activité économique et financière des GODP qui orientent la production technocratique de Bruxelles, et autonomiserons progressivement notre production normative, réinvestissant une politique de puissance indépendante et souveraine fondée sur la coopération bilatérale et non la construction de monstres bureaucratiques et aliénants.

La France a sa fierté oui, qu'il s'agit de rétablir, et cela commence par ses frontières. Les humains ne nous font pas peur : leur addiction aux capitaux, oui. À nos frontières poreuses se trouvent des points de fuite dont les noms, Monaco, Luxembourg, Andorre, riment avec corruption. Il y sera mis fin. Et aux côtés des républiques catalane et lombarde, wallonne, suisse et allemande qui, dans les temps prochains, émergeront ou se renforceront, nous construirons de nouveaux outils pour mettre fin au pillage systématique qui laisse nos populations tributaires de l'affairisme et de la dépravation. Nous accompagnerons toutes les régions frontalières qui auront, du fait de cette perfusion, sombré en les dépendances mentionnées.

La politique monétaire, mère de toutes les batailles, que la sortie de l'euro soit ou non actée, fera l'objet du plus âpre de nos combats. La concentration de capital entre les mains privées ayant atteint des proportions inquiétantes, sans produire d'effet sur le niveau de vie quotidien de la quasi-totalité de la population,

empêchant notre jeunesse de s'émanciper et d'avancer, fera l'objet de toute notre attention. Compromettant notre indépendance mais aussi l'équilibre de notre nation, des poches ici ou là se forment opportunément, qui tirent des mamelles du pouvoir financier un revenu croissant, et dénué d'un quelconque fondement, suscitant servitude et affaïssement. Il s'agit d'y mettre fin, sans craindre de punir ceux qui auraient fait le choix de la facilité, au détriment du bien commun. Les bulles spéculatives se sont multipliées au point où grandes fortunes et structures financières tiennent dans leurs rets des millions de personnes innocentes, qui n'ont cherché leur profit *par ricochet* qu'à des fins modestes de préservation, là où les puissances capitalistes, au-dessus de leur âme, faisaient régner l'ordre de l'accaparement. Il faudra les assécher, par une politique de change et un contrôle des capitaux qui permettront progressivement d'assainir la production de la monnaie, en la réorientant vers le financement direct de l'appareil productif, travaillant ainsi au rétablissement de la souveraineté française, sans mettre en danger immédiatement les outils recueillant nos flux financiers, ni le bien-être de millions de concitoyens emprisonnés, à qui des dispositifs de conversion de leurs actifs seront proposés.

Nous serons brillants car tel est l'esprit de ce pays, scientifique et cartésien, capable de produire de la pensée lorsque nous n'avions pas encore été colonisés. La reconstruction d'un appareil industriel et scientifique passe par le rétablissement de la souveraineté numérique, qui préside aujourd'hui à toute production, et nous le craignons toujours plus, à toute vie. Ne nous laissons pas fasciner par ces apparentes réussites issues de la silice qui capitalisent des centaines de milliards sur la seule diversion des revenus publicitaires : nous sommes parfaitement capables de nous en passer, bien qu'elles permettent un ciblage fin de l'appareil productif dans sa recherche de consommateurs, équilibrant ainsi les forces du marché et améliorant partiellement son fonctionnement. Reconstruire des filières industrielles intégrées, avec une importante politique d'acquisition dans le numérique, est aussi important que d'établir immédiatement des normes permettant une resouverainisation de l'hébergement et du traitement de nos données, politiques qui ne doivent pas esquiver la possibilité d'une mise au pas de certaines plateformes actuelles et leur démantèlement. En amont, une politique éducative refondée sur l'acquisition des « fondamentaux » et un accroissement massif de la recherche permettront de renforcer des structures scientifiques en perdition et de nous offrir les pensées permettant de reconstruire des équivalents locaux aux mastodontes qui nous ont colonisés, de Uber à Amazon en passant par les réseaux sociaux.

Le marché n'est qu'une composante de la société, et l'on ne voit souvent, en se concentrant sur l'efficace méliorative qui lui sert de seul guide, quelles tangentes terrifiantes il fait prendre au reste de ses intégrants. La planète se meurt en ce qu'elle a de plus miraculeux : sa diversité charnelle et florale,

animale et humaine est exploitée. Nous étouffons sous le règne de l'uniformité et la disparition du vivant dans sa diversité, et la France doit, en cette perspective, revendiquer son rapport à la différence, à l'altérité, et préparer sa survie en un monde où la radicalisation de notre biotope impose dès à présent que nous nous pensions en havre environnemental pour nos populations, sans nous transformer en citadelle assiégée.

Nous construirons un appareil productif guidé par l'appropriation, dans notre environnement immédiat, des principes scientifiques et industriels qui permettent aujourd'hui aux grandes puissances atlantiques et asiatiques de toucher la masse. Mais nous le ferons avec nos outils, et la conscience la plus intense que cette politique ne pourra s'appliquer en nos contrées sans remise en cause de la poursuite effrénée de l'expansion économique que nous connaissons. Oui, la France redeviendra une exception, éloignée des ambitions des compétitions-monde qui nous écrasent et nous désingularisent, reléguant nos énergies à la création de biens de consommation, et nous transformant nous-mêmes en objets à dévorer. Nous recréerons une industrie pharmaceutique publique et ayant pour vocation d'abreuver l'humanité.

Nos activités marchandes et la circulation monétaire seront d'autant plus intensifiées avec nos partenaires que ceux-ci seront rapprochés. Nous rechercherons des alliances dans notre espace proche, tant commerciales, productives qu'artistiques et institutionnelles. La France se ressaisira de sa Méditerranée, se nourrissant de sa proximité historique avec les Saxons, qu'ils soient britanniques ou germaniques, pour l'abonder et créer les complémentarités tant espérées qui permettront de faire front aux crises civilisationnelles et humaines qui menacent de nous disloquer à jamais. Nous nous ouvrirons au monde par nos partenaires : vers le grand ouest par les Anglais et nos partenaires ibères, vers le sud par nos Républiques méditerranéennes et subsahariennes, vers l'est par les Allemands, les Russes et ceux qui, en un espace slave, depuis le début de ses temps, se nourrissant de ces territoires, les perçoivent alternativement comme des marâtres ou des mères patries. Nous le ferons en confiance, de façon à laisser se déployer de nouveaux grands ensembles cohérents, fiers de leurs identités, éloignés des bureaucraties indigentes que les institutions européennes ont enfantées, indépendants dans leur rapport au monde et préservant leurs singularités internes, interdépendants dans leur rapport à leur environnement immédiat, sans craindre d'abandonner les principes qui depuis 1945 figent notre Westphalie. Nous serons au côté de tout peuple cherchant à préserver son intégrité, mais cesserons de nous projeter à des échelles qui ne nous concernent pas, alors que se multiplient ici et là les conflits qui menacent à tout instant de généralisation. La France ne sera pas un vecteur de mort, et retirera ses armées des régions où elle n'est pas espérée.

Quatre lois de programmation souveraine seront adoptées sur les questions de santé, d'énergie, d'enseignement et de numérique, qui nous permettront

d'offrir à nos concitoyens des réponses concrètes en termes de sécurité, intimité, accès aux ressources et liberté. Elles feront à nouveau des fonctionnaires médicaux et éducationnels les piliers et la fierté de notre pays, aux côtés des corps d'ingénierie et de recherche, qui seront entièrement refondés. On ne « revalorisera » pas : on consacrera ces êtres qui se sont donnés au commun, leur rendant cette primauté symbolique et sociale qui n'aurait jamais dû leur être retirée. Nous créerons partout des sororités visant à faire du féminin le genre cardinal qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, dans la direction et la promotion des établissements en question.

Un plan d'indépendance, sur vingt ans, visant à doter la France d'une capacité industrielle, technique et logistique en matière numérique, inspirée du succès de certains pays étrangers dans leur conversion à ces technologies, et notamment des structures industrielles de la Corée, sera élaboré et soumis à l'adoption par les chambres constituées. Le fonctionnement en *source ouverte* deviendra la norme, et la réémergence d'un secteur numérique permettra la création d'écosystèmes industriels intégrés, tout en préservant par ailleurs parfaitement l'intimité jusqu'ici violée de nos citoyens, tant à l'échelle nationale qu'internationale, au profit d'une refonte radicale de nos services de police et de renseignement, et une reterritorialisation radicale de leur fonctionnement.

La reconstruction d'une indépendance économique passera par une brusque reconfiguration de notre appareil productif afin de ne plus dépendre de ces grands marchés que nous nous contentons aujourd'hui de piller – je pense à LVMH en Asie, Bolloré en Afrique, Vinci et tant d'autres structures moins visibles agissant dans le monde entier, aujourd'hui encore apporteurs de devises, demain points de fragilité – enlacements dont l'absence de régulation nous expose à tous les risques, sanitaires, économiques et sociaux. Il nous faudra prioriser notre autonomie énergétique, avec laquelle nous ne transigerons pas, et réduire notre dépendance aux dispositifs d'accaparement des ressources qui nous feront en ces terres peuplées encore piller.

Rappelons-le : l'espace anglo-saxon nous servira de vecteur d'ensemencement. Retrouvant un équilibre géopolitique propre à nos traditions, nous traiterons à nouveau et sur un pied d'égalité avec la Russie, qui redeviendra un partenaire principal, rééquilibrant nos rapports avec une Allemagne dont certains dirigeants, soumis à la tentation hégémonique, ne manqueront pas de nous provoquer, et avec laquelle nous continuerons notre politique d'apaisement. Nous respecterons ce grand et imposant partenaire, nous chercherons toujours à ses côtés la construction, multipliant avec ses républiques satellitaires, des Pays-Bas à l'Autriche en passant par la Hongrie, la République tchèque, la Pologne et les pays Baltes, des partenariats visant à assurer leur protection mais cherchant à proposer des ancrages alternatifs pour nos appareils de production. Tenant à distance les géants chinois et états-unien,

notre commerce sera avec eux intense, mais régulé : des barrières tarifaires et douanières s'érigeront à nouveau et éviteront que des pays tiers ne profitent de notre intégration économique pour s'infiltrer et nous imposer leurs produits, leur savoir-faire, leur uniformité productive délétère socialement, écologiquement, sanitairement et culturellement.

Nous aurons une grande politique de rayonnement. La France se définit par son rapport à la langue, toujours mouvant et qui doit maintenant rompre ses rigidités. L'Académie française sera refondée de façon à en faire un lieu d'accueil de toutes les diversités et créativité, reconfigurant radicalement un outil qui manque à ses fonctions d'ensemencement, tandis que l'Institut sera dissous. Nos grandes écoles verront elles aussi leur rôle réinterrogé, et redeviendront les lieux de production d'un commun, en s'intégrant aux universités, ne servant à la production de hauts fonctionnaires qu'en cela que ces derniers auront une fonction définie et interrogeable. Les universités ne perdront pas leur vocation à assurer l'universel : au contraire, elles le démultiplieront, oubliant les logiques marchandes et concurrentielles qui menacent son intégrité, voyant la tutelle étatique se renforcer tout en accueillant les dispositifs de formation continue jusqu'ici dispersés en des institutions pour beaucoup factices et vérolées, et se déployant massivement dans les espaces frères qui, en dehors de notre territoire, cherchent à s'y accoupler. Leur prestige viendra d'un renforcement massif et direct des moyens octroyés à la recherche et une réinauguration du rapport à la cité. Une refondation exigeante de notre éducation primaire et secondaire, centrée sur les fondements linguistiques et calculants, seuls capables de nous faire renouer avec la promesse égalitaire d'une République, l'alimentera. Les politiques culturelles seront radicalement remises à plat, de façon à rompre le conformisme et l'endogamie qui s'y est installée. Le secteur de l'édition verra, comme celui du cinéma et de la musique, ses bases réglementaires progressivement remaniées de façon à éviter les inévitables crises de surproduction qui les touchent actuellement, à renforcer leur intégration industrielle et la préservation de leur indépendance et de leur diversité, tandis que les établissements publics, comme les politiques culturelles, feront l'objet d'une réabsorption tant budgétaire qu'administrative au sein de l'État.

Nous remettons au centre de nos ambitions le rétablissement du cadre de vie de nos concitoyens, la possibilité de circuler à nouveau au sein de leur territoire sans contraintes et avec un allègement primordial de l'espace bureaucratique français. Nous consacrerons le principe visant à rendre sa liberté au peuple au profit d'un accroissement des obligations s'appliquant aux élites de notre pays, permettant ainsi à la société civile d'accéder à une grande respiration âprement désirée. Les ZAC verront leur destin scellé au bulldozer et les commissaires de la République qui prendront la suite des préfets auront pour priorité de rétablir l'harmonie esthétique et sociale d'un territoire qui a

vu son unité urbanistique et architecturale s'effondrer. Les architectes de France verront leur rôle entièrement repensé et leur autorité renforcée au sein de ces commissariats, de façon à rétablir une exigence esthétique et culturelle systématique là où grands promoteurs, favoritisme et petites baronnies faisaient leur loi. Nous protégerons sans inhiber : une nouvelle impulsion architecturale sera donnée à un pays étouffant sous le poids de la corruption sans que nulle autre exigence que celle de la créativité et de l'élaboré soit imposée, accompagnant notre politique de protection patrimoniale d'une alimentation des élans vitaux qui parcourent toute société, rompant avec les expansions citadines massives, au profit du principe des villes nouvelles, inscrites dans des cadres territoriaux qui feront naître progressivement des espaces autosuffisants et permettront à terme la réémergence d'un ensemble de cités-États que la France agglomérera.

L'autonomie énergétique que nous aurons retrouvée, par le financement massif de pôles de production décentralisés, l'adaptation accélérée de notre réseau électrique à la localisation de la production, le déploiement de circuits courts et la reconfiguration de nos rapports géopolitiques avec nos voisins méditerranéens, nous permettra de sortir progressivement du nucléaire auquel nous nous étions asservis, autorisant l'autonomisation de notre territoire et la profonde réorganisation de notre société, garantissant ainsi sa durabilité. Symboliquement, nous reconnaitrons l'importance de nos anciennes colonies, à commencer par leur mère, Haïti, et nous les considérerons en Républiques sœurs passant d'une politique de tolérance et de condescendance, rongée par la culpabilité et les erreurs politiques qui y sont associées, à un système d'alliances qui remplacera avantageusement le système de compétition acculturé né des dispositifs ACP.

Nous aurons dans cette transition un exécutif fort, contrôlé par la masse, à tout moment capable de se saisir des politiques publiques et de renverser un pouvoir défaillant. Nous ne lésinerons nullement sur l'emploi de l'autorité de l'État pour soumettre les puissances qui chercheraient à contourner les objectifs que nous nous fixerons, et nous garantirons en retour que ce que d'aucuns considèrent comme la plèbe, retrouvant sa souveraineté, voie garantie son entière liberté. L'individu ne sera plus la jauge, au profit du sentiment collectif. L'engagement sera à l'origine du droit, là où jusqu'ici la passivité se trouvait récompensée. Voilà l'importance des réformes institutionnelles présentées en ouverture de ce texte. Les ministères ne dépendront plus que de leur souverain, le peuple – capable à tout moment de les faire individuellement tomber –, et de son incarnation temporaire, les présidences – en un contrôle bicéphale qui responsabilisera la société dans l'attente des réformes mentionnées. Matignon, devenu ministère des présidences, redeviendra un organe de coordination, et les ministres seront tenus individuellement responsables, tandis que les maisons du peuple contrôleront et renverseront les commissaires lorsque ceux-ci, appliquant ou non

l'intention du gouvernement, atteindront aux intérêts des populations. La Chambre du peuple aura pour vocation de débattre les dispositions législatives n'étant pas d'origine exécutive et détiendra un duopole de l'initiative à ce sujet, aux côtés des référendums d'initiative citoyenne. Il sera proposé, en alternative à leur abolition, que le Sénat et le CESE se fondent en une assemblée qui accueillera les représentants de la nation selon des quotas représentatifs de la diversité de la population ou du poids des communes émancipées, tandis que la Chambre du peuple verra ses représentants soumis à des mandats impératifs et révocatoires interdisant toute formation de clan.

La magistrature sera profondément renouvelée, recitoyennisée, et plusieurs systèmes seront proposés au choix des concitoyens, dont celui reposant sur le principe de l'élection. Le maintien par les procureurs de la mainmise sur la procédure et leur dépendance à l'exécutif feront l'objet d'un vote, ainsi que la possibilité de création d'un poste de procureur de la Nation. Les principaux ministères régaliens resteront sous le contrôle des individus élus aux magistratures suprêmes, afin de préserver les orientations de long terme que nous devons donner à la nation. Ceux-ci ne seront renversables qu'au tiers de leurs mandats ou en cas de mise en jeu de son veto, et les hiérarchies parallèles créées afin d'autoriser une prise de pouvoir réelle et non formelle seront pas à pas intégrées au sein de l'existant.

Le pouvoir se divisera en deux corps souverains : la nation et la commune. Tandis que la commune verra son organisation libéralisée, la nation contrôlera l'exercice du pouvoir politique au niveau territorial par le duopole qu'exerceront les maisons du peuple et les commissaires. L'exécutif verra à Paris sa toute-puissance équilibrée par l'élection du défenseur du peuple, du gouverneur de la Banque de France et du procureur de la Nation, révocables et dès lors autorisés à revendiquer une légitimité populaire.

N'oublions pas que la nation, comme concept, n'a d'efficace vis-à-vis de son extérieur qu'en ce qu'elle est symétriquement considérée : sans croyance mutuelle en leur existence et leur capacité à y faire accroître, la capacité de mobilisation endogène des nations s'effondre et laisse place à des idéologies impériales, universalisantes, absolutistes, elles-mêmes adossées à des discours moraux contradictoires avec son fondement conceptuel, et précipitant sa dissolution. Cette précarité du concept exige d'à tout moment se préparer à sa potentielle défonction, et de ne jamais par l'artifice tenter de le préserver.

La commune fera ainsi contrepoids et garantira les libertés des individus que la nation pourrait menacer. Elle verra ses pouvoirs et ses capacités d'action largement accrus, et pourra, sous l'autorité des commissaires de gouvernement, négocier avec ses voisins l'organisation de la vie politique – les agglomérations étant possibles à l'infini, sous réserve de censure nationale soumise à un contrôle parlementaire – construisant ainsi progressivement des ensembles cohérents se substituant à l'existant et n'étant soumis à aucune

contrainte formelle nationale. Le peuple et l'exécutif national pourront à tout moment trancher en cas de difficulté ou de conflit d'interprétation, permettant ainsi de se défaire de l'homogénéité institutionnelle inutile à laquelle la France s'est soumise, et de configurer différemment l'espace selon les enjeux donnés.

La nation protégera toujours la commune qui, en de tels dispositifs, se sentirait lésée, et ce sera toujours en accord, et sans possibilité d'arbitraire, entre ces deux instances que le territoire englobant la population amenée à être consultée pourra avancer. Le millefeuille institutionnel, proprement ridicule, qui s'est emparé de la France, que ce soit en son dessus – avec des institutions européennes accablantes – ou son dessous – avec des échelons intermédiaires fruits d'une décentralisation bureaucratisée et dévitalisée –, disparaîtra pour le reste au profit des seuls dispositifs déconcentrés.

Les regroupements communaux seront organisés de façon à respecter les intérêts des populations locales, et, pour éviter la constitution de baronnies délétères, l'exécutif national aura à tout moment primauté afin de déterminer l'intérêt supérieur de la nation, sous contrôle de référendums d'initiative locaux permettant d'instaurer un dialogue des légitimités, en ce qui concerne le fond des politiques publiques adoptées et seulement convocables pour motifs d'intérêt général ou de fait d'une atteinte aux principes fondamentaux de la nation. Sous une forme démocratique renouvelée, l'expérience communale aura pour but d'offrir une certaine respiration aux territoires et des rapports politiques à l'échelle locale, permettant à tout citoyen d'intervenir dans les affaires de la cité et de s'y construire sans avoir à aspirer à l'échelle nationale, en respectant un ordre et un rapport au commun qui encore aujourd'hui manquent trop régulièrement. La déliaison progressive des échelons communaux et nationaux sera autorisée à mesure que l'autonomisation énergétique permettra une territorialisation de la production économique. Les possibilités d'innovation institutionnelles seront larges, les mesures visant à s'assurer que des notabilités corrompues ne renaissent de ces expériences étant les seules limites envisagées. Il n'y aura à terme pas de compétence *a priori* que la commune n'ait pas. La démocratie n'existe qu'au sein de la cité et de la nation : tout autre échelon la rend fictionnelle. Toutes les mesures nécessaires seront donc prises pour l'y rendre tangible. Et l'État, s'assurant de la préservation de zones libres, où aucune prédation n'interviendra, veillera à s'ériger en protecteur de ces espaces d'émancipation.

Le corps fonctionnarial administratif sera profondément renouvelé, ainsi que les modalités d'accès à son exercice, et tandis que la place centrale des corps médicaux, d'enseignement, de recherche et d'ingénierie sera réaffirmée, celle propre à l'organisation de la cité et la gestion des ressources collectives sera strictement limitée. L'accapement par la bourgeoisie des fonctions de gouvernement et de régulation de notre espace politique est un scandale intolérable auquel il sera mis un terme. À cette fin, les administrations rede-

viendront les maisons du peuple, avec une exigence d'autant plus accrue que le vivier de recrutement sera élargi, les fonctions les plus essentielles – telles que l'enseignement – retrouvant la valorisation qui leur revient par le truchement d'une remise à plat de leur mode d'organisation et de rémunération, tandis que de nouveaux corps unificateurs par secteur, similaires aux corporations – notamment dans la santé –, seront créés.

Nous renouons avec une grande politique d'aménagement du territoire qui nous permettra de faire face aux défis de notre temps, notamment l'achèvement de l'ère de l'automobile et une accélération des échanges qui menace de nous effondrer. Les profondes transformations du territoire faisant suite à la fin d'un mouvement de trois siècles qui a fait de la route le principal vecteur de communication et d'échanges doivent être actées. Le chemin de fer et le bateau redeviendront des concurrents de l'automobile individuelle et de l'aérien, et feront l'objet d'un plan de déploiement massif à très court terme, financé par la puissance publique et la souscription, permettant notamment une conversion des dettes immobilières en titres d'investissement. Il nous faudra composer avec un espace où la circulation sera devenue réellement tridimensionnelle, le déplacement volant réduisant avec toute probabilité ses échelles et se démultipliant au sein des cités.

Actant que le passage du papier à la silice a provoqué d'immenses bouleversements en ce qui concerne la production de l'information et la représentation politique, une nouvelle loi d'organisation de la citoyenneté numérique sera proposée, permettant un accès beaucoup plus fin et direct aux outils de l'État et à leur régulation.

Des autorités se chargeront de reconstituer des services publics de proximité, empruntant aux techniques algorithmiques du privé leurs capacités amélioratives afin de distribuer au sein de la citoyenneté sa capacité au mouvement, retirant aux grandes corporations leur monopole sur l'innovation, en interdisant le déploiement et en y substituant des solutions nationales, mais aussi en fixant une exigence de service minimal, par la création de maisons d'État au sein de chaque entité communale. La production économique tout autant que le déplacement individuel seront favorisés par la centralisation de la gestion de cette question au sein de grands offices en charge d'octroyer à chaque citoyen les moyens nécessaires à cette fin.

La corruption sera écrasée par la création de tribunaux chargés de mettre fin à une ère où le pillage s'est généralisé et déclinant localement l'autorité du Tribunal du peuple et des comités de clémence. Ces tribunaux seront de droit spécial, rétroactif, à compétence limitée aux faits passés et avec un pouvoir de sanction strictement limité à des peines courtes. Celles-ci seront sévères, mais non définitives : les condamnés seront ensuite reversés, selon leur choix, au système judiciaire commun ou à un Comité de clémence, où, après une période de latence, ils pourront voir révisée leur situation sans que leur dignité

nationale ne puisse être restituée. La peine d'indignité nationale sera ainsi réactualisée et remise au goût du jour, systématisée et avec des effets étendus, tandis que la criminalité en *col blanc* fera l'objet de toutes les attentions. L'enfermement pour les criminels de droit commun ne sera plus qu'un des objectifs de la juridiction répressive, le bannissement des espaces collectifs et les peines défonctionnalisantes et dirimantes, après une trop longue période d'involution sociétale, redevenant centraux. La violence qui habite la société ne sera tolérée, et il sera mis fin aux peines d'apparat, notamment à la généralisation des sursis qui ne produisent rien, si ce n'est l'affaiblissement d'un stigmate précieux, et l'exécution de peines courtes pourra intervenir y compris au sein d'installations locales contournant les lourdeurs de l'actuel système pénitentiaire. Une simplification majeure des dispositifs existants sera menée, avec une refonte des codes, visant à rendre à nouveau accessible au commun tant la procédure que le droit appliqué, tandis qu'une lourde politique immobilière permettra enfin de rendre aux agents des forces de l'ordre ainsi qu'aux prévenus détenus en leurs locaux leur dignité.

Les politiques sociales et fiscales, appuyées par la réorientation des politiques monétaires et de notre appareil productif, feront la part belle à la frugalité : il n'est nullement question de promettre un grand soir là où les capitaux se trouvent disséminés et où le niveau de vie moyen – une fois les atroces distorsions produites par le capitalisme financier corrigées – est *en puissance* suffisant pour permettre à chacun l'accès à la dignité. Il s'agira cependant de transformer effectivement, et à très court terme, le devenir de millions d'individus, aujourd'hui obstrué. La priorité consistant à alléger le fardeau impositif pesant sur une large majorité de la société s'accompagnera de dispositifs visant à la protection et l'émancipation des plus fragiles, au détriment des ambitions de richesse démesurées qui habitent une part de notre société. Une unification de la politique fiscale passant par une simplification abrupte de ses actuelles dispositions et de son système inextricable d'exemptions et de régimes d'imposition, avec la systématisation de la ponction d'office, sera menée sous cinq ans afin de permettre cet abaissement général des niveaux d'imposition sans atteindre aux ressources mobilisables pour le bien commun. Nous serons, à chaque étape, attentifs à ce que ces réformes soient correctement menées afin de permettre le déploiement naturel du génie, sans que le marché soit en charge de l'évaluer, ni *a fortiori* de le récompenser. Cela passera par le réordonnement symbolique et institutionnel de la République, qui attribuera charges et privilèges selon le mérite, et s'imposera au privé.

Les politiques familiales retrouveront enfin leur rôle protecteur vis-à-vis de tous ceux qui, des femmes isolées aux grands-parents oubliés, ont été sacrifiés par la modernité. Plus de 20 % aujourd'hui des bénéficiaires du RSA sont des mères célibataires, sacrifiées par la destruction des systèmes familiaux traditionnels et l'absence de responsabilisation collective qui a suivi cet accroisse-

ment de la liberté censé nous bénéficier. Les violences, majeures, qui s'abattent aujourd'hui sur cette catégorie de la société seront inhibées non par des dispositifs d'éducation dont on sait l'impuissance, mais par une attention particulière offerte à la lutte contre la précarité et l'isolement qui aujourd'hui gangrènent notre société. Des millions de Français subsistent sous le seuil de pauvreté. Ils seront notre priorité.

L'art sera écarté du marché, de la même façon que nos militaires seront écartés de nos rues et des terrains d'action qui aujourd'hui les minent et les épuisent, afin d'être redéployés parallèlement à la réorganisation massive de nos forces de l'ordre, déjà mentionnée. La coopération, au sens strict, redeviendra l'alpha et l'oméga de notre politique étrangère : nous investirons massivement non plus en des programmes transversaux ponctionnant une grande part de nos ressources – programmes que nous abandonnerons, sauf exception ponctuelle –, mais dans le développement de relations bilatérales où la formation à nos principes et l'accès à notre culture et à notre science primeront. Le personnel éducatif jouera en ce cadre un rôle fondamental, ainsi que l'art de l'administration, et l'obligation de séjours de coopération sera réintroduite à cette fin. Le français redeviendra une langue universelle, et sera promu à cette fin

L'intensification des moyens investis dans le primaire, visant à exiger avant l'entrée en sixième une maîtrise parfaite du calcul et de l'écrit, se fera au détriment apparent du rôle aujourd'hui général du lycée, qui redeviendra un lieu de formation à l'accès sélectif, garant d'une forme d'éducation spécifique, égalisée avec les autres voies d'accès au savoir, à la création et à la pensée. Des formations continues au long terme permettant l'accès à toutes les professions – y compris les plus exigeantes – sans réquisit de diplôme préalable, sur le modèle des capacités en droit, seront développées et accessibles à tout stade de la vie. Nous nourrirons la France de ses rêves atrophiés : qui, mécanicien, souhaitait devenir médecin le pourra. À quelque âge que ce soit.

Cela exigera un grand effort pour des institutions sclérosées et habituées à *passer le plat*, et dès lors, pour l'État, un important accompagnement à proposer. Ce ne sera pas le seul domaine où il faudra agir, tant la France semble dans son ensemble sombrer en une sorte de conformisme qui ne sera plus toléré. L'esprit de culte, respecté, se verra fermement renvoyé à son lieu, avec le respect que se doivent de vieux ennemis. Il nous faudra compter sur les forces vives et spirituelles qui habitent notre territoire. Mais aussi nous faire les hérauts de la supériorité intellectuelle et politique d'une idée, la Nation, et d'un édifice, la République, qui, par son alliance au territoire et au peuple de France, son ancrage en une historicité qui ne saurait être nié, a produit un régime qui doit être maintenant redéployé. Nous serons intransigeants face aux imposteurs et aux accapareurs, nous protégerons les âmes tranquilles et les clercs éclairés. Nous ne tolérerons aucune intromission de l'étranger, en ce

domaine comme en nul autre. Seront ainsi promptement expulsés ceux qui, du fait d'une double affiliation, accepteraient de se vendre à des pouvoirs qui cherchent à nous concurrencer.

Paris redeviendra un phare, et des Apennins à Gibraltar, de nouvelles alliances politiques nous permettront d'avancer dans la construction d'espaces institutionnels qui serviront notre projet. Nos frontières seront bien gardées, oui : elles protégeront le miracle que nous préparons de tout pillage ou comportement d'accaparement, et exigeront de ceux qui nous viennent un engagement en nos dispositifs régaliens afin de prouver leur valeur et leur attachement à notre politicit . Nous accueillerons le monde et sa diversité, pour peu que les nouveaux venus soient prêts à déverser sur le commun la force de leur particularité. Nous serons riches de ces apports, comme la France le fut si souvent, et nous montrerons au monde ce qu'octroie la capacité à s'émanciper de cette délétère mondialisation. Nos portes s'ouvriront, dès les ambassades, à un accès rigoureux à quiconque maîtrise et respecte la culture et la civilisation que nous enfanterons, et nous nous assurerons que nul Français n'ait à porter individuellement le poids de cette générosité qui sur le long terme le nourrira : l'état prendra ses responsabilités et organisera l'accueil et la formation, l'encadrement des populations qui nous proviendront, en r individualisant le traitement de l'asile et en déployant de lourds moyens qui garantiront que rien en ces échanges ne permette à l'anomie de se déployer, ou de fragiliser le tissu social comme c'est le cas aujourd'hui. Cet encadrement s'étendra aux naturalisations, qui s'accompagneront d'une exigence de service du pays, faisant écho à la proposition référendaire d'un service obligatoire d'un an, exécutable avant les 30 ans, au profit de la nation.

En cette nouvelle ère, les bourgeoisies et notabilités garderont leur rôle, précieuses de par leur expérience du capital et de son organisation. Elles n'en seront pas moins mises au pas dans leur ambition hégémonique, ainsi que dans leur tentation d'accaparement et de consécration symbolique. Nous leur assurerons un rayonnement, mais aussi une respiration et un renouvellement, en leur imposant un taux de conversion de leur capital beaucoup plus important qu'actuellement, pour récompenser le talent et l'ambition de ceux qui, loin d'eux, auront parcouru un chemin valant estime et respect, réduisant la part de l'héritage, et en généralisant dans la formation initiale de nos enfants le modèle corporatiste des compagnons, afin de replacer le mérite *réel* et délié de toute détermination sociale au cœur de la cité.

La lutte contre la criminalité et la délinquance sera réorientée. La France périt d'une insécurité par ses élites ignorée, elle-même fruit d'une politisation indécente de ses forces de l'ordre, ainsi exposées et menacées. Alors que les politiques sanitaires de lutte contre l'addiction se substitueront aux obsessions sécuritaires, un référendum sur la légalisation des maisons closes permettra de réguler ce fléau et de concentrer les brigades de m eurs sur d'autres fléaux,

dont la pédocriminalité jusqu'ici largement ignorée. Des bataillons de policiers entiers seront chargés de mettre au jour la fraude et la criminalité cachées, celles qui dans les chiffres et les dispositifs comptables, masquées, gisent et nourrissent la violence du quotidien, tandis que la Police, entièrement refondée, se verra dotée de nouveaux dispositifs de formation intégrés au système universitaire et régionalisés, sa gestion se voyant, elle, municipalisée, entraînant une reconstitution des hiérarchies qui permettra une purge au sein d'un service public gangrené par le corporatisme le plus indécent, avec les conséquences délétères que l'on sait sur ses intégrants.

Un plan de rénovation thermique massif sera proposé, et s'accompagnera, par la localisation de la production centralisée et la distribution de l'énergie, de la mise à bas de la précarité qui en la matière encore sévit : c'est ainsi, avec l'abandon de l'automobile, que nous pourrons progressivement reconstituer à différentes échelles une politique énergétique aujourd'hui inexistante. Un plan massif – et forcé – de conversion agricole, qui nous fera sortir du modèle intensif qui a dévasté nos plaines, dans le même temps qu'il assurait notre approvisionnement, sera mené, et s'accompagnera d'une loi organique relative à notre biodiversité. La spécialisation territoriale issue de l'après-guerre sera bouleversée.

L'aménagement du territoire et la réinauguration des voies fluviales et maritimes en tant que lieux appartenant à la citoyenneté et à l'individu – et non plus seulement aux forces économiques – devront en tenir compte.

La précarisation malade de notre société, avec l'acceptation d'un chômage qui défonctionnalise la partie la plus fragile de notre nation, sera enfin prise pour ce qu'elle est : une inimitié qui nous détruit collectivement. Il n'y aura pas d'objectif, mais une obligation de résultat en la matière, qui, à l'instar du modèle japonais, exigera une contribution massive de l'ensemble des acteurs économiques et politiques du pays. Le plein emploi deviendra, pour la société, une contrainte impossible à contourner, quitte à sacrifier temporairement des marges que l'on aurait souhaitées ailleurs investies. Les minima sociaux, concentrés en un nombre réduit et réévalué de dispositifs indiscriminés, se verront attribués de façon automatique et sans sollicitation préalable afin d'atteindre des taux de couverture décents, et de sortir de la grande pauvreté les populations les plus précarisées qui n'ont pas même les moyens psychiques de les réclamer, tandis que la bureaucratisation rampante et indécente créant des délais de traitement affligeants pour certaines allocations primordiales comme l'AAH feront l'objet d'une brusque accélération.

Un nouveau modèle de société pourra naître de ces fondements, visant à reconstituer un rapport à l'altérité, et permettant une réorientation d'une partie de l'organisation sociale vers une reconstruction de ses liens. Les EPHAD n'auront à terme plus leur place, la fuite vers le privé, de l'éducation à la santé, verra sa nécessité réduite jusqu'à ne plus exister, et les violences

infligées aux plus vulnérables et discriminés seront combattues jusqu'à se voir éradiquées.

C'est en somme une nouvelle société, nettoyée et protégée, irriguée d'un sang neuf tenu hors de toute tentation putréfiante et dirigée par des structures où seul l'engagement pour le commun sera valorisé, qu'il s'agit de concevoir, écartée des dispositifs de corruption et de dissolution de l'intérêt général qui la minent depuis des décennies, mais aussi des violentes tensions sociétales qui la parcourent. Les libertés individuelles renforcées, l'accès à la culture démocratisé, la généralisation d'un système de mutuelles d'État permettront enfin une extension de la protection sociale dont bénéficient nos concitoyens englobant le droit et tous les dispositifs assurantiels jusqu'ici existant. Les tissus de production locaux côtoieront des pôles industriels renouvelés dans tous les domaines, de la pharmacologie aux fabrications de circuits intégrés, permettant de faire face à toute pénurie et assurant le déploiement d'infrastructures publiques d'éducation et de santé enfin renouvelées. Face aux bouleversements majeurs qui attendent notre humanité, la France peut se faire la porteuse et l'inspiratrice d'un grand mouvement de reconquête souveraine autorisant une émancipation sociale généreuse et exigeante de sa population, offrant tranquillité à ses aînés et promesses de mouvement à ses enfants.

VI

Frapper

Le coup d'État institutionnel

Rendre l'État à sa nation

Il est des obscurités où seul un lapin blanc peut nous guider. Nous l'avons vu, les difficultés à sortir la France de l'ornière tiennent tant à des facteurs politiques structurels – la perte de contrôle sur ses politiques monétaires, l'appartenance à un ensemble géopolitique en déréliction, la dépendance énergétique – qu'à l'existence de forces enfouies qui, créant un continuum entre oligarchie et État, aggravent son effondrement.

Ces forces sont celles des *Princes de la République*, dont il s'agit maintenant de montrer, à titre applicatif et exemplifiant, comment ils seront domptés.

Poussés depuis leur plus jeune âge à croire en leur supériorité intrinsèque, alors qu'ils ne sont que les plus *conformes*, les Princes de la République sont des hauts fonctionnaires choisis et formés, pour une majeure partie d'entre eux, à l'orée de leur vingtaine, suivant des procédures dont on nous a longtemps fait croire à l'objectivité, avant que le réel ne les rattrapât, et dont la vocation est de les transformer en relais de forces qui les dépassent. Il suffit de lire les meilleures copies des concours de la République les plus « exigeants », de l'ENM à l'ENA dont ils sont issus, pour comprendre comment sont choisis ceux qui, sous couvert de nous servir, demain deviendront les instruments de qui souhaite préserver sa position et ses intérêts par le truchement de l'État. Modelés par des années de formations intensives, nos Princes, majoritairement masculins et d'extraction bourgeoise, se trouvent par ces vecteurs que l'on appelle les *concours* propulsés, l'âge adulte à peine entamé, en des charges de nature aristocratique, dont ils préserveront le bénéfice jusqu'à la fin de leur vie. Leur sélection est fondée non pas sur leur capacité à démontrer leur intelligence et leur culture, mais sur leur capacité à plier celles-ci. Se trouvent ainsi choisis des êtres capables avant tout de répondre aux attentes de qui les dirigera. Se voyant offrir une position sociale prestigieuse et un confort de vie important, mais aussi une reconnaissance symbolique qui ne sera jamais remise en question, leur avancement, pour partie automatique, ne dépendra par la suite que de leur capacité à se faire bien voir, à se montrer *brillants*, en somme se distinguer sans jamais mettre en difficulté l'ordre qui les a adoptés. Leur salaire confortable leur ayant permis de s'installer la vingtaine à peine acquise dans les lieux les plus agréables du pays, ils y élèveront une progéniture dont l'avenir, suivant un système éducatif dévoyé, se trouvera, du fait de leur

naissance et de la qualité de leurs parents, largement assuré, inhibant ainsi tout reste d'intégrité et de subversion qui aurait pu saisir nos impétrants, les incitant à demeurer au service de l'existant.

Les Princes de la République décident des destins de millions d'administrés et des carrières de milliers de personnes qui, « simples fonctionnaires », ayant parfois des décennies d'engagement au service de l'État, se trouveront dès la sortie d'école de ces jeunes hommes et femmes, et jusqu'à la fin de leur vie, sous leur tutelle et responsabilité, sans qu'aucun renversement hiérarchique ne puisse être envisagé. Sélectionnés par le truchement de méthodes visant à garantir leur homogénéité sociale, classés comme on le ferait d'animaux ou de biens de consommation, nos Princes ont à cœur de préserver leurs prérogatives et oublient que, loin de leur être due, leur position est un privilège que la société leur a octroyé afin de les amener à servir ceux qui, au quotidien, produisent les richesses qu'ils auront à gérer.

Longtemps cooptés sans plus de cérémonie, les Princes et leurs marquis furent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et dans les trois décennies qui suivirent soumis à l'impérium des héros de la Résistance. Ces derniers avaient une conception exigeante du rôle des *élites* et du pouvoir. Mettant leur entregent au service d'une idée, et ayant fait de l'art politique autre chose qu'une virtualisation insignifiante, sachant pour l'avoir vécu en leur chair ce que la politique valait, les serviteurs de l'État que la Résistance engendra permirent un temps à notre administration de rayonner et de diriger le pays dans un sens unanimement apprécié, sans éviter les drames évidents que font naître les trop grandes homogénéités. Ayant étendu leur influence sur l'ensemble des structures sociales, administratives et économiques du pays depuis le milieu des années 1980, leurs héritiers se sont malheureusement écartés de toute forme de pensée et ont fait de ces excellents appareils de pouvoir des outils au service d'intérêts particuliers. La transformation du service de l'État qui s'en est suivie nous a amenés aux apories présentes. Selon une logique anthropophage qui n'a jamais été corrigée depuis, les enfants de la Résistance ont ainsi commencé à consommer l'œuvre de leurs aînés. Dévorés par une logique de corps, une incapacité à la prise de risque et une absence de concurrence émulative, par un dévoiement aussi du politique, les Princes de la République sont pas à pas devenus un facteur de déréliction et non plus d'expansion du bien commun. Pour contourner les effets délétères de leur corruption, et la raréfaction des ressources de l'État qu'elle entraînait, ils ont au surplus progressivement accepté de se soumettre à l'emprise oligarchique qui assure la mise au pas de notre pays. Ils forment aujourd'hui le maillon essentiel qui permet aux forces privées de puiser dans le commun, laissant seules les notabilités de province, pourtant friandes de ressources publiques, en charge de l'endiguement de la furie grandissante de populations dont les revenus se voient sans cesse réduits par un système dont le poids leur est

devenu trop lourd à porter.

Maîtres de l'État et Princes du petit Paris, nos hauts fonctionnaires ont en quelques années atteint un tel degré d'impunité et d'emprise sur le pays qu'ils se trouvent aujourd'hui en position d'autoriser ou d'interdire aux forces politiques – une fois le pouvoir atteint – de véritablement l'exercer. Fragilisés par leur propre pillage, qui voit la population toujours plus s'en méfier, contraints de rester dans l'ombre, ils n'en sont pas moins encore obligés de se soumettre à un rituel de *transformation* qui vise à scénifier leur passage du technocratique au politique. C'est ainsi que lorsqu'ils souhaitent émerger, le *cabinet* ministériel où ils se voient confier le rôle de « conseiller » d'un ministre joue pour eux un rôle transitoire parfait, leur permettant de basculer de la haute fonction publique au politique, puis de la charge d'État à la charge électorale, l'obtention d'un mandat, attribué non par le peuple mais par la force politique qui intermédie entre ces élites et le peuple se chargeant de l'opération de conversion financée par l'État, qui consacrerait quelques-uns de nos individus et leur offrirait un accès à la lumière par des dispositifs parfaitement organisés et supervisés par les oligarques auxquels ils seront *in fine* asservis. Maillons essentiels qui permettent au système, et alors que le système politique lui-même se montre incapable de se renouveler, de tenir sans s'effondrer, toute une génération de serviteurs s'est par ailleurs et en parallèle habituée à *pantoufler*, c'est-à-dire à utiliser les réseaux et connaissances que l'État leur a octroyés pour les mettre au service d'intérêts privés, contre ample rémunération. Ils le font, pour beaucoup, faute de perspectives au sein d'un appareil de pouvoir que leurs prédécesseurs, en se comportant de façon identique, ont contribué à dépecer comme ils le feront à leur tour une fois la transition effectuée, offrant aux forces qui les ont recrutés un accès privilégié aux ressources de la communauté.

C'est ainsi que se rompt l'imperméabilité qui s'était imposée entre État et société, muraille de Chine qui permettait d'assurer l'intégrité et la neutralité du premier, tout en consacrant la primauté de la volonté de la seconde.

*

La question des *élites* et de leur rapport à l'État, qui reste le pourvoyeur quasi exclusif de nos dirigeants politiques et économiques, est fondamentale en France. Dans un pays où la nation, construction fragile, a trouvé pour fondement et moyen de son déploiement le centralisme étatique, la capacité à décider de l'attribution des ressources et de leur administration est le véritable déterminant de notre politique.

Cette capacité, toujours plus réduite, à arbitrer entre les orientations que se donne collectivement le peuple français n'est offerte qu'à un nombre très réduit de citoyens supposément choisis à ces fins, eux-mêmes dépendants de relais territoriaux plus ou moins complaisants, et c'est dans cette jonction

que s'explique la corruption croissante qui s'est saisie de nos pays. Rappelons qu'il n'est nul « pouvoir absolu » en un pays où les notabilités provinciales ont toujours vu avec un certain plaisir les révolutions prendre pour objet le pouvoir central. La capacité à faire jonction entre les bourgeoisies provinciales et le petit Paris a toujours été un enjeu central de survie pour un système dépendant largement de sa capacité à trouver des relais au sein des *territoires*, qui permettent à la capitale de maintenir sa capacité à centraliser et distribuer ressources et fonctions collectées et engendrées dans l'ensemble de nos contrées, ponctionnant sa part sans craindre de se voir contesté.

La question de la répartition de ces pouvoirs et ressources fait l'objet d'arbitrages permanents, le niveau de ponction nécessaire au petit Paris pour s'alimenter, puiser en les énergies collectivisées et recouvrir ses intrigants des ors qui permettront de tenir ses états, par effet de fascination et d'attraction, étant directement tributaire de la capacité de la capitale à s'alimenter à l'échelle du pays, et dès lors des territoires à produire sans s'assécher.

Les Princes de la République, à mi-chemin du politique et de l'oligarchique, ont pour fonction d'arbitrer et de gérer l'acquis en s'octroyant *en passant* le droit de le faire au nom de l'État, tandis que les élus, qui sont le plus souvent issus de cette caste, et représentent autrement les intérêts de la bourgeoisie des pays, interfacent avec la nation et s'assurent de son consentement.

Toujours plus poreux et absorbés tant par la sphère politique – par le truchement de la forme « parti », ravie d'arracher l'un de ces Princes à l'État pour à son tour s'y immiscer – qu'économique – par les pantouflages que l'on sait –, nos Princes ont théoriquement pour fonction de s'assurer que les moyens d'action concentrés entre les mains de l'État seront redistribués équitablement et avec efficience, de façon à ce que cette concentration et redistribution *in fine* ait à la fois des effets économiques bénéfiques et réponde aux attentes que la société exprime par le truchement de l'élection. Tandis que ceux qui sont restés au sein de l'Administration sont chargés de la préparation et la formalisation des décisions, ceux d'entre eux qui accèdent à une part de souveraineté en se mettant entre les mains de partis afin d'être élus se voient eux chargés de faire accepter ces décisions, et de relayer les impulsions qui proviendraient de la société dont ils sont censés être les représentants. L'imbrication des différentes sphères leur offre une latitude qui a été parfois fructifère, notamment à travers la constitution de féodalités qui s'avèrent dans le champ industriel un temps productives, et utiles au raffermissement de l'autorité de l'État. Cette latitude n'en a pas moins été progressivement détournée avec le temps et est devenue accaparante à des niveaux qui ne sauraient davantage être tolérés. Nombre d'acteurs du secteur privé ont rapidement compris le bénéfice qu'ils tirent d'attirer entre leurs mains ces êtres jusqu'alors considérés comme membres d'une imprenable aristocratie.

Nos Princes misent des sommes qui ne sont jamais les leurs. La corruption

intervient rarement à visage découvert, le stigmate moral et pénal qui s'applique à celui qui s'y laisserait prendre et la surveillance formelle que mettent en place les corps d'inspection – auxquels appartiennent nos Princes – interdisant de trop directes ponctions.

Que l'on ne croie cependant pas que notre pays est épargné des pratiques qui en bien d'autres sociétés nous apparaissent comment les symptômes d'un archaïsme dont nous nous serions défaits. Les méthodes de détournement de ressources se sont raffinées du fait de l'accroissement de leur contrôle, en une dynamique dont l'objectif est non pas de mettre fin à la corruption, mais de réduire le nombre d'individus en capacité de s'accaparer lesdites ressources. Expliquons-nous : s'attaquer à la corruption aurait des effets par trop délétères et catastrophants pour nos Princes et leurs marquis. Au contraire, il s'agit, en France, par la dénonciation et la mise à bas de tout accaparement trop grossièrement mis en œuvre, d'une part de renforcer l'acceptabilité de la corruption légale, et d'autre part d'en limiter le nombre de bénéficiaires à ceux qui ont le savoir-faire suffisant pour contourner l'épais appareil réglementaire et légal qui, censé la limiter, ne fait que la réguler.

Si seuls quelques Princes et marquis, triés sur le volets, peuvent jouer avec les grands comptes de nos États, et ainsi les piller, en toute légalité et sans jamais se voir exposés aux mécanismes de sanction et d'humiliation qui, au reste de la population, continuent de s'appliquer, ce n'est donc pas le fruit d'une volonté d'assainissement, mais de renforcement de l'accaparement.

C'est ce qui explique que ces êtres soient à ce point honnis par une population qui voit trop bien comment son labeur se trouve à chacun de leur passage capté et redistribué afin de complaire à des intérêts privés, sans qu'aucune responsabilité ne soit ensuite recherchée, et sans qu'aucun bénéficiaire n'intervienne au nom de la société. Si les années 1950 et 1960 furent riches en corruptions structurantes, permettant la constitution de grands conglomerats qui, par leur utilité sociale, produiraient quelque résultat, les années 1970 et 1980 ouvrirent la porte au pillage le plus démesuré. Les notabilités provinciales ne honnissent pas moins ces êtres qui lorsque, s'excédant, ils les laissent menacés en leurs propres seigneuries, par des populations réclamant plus modestes ponctions et plus moindre attrition, enfantant de temps en temps des jacqueries amenant tel ou tel baron à abandonner le pouvoir central pour regagner son fief, afin de ne se trouver emporté par une vague de mécontentement.

Les Princes bénéficient au surplus d'une forme d'immunité due à leur fonction – couverture qui fait théoriquement miroir à leur soumission aux élus, en faisant les exécutants d'une volonté qui les dépasse – qui, lorsqu'ils décident d'intégrer la sphère politique, s'accroît des privilèges qui sont octroyés à nos représentants. Parmi ceux-ci, l'obsession bourgeoise pour ce que le *xix^e* siècle a consacré sous la forme d'intimité et de vie privée, protection absolue qui leur permet de mobiliser lourdement les réseaux mondains à des fins

d'accumulation et de reproduction de capital, sans jamais se voir exposés dans leurs tartufferies et contradictions.

Utiles, serviables, soigneusement sélectionnés, nos Princes sont prisés du fait de l'accès privilégié aux immenses ressources de l'État que leurs fonctions leur octroient et font l'objet, dès leur plus jeune âge, de toutes sortes de jeux de cour visant à les absorber en l'une ou l'autre des zones d'influence que l'intérêt privé a su peu à peu élaborer, afin d'en faire d'utiles relais. Nécessaires afin de court-circuiter les attritions naturelles que toute organisation sociale produit, ils sont devenus en eux-mêmes une ressource précieuse qui maintenant pourtant voit sa valeur décroître, à mesure que se réduisent les emprises de l'État et que l'endogamie atteint à leurs principes de sélection. Pourtant, de plus en plus rares sont les fortunes françaises qui ne recherchent un jour ou l'autre le décisif concours de ces Princes ombrés, en les propulsant au cœur de bien des empires masqués.

Du fait d'une série de facteurs économiques, dont l'absence d'inflation, la formation de bulles spéculatives jamais éclatées et la force d'inertie propre à toute grande puissance économique peu soumise à la pression des investisseurs étrangers, une caste d'héritiers a émergé face à ces êtres. Cette caste a reçu en commandite les empires industriels, financiers et commerciaux constitués par leurs aînés avec l'aide de ces Princes, sans savoir qu'en faire ni avoir les moyens de les gérer. Sans mérite ni capacités réelles, se reposant souvent sur ces mêmes marquis devenus eux-mêmes héritiers, ces autres héritiers ont fini, à force de reproductions incestuelles, par menacer de *pourrissement* l'économie française, et par ricochet sa société. La financiarisation qui a accompagné leur émergence n'aura servi qu'à reproduire et accroître une emprise qui, par son extension à l'espace médiatique, leur a donné un rôle préminent en notre système politique. S'étant accaparé les clefs de la visibilité, en un système où elles étaient au départ tenues par nos Princes et représentants, ces puissances économiques devenues oligarchiques se sont progressivement offert la maîtrise de l'apparence, c'est-à-dire de notre démocratie, dont elles ne savent la plupart du temps que faire. Cette situation plonge nos maîtres dans un embarras d'autant plus important qu'ils voient ainsi leur responsabilité, déjà écrasante, doublée, et nos Princes voués à une embarrassante inutilité. Ayant la capacité, non pas d'évincer – puisque Princes et élus leur sont toujours aussi nécessaires afin de préserver l'apparence démocratique – mais d'asservir ceux qui avaient jadis enfanté leurs aînés, nos oligarques et leurs héritiers ont ainsi, pas à pas, accaparé un pouvoir démentiel qui, dès qu'un mouvement populaire émerge, les laisse tremblés.

S'attaquer à ces deux aristocraties et aux élus censés nous représenter, les apeurer afin de les soumettre, et rétablir la hiérarchie naturelle qui fait du politique – c'est-à-dire du peuple – le souverain de l'intérêt doit donc devenir notre priorité.

Notre économie, du fait du centralisme étatique que nous avons brièvement décrit, se structure autour d'immenses mastodontes industriels et financiers, qui à leur tour s'appuient sur de multiples vassalités, dont la survie dépend de mécanismes de connivence et de corruption, eux-mêmes entretenus par le système ultra-élitiste et hiérarchisé qui s'est installé en notre pays. Ces grands ensembles oligarchisés ont, pour certains, une fonction de production de richesses réelle, malgré les immenses gaspillages et effets délétères que leur principe même produit. Il faut dès lors penser la façon, une fois le pouvoir arraché, par quelle voie il faudra les faire plier, et de réorienter notre système de production et de gestion de cette production, afin de, pas à pas, assainir un rapport au monde dont on sait aujourd'hui la spirale dans laquelle il se trouve emporté. On le voit cependant, la réorientation et la restructuration de ces espaces économiques auront un impact majeur au sein de la société, et dans la façon dont celle-ci sera dirigée. C'est pourquoi il est impossible de penser une transformation du tissu industriel et économique français sans réfléchir aux modes de formation et de sélection des « élites » qui en sont aujourd'hui chargées.

La tâche ne sera pas aisée. Autrefois au service du pays et tenus par ce dernier, ces mastodontes ont en effet vu leur capital pas à pas s'internationaliser, avant que leurs directions n'en fassent de même, et ce jusqu'à ce que les investissements que de siècle en siècle la société française avait en eux déposés ne se trouvent bradés en un grand marché où, évalués à leur capacité à produire du profit à court terme, ils se sont trouvés emprisis entre des mains tierces, nous dépossédant de ce qui aurait dû rester les instruments extérieurs de notre souveraineté.

Rétablir notre capacité à les soumettre et les contrôler, en utilisant tous les moyens à notre disposition, à commencer par ceux du droit de punir, sera notre priorité, priorité qui ne pourra se fonder exclusivement sur des régulations abstraites, tant il est évident que ces mouvements furent originés par des corps dont la progressive corruption autorisa ces démembrements, et sur lesquels le pouvoir de contrainte de la nation devra à nouveau s'exercer.

Sur le plan extérieur, ce système a par ailleurs créé des interdépendances nocives qui nous asservissent et nous font dépendre du pillage que ces mastodontes sont en capacité de mettre en œuvre auprès de populations maintenues dans une extrême servilité. C'est là l'écueil et le point faible de toute politique souverainiste, alors que depuis longtemps notre système économique et dès lors notre société se sont vus structurés par ce rapport doublement colonial que nous entretenons, en amont, avec les États-Unis qui nous servent de puissance mère, et en aval, avec toute une série d'espaces dont le contrôle plus ou moins direct nous fut longtemps réservé. Ces rapports sont d'évidence complexes, faits d'interpénétrations qui nous permettent par exemple d'obtenir des émirats du Golfe de nombreux capitaux tout en acceptant en

retour de leur laisser les clefs notre indépendance énergétique, de la Chine les pièces que nous assemblerons, du Sahel une partie de nos minerais, etc.

Toute rupture avec cet ordre augure de lourdes conséquences dont les principales victimes ne seront pas tant nos élites – si gavées par les pillages jusqu'ici décrits qu'elles apparaissent inertes, incapables du moindre ressenti et de toute façon indifférentes à ce qui pourrait se produire sur notre sol – que les autres strates de la population qui n'auront, entre-temps, trouvé d'autre moyen de subsistance que l'affiliation à l'une de ces féodalités chargées d'acquiescer et de redistribuer les ressources ailleurs captées, et qui n'ont, en l'état des forces actuel, aucune capacité de s'en émanciper. Tandis que nos Princes et héritiers se chargent de dilapider le capital accumulé par toute une société, le vendant à vil prix contre postes et rémunération, quitte par la suite à s'expatrier pour se protéger, la base économique proprement nationale n'a cessé de se réduire, menant à l'asservissement de toute une part de nos concitoyens à des puissances déterritorialisées, et dès lors, dénuées d'affect à leur égard. Devenu un pays à « forte valeur ajoutée », la France n'a en fait qu'accepté de s'insérer dans un système-monde où son poids, quasi nul, n'est plus qu'équivalent à sa capacité à consommer.

Nous avons cependant la chance, pour peu de temps, d'apparaître comme une alternative potentielle au monde anglo-saxon qui, par corruption et lassitude de son propre engrosissement, s'échine depuis quelques années à *faire éclater* le système-monde issu de la fin de la Seconde Guerre mondiale qu'il avait pourtant lui-même fécondé. Cela nous donne une possibilité réelle de changement et de réinvestissement de notre politique de puissance, sans avoir à trop craindre de mises en tension dont l'ampleur se montrerait telle qu'elle condamnerait d'avance notre projet. Il nous est encore possible d'agir avant que les géants dormants, qui ailleurs tiennent des pays entiers en leurs seuls soupirs enrêvés, ne s'éveillent et rendent impossible toute réinauguration de notre capacité à subsister en tant qu'entité et société. Tandis que nos Princes, repus, demeurent assoupis, et que les nouvelles gardes refusent de ressembler à leurs aînées, en un monde où la dévoration du soi est devenue plaisir de gourmet, quelque chose nous dit que, nos ennemis étant encore distraits, il nous est toujours offert une maigre chance de réémerger.

Autonomie et souveraineté seront d'évidence et dès lors les mots les plus clairs que nous aurons à prononcer. Cela ne passe pas seulement par un programme politique, mais aussi et peut-être avant tout par la récupération des instruments de cette souveraineté, et l'imposition inflexible de ce que toute porosité entre public et privé ne puisse intervenir qu'au service immédiat et sous la direction du premier. Ce renversement épistémologique imposera une grande violence à quiconque y résistera.

La maîtrise de l'État est celle qui manque le plus souvent aux forces révolutionnaires. Elle s'accompagne en la situation présente d'une absence de sou-

tien extérieur à notre mouvement, soutien qui aurait permis à certaines démarches de tenir le temps nécessaire à l'achèvement de leur ambition. C'est à ce prix que s'acquiert la liberté.

Nous aurons peut-être, dans la décennie qui vient, une dernière chance pour revendiquer au nom de la France un statut qui, s'universalisant, permette une transformation du rapport au monde devenu partout ailleurs délétère. Il faudra pour cela, et à partir de la réforme de nos structures de pouvoir, prendre les initiatives radicales en termes de politique étrangère et de défense que nous avons décrites et qui, outre le renversement de ces Princes de la République, permettront une affirmation souveraine et une expansion de notre régime en ses proximités.

Nous manquerons d'alliés, et seul un Sud fragilisé, composite, comprendra le mouvement enclenché. Il ne faut pas se faire d'illusions : cet appui sera insuffisant. La puissance tutélaire de l'Allemagne commande et nous intime à la plus grande des précautions. Nos forces endogènes ne nous autoriseront qu'une progression par *à-coups* créant de nouveaux statu quo. La patience de nos forces vives sera rudement mise à l'épreuve, et la tentation de reconstituer une nouvelle *élite* devenue fin en soi et non moyen, faisant écran avec des masses à nouveau exploitées, jaillira de toutes parts.

Ce qui suit présente les principales réformes institutionnelles puis politiques qui nous permettront de nous imposer à ces Princes et de les écarter, et d'ainsi obtenir, à peine le pouvoir saisi, la marge de manœuvre suffisante pour agir avec décision, et appliquer l'idée qui nous y aura amenés. Il y est tressé un plan d'action visant à préparer la prise de pouvoir, et éviter qu'un flottement ne vienne détruire l'impulsion qui nous mettra en position de gouverner. Il constitue enfin un réservoir à propositions mobilisable et modulable afin de faire voir *en actes* quels seront les changements de gouvernance et les réformes de l'État qui pourront être proposés à la population.

Afin de montrer que nous ne venons pas les mains vides ni blanches, mais avec une volonté déterminée qui repose sur notre intimité passée avec un appareil constitué par et pour le peuple, et qu'il s'agit maintenant de récupérer.

VII

Gouverner

RÉFORME INSTITUTIONNELLE

Référendum instituant une assemblée constituante.

Réformes qui seront proposées dans le cadre de cette initiative constituante :

- Création du référendum d'initiative citoyenne.
- Instauration du principe de mandat révocatoire, et de la possibilité permanente de transformer le mandat représentatif en mandat impératif, à toute échelle.
 - Création d'une chambre populaire.
 - Tirage au sort partiel, proportionnelle partielle.
 - Réforme du financement de la vie politique (loi Cagé).
- Changement de la durée du mandat présidentiel, avec limitation de trois mandats.
 - Service d'État.
- Fusion du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État en une Cour de la République.
- Création d'un tribunal populaire et d'un Comité de clémence en charge de la transition républicaine.
- Suppression du Conseil économique et social et du Sénat.
- Premier acte de la recentralisation (suppression des régions, transformées à titre transitoire en gouvernorats, révocables par les présidences de la République et les maisons du peuple, réduction partielle du champ de compétences, rétablissement du duopole commune/département comme unité territoriale de base).
 - Fin de la loi électorale PLM.
- Création d'une gouvernementalité numérique : identité citoyenne numérique, possibilité de vote permanente (via blockchain), système de proposition législative participatif (soumission d'amendements *in vivo*, propositions de lois citoyennes).
- Refonte de l'ensemble du système de distinctions républicaines.
- Création d'un poste de défenseur du peuple, élection partielle des juges administratifs et judiciaires.
- Remplacement des préfets par des commissariats contrôlés par des maisons du peuple faisant office d'assemblées.
 - Création d'un procureur de la nation.

Réformes à mettre en place immédiatement après l'élection des Présidences et des Assemblées :

- Transformation de Matignon en ministère de la Présidence.
- Rattachement du *Budget* au ministère de la Présidence (décret).
- Rattachement de la DGSE au Quai d'Orsay (décret).
- Création de *ministères permanents* (acquise par loi organique) :

Arts, Sciences et Médias, Éducation et Supérieur, Recherche

Société et Production, Travail, Finances, Industrie

Intérieur, Défense, Extérieur, Droit

Écologie, Agriculture, Énergie

Urbanisme et Logement

Santé

Technique

- Chaque *ministre d'État* aura ainsi la capacité de trancher, évitant les remontées intempestives au Premier ministre (interministérielles), devenu ministre de la Présidence.
- *Par voie de suite* : réorganisation de l'Administration en grandes directions rattachées à chaque pôle ministériel. Réorganisation de la haute fonction publique en corps correspondants.

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

- Création d'un corps de la présidence de la République, sis à l'hôtel de la Marine, qui fusionne avec les trois corps des Affaires étrangères, avec la

préfecturale, et incluant des corps de métier intermédiaires : poste d'informaticien en chef de la nation, cinéaste, cuisinier, peintre, poète, écrivain, couturier, horloger, compositeur, libraire, médecin... Création d'un corps policiaro-militaire d'élite sous la direction de l'Élysée, autonomisé de toute hiérarchie, en charge de la sécurité de la Présidence.

- Rattachement à *titre temporaire* du Quai d'Orsay, du CNRS, de la Culture à la Présidence (décret, ministère de la Présidence) afin, par ordonnances et décrets, d'agiliser le processus de réforme de ces instances.

- Réinstauration de la grâce collective.

- Déménagement de la Présidence au palais du Luxembourg et en ses dépendances adjacentes. Investissement des Invalides comme lieu de gouvernement. Construction du pôle civil de la Présidence au Val-de-Grâce, aux côtés du Collège de la République. Réquisition des mairies d'arrondissement ainsi que des principaux espaces publics désaffectés ou mal affectés (ex. : Hôtel-Dieu) et transformation en services publics de première nécessité de la Présidence.

- Création d'un droit de réquisition et d'appel de toute décision judiciaire auprès du seul président.
 - Octroi des pleins pouvoirs urbanistiques à Paris.

Par le secrétaire général de l'Élysée :

- Sécurisation immédiate de l'ensemble des communications de la Présidence par l'adoption *ad hoc* d'un nouveau système OTR autonomisé des services de l'État.
- Nomination immédiate d'un nouveau directeur de cabinet des DGSE, DRM, DGSI et du directeur de TRACFIN, procureur de la République, directeur du Trésor. Mise sous tutelle *factuelle* des directeurs et énonciation de consignes strictes de conservation des données. Déclaration publique menaçant tout fonctionnaire ou haut fonctionnaire exécutant ou ordonnant une destruction de fichiers compromettants.
- Demande de regroupement et saisine de l'ensemble des *fichiers de renseignement* prouvant une utilisation de l'État à des fins politiques.
- Demande de *blancs* sur l'ensemble des dirigeants du CAC 40, directeurs d'administration, préfets, employés de l'Élysée et de cabinet, leurs contacts

politiques, extérieurs.

- Remplacement de l'ensemble des fonctions support de la Présidence, fusion des deux premiers régiments d'infanterie de la Garde républicaine mis sous l'autorité directe du ministère de la Présidence, en charge de la sécurisation de l'appareil d'État.
- Supervision et validation individuelle de la nomination de l'ensemble des directeurs de cabinet et exigence de l'adjonction systématique d'un conseiller politique n'appartenant pas à la haute fonction publique, et ayant contresigné pour toute décision prise en délégation de signature, directement rattaché à la Présidence.
- Révocation de l'ensemble des directeurs d'administration et préfets, maintenus en fonction par *intérim* pendant six mois à un an.
- Convocation de l'ensemble des directeurs d'administration et secrétaires généraux des ministères à l'Élysée :

Considérez-vous comme directeurs en fonction. Chaque fuite provenant de votre ministère sera considérée comme étant de votre responsabilité. Vous ne serez, pour une part d'entre vous, pas en accord avec les décisions qui vont être prises par les représentants de la nation qui vous dirigeront : vous vous trouverez cependant, pour la première fois de votre existence, face à des hommes du peuple à qui vous devrez entière obéissance, et qui auront instruction de sanctionner la moindre défaillance de votre part. L'État appartient à la nation. Certains d'entre vous considèrent que l'intérêt primordial qu'ils ont à défendre est celui de leur corps. Qu'ils sachent qu'à présent celui du peuple primera. Le moindre indice de déloyauté entraînera une sanction immédiate, quel que soit votre rang, quel que soit le pouvoir que vous croyez détenir. Vous êtes en sursis, et le demeurerez jusqu'à ce que vous ayez fait preuve de votre loyauté.

- Convocation de l'ensemble des directeurs de cabinet :

Vous serez l'âme et le sang de ce nouveau pouvoir. Aucun écart, aucune fuite, aucun abus ne sera toléré. N'en tolérez à votre tour aucun. Convoquez immédiatement les directeurs d'administration, secrétaires généraux et leurs adjoints : ayez toujours sous la main un remplaçant possible, n'hésitez pas à vous y substituer. Soyez durs et intimidants. Brisez toute velléité d'affirmation personnelle. Reliez-vous directement à la Présidence, qui vous prêtera tous les services qui seront requis aux fins d'affirmation de votre autorité. Vous aurez en face de vous des gestionnaires et des exécutants. Faites-le-leur sentir. Vos ministres vous sembleront parfois peu préparés, hésitants. Sachez que vous leur devez entière loyauté. Aucun contournement, aucune décision ne saurait être prise sans leur acceptation explicite ou celle de leur conseiller politique, agissant en représentation.

- Convocation du directeur du Trésor, afin de préparer une politique de contrôle des changes et d'exiger fidélité sous silence. Refus de toute démission en cas de refus de coopération, transfert immédiat des pouvoirs effectifs à son

directeur adjoint et maintien en poste.

- Prise de contact avec l'ensemble des dirigeants du CAC 40, CAC Next 20 :

L'État est de retour, et vous êtes requis à son service. Élaborez une liste de vos priorités par secteur et de vos meilleurs éléments. Si nous agissons de concert, et si vous vous pliez aux priorités de la nation, nos services se mettront à votre disposition.

- Convocation immédiate des principales ambassades, retrait *de principe* des lettres de créance et démantèlement des dispositifs d'espionnage les plus apparents.
- Expulsion de la CIA.

Mise en œuvre d'un Comité de poursuites touchant à l'ensemble des fonctionnaires ayant participé, supervisé ou donné visa à des opérations de maintien de l'ordre menées sous les trois mandats précédents et ayant amené à des conséquences lourdes pour les populations, placé sous la direction du Tribunal populaire et ayant pleins pouvoirs administratifs, sous le seul contrôle du Comité de clémence.

- Doublonnage hiérarchique au sein de toutes les administrations et préfectures à six mois.

HAUTE FONCTION PUBLIQUE

Par réforme réglementaire et ordonnances législatives :

- Ouverture de l'accès aux grands corps à toutes les catégories de fonctionnaires, sélection via dossier et entretien, mise sous tutelle politique des jurys. Accession aux grands corps pour des durées décennales.
 - Fusion des corps territoriaux et des corps d'État.
- Fusion de l'IGF, de la Cour des comptes et du corps des administrateurs civils de Bercy, devenus corps économiques. Création d'un nouveau corps de sortie de l'X, spécialisé dans les enjeux numériques, le calcul algorithmique et l'ingénierie informatique.
- Fusion du corps des Mines et des corps *secondaires*, devenus corps industriels.
 - Fusion de l'ENM, de l'INET, de l'ENA et des grands corps techniques en une École d'État. Suppression du classement de sortie. Division en six branches : justice, économie, régalién (intérieur, extérieur), administratif, territorial, technique. Interdiction

de toute porosité les dix premières années.

- Conseil d'État : fusionné avec le Conseil constitutionnel et les corps administratifs et soumis à l'autorité du défenseur du peuple. Intégration de la fonction conseil du Conseil d'État au sein des services de la Présidence.
- Interdiction aux hauts fonctionnaires de devenir élus de la nation sans démission préalable du corps.
- Interdiction faite aux élus de la nation d'accéder à la haute fonction publique sans une période de carence de cinq ans. Publication de l'ensemble des avis de la commission de déontologie (rétroactivement), refondée afin d'intégrer des citoyens et intégrée au défenseur du peuple.
- Ouverture de la fonction publique aux docteurs : systématisation du principe de recrutement d'un docteur (qualifié) pour un haut fonctionnaire recruté via une autre voie.
- Refondation des inspections générales, intégrées sous la tutelle du défenseur du peuple et séparées des grands corps d'État.
- Élection du gouverneur de la Banque de France, du procureur de la Nation et du défenseur du peuple.

RÉFORMES SECTORIELLES ADDITIONNELLES

Cette liste regroupera, sans exclusive, les principales propositions idéologiques, mais aussi administratives, permettant de donner un contenu et d'accompagner la réforme administrative et politique de la France, associant *propositions de fond* et restructurations sectorielles, afin d'accélérer sa transformation.

JUSTICE

- Extension, par référendum et à titre transitoire, à vingt-quatre membres du Conseil constitutionnel.
- Adoption du principe d'élection, avant son intégration à la Cour de la République, au sein de la magistrature.
 - Création d'un poste de procureur de la Nation, élu.
 - Création d'une Tribunal populaire et d'un Comité de clémence.
- Absorption du CSM par le défenseur du peuple et adjonction d'un corps d'inspection, directement accessible à tout justiciable via une refonte de la commission d'admission des requêtes, mettant fin à l'impunité existant *de facto* au sein de la magistrature.
- Systématisation de dispositifs d'enregistrement audio ou vidéo et retour de

la collégialité obligatoire en toute matière pénale.

- Réforme radicale de la justice administrative et de ses modalités de recrutement.
- Transformation de la Cour de justice de la République en un tribunal à jury sous l'autorité du Tribunal populaire et du Comité de clémence.
- Adoption de lois d'orientation générale de la politique pénale à la majorité qualifiée.
 - Reprise des instructions individuelles et publication quinquennale de celles-ci (délai de carence), sauf en cas d'intérêt primordial de la nation (décennal).
 - Fin de la rétention de sûreté et des peines plancher.
- Création d'une peine d'indignité nationale ; fin des comparutions immédiates.
- Réforme du code de procédure pénale ; simplification de l'application des peines.
 - Grande réforme de la procédure civile.
- Renforcement des peines relatives aux malversations financières, déploiement d'un véritable parquet financier doté de moyens décuplés.
- Renforcement des moyens de l'ASE, refonte de la justice aux affaires familiales.
 - Transfert de la DCPJ sous la tutelle du garde des Sceaux.
- Création d'un service public de la Défense intégré à la Sécurité sociale.
- Identité judiciaire unique et sécurisée centralisant l'ensemble des contentieux.
- Renforcement de la confidentialité au cours des procédures préliminaires et de la transparence des procédures *post-factum*.
 - Augmentation des crédits de fonctionnement, des CIP, et refonte de l'administration pénitentiaire.
 - Autonomisation hiérarchique du greffe.
 - Séparation définitive des carrières de procureur et de juge.
- Fin des écoles de formation des barreaux, rétablissement d'un système d'apprentissage.

INTÉRIEUR

- Municipalisation de la Police nationale.
- Refonte de la politique de formation et de recrutement des forces de l'ordre, création de structures d'enseignement régionales.
 - Fin de Vigipirate.
- Retour de la Gendarmerie nationale dans les structures de défense.
 - Réforme du financement électoral.

- Révision de l'ensemble des dispositifs de sécurité concernant des politiciens et « personnalités publiques exposées ».
 - Contraventionnalisation de l'outrage.
- Suppression des brigades anticriminalité, généralisation du principe de police de proximité, refonte de l'évaluation statistique et fin des primes à la performance.
- Renforcement des moyens destinés à la lutte contre la criminalité en col blanc, et ciblage d'un nombre déterminé de personnalités soupçonnées de corruption et de trafic d'influence.
- Refonte du syndicalisme policier, fin de la cogestion et dissolution des syndicats existants.
- Création d'un nouveau corps d'inspection indépendant des forces de l'ordre.
- Commission d'enquête sur les violences politiques commises lors du quinquennat précédent.
- Abandon des outils de maintien de l'ordre « intermédiaires », fin de l'utilisation d'unités non spécialisées dans le maintien de l'ordre.
 - Dissolution des BRAV-M.
 - Création d'un récépissé de contrôle d'identité.
- Dématérialisation de la procédure, programme de réduction systématique de la bureaucratie et recrutement de fonctions supports aux agents assermentés.
 - Séparation des branches judiciaires et renseignement de la DGSI.
- Refonte et réduction des fichiers de police, sécurisation de leur accès et mise en place d'une politique de poursuites stricte contre tout accès non autorisé.
- Programme d'investissement immobilier et informatique relatif aux conditions d'exercice des agents de la paix.
- Régularisation des sans-papiers présents sur le territoire satisfaisant à des critères d'assimilation, accompagnée d'obligations de service à la nation, d'une conditionnalisation du regroupement familial et d'une déconcentration du traitement de l'asile au niveau consulaire ; développement d'une politique d'attractivité en faveur des individus les plus formés, via la refonte des programmes existant et leur fusion avec ceux du Quai d'Orsay ; réduction des temps de rétention administratifs ; fin des tribunaux d'exception en bordure des lieux d'arrivée ; accroissement des moyens relatifs au traitement administratif des questions migratoires ; systématisation des obligations d'accompagnement et de formation des demandeurs d'asile.
 - Renforcement des prérogatives de police judiciaire des douanes.
- Systématisation des sanctions en cas de violations déontologiques et création d'outils de saisine directe par les citoyens aux échelles locales, avec obligation de transparence dans le traitement au sein de commissions mixtes (par

exemple non-port de RIO).

- Référendum sur une réforme « portugaise » du marché de la drogue, proposant la création d'un marché de la cigarette et du cannabis sous strict contrôle étatique, accompagnée d'une dépénalisation de l'usage de toute drogue, légalisation de la prostitution, recréation de « maisons de passe » sur le modèle allemand et stricte campagne de lutte contre tous les marchés parallèles, la traite humaine et les atteintes à la santé.
- Retrait des prérogatives locales sur les questions de vidéosurveillance.

EXTÉRIEUR ET DÉFENSE

- Création d'un ministère de la France à l'étranger, chargé de toutes les politiques de développement, absorbant l'AFD et mettant fin aux versements mutualisés, hors institutions internationales.
 - Mise en place d'une politique de coopération strictement bilatérale, directement embranchée aux politiques migratoires, et centrée sur la création de dispositifs sous contrôle direct, en lien avec le rayonnement éducatif et culturel du pays.
 - Fin des régimes d'exception du Luxembourg, de Monaco et d'Andorre. Destitution des archiducs et des familles princières. Création de gouvernorats, suspension immédiate de tous les flux financiers et fermeture des frontières, appropriation des réserves économiques.
 - Élaboration de *traités spécifiques* avec l'Espagne, l'Italie, le Portugal et le Sud méditerranéen, visant à créer une union politique méditerranéenne passant par une exportation des institutions républicaines et l'établissement d'accords de coopération et d'échanges administratifs, éducatifs, universitaires et industriels massifs.
- Lourd investissement en une politique de la francophonie et d'exportation du modèle républicain.
 - Sortie de l'OTAN, réduction des contributions aux instances internationales *secondaires*, réduction de l'aide au développement multilatérale aux chantiers prioritaires et transformation des autres crédits en crédits de coopération, appuyés par une politique offensive de réétatisation de l'espace africain, négociation d'accords d'État et d'une politique de grands contrats avec les grandes entreprises nationalisées
 - Révision de l'ensemble des accords de défense.
- Réorientation de la politique industrielle d'armement par un réaligement de la production privée sur les priorités stratégiques de la patrie et une reprise en main des conseils d'administration de Dassault, Thalès, Airbus, etc.
 - Relance du programme d'un deuxième porte-avions nucléaire.
 - Réduction à cinq sous-marins nucléaires.
- Développement de forces de contact marines et d'une politique de ports

francs.

- Politique active et mise en visibilité de l'accueil de dissidents et de lanceurs d'alerte.

BERCY

- Instauration d'une politique de contrôle des capitaux.
- Reprise de contrôle de la politique monétaire, réévaluation des objectifs d'inflation.
- Création d'établissements de crédit à capital public par secteur économique.
 - Réforme de MiFid 2.
- Mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières.
- Création d'un pôle public d'information et de notation des outils financiers.
 - Séparation des banques de dépôt et d'affaires.
 - Création d'un dispositif d'escompte public pour TPE et PME.
- Reprise de contrôle sur la politique douanière et commerciale de la France sur des critères écologiques, sanitaires et sociaux.
- Déconditionnalisation du RSA et recentralisation de la gestion des minima sociaux.
 - Réinternalisation des missions de l'État transférées à des opérateurs.
- Plan de renationalisation et de déploiement international de services publics essentiels (énergie, transports, communication).

Instauration d'une stratégie de contrôle des investissements industriels reposant en partie sur des manœuvres indirectes concentrées sur des dirigeants locaux, permettant à l'État de retrouver des marges sans avoir à engager sa crédibilité financière immédiatement (par exemple : accroissement des obligations réglementaires sur le secteur des télécoms, sous menace de nationalisation).

- Fusion de l'Agence des participations de l'État avec le Commissariat au Plan.
 - Mise en place d'une politique d'attractivité industrielle *réelle* à travers l'action du Commissariat au Plan, doté de marges de manœuvre en termes de modulation de la taxation et de l'imposition, visant à la création de filiales industrielles intégrées.
 - Refonte complète de la politique fiscale à partir de la fusion de la CSG, de l'IR, des taxes audiovisuelle et d'habitation et du maintien du prélèvement à la source, suppression du RSI, refonte de l'IS et de la TVA, imposition d'une forme unique de rémunération des dirigeants d'entreprise prenant en compte l'ensemble des rémunérations obtenues dans un cadre pluriannuel, unification des statuts d'entreprise.
 - Réduction de la charge fiscale sur les foyers par une maîtrise de la politique budgétaire, un accroissement contrôlé de l'inflation, une augmentation de la charge

- impositive sur les plus hauts revenus et une purge partielle des dettes d'État.
- Renforcement des responsabilités pénales dans le droit au travail, notamment en cas de mise en danger d'autrui et de plans sociaux.
 - Fin du secret fiscal.
- Obligation de syndicalisation pour tout travailleur, tirage au sort électif partiel, facilitation de la création et de la dissolution d'instances syndicales.
- Création d'un droit de préemption d'État et salarié sur toute fermeture ou vente d'entreprise.
- Remise à plat radicale des systèmes de financement de la formation continue et réintégration de l'apprentissage au sein des établissements d'enseignement supérieur publics.
 - Systématisation de l'attribution de bourses de stage sur critère social.
 - Transformation du CICE en un outil exclusivement industriel.
 - Versement des minima sociaux sans nécessité de requête préalable.
- Abolition des dispositions bouleversant la hiérarchie des normes au sein de la loi travail, alignement des régimes de retraite et fixation des taux selon l'espérance de vie par catégorie sociale et professionnelle, dégressivité des allocations chômage à partir de la première année, création d'une caisse de sécurité professionnelle remplaçant les UNEDIC/ASSEDIC/Pôle emploi.
- Lois sur la précarité et la sous-traitance prenant en compte la chronicité et la systématicité des dispositifs dérogatoires.
 - Refonte des dispositifs d'aide sociaux prenant en compte l'ensemble du capital, des revenus, des conditions de vie disponibles.
 - Droits opposables au travail et au logement sur une durée limitée, invocable à périodes successives.
- Loi sur la représentation des salariés au sein des conseils d'administration.
- Établissement de *numerus clausus* relatifs aux franchises commerciales aux échelles communales.
- Renforcement de l'AMF, rattachement direct à la présidence de la République.
 - Extension des règles prudentielles aux gestionnaires de fonds.
 - Extension de la lutte anticoncurrentielle aux gestionnaires de fonds.
 - Renforcement du contrôle des frais bancaires et des plafonds applicables.
 - Loi programmatique sur la participation centrée sur la transformation des statuts d'entreprise et le renforcement des SCOP.

NUMÉRIQUE

- Création d'un *habeas corpus* numérique, d'une obligation de plateforme numérique intégrale pour toutes les administrations, à commencer par la Sécurité sociale, généralisation du chiffrement citoyen, imposition de logiciels libres

pour l'Administration, déploiement d'un plan industriel matériel à travers une stratégie d'acquisitions pilotée par l'État, souverainisation de la data par le développement de filiales industrielles dans les pays connexes, la relance d'une production industrielle nationale, l'interdiction à terme de toute commercialisation de données personnelles produites localement sans intéressement citoyen.

- Création d'une *Silicon Valley* française par le truchement de la commande publique dans les régions de Toulouse et de Lorraine, s'appuyant sur les paradis fiscaux d'Andorre et de Luxembourg comme base temporaire de financement, relocalisation des filiales de production matérielles suivant le modèle coréen, politique d'investissement massif visant à autoriser la maîtrise des outils de production « intermédiaires » (composants, logiciels) accompagnée d'une politique d'attractivité dans la recherche appliquée.

ÉDUCATION

Supérieur

- Fin de la dualité du système d'enseignement supérieur. Réorientation de l'ensemble des dispositifs de formation continue au sein des institutions d'enseignement publiques. Créations de passerelles à toute étape et concernant toute formation. Refonte complète de l'organisation universitaire actuelle avec création d'un double niveau local et national. Suppression du CNU et remplacement par une Inspection générale du supérieur, composée pour moitié de non-universitaires, en charge des régulations disciplinaires. Interdiction des thèses non financées, retour sur la LRU, refonte du calendrier universitaire visant à une optimisation de l'utilisation des ressources (été fonctionnel), création de postes de maîtrise de conférence et de professorat *ad hoc*, augmentation immédiate de 30 % des budgets de toutes les structures universitaires publiques, suppression du crédit impôt recherche et des regroupements d'établissements, fusion des classes préparatoires au sein de filières sélectives intégrées à l'université avec quotas de boursiers, politique de diffusion de la recherche nationale en libre accès. Fin de l'ANR et des grands programmes de recherche. Généralisation du principe disciplinaire en licence, avec un examen national de fin de cursus non disciplinaire valant contrôle des connaissances et compétences.

Secondaire

- Fin de la politique de massification, ouverture de classes réservées aux femmes visant à renforcer leur accès aux filières sélectives, création de lycées d'État et d'internats publics départementaux, généralisation du modèle des capacités. Augmentation des salaires des professeurs du secondaire, création de manuels uniques édités par un pôle public, suppression de la distinction Capes/agrégation, renationalisation et reterminalisation du baccalauréat,

refonte de la politique éducative à destination des plus fragiles par le truchement d'une dualisation des systèmes éducatifs doublée de la création de passerelles systématiques, suppression du statut dérogatoire des lycées de la montagne Sainte-Geneviève, systématisation des classes bilingues dès la sixième, spécialisation renforcée dès la troisième en échange d'une possibilité d'accès à toute filière universitaire selon les niveaux, refonte complète du système de remplacements et des systèmes de direction des collèges et lycées. Création d'un corps d'enseignants d'aide scolaire. Ouverture des institutions en dehors du temps scolaire. Création de trois classes d'élite par internat départemental, dont une non mixte à destination exclusive de femmes, dans le cadre d'une politique massive de reféminisation des corps d'élite et de l'enseignement supérieur. Refonte de la carte scolaire et absorption du parc scolaire privé.

Primaire et antéprimaire

- Droit opposable à la place en crèche, communalisation de l'école primaire, recentrage des programmes nationaux sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et la maîtrise des fondamentaux en histoire, langues et mathématiques. Généralisation du principe de l'enseignement plurilingue à partir du CP. Création d'un examen d'entrée national en sixième, création d'un corps des professeurs des écoles, identifiable à l'uniforme. Expérimentation de mesures d'autonomisation de gestion pour les directeurs d'école avec péréquation relative à l'attribution des fonds pour les zones les plus défavorisées, généralisation des classes à niveaux agglomérés.

SANTÉ

- Plan national de lutte contre les déserts médicaux par la création de corps publics de médecins. Fin de la tarification à l'acte et de la diarchie hospitalière par la création d'un corps de direction hospitalière composé de médecins, création d'un corps de médecins généralistes, encadrement renforcé du dépassement d'honoraires, réforme des études de médecine, création d'une mutuelle publique, achèvement progressif des mutuelles privées, refonte de la politique de prescription et de tarification médicamenteuse. Réforme et renforcement des pouvoirs de l'IGAS, prise de participation forcée dans les laboratoires de recherche médicaux, suppression des agences régionales de santé. Restructuration massive de l'administration centrale, purgeant les instances doublons et verticalisant le processus de décision. Réforme de l'encadrement des honoraires de la médecine libérale, augmentation de la rémunération des internes, surtaxation des cliniques privées et mise en place d'une obligation d'accueil de populations en difficulté financière, refonte de la fonction hospitalière et des grilles de rémunération des soignants, numérisation complète de l'assurance

maladie, systématisation de l'usage de la carte Vitale et obligation d'acceptation des paiements par carte bancaire, remboursement intégral des soins dentaires, déploiement d'un réseau public de maisons de retraite. Création de monopoles d'État relatifs à la distribution d'alcool, cigarettes et toute autre forme de drogue. Grand plan vieillesse nationalisant la politique de dépendance et incitant lourdement aux regroupements familiaux. Création d'un corps de médecine ambulatoire incluant infirmiers et aides à domicile au sein de la fonction publique hospitalière, doté d'un cursus sélectif en amont centré sur la pratique et les rapports humains.

AGRICULTURE ET MER

- Nouvelle révolution verte amenant à un plan de transition décennal vers une agriculture douce, refonte de la PAC dans un cadre extracommunautaire, déploiement des subventions liées à l'unité de main-d'œuvre et non plus aux tailles d'exploitation, création d'une charte constitutionnelle du droit du vivant, réduction de la dépendance à l'exportation et fin de l'abattage industriel de masse, renforcement des soutiens à la transition agricole, suppression des droits de propriété intellectuelle sur les semences agricoles, réorientation compensatoire des aides nationales destinées aux grandes exploitations industrielles, obligation de traçabilité – y compris intermédiaire – systématisée à l'exploitation près, mise en place de contrôles sanitaires instrumentaux visant à compenser les déséquilibres de coûts de production avec les pays intra et hors UE, renforcement de l'arsenal législatif et réglementaire concernant les pesticides, instauration d'un minimum vital pour toute fonction agricole non industrielle. Plan forêt amenant à la réduction des coupes rases, au rétablissement de l'ONF et à la mise en œuvre d'une politique industrielle intégrée de la filière bois sous la direction de l'État.

- Rééquilibrage de l'ultraspécialisation industrielle par régions, création de pôles aux échelles intrarégionales sous la direction des commissaires du gouvernement.

- Loi sur la pêche permettant un renforcement de l'attractivité du secteur, des unités locales, la fin du chalutage en eaux profondes et la renégociation des quotas photiques et la reconstitution des ressources pélagiques. Restructuration de la production piscicole vivrière.

- Interdiction progressive des pavillons de complaisance.

- Adoption d'un plan mer allant de la refonte de notre politique industrielle à éducative, permettant à la France de redevenir la puissance navale qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, et relégitimant le rattachement d'immenses espaces marins à son territoire en en faisant des havres écologiques. Plan portuaire visant à reprendre la suprématie européenne.

- Priorisation de toute politique environnementale sur le rétablissement de la biodiversité naturelle.

CULTURE ET COMMUNICATION

- Révision des autorisations d'émettre liées aux conventions audiovisuelles. Suppression des niches fiscales liées au mécénat, de la Hadopi, instauration de la licence globale, réforme du droit d'auteur et réduction des droits patrimoniaux, réarmement de l'industrie de l'animation, réforme du marché du livre visant à réduire la dépendance à la surproduction et créant des obligations de soutien transversales par le truchement de taxes affectées sur le modèle cinématographique, multiplication des résidences artistiques d'État (déconcentrées), remise sous tutelle étatique des EPIC, retrait des compétences culturelles aux régions. Relance d'un programme de commandes publiques discrétionnaire (budget ministériel *ad hoc*).

- Renforcement des obligations anticoncentrationnelles dans les médias et la presse, distribution citoyenne des capitaux des médias libérés, obligation pénale de déclaration de tout conflit d'intérêts pour les journalistes, création d'un sas entre actionnaires et rédaction, refonte du CSA, création d'une autorité de contrôle similaire pour la presse écrite, réorientation des aides publiques à la presse sur critère de diversité de l'actionariat et d'indépendance de la rédaction, extension de l'intermittence aux journalistes.

Révision des cahiers des charges des médias audiovisuels et renforcement immédiat des obligations de production et de diffusion culturelles nationales pour tout acteur étranger, menace de remise en cause des fréquences hertziennes attribuées et des droits d'exploitation nationaux, renforcement des obligations de couverture des opérateurs, remise en jeu immédiate des attributions de fréquence et création d'une autorisation d'émettre pour les plateformes de VOD, réforme de la chronologie des médias, mise à bas des baronies de production dans la télévision publique, fin de la publicité sur les radios publiques, réduction des financements des médias audiovisuels d'État et inter-nalisation de la production.

- Création d'un ministère des Arts parallèle à celle d'un ministère de la Communication, d'un Centre national de la photographie, refonte complète des politiques de démocratisation culturelle au sein des grandes institutions publiques et généralisation de la pratique artistique par l'importation du dispositif *El Sistema*.

ÉCOLOGIE ET LOGEMENT

- Accélération de la transition écologique via une réorientation drastique et forcée de l'appareil industriel et de la politique économique et fiscale.
- Création de pôles industriels réunissant les grandes multinationales françaises et des tissus de TPE se concentrant sur la création de valeur ajoutée et des modèles de spécialisation (notamment l'autonomisation de la production d'énergie locale).
- Création de l'équivalent de *bad banks* industrielles en ce qui concerne les industries les plus polluantes.
 - Fin de la concurrence dans le secteur énergétique.
 - Abrogation de la loi ELAN.
- Modulation des tarifs énergétiques selon le niveau de consommation, et octroi d'un minima vital forfaitaire.
 - Grand plan de rénovation thermique forcée à l'échelle du pays.
 - Création d'une garantie universelle des loyers.
 - Imposition des transactions immobilières récurrentes.
 - Interdiction complète du diesel à cinq ans, de la voiture individuelle en ville à la même échelle, référendum sur l'énergie nucléaire à quinze ans, réduction de la publicité (généralisée), traçabilité de l'ensemble des productions agricoles et industrielles, y compris intermédiaires, à trois ans.
 - Renationalisation des entreprises de distribution de l'eau.
 - Renationalisation du secteur de la distribution postale.
 - Nettoyage des « écuries d'Augias » (bailleurs publics, HLM, etc.), généralisation du contrôle des prix sur les loyers, création d'une limite haute de pourcentage de revenus dédié aux *utilities* (eau, chauffage, électricité) contre établissement d'un maxima de dépenses énergétiques et de ressources.
 - Mise en place d'une politique urbanistique rigide et nationale, mettant à bas les ZAC et ZAI, réorientation de la production de logements et de bâtiments, de commerces et de concentrations industrielles plaçant la question esthétique et écologique au cœur de ses préoccupations.
- Mise sous tutelle étatique immédiate de toutes les communes n'ayant pas atteint 20 % de logements sociaux.
 - Grand plan d'investissement dans le ferroutage et le cabotage.
 - Nationalisation des autoroutes.
 - Réorientation des dispositifs fiscaux d'exception en faveur des circuits courts et des commerces de proximité.
 - Réinauguration d'une politique de grands travaux, privilégiant le redéploiement des lignes ferroviaires nationales et l'adaptation du tissu urbain aux enjeux écologiques, notamment via de lourds aménagements de la voirie et un renforcement de l'usage des transports fluviaux, y compris via la création de canaux.
- Plan d'arrêt et de reconversion des sols artificialisés, d'écoconception des produits de consommation et de réorientation massive des friches industrielles

existantes.

- Orientation des opérations de financement écologiques par un système de notation produisant un effet de cote/décote du refinancement des banques privées par la Banque centrale.
- Réflexion sur l'opportunité de la création de taux d'intérêt primaires différenciés.
- Pondération écologique renforcée et systématique dans les marchés publics.

EUROPE (transition)

- Politique de réinvestissement des instances communautaires calquée sur le modèle anglais.
 - Imposition du français comme *lingua franca* suite au Brexit.
 - Réinvestissement d'une politique douanière écologique.
 - Blocage des négociations de traités de libre-échange.
 - Renationalisation partielle de la création monétaire.
 - Renforcement de l'emprise sur la CEDH et la CJUE (nominations, renseignements, influence) dans la perspective d'un important contentieux.

ADMINISTRATION ET POLITIQUE

- Grand Acte de déconcentration revenant sur la décentralisation, rétablissant les échelons communaux comme seuls référents décentralisés, et rétablissant une couverture extensive du territoire via des maisons de services publics.
 - Création du poste de contrôleur national dans l'ensemble des ministères, sous l'autorité duale de la Présidence et du défenseur du peuple, en charge d'arbitrer toute résistance administrative aux réformes en cours ou à leur application. Réforme de la gestion de carrière des fonctionnaires de catégorie A, réintroduction du jour de carence.
 - Réduction des exceptions au silence valant acquiescement de l'Administration, numérisation de l'ensemble des démarches administratives via un guichet unique et un identifiant numérique, renforcement des pouvoirs de la CADA, réduction des durées du classement de l'information.
 - Réforme du code des marchés publics.
 - Création d'un Office des lanceurs d'alerte.
 - Loi du scrutin : facilitation et simplification des modalités d'accès aux charges électives.
 - Vote obligatoire, prise en compte du vote nul et blanc, création d'un congé républicain pour toute personne n'appartenant pas à un grand corps de l'État

et souhaitant postuler aux charges publiques, deux fois par carrière, de six mois.

- Numérisation des Archives nationales et systématisation de l'accessibilité aux documents publics.
- Interdiction de tout pantouflage, sauf exception soumise au double contrôle du Parlement et de la juridiction pénale.
- Création d'une base de données publique de déclaration obligatoire pour tout fonctionnaire recensant l'ensemble des appartenances extra-étatiques pouvant être à l'origine des conflits d'intérêts.
- Interdiction d'appartenance à une quelconque association non déclarée ou réclamant l'anonymat de ses membres.

Aurores.org